ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 8 Αὐγούστου **1955**	**ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ**	Ἀριθμὸς φύλλου **210**

ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 3320.

Περὶ κυρώσεως τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν τοῦ Μπουένος Ἄϊρες 1952.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

1. Κυροῦται ἡ ἐν Μπουένος Ἄϊρες συνομολογηθεῖσα τῷ 1952 Διεθνὴς Σύμβασις Τηλεπικοινωνιῶν, ἧς τὸ ἐπίσημον κείμενον εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν ἐξ ἄρθρων 50, παραρτημάτων 6 καὶ τελικοῦ πρωτοκόλλου, μετὰ μεταφράσεως εἰς τὴν Ἑλληνικήν, παρατίθεται κατωτέρω.

2. Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως αὐτοῦ εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 28 Ἰουλίου 1955

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ ΚΑΙ ΔΗΜΟΣΙΩΝ ΕΡΓΩΝ ΥΦΥΡΓΟΣ
Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 2 Αὐγούστου 1955

Ὁ ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΑ. ΘΕΟΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

Convention Internationale des Télécommunications

Préambule

En reconnaissant pleinement à chaque pays le droit souverain de réglementer ses télécommunications, les plénipotentiaires des gouvernements contractants ayant en vue de faciliter les relations entre les peuples par le bon fonctionnement des télécommunications, ont, d'un commun accord, arrêté la présente Convention.

CHAPITRE I

Composition, objet et structure de l'Union

Article 1

Composition de l'Union

1. L'Union internationale des télécommunications comprend des Membres et des Membres associés.

2. Est Membre de l'Union :

a) tout pays ou groupe de territoires énumérés dans l'annexe 1, après signature et ratification de la Convention, ou adhésion à cet Acte par le pays ou groupe de territoires, ou pour son compte;

b) tout pays non énuméré dans l'annexe 1, qui devient Membre des Nations Unies et adhère à la présente Convention, conformément aux dispositions de l' article 16 ;

c) tout pays souverain, non énuméré dans l'annexe 1 et non Membre des Nations Unies, qui adhère à la Convention conformément aux dispositions de l'article 15 après que sa demande d'admission en qualité de Membre de l'Union a été agréée par les deux tiers des Membres de l'Union.

3. (1) Tous les Membres ont le droit de participer aux conférences de l'Union et sont éligibles à tous ses organismes.

(2) Chaque Membre a droit à une voix à toutes les conférences de l'Union et à toutes les réunions des organismes permanents de l'Union dont il est membre.

4. Est Membre associé de l'Union:

a) tout pays, territoire ou groupe de territoires énuméré dans l'annexe 2, après signature et ratification de la Convention ou adhésion à cet Acte par ce pays, territoire ou groupe de territoires ou pour son compte ;

b) tout pays non Membre de l'Union aux termes du paragraphe 2 ci-dessus, dont la demande d'admission à l'Union en qualité de Membre associé est acceptée par la majorité des Membres de l'Union et qui adhère à la Convention conformément aux dispositions de l' article 16 ;

c) tout territoire ou groupe de territoires, n'ayant pas l'entière responsabilité de ses relations internationales, pour le compte duquel un Membre de l'Union a signé et ratifié la présente Convention ou y a adhéré conformément aux dispositions des articles 16 ou 17, lorsque sa demande d'admission en qualité de Membre associé, présentée par le Membre de l'Union responsable, a été approuvée par la majorité des Membres de l'Union ;

d) tout territoire sous tutelle dont la demande d'admission en qualité de Membre associé a été présentée par les Nations Unies et au nom duquel les Nations Unies ont adhéré à la Convention conformément aux dispositions de l'article 18.

5. Si un territoire, ou groupe de territoires faisant partie d'un groupe de territoires constituant un Membre de l'Union devient, ou est devenu, Membre associé de l'Union selon les dispositions des alinéas 4 a) et 4 c) ci-dessus, ses droits et obligations prévus par la présente Convention ne sont plus que ceux d'un Membre associé.

6. Les Membres associés ont les mêmes droits et obligations que les Membres de l'Union. Toutefois, ils n'ont pas le droit de vote dans les conférences ou autres organismes de l'Union. Ils ne sont pas éligibles dans les organismes de l'Union dont les Membres sont désignés par les conférences de plénipotentiaires ou les conférences administratives.

7. En application des dispositions des alinéas 2 c), 4 b), et 4c) ci-dessus, si une demande d'adhésion en qualité de Membre ou de Membre associé est présentée dans l'intervalle de deux conférences de plénipotentiaires, par la voie diplomatique et par l'entremise du pays où est fixé le siège de l'Union, le secrétaire général consulte les Membres de l'Union; un Membre sera considéré comme s'étant abstenu s'il n'a pas répondu dans le délai de quatre mois à compter du jour où il a été consulté.

Article 2.

Siège de l'Union.

Le siège de l'Union et de ses organismes permanents est fixé à Genève.

Article 3.

Objet de l'Union

1. L'Union a pour objet :

a) de maintenir et d'étendre la coopération internationale pour l'amélioration et l'emploi rationnel des télécommunications de toutes sortes;

b) de favoriser le développement de moyens techniques et leur exploitation la plus efficace, en vue d'augmenter le rendement des services de télécommunication, d'accroître leur emploi et de généraliser, le plus possible, leur utilisation par le public;

c) d'harmoniser les efforts des nations vers ces fins communes.

2. A cet effet et plus particulièrement, l'Union :

a) effectue l'attribution des fréquences du spectre et l'enregistrement des assignations de fréquences, de façon à éviter les brouillages nuisibles entre les stations de radiocommunications des différents pays ;

b) favorise la collaboration entre ses Membres et Membres associés en vue de l'établissement de tarifs à des niveaux aussi bas que possible, compatibles avec un service de bonne qualité et une gestion financière saine et indépendante des télécommunications ;

c) provoque l'adoption de mesures permettant d'assurer la sécurité de la vie humaine par la coopération des services de télécommunication;

d) procède à des études, élabore des recommandations, recueille et publie des informations concernant les télécommunications, au bénéfice de tous les Membres et Membres associés.

Article 4.

Structure de l'Union

L'organisation de l'Union repose sur :

1° la Conférence de plénipotentiaires, organe suprême de l'Union;

2° les conférences administratives ;

3° les organismes permanents désignés ci-après :

a) le Conseil d'administration,

b) le Secrétariat général,

c) le Comité international d'enregistrement des fréquences (I. F. R. B.),

d) le Comité consultatif international télégraphique (C. C. I. T.),

e) le Comité consultatif international téléphonique (C. C. I. F.),

f) le Comité consultatif international des radiocommunications (C. C. I. R.),.

Article 5.

Conseil d'administration

A. Organisation et fonctionnement

1. (1) Le Conseil d'administration est composé de dix-huit Membres de l'Union élus par la Conférence de plénipotentiaires, en tenant compte de la nécessité d'une représentation équitable de toutes les parties du monde. Les Membres de l'Union élus au Conseil remplissent leur mandat jusqu'à la date à laquelle la Conférence de plénipotentiaires procède à l'élection d'un nouveau Conseil. Ils sont rééligibles.

(2) Si entre deux conférence de plénipotentiaires, une vacance se produit au sein du Conseil d'administration, le siège revient de droit au Membre de l' Union ayant obtenu, lors du dernier serutin, le plus grand nombre de suffrages parmi les Membres appartenant à la même région et dont la candidature n'a pas été retenue.

2. Chacun des Membres du Conseil d'administration désigne pour siéger au Conseil une personne qualifiée en raison de son expérience des services de télécommunication.

3. Chaque Membre du Conseil dispose d'une voix.

4. Le Conseil d'administration établit son propre règlement intérieur.

5. Le Conseil d'administration élit ses propres président et vice-président au début de chaque session annuelle. Ceux-ci restent en fonction jusqu'à l'ouverture de la session annuelle suivante et sont rééligibles. Le vice-président remplace le président en l'absence de ce dernier.

6. (1) Le Conseil se réunit, en session annuelle, au siège de l'Union.

(2) Au cours de cette session, il peut décider de tenir exceptionnellement une session supplémentaire.

(3) Dans l'intervalle des sessions ordinaires, il peut être convoqué, en principe au siège de l'Union, par son président, à la demande de la majorité de ses Membres.

7. Le secrétaire général et les deux secrétaires généraux adjoints, le président du Comité international d'enregistrement des fréquences, les directeurs des Comités consultatifs internationaux et le vice-directeur du Comité consultatif international des radiocommunications participent de plein droit aux délibérations du Conseil d'administration, mais sans prendre part aux votes. Toutefois, le Conseil peut tenir des séances exceptionnellement réservées à ses seuls Membres.

8. Le secrétaire général de l'Union assure les fonctions de secrétaire du Conseil d'administration.

9. (1) Dans l'intervalle des conférences de plénipotentiaires, le Conseil d'Administration agit en tant que mandataire de la Conférence de plénipotentiaires dans les limites des pouvoirs délégués par celle-ci.

(2) Le Conseil agit seulement lorsqu'il est en session officielle.

10. Seuls les frais de déplacement et de séjour engagés par le représentant de chacun des Membres du Conseil d'administration pour remplir ses fonctions sont à la charge de l'Union.

B. Attributions

11. (1) Le Conseil d'administration est chargé de prendre toutes mesures pour faciliter la mise à exécution par les Membres et les Membres associés des dispositions de la Convention, des règlements, des décisions de la Conférence de plénipotentiaires et, le cas échéant, des décisions des autres conférences et réunions de l'Union.

(2) Il assure une coordination efficace des activités de l'Union.

12. En particulier, le Conseil d'administration :

a) accomplit toutes les tâches qui lui sont assignées par la Conférence de plénipotentiaires ;

b) est chargé, dans l'intervalle qui sépare les conférences de plénipotentiaires, d'assurer la coordination avec toutes les organisations internationales visées aux articles 26 et 27 de la présente Convention ;

à cet effet :

1° il conclut au nom de l'Union des accords provisoires avec les organisations internationales visées à l'article 27 de la Convention et avec les Nations Unies en application de l'Accord contenu dans l'annexe 6 à la Convention ; ces accords provisoires doivent être soumis à la prochaine Conférence de plénipotentiaires conformément aux dispositions de l'article 9, alinéa 1 g) de la présente Convention ;

2° il désigne, au nom de l'Union, un ou plusieurs représentants pour participer aux conférences de ces organisations et, lorsque cela est nécessaire, aux conférences de coordination réunies en accord avec ces organisations ;

c) nomme le secrétaire général et les deux secrétaires généraux adjoints de l'Union ;

d) arrête l'effectif et la hiérarchie du personnel du Secrétariat général et des secrétariats spécialisés des organismes permanents de l'Union en tenant compte des directives générales données par la Conférence de plénipotentiaires ;

e) établit tous les règlements qu'il juge nécessaires aux activités administratives et financières de l'Union;

f) contrôle le fonctionnement administratif de l' Union ;

g) examine et arrête le budget annuel de l'Union ;

h) prend tous arrangements nécessaires en vue de la vérification annuelle des comptes de l'Union établis par le secrétaire général et arrête ces comptes pour les soumettre à la Conférence de plénipotentiaires suivante ;

i) fixe les traitements du secrétaire général, des membres du Comité international d'enregistrement des fréquences et de tous les fonctionnaires de l'Union en tenant compte des échelles de base des traitements arrêtées aux termes de l'article 9, alinéa 1 c), par la Conférence de plénipotentiaires ;

j) détermine éventuellement les indemnités supplémentaires temporaires en prenant en considération les fluctuations du coût de la vie dans le pays où est fixé le siège de l'Union et en suivant, en la matière, dans toute la mesure du possible la pratique du gouvernement de ce pays et des organisations internationales qui y sont établies ;

k) prend les dispositions nécessaires pour la convocation des conférences de plénipotentiaires et des conférences administratives de l'Union conformément aux articles 9 et 10 ;

l) soumet à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union les avis qu'il juge utiles ;

m) coordonne les activités des organismes permanents de l'Union, prend les dispositions opportunes pour donner suite aux demandes ou recommandations soumises par ces organismes et procède à la désignation d'intérimaires aux emplois devenus vacants de directeurs des comités consultatifs internationaux et de vice-directeur du Comité consultatif international des radiocommunications ;

n) remplit les autres fonctions prévues dans la présente Convention et, dans le cadre de celle-ci et des règlements, toutes les fonctions jugées nécessaires à la bonne administration de l'Union ;

o) soumet à l'examen de la Conférence de plénipotentiaires un rapport relatant ses activités et celles de l'Union.

Article 6.

Comité international d'enregistrement des fréquences

1. Les tâches essentielles du Comité international d'enregistrement des fréquences consistent :

a) à effectuer une inscription méthodique des assignations de fréquences faites par les différents pays, de manière à fixer, conformément à la procédure prévue dans le Règlement des radiocommunications et, le cas échéant, par les décisions des conférences compétentes de l'Union, la date, le but et les caractéristiques techniques de chacune de ces assignations, afin d'en assurer la reconnaissance internationale officielle ;

b) à fournir des avis aux Membres et Membres associés, en vue de l'exploitation d'un nombre aussi grand que possible de voies radioélectriques dans les régions du spectre des fréquences où des brouillages peuvent se produire ;

c) à exécuter toutes les tâches additionnelles relatives à l'assignation et à l'utilisation des fréquences prescrites par une conférence compétente de l'Union, ou par le Conseil d'administration avec le consentement de la majorité des Membres de l'Union en vue de la préparation d'une telle conférence ou en exécution de ses décisions ;

d) à tenir à jour les dossiers indispensables ayant trait à l'exercice de ses fonctions.

2. (1) Le Comité est un organisme composé de membres indépendants, tous ressortissants de pays différents, Membres de l'Union.

(2) Les membres du Comité doivent être pleinement qualifiés par leur compétence technique dans le domaine des radiocommunications et posséder une expérience pratique en matière d'assignation et d'utilisation des fréquences.

(3) En outre, pour permettre une meilleure compréhension des problèmes qui viennent devant le Comité en vertu de l'alinéa 1 b) ci-dessus, chaque membre doit être au courant des conditions géographiques, économiques et démographiques d'une région particulière du globe.

3. (1) A chacune de ses réunions, la conférence administrative ordinaire des radiocommunications élit les pays, Membres de l'Union, dont chacun devra désigner un de ses ressortissants possédant les qualifications indiquées ci-dessus, pour servir comme membre indépendant du Comité.

(2) La procédure pour cette élection est établie par la conférence elle-même, de manière à assurer une répartition équitable des membres entre les différentes régions du monde.

(3) Les pays ainsi élus sont rééligibles.

(4) Les membres du Comité prennent leur service à la date fixée par la conférence administrative ordinaire des radiocommunications qui a élu les pays chargés de les désigner. Ils restent normalement en fonctions jusqu'à la date fixée par la conférence au cours de sa réunion suivante, pour la prise de service de leurs successeurs.

(5) Si, dans l'intervalle entre deux conférences administratives ordinaires des radiocommunications, un membre du Comité démissionne ou abandonne ses fonctions sans motif valable pendant une période dépassant trois mois, le Membre de l'Union qui l'avait désigné est invité par le président du Comité à désigner aussitôt que possible un successeur. Si le Membre de l'Union en question ne désigne pas un remplaçant dans un délai de trois mois à partir de cette invitation, il perd son droit de désigner une personne pour siéger au Comité. Le président du Comité demande alors au Membre de l'Union qui, à la précédente élection, avait obtenu le nombre de voix le plus élevé parmi ceux de la région considérée qui n'avaient pas été élus, de désigner une personne pour siéger au Comité pendant le reste de la durée de son mandat.

4. Les méthodes de travail du Comité sont définies dans le Règlement des radiocommunications.

5. (1) Les membres du Comité s'acquittent de leur tâche, non comme des représentants de leurs pays respectifs, ou d'une région, mais comme des agents impartiaux investis d'un mandat international.

(2) Aucun membre du Comité ne doit, relativement à l'exercice de ses fonctions, demander ni recevoir d'instructions d'aucun gouvernement, ni d'aucun membre d'un gouvernement quelconque, ni d'aucune organisation ou personne publique ou privée. De plus, chaque Membre ou Membre associé doit respecter le caractère international du Comité et des fonctions de ses membres et il ne doit, en aucun cas, essayer d'influencer l'un quelconque d'entre eux dans l'exercice de ses fonctions.

(3) En dehors de ses fonctions, aucun membre du Comité et de son personnel ne doit avoir de participation active ou d'intérêts financiers, de quelque nature que ce soit, dans une entreprise quelconque s'occupant de télécommunications. Toutefois, l'expression «intérêts financiers» ne doit pas être interprétée comme s'opposant à la continuation de versements pour la retraite en raison d'un emploi ou de services antérieurs.

6. Les fonctions de toute personne siégeant au Comité sont résignées d'office à partir du moment où le pays dont elle est ressortissante cesse d'être Membre de l'Union.

Article 7.

Comités consultatifs internationaux

1. (1) Le Comité consultatif international télégraphique (C.C.I.T.) est chargé d'effectuer des études et d'émettre des avis sur des questions techniques, d'exploitation et de tarification concernant le télégraphe et les fac-similés.

(2) Le Comité consultatif international téléphonique (C.C.I.F.) est chargé d'effectuer des études et d'émettre des avis sur des questions techniques, d'exploitation et de tarification concernant la téléphonie.

(3) Le Comité consultatif international des radiocommunications (C.C.I.R.) est chargé d'effectuer des études et d'émettre des avis sur des questions techniques relatives aux radiocommunications ainsi que sur des questions d'exploitation dont la solution dépend principalement de considérations liées à la technique radioélectrique.

2. Les questions étudiées par chaque comité consultatif international, et sur lesquelles il est chargé d'émettre des avis, lui sont soumises par la Conférence de plénipotentaires, par une conférence administrative, par le Conseil d'administration, par un autre comité consultatif ou par le Comité international d'enregistrement des fréquences. Chaque comité consultatif donne également son avis sur les questions dont la mise à l'étude est décidée par son assemblée plénière ou est demandée, dans l'intervalle entre deux réunions de cette assemblée, par au moins douze Membre ou Membres associés.

3. Les comités consultatifs internationaux ont pour membres:

a) de droit, les administrations de tous les Membres et Membres associés de l'Union;

b) toute exploitation privée reconnue qui, avec l'approbation du Membre ou Membre associé qui l'a reconnue, demande à participer aux travaux de ces comités.

4. Le fonctionnement de chaque comité consultatif international est assuré par:

a) l'assemblée plénière réunie normalement tous les trois ans;

b) les commissions d'études constituées par l'assemblée plénière pour traiter les questions à étudier;

c) un directeur nommé par l'assemblée plénière, pour une durée indéfinie, avec faculté réciproque de résiliation; le directeur du Comité consultatif des radiocommunications est assisté d'un vice-directeur spécialiste des questions de radiodiffusion, nommé dans les mêmes conditions;

d) un secrétariat spécialisé, qui assiste le directeur;

e) des laboratoires ou installations techniques créés par l'Union.

5. Les directeurs des comités consultatifs et le vice-directeur du Comité consultatif des radiocommunications doivent tous être ressortissants de pays différents.

6. (1) Les comités consultatifs observent, dans la mesure où il leur est applicable, le règlement intérieur des conférences compris dans le Règlement général annexé à la présente Convention.

(2) En vue de faciliter les travaux de son comité, chaque assemblée plénière peut adopter des dispositions supplémentaires si elles ne sont pas incompatibles avec celles du règlement intérieur des conférences.

7. Les méthodes de travail des comités consultatifs sont définies dans la deuxième partie du Règlement général annexé à la présente Convention.

Article 8.

Secrétariat général

1. (1) Le Secrétariat général est dirigé par un secrétaire général assisté de deux secrétaires généraux adjoints, tous trois ressortissants de pays différents, Membres de l'Union.

(2) Le secrétaire général est responsable devant le Conseil d'administration pour l'ensemble des attributions dévolues au Secrétariat général et pour la totalité des services administratifs et financiers de l'Union. Les secrétaires généraux adjoints sont responsables devant le secrétaire général.

2. Le secrétaire général:

a) organise le travail du Secrétariat général et nomme le personnel de ce Secrétariat en se conformant aux directives données par la conférence de plénipotentiaires et aux règlements établis par le Conseil d'administration;

b) prend les mesures administratives relatives à la constitution des secrétariats spécialisés des organismes permanents et nomme le personnel de ces secrétariats en accord avec le chef de chaque organisme permanent et en se basant sur le choix de ce dernier, la décision définitive de nomination ou de licenciement appartenant au secrétaire général;

c) veille à l'application, dans les secrétariats spécialisés, des règlements administratifs et financiers approuvés par le Conseil d'administration;

d) exerce une surveillance exclusivement administrative sur le personnel des secrétariats spécialisés qui travaille directement sous les ordres des chefs des organismes permanents de l'Union;

e) assure le travail de secrétariat qui précède et qui suit les conférences de l'Union;

f) assure, s'il y a lieu en coopération avec le gouvernement invitant, le secrétariat de toutes les conférences de l'Union et, sur demande ou lorsque les règlements annexés à la Convention le prévoient, le secrétariat des réunions des organismes permanents de l'Union ou des réunions placées sous son égide; il peut également, sur demande et sur la base d'un contrat, assurer le secrétariat de toutes autres réunions relatives aux télécommunications;

g) tient à jour les nomenclatures officielles, établies d'après les renseignements fournis à cet effet par les organismes permanents de l'Union ou par les administrations, à l'exception des fichiers de référence et de tous autres dossiers indispensables qui peuvent avoir trait aux fonctions du Comité international d'enregistrement des fréquences ;

h) publie les avis et les principaux rapports des organismes permanents de l'Union ;

i) publie les accords internationaux et régionaux concernant les télécommunications qui lui sont communiqués par les parties et tient à jour les documents qui s'y rapportent ;

j) publie toute documentation concernant l'assignation et l'utilisation des fréquences telle qu'elle a été élaborée par le Comité international d'enregistrement des fréquences en exécution de ses fonctions ;

k) établit, publie et tient à jour en recourant, le cas échéant, aux autres organismes permanents de l'Union :

1° une documentation indiquant la composition et la structure de l'Union ;

2° les statistiques générales et les documents officiels de service de l'Union prévus dans les règlements annexés à la Convention ;

3° tous autres documents dont l'établissement est prescrit par les conférences et le Conseil d'administration ;

l) distribue les documents publiés ;

m) rassemble et publie, sous forme appropriée, les renseignements nationaux et internationaux concernant les télécommunications dans le monde entier ;

n) rassemble et publie tous les renseignements susceptibles d'être utiles aux Membres et Membres associés concernant la mise en oeuvre de moyens techniques afin d'obtenir le meilleur rendement des services de télécommunication et, notamment, le meilleur emploi possible des fréquences radioélectriques en vue de diminuer les brouillages ;

o) publie périodiquement, à l'aide des renseignements réunis ou mis à sa disposition, y compris ceux qu'il pourrait recueillir auprès d'autres organisations internationales, un journal d'information et de documentation générales sur les télécommunications ;

p) prépare et soumet au Conseil d'administration un projet de budget annuel lequel, après approbation par ce Conseil, est transmis, à titre d'information, à tous les Membres et Membres associés ;

q) établit un rapport de gestion financière soumis chaque année au Conseil d'administration et un compte récapitulatif à la veille de chaque Conférence de plénipotentiaires ; ces rapports, après vérification et approbation par le Conseil d'administration, sont communiqués aux Membres et Membres associés et soumis à la Conférence de plénipotentiaires suivante pour examen et approbation définitive ;

r) établit, sur l'activité de l'Union, un rapport annuel transmis, après approbation du Conseil d'administration, à tous les Membres et Membres associés ;

s) assure toutes les autres fonctions de secrétariat de l'Union.

3. Le secrétaire général ou l'un des deux secrétaires généraux adjoints peut assister, à titre consultatif, aux assemblées plénières des comités consultatifs internationaux et à toutes les conférences de l'Union ; le secrétaire général ou son représentant peut participer, à titre consultatif, à toutes les autres réunions de l'Union.

4. La considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'Union les services de personnes

possédant les plus hautes qualités d'efficience, de compétence et d'intégrité. L'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible doit dûment être prise en considération.

5. (1) Dans l'accomplissement de leurs fonctions, le secrétaire général, les secrétaires généraux adjoints et le personnel ne doivent solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité extérieure à l'Union. Ils doivent s'abstenir de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux.

(2) Chaque Membre et Membre associé s'engage à respecter le caractère exclusivement international des fonctions du secrétaire général, des secrétaires généraux adjoints et du personnel, et à ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.

Article 9.

Conférence de plénipotentiaires

1. La Conférence de plénipotentiaires :

a) examine le rapport du Conseil d'administration relatant son activité et celle de l'Union depuis la dernière Conférence de plénipotentiaires;

b) établit les bases du budget de l'Union ainsi que le plafond de ses dépenses ordinaires, pour la période allant jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires;

c) fixe les échelles de base des traitements du secrétaire général, de tout le personnel de l'Union et des membres du Comité international d'enregistrement des fréquences;

d) approuve définitivement les comptes de l'Union;

e) élit les Membres de l'Union appelés à composer le Conseil d'administration;

f) revise la Convention si elle le juge nécessaire;

g) conclut ou revise, le cas échéant, les accords entre l'Union et les autres organisations internationales, examine tout accord provisoire conclu par le Conseil d'administration, au nom de l'Union, avec ces mêmes organisations et lui donne la suite qu'elle juge convenable;

h) traite toutes les questions de télécommunications jugées nécessaires.

2. La Conférence de plénipotentiaires se réunit normalement tous les cinq ans, au lieu et à la date fixés par la Conférence de plénipotentiaires précédente.

3. (1) La date et le lieu ou l'un des deux seulement de la prochaine Conférence de plénipotentiaires peuvent être changés:

a) sur la demande de vingt Membres de l'Union, au moins, adressée au secrétaire général,

b) sur la proposition du Conseil d'administration.

(2) Dans les deux cas, une nouvelle date et un nouveau lieu ou l'un des deux seulement sont fixés avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union.

Article 10.

Conférences administratives.

1. Les conférences administratives de l'Union comprennent :

a) les conférences administratives ordinaires,

b) les conférences administratives extraordinaires,

c) les conférences spéciales, qui comprennent les conférences régionales et les conférences de service.

2. (1) Les conférences administratives ordinaires :

a) revisent, chacune dans son domaine respectif, les règlements visés à l'article 12, paragraphe 2, de la Convention,

b) traitent, dans les limites de la Convention et du Règlement général et des directives données par la Conférence de plénipotentiaires, toutes les autres questions jugées nécessaires.

(2) En outre, la conférence administrative ordinaire des radiocommunications :

a) élit les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences,

b) apprécie les activités de ce Comité.

3. Les conférences administratives ordinaires se réunissent normalement tous les cinq ans et, de préférence, au même endroit et en même temps que la Conférence de plénipotentiaires.

4. (1) La date et le lieu ou l'un des deux seulement d'une conférence administrative ordinaire peuvent être changés :

a) sur la demande de vingt Membres de l'Union, au moins, adressée au secrétaire général;

b) sur la proposition du Conseil d'administration.

(2) Dans les deux cas, une nouvelle date et un nouveau lieu ou l'un des deux seulement sont fixés, avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union.

5. (1) Une conférence administrative extraordinaire peut être convoquée :

a) sur décision de la Conférence de plénipotentiaires qui fixe son ordre du jour ainsi que la date et le lieu de sa réunion ;

b) lorsque vingt Membres de l'Union au moins ont fait connaître au secrétaire général leur désir de voir réunir une telle conférence pour examiner un ordre du jour proposé par eux ;

c) sur proposition du Conseil d'administration.

(2) Dans les cas indiqués aux alinéas (1) b) et (1) c) ci-dessus, la date et le lieu de la conférence, ainsi que son ordre du jour sont fixés avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union.

6. (1) Une conférence spéciale peut être convoquée :

a) sur décision de la Conférence de plénipotentiaires ou d'une conférence administrative ordinaire ou extraordinaire qui doit fixer son ordre du jour ainsi que la date et le lieu où elle doit se réunir ;

b) lorsqu'au moins vingt Membres de l'Union dans le cas d'une conférence mondiale, ou un quart des Membres de la région intéressée dans le cas d'une conférence régionale, ont fait connaître au secrétaire général leur désir de voir une telle conférence se réunir pour examiner un ordre du jour proposé par eux ;

c) sur proposition du Conseil d'administration.

(2) Dans les cas spécifiés aux alinéas (1) b) et (1) c) ci-dessus, la date et le lieu de réunion de la conférence ainsi que son ordre du jour sont fixés avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union pour les conférences mondiales, ou de la majorité des Membres de la région intéressée pour les conférences régionales.

7. (1) Les conférences administratives extraordinaires sont convoquées pour traiter certaines questions de télécommunication particulières de caractère urgent. Seules les questions inscrites à leur ordre du jour peuvent y être débattues.

(2) Elles peuvent, chacune dans son domaine respectif, reviser certaines dispositions d'un règlement, à condition que la revision de ces dispositions soit prévue dans leur ordre du jour approuvé par la majorité des Membres de l'Union conformément aux dispositions de l'alinéa 5 (2) ci-dessus.

8. Les conférences spéciales sont convoquées pour traiter les questions portées à leur ordre du jour. Leurs décisions doivent être, dans tous les cas, conformes aux dispositions de la Convention et des règlements administratifs.

9. Les propositions tendant à changer la date et le lieu de réunion ou l'un des deux seulement des conférences administratives extraordinaires et des conférences spéciales doivent, pour être adoptées, recueillir l'accord de la majorité des Membres de l'Union, ou de la ma-

jorité des Membres de la région intéressée dans le cas d'une conférence régionale.

Article 11.

Règlement intérieur des conférences

Pour l'organisation de leurs travaux et la conduite de leurs débats, les conférences administratives appliquent le réglement intérieur des conférences compris dans le Règlement général annexé à la présente Convention. Toutefois, chaque conférence, avant de commencer ses délibérations, peut adopter des dispositions supplémentaires reconnues indispensables.

Article 12.

Règlements

1. Sous réserve des dispositions de l'article 11, le Règlement général faisant l'objet de l'annexe 5 à la présente Convention a la même portée et la mème durée que celle-ci.

2. (1) Les dispositions de la Convention sont complétées par les règlements administratifs suivants qui lient tous les Membres et Membres associés :

le Règlement télégraphique,
le Règlement téléphonique
le Règlement des radiocommunications,
le Règlement additionnel des radiocommunications.

(2) Les Membres et Membres associés doivent informer le secrétaire général de leur approbation de toute revision de ces règlements par des conférences administratives. Le secrétaire général notifie ces approbations aux Membres et Membres associés au fur et à mesure de leur réception.

3. En cas de divergence entre une disposition de la Convention et une disposition d'un règlement, la Convention prévaut.

Article 13.

Finances de l'Union.

1. Les dépenses de l'Union se répartissent en dépenses ordinaires et extraordinaires.

2. Les dépenses ordinaires de l'Union sont maintenues dans les limites établies par la Conférence de plénipotentiaires. Elles comprennent en particulier les frais afférents aux réunions du Conseil d'administration, les salaires du personnel et les autres dépenses du Secrétariat général de l'Union, du Comité international d'enregistrement des fréquences, des comités consultatifs internationaux, des laboratoires et installations techniques créés par l'Union. Elles sont supportées par tous les Membres et Membres associés.

3. (1) Les dépenses extraordinaires comprennent toutes les dépenses relatives aux conférences de plénipotentiaires, aux conférences administratives et aux réunions des comités consultatifs internationaux. Elles sont supportées par les Membres et Membres associés qui ont accepté de participer à ces conférences et réunions ou qui y ont effectivement participé.

(2) Les exploitations privées reconnues contribuent aux dépenses des conférences administratives auxquelles elles participent ou auxquelles elles ont demandé à participer.

(3) Les organisations internationales contribuent aux dépenses des conférences de plénipotentiaires et des conférences administratives auxquelles elles sont admises.

(4) Les exploitations privées reconnues contribuent aux dépenses des réunions tenues par les comités consultatifs dont elles sont membres. De même, les organisations internationales et les organismes scientifiques ou industriels contribuent aux dépenses des réunions des comités consultatifs auxquelles ils sont admis à participer.

(5) Toutefois, le Conseil d'administration peut, sous réserve de réciprocité, exonérer les organisations internationales de toute participation aux dépenses extraordinaires.

(6) Les dépenses occasionnées aux laboratoires et installations techniques de l'Union par des mesures, des essais ou des recherches spéciales pour le compte de certains Membres et Membres associés, groupes de Membres ou Membres associés, organisations régionales ou autres, sont supportées par ces Membres associés, groupes, organisations ou autres.

4. L'échelle des contributions aux dépenses de l'Union est fixée comme suit :

Classe	de 30	unités	Classe	de 8	unités
»	» 25	»	»	» 5	»
»	» 20	»	»	» 4	»
»	» 18	»	»	» 3	»
»	» 15	»	»	» 2	»
»	» 13	»	»	» 1	unité
»	» 10	»	»	» 1]2	»

5. Les Membres et Membres associés, les exploitations privées reconnues, les organisations internationales et les organismes scientifiques ou industriels choisissent librement la classe de contribution selon laquelle ils entendent participer aux dépenses de l'Union.

6. (1) Chaque Membre ou Membre associé fait connaître au secrétaire général, avant l'entrée en vigueur de la Convention, la classe qu'il a choisie.

(2) Cette décision est notifiée aux Membres et Membres associés par le Secrétaire général.

(3) Les Membres et Membres associés peuvent à tout moment, choisir une classe de contribution supérieure à celle qu'ils avaient adoptée auparavant.

(4) Toute demande présentée postérieurement à la date d'entrée en vigueur de la Convention et ayant pour effet de réduire le nombre d'unités de contribution d'un Membre ou Membre associé est communiquée à la prochaine conférence de plénipotentiaires et prend effet à compter d'une date fixée par cette conférence.

7. Le prix de vente des documents aux administrations, aux exploitations privées reconnues ou à des particuliers est fixé par le secrétaire général, en collaboration avec le Conseil d'administration, en s'inspirant du souci de couvrir les dépenses de publication par la vente des documents.

8. Les Membres et Membres associés payent à l' avance leur part contributive annuelle calculée d' après les prévisions budgétaires.

9. Les sommes dues sont productives d'intérêt à partir du début de chaque année financière de l' Union en ce qui concerne les dépenses ordinaires, et après un délai de 30 jours à partir de la date à laquelle les comptes pour les dépenses extraordinaires sont envoyés aux Membres et Membres associés. Cet intérêt est fixé au taux de 3 o]o (trois pour cent) par an pendant les six premiers mois et au taux de 6 o]o (six pour cent) par an à partir du septiéme mois.

Article 14.

Langues

1. (1) L'Union a pour langues officielles : l'anglais, le chinois, l'espagnol, le français et le russe.

(2) L'Union a pour langues de travail : l'anglais, l'espagnol et le français.

((3) En cas de contestation, le texte français fait foi.

2. (1) Les documents définitifs des conférences de plénipotentiaires et des conférences administratives, leurs actes finals, leurs protocoles et leurs résolutions sont établis dans les langues officielles de l'Union, d'après des rédactions équivalentes aussi bien dans la forme que dans le fond.

(2) Tous les autres documents de ces conférences sont rédigés dans les langues de travail de l'Union.

3. (1) Les documents officiels de service de l'Union prévus dans les règlements administratifs sont publiés dans les cinq langues officielles.

(2) Tous les autres documents dont le secrétaire général doit, conformément à ses attributions, assurer la distribution générale, sont établis dans les trois langues de travail.

4. Tous les documents dont il est question aux paragraphes 2 et 3 ci-dessus peuvent être publiés dans une autre langue que celles qui y sont prévues à condition que les Membres ou Membres associés qui demandent cette publication s'engagent à prendre à leur charge la totalité des frais de traduction et de publication encourus.

5. Dans les débats des conférences de l'Union, et, chaque fois que cela est nécessaire, dans les réunions de ses organismes permanents un système efficace d' interprétation réciproque dans les trois langues de travail doit être utilisé.

6. (1) Lors des conférences de l'Union et des réunions de ses organismes permanents, des langues autres que les trois langues de travail peuvent être employées :

a) s'il est demandé au secrétaire général ou au chef de l'organisme permanent intéressé d'assurer l' utilisation d'une ou de plusieurs langues supplémentaires, orales ou écrites, et à condition que les dépenses supplémentaires encourues de ce fait soient supportées par les Membres ou Membres associés qui ont fait cette demande ou qui l'ont appuyée,

b) si une délégation prend elle-même toutes dispositions pour assurer à ses propres frais la traduction orale de sa propre langue dans l'une quelconque des trois langues de travail.

(2) Dans le cas prévu à l'alinéa 6 (1) a) ci-dessus, le secrétaire général ou le chef de l'organisme permanent intéressé se conforme à cette demande dans la mesure du possible, après avoir obtenu des Membres ou Membres associés intéressés l'engagement que les dépenses encourues seront dûment remboursées par eux à l'Union.

(3) Dans le cas prévu à l'alinéa 6 (1) b) ci-dessus, le délégation intéressée peut en outre, si elle le désire, assurer à ses propres frais la traduction orale dans sa propre langue à partir d'une des trois langues de travail.

CHAPITRE II.

Application de la Convention et des Règlements

Article 15.
Ratification de la Convention

1. La présente Convention sera ratifiée par chacun des gouvernements signataires. Les instruments de ratification seront adressés, dans le plus bref délai possible, par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays siège de l'Union, au secrétaire général qui procédera à leur notification aux Membres et Membres associés.

2. (1) Pendant une période de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, tout gouvernement signataire jouit des droits conférés aux Membres de l'Union dans l'article 1, paragraphe 3, même s'il n'a pas déposé d'instrument de ratification dans les conditions prévues au paragraphe 1 ci-dessus.

(2) A l'expiration d'une période de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, un gouvernement signataire qui n'a pas déposé d'instrument de ratification dans les conditions prévues au paragraphe 1 ci-dessus n'a plus qualité pour voter à aucune conférence de l'Union ni à aucune réunion de ses organismes permanents, et ceci tant que l'instrument de ratification n'a pas été déposé.

3. Après l'entrée en vigueur de cette Convention, conformément à l'article 50, chaque instrument de ratification prendra effet à la date de dépôt au Secrétariat général.

4. Dans le cas où un ou plusieurs des gouvernements signataires ne ratifieraient pas la Convention, celle-ci n'en serait pas moins valable pour les gouvernements qui l'auront ratifiée.

Article 16.
Adhésion à la Convention

1. Le gouvernement d'un pays qui n'a pas signé la présente Convention peut y adhérer en tout temps en se conformant aux dispositions de l'article 1.

2. L'instrument d'adhésion est adressé par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays siège de l'Union au secrétaire général, qui notifie l'adhésion aux Membres et Membres associés et transmet à chacun d'eux une copie authentifiée de l'Acte. L'adhésion prend effet du jour de son dépôt, à moins qu'il n'en soit stipulé autrement.

Article 17.
Application de la Convention aux pays ou territoires dont les relations extérieures sont assurées par des membres de l'Union.

1. Les Membres de l'Union peuvent en tout temps déclarer que la présente Convention est applicable à l'ensemble, à un groupe, ou à un seul des pays ou territoires dont ils assurent les relations extérieures.

2. Toute déclaration faite conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article est adressée au secrétaire général de l'Union qui la notifie aux Membres et aux Membres associés.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article ne sont pas obligatoires pour les pays, territoires ou groupes de territoires énumérés dans l'annexe 1 à la présente Convention.

Article 18.
Application de la Convention aux territoires sous tutelle des Nations Unies

Les Nations Unies peuvent adhérer à la présente Convention au nom d'un territoire ou groupe de territoires confiés à leur administration et faisant l'objet d'un accord de tutelle conformément à l'article 75 de la Charte des Nations Unies.

Article 19.
Exécution de la Convention et des Règlements

1. Les Membres et Membres associés sont tenus de se conformer aux dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés dans tous les bureaux et dans toutes les stations de télécommunication établis ou exploités par eux et qui assurent des services internationaux ou qui peuvent provoquer des brouillages nuisibles aux services de radiocommunication d'autres pays, sauf en ce qui concerne les services qui échappent à ces obligations en vertu des dispositions de l'article 48 de la présente Convention.

2. Ils doivent, en outre, prendre les mesures nécessaires pour imposer l'observation des dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés aux exploitations privées reconnues et aux autres exploitations autorisées à établir et à exploiter des télécommunications, qui assurent des services internationaux ou qui exploitent des stations pouvant provoquer des brouillages nuisibles aux services de radiocommunication d'autres pays.

Article 20.
Dénonciation de la Convention

1. Tout Membre ou Membre associé ayant ratifié

a Convention, ou y ayant adhéré, a le droit de la dénoncer par une notification adressée au secrétaire général de l'Union par la voie diplomatique et par l' entremise du gouvernement du pays siège de l'Union. Le secrétaire général en avise les autres Membres et Membres associés.

2. Cette dénonciation produit son effet à l'expiration d'une période d'une année à partir du jour de réception de la notification par le secrétaire général.

Article 21.

Dénonciation de la Convention par des pays ou territoires dont les relations extérieures sont assurées par des Membres de l'Union

1. Lorsque la présente Convention a été rendue applicable à un pays, à un territoire ou à un groupe de territoires conformément aux dispositions de l' article 17, il peut être mis fin, à tout moment, à cette situation. Si ce pays, territoire, ou groupe de territoires, est Membre associé, il perd cette qualité au même moment.

2. Les dénonciations prévues au paragraphe précédent sont notifiées dans les conditions fixées au paragraphe 1 de l'article 20 ; elles prennent effet dans les conditions prévues au paragraphe 2 du même article.

Article 22.

Abrogation de la Convention antérieure

La présente Convention abroge et remplace la Convention internationale des télécommunications d' Atlantic City, 1947, dans les relations entre les gouvernements contractants.

Article 23.

Validité des règlements administratifs en vigueur

Les règlements administratifs visés à l'article 12, paragraphe 2, sont considérés comme annexés à la drésente Convention et demeurent valables jusqu'au moment de l'entrée en vigueur des nouveaux règlements élaborés par les conférences administratives compétentes ordinaires et éventuellement extraordinaires.

Article 24.

Relations avec des Etats non contractants

1. Tous les Membres et Membres associés se réservent pour eux-mêmes et pour les exploitations privées reconnues, la faculté de fixer les conditions dans lesquelles ils admettent les télécommunications échangées avec un Etat qui n'est pas partie à la présente Convention.

2. Si une télécommunication originaire d'un Etat non contractant est acceptée par un Membre ou Membre associé, elle doit être transmise et, pour autant qu' elle emprunte les voies d'un Membre ou Membre associé, les dispositions obligatoires de la Convention et des Règlements ainsi que les taxes normales lui sont appliquées.

Article 25.

Règlement des différends

1. Les Membres et les Membres associés peuvent régler leurs différends sur les questions relatives à l' application de la présente Convention ou des Règlements prévus à l'article 12 par la voie diplomatique, ou suivant les procédures établies par les traités bilatéraux ou multilateraux conclus entre eux pour le règlement des différends internationaux, ou par toute autre méthode dont ils pourraient décider de commun accord.

2. Au cas où aucun de ces moyens de règlement ne serait adopté, tout Membre ou Membre associé, partie dans un différend, peut avoir recours à l'arbitrage, conformément à la procédure définie à l'annexe 4.

CHAPITRE III

Relations avec les Nations Unies et les organisations internationales

Article 26.

Relations avec les Nations Unies

1. Les relations entre les Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications sont définies dans l'accord dont le texte figure dans l'annexe 6 à la présente Convention.

2. Conformément aux dispositions de l'article XVI de l'accord ci-dessus mentionné, les services d'exploitation des télécommunications des Nations Unies jouissent des droits et sont soumis aux obligations prévus par cette Convention et les Règlements y annexés. Ils ont, en conséquence, le droit d'assister, à titre consultatif, à toutes les conférences de l'Union, y compris les réunions des comités consultatifs internationaux. Ils ne peuvent faire partie d'aucun organisme de l'Union dont les Membres sont désignés par une conférence de plénipotentiaires ou administrative.

Article 27.

Relations avec des organisations internationales

Afin d'aider à la réalisation d'une entière coordination internationale dans le domaine des télécommunications, l'Union collabore avec les organisations internationales ayant des intérêts et des activités connexes.

CHAPITRE IV

Dispositions générales relatives aux télécommunications

Article 28.

Droit du public à utiliser le service international des télécommunications

Les Membres et les Membres associés reconnaissent au public le droit de correspondre au moyen du service international de la correspondance publique. Le service, les taxes, les garanties sont les mêmes pour tous les usagers, dans chaque catégorie de correspondance, sans priorité ni préférence quelconque.

Article 29.

Arrêt des télécommunications

1. Les Membres et les Membres associés se réservent le droit d'arrêter la transmission de tout télégramme privé qui paraîtrait dangereux pour la sûreté de l'Etat ou contraire à ses lois, à l'ordre public ou aux bonnes moeurs, à charge d'aviser immédiatement le bureau d'origine de l'arrêt total du télégramme ou d'une partie quelconque de celui-ci, sauf dans le cas où cette notification paraîtrait dangereuse pour la sûreté de l' Etat.

2. Les Membres et les Membres associés se réservent aussi le droit de couper toute communication télégraphique ou téléphonique privée qui peut paraître dangereuse pour la sûreté de l'Etat ou contraire à ses lois, à l'ordre public ou aux bonnes moeurs.

Article 30.

Suspension du service.

Chaque Membre ou Membre associé se réserve le droit de suspendre le service des télécommunications internationales pour un temps indéterminé, soit d'une manière générale, soit seulement pour certaines relations et/ou pour certaines natures de correspondances de départ, d'arrivée ou de transit, à charge pour lui d'en aviser immédiatement chacun des autres Membres et Membres associés, par l'intermédiaire du Secrétariat général.

Article 31.

Responsabilité

Les Membres et les Membres associés n'acceptent aucune responsabilité à l'égard des usagers des services

internationaux de télécommunication, notamment en ce qui concerne les réclamations visant à obtenir des dommages et intérêts.

Article 32.

Secret des télécommunications

1. Les Membres et les Membres associés s'engagent à prendre toutes les mesures possibles, compatibles avec le système de télécommunication employé, en vue d'assurer le secret des correspondances internationales.

2. Toutefois, ils se réservent le droit de communiquer ces correspondances aux autorités compétentes afin d'assurer l'application de leur législation intérieure ou l'exécution des conventions internationales auxquelles ils sont parties.

Article 33.

Etablissement, exploitation et sauvegarde des installations et des voies de télécommunication

1. Les Membres et les Membres associés prennent les mesures utiles en vue d'établir, dans les meilleures conditions techniques, les voies et installations nécessaires pour assurer l'échange rapide et ininterrompu des télécommunications internationales.

2. Autant que possible, ces voies et installations doivent être exploitées selon les méthodes et procédés les meilleurs adoptés à la suite d'expériences acquises par la pratique, entretenues en bon état d'utilisation et maintenues au niveau des progrès scientifiques et techniques.

3. Les Membres et les Membres associés assurent la sauvegarde de ces voies et installations dans les limites de leur juridiction.

4. A moins d'arrangements particuliers fixant d'autres conditions, tous les Membres et Membres associés prennent les mesures utiles pour assurer la maintenance des sections de circuits des télécommunications internationales comprises dans les limites de leur contrôle.

Article 34.

Notification des contraventions

Afin de faciliter l'application des dispositions de l'article 19, les Membres et les Membres associés s'engagent à se renseigner mutuellement au sujet des contraventions aux dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés.

Article 35.

Taxes et franchise

Les dispositions relatives aux taxes des télécommunications et les divers cas dans lesquels la franchise est accordée sont fixés dans les Règlements annexés à la présente Convention.

Article 36.

Priorité des télécommunications relatives à la sécurité de la vie humaine

Les services télégraphiques et téléphoniques internationaux doivent accorder la priorité absolue aux télécommunications relatives à la sécurité de la vie humaine en mer, sur terre ou dans les airs, et aux télécommunications épidémiologiques d'urgence exceptionnelle de l'Organisation mondiale de la santé.

Article 37.

Priorité des télégrammes d'Etat, des appels et des conversations téléphoniques d'Etat

Sous réserve des dispositions des articles 36 et 46, les télégrammes d'Etat jouissent d'un droit de priorité sur les autres télégrammes, lorsque l'expéditeur en fait la demande. Les appels et les conversations téléphoniques d'Etat peuvent également, sur demande expresse et dans la mesure du possible, bénéficier d'un droit de priorité sur les autres appels et conversations téléphoniques.

Article 38.

Langage secret

1. Les télégrammes d'Etat, ainsi que les télégrammes de service, peuvent être rédigés en langage secret dans toutes les relations.

2. Les télégrammes privés en langage secret peuvent être admis entre tous les pays à l'exception de ceux ayant préalablement notifié, par l'intermédiaire du Secrétariat général, qu'ils n'admettent pas ce langage pour ces catégories de correspondance.

3. Les Membres et les Membres associés qui n'admettent pas les télégrammes privés en langage secret, en provenance ou à destination de leur propre territoire, doivent les accepter en transit, sauf dans le cas de suspension de service prévu à l'article 30.

Article 39.

Etablissement et règdition des comptes

1. Les administrations des Membres et Membres associés et les exploitations privées reconnues, qui exploitent des services internationaux de télécommunication, doivent se mettre d'accord sur le montant de leurs créances et de leurs dettes.

2. Les comptes afférents aux débits et crédits visés au paragraphe précédent sont établis conformément aux dispositions des Règlements annexés à la présente Convention, à moins d'arrangements particuliers entre les parties intéressées.

3. Les règlements de comptes internationaux sont considérés comme transactions courantes et effectués en accord avec les obligations internationales courantes des pays intéressés, lorsque les gouvernements ont conclu des accords à ce sujet. En l'absence d'accords de ce genre ou d'arrangements particuliers conclus dans les conditions prévues à l'article 41 de la présente Convention, ces règlements de comptes sont effectués conformément aux Règlements.

Article 40.

Unité monétaire

L'unité monétaire employée à la composition des tarifs des télécommunications internationales et à l'établissement des comptes internationaux est le franc-or à 100 centimes, d'un poids de 10]31 de gramme et d'un titre de 0,900.

Article 41.

Arrangements particuliers

Les Membres et les Membres associés se réservent, pour eux-mêmes, pour les exploitations privées reconnues par eux et pour d'autres exploitations dûment autorisées à cet effet, la faculté de conclure des arrangements particuliers sur des questions de télécommunication qui n'intéressent pas la généralité des Membres et Membres associés. Toutefois, ces arrangements ne doivent pas aller à l'encontre des dispositions de la Convention ou des Règlements y annexés, en ce qui concerne les brouillages nuisibles que leur mise à exécution serait susceptible de causer aux services de radiocommunication des autres pays.

Article 42.

Conférences régionales, accords régionaux, organisations régionales

Les Membres et Membres associés se réservent le droit de tenir des conférences régionales, de conclure des accords régionaux et de créer des organisations régionales, en vue de régler des questions de télécommunication susceptibles d'être traitées sur un plan régional. Toutefois, les accords régionaux ne doivent pas être en contradiction avec la présente Convention.

CHAPITRE V.

Dispositions spéciales aux radiocommunications

Article 43.

Utilisation rationnelle des fréquences et de l'espace du spectre

Les Membres et les Membres associés reconnaissent souhaitable que le nombre de fréquences et l'espace du

spectre utilisés soient limités au minimum indispensable pour assurer de manière satisfaisante le fonctionnement des services nécessaires.

Article 44.

Intercommunication

1. Les stations assurant les radiocommunications dans le service mobile sont tenues, dans les limites de leur affectation normale, d'échanger réciproquement les radiocommunications sans distinction du système radioélectrique adopté par elles.

2. Toutefois, afin de ne pas entraver les progrès scientifiques, les dispositions du paragraphe précédent n'empêchent pas l'emploi d'un système radioélectrique incapable de communiquer avec d'autres systèmes, pourvu que cette incapacité soit due à la nature spécifique de ce système et qu'elle ne soit pas l'effet de dispositifs adoptés uniquement en vue d'empêcher l'intercommunication.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, une station peut être affectée à un service international restreint de télécommunication, déterminé par le but de cette télécommunication ou par d'autres circonstances indépendantes du système employé.

Article 45.

Brouillages nuisibles

1. Toutes les stations, quel que soit leur objet, doivent être établies et exploitées de manière à ne pas causer de brouillages nuisibles aux communications ou services radioélectriques des autres Membres ou Membres associés, des exploitations privées reconnues et des autres exploitations dûment autorisées à assurer un service de radiocommunication et qui fonctionnent en se conformant aux dispositions du Règlement des radiocommunications.

2. Chaque Membre ou Membre associé s'engage à exiger des exploitations privées reconnues par lui et des autres exploitations dûment autorisées à cet effet l'observation des prescriptions du paragraphe précédent.

3. De plus, les Membres et les Membres associés reconnaissent désirable de prendre les mesures pratiquement possibles pour empêcher que le fonctionnement des appareils et installations électriques de toutes sortes ne causent des brouillages nuisibles aux communications ou services radioélectriques visés au paragraphe 1 du présent article.

Article 46.

Appels et messages de détresse

Les stations de radiocommunication sont obligées d'accepter par priorité absolue les appels et messages de détresse quelle qu'en soit la provenance, de répondre de même à ces messages et d'y donner immédiatement la suite qu'ils comportent.

Article 47.

Signaux de détresse ou de sécurité faux ou trompeurs. Usage irrégulier d'indicatifs d'appel

Les Membres et les Membres associés s'engagent à prendre les mesures utiles pour réprimer la transmission ou la mise en circulation de signaux de détresse ou de sécurité faux ou trompeurs et l'usage, par une station, d'indicatifs d'appel qui ne lui ont pas été régulièrement attribués.

Article 48.

Installation des services de défense nationale

1. Les Membres et les Membres associés conservent leur entière liberté relativement aux installations radioélectriques militaires de leurs armées, de leurs forces navales et aériennes.

2. Toutefois, ces installations doivent, autant que possible, observer les dispositions règlementaires relatives aux secours à prêter en cas de détresse, aux mesures à prendre pour empêcher les brouillages nuisibles, et les prescriptions des Règlements concernant les types d'émission et les fréquences à utiliser, selon la nature du service qu'elles assurent.

3. En outre, lorsque ces installations participent au service de la correspondance publique ou aux autres services régis par les Règlements annexés à la présente Convention, elles doivent se conformer, en général, aux prescriptions réglementaires pour l'éxécution de ces services.

CHAPITRE VI

Définitions

Article 49.

Définitions

A moins de contradiction avec le contexte :

a) les termes qui sont définis en annexe 3 ont le sens qui leur est assigné ;

b) les autres termes définis dans les Règlements visés à l'article 12 ont le sens qui leur est assigné dans ces Règlements.

CHAPITRE VII

Disposition finale

Article 50.

Mise en vigueur de la Convention

La présente Convention entrera en vigueur le premier janvier mil neuf cent cinquante-quatre entre les pays, territoires ou groupes de territoires pour lesquels les ratifications ou les adhésions auront été déposées avant cette date.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la Convention en un exemplaire dans chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, le texte français faisant foi en cas de contestation ; cet exemplaire restera déposé aux archives du Gouvernement de la République Argentine et une copie en sera remise à chacun des gouvernements signataires.

Fait à Buenos Aires, le 22 décembre 1952.

ANNEXE 1.

(Voir article 1, alinéa 2 a)

Afghanistan
Albanie (République populaire d')
Arabie Saoudite (Royaume de l')
Argentine (République)
Australie (Fédération de l')
Autriche
Belgique
Biélorussie (République Socialiste Soviétique de)
Birmanie
Bolivie
Brésil
Bulgarie (République populaire de)
Cambodge (Royaume du)
Canada
Ceylan
Chili
Chine
Cité du Vatican (Etat de la)
Colombie (République de)
Colonies, protectorats, territoires d'outre-mer et territoires sous mandat ou tutelle du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord
Congo Belge et territoire du Ruanda-Urundi
Corée (République de)
Costa Rica
Cuba
Danemark
Dominicaine (République)
Egypte
El Salvador (République de)

Equateur
Espagne
Etats-Unis d'Amérique
Ethiopie
Finlande
France
Grèce
Guatemala
Haïti (République d')
Honduras (République de)
Hongroise (République populaire)
Inde (République de l')
Indonésie (République d')
Iran
Iraq
Irlande
Islande
Israël (Etat d')
Italie
Japon
Jordanie (Royaume Hachémite de)
Laos (Royaume du)
Liban
Libéria
Libye (Royaume-Uni de)
Luxembourg
Mexique
Monaco
Nicaragua
Norvège
Nouvelle-Zélande
Pakistan
Panama
Paraguay
Pays-Bas, Surinam, Antilles néerlandaises, Nouvelle-Guinée
Pérou
Philippines (République des)
Pologne (République Populaire de)
Portugal
Protectorats français du Maroc et de la Tunisie
République Fédérale d'Allemagne
République fédérative populaire de Yougoslavie
République Socialiste Soviétique de l'Ukraine
Rhodesia du Sud
Roumaine (République populaire)
Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l' Irlande du Nord
Suède
Suisse (Confédération)
Syrienne (République)
Tchécoslovaquie
Territoires des Etats-Unis d'Amérique
Territoires d'outre mer de la République Française et territoires administrés comme tels
Territoires portugais d'outre-mer
Thaïlande
Turquie
Union de l'Afrique du Sud et territoire de l'Afrique du Sud-Ouest
Union des Républiques Socialistes Soviétiques
Uruguay (République orientale de l')
Vénézuéla (Etats-Unis de)
Viêt-Nam (Etat du)
Yémen)
Zone espagnole du Maroc et ensemble des possessions espagnoles

ANNEXE 2

(Voir article 1, alinéa 4 a)

Afrique occidentale britannique
Afrique orientale britannique

ANNEXE 3.

(Voir article 49)

Définition de termes employés dans la Convention internationale des télécommunications et ses annexes

Administration : Tout service ou département gouvernemental responsable des mesures à prendre pour exécuter les obligations de la Convention internationale des télécommunications et des Règlements y annexés.

Exploitation privée : Tout particulier ou société, autre qu'une institution ou agence gouvernementale, qui exploite une installation de télécommunication destinée à assurer un service de télécommunication international ou qui est susceptible de produire des brouillages nuisibles à un tel service.

Exploitation privée reconnue : Toute exploitation privée répondant à la définition ci-dessus, qui exploite un service de correspondance publique ou de radiodiffusion et à laquelle les obligations prévues à l'article 19 sont imposées par le Membre ou le Membre associé sur le territoire duquel est installé le siège social de cette exploitation.

Délégué : Personne envoyée par le gouvernement d'un Membre ou d'un Membre associé de l'Union à une conférence de plénipotentiaires, ou personne représentant le gouvernement ou l'administration d'un Membre ou d'un Membre associé de l'Union à une conférence administrative ou à une réunion d'un comité consultatif international.

Représentant : Personne envoyée par une exploitation privée reconnue à une conférence administrative ou à une réunion d'un comité consultatif international.

Expert : Personne envoyée par un établissement national scientifique ou industriel, autorisée par le gouvernement ou l'administration de son pays à assister aux réunions des commissions d'études d'un comité consultatif international.

Observateur : Personne envoyée par :

Les Nations Unies en exécution des dispositions de l'article 26 de la Convention ;

le gouvernement d'un pays non partie à la Convention ;

une des organisations internationales invitées ou admises conformément aux dispositions du Règlement général à participer aux travaux d'une conférence.

le gouvernement d'un Membre ou Membre associé de l'Union participant sans droit de vote à une conférence spéciale de caractère régional conformément aux dispositions de l'article 10 de la Convention.

Délégation : Ensemble des délégués et, éventuellement, des représentants, attachés ou interprètes envoyés par un même pays.

Chaque Membre et Membre associé est libre de composer sa délégation à sa convenance. En particulier, il peut y inclure en qualité de délégués, ou d' attachés, des personnes appartenant à des exploitations privées reconnues par lui ou des personnes appartenant à d'autres entreprises privées qui s'intéressent au domaine des télécommunications.

Service international : Un service de télécommunication entre toute combinaison possible de bureaux ou de stations fixes, terrestres ou mobiles, qui sont dans des pays différents ou appartiennent à des pays différents.

Service mobile : Un service de radiocommunication entre stations mobiles et stations terrestres, ou entre stations mobiles.

Service de radiodiffusion: Un service de radiocommunication effectuant des émissions destinées à être

reçues directement par le public en général. Ce service peut comprendre, soit des émissions sonores, soit des émissions de télévision, de fac-similé ou d'autres genres d'émissions.

Télécommunication : Toute transmission, émission ou réception de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de renseignements de toute nature, par fil, radioélectricité, optique ou autres systèmes électromagnétiques.

Télégraphie : Un système de télécommunication assurant la transmission des écrits par l'utilisation d'un code de signaux.

Téléphonie : Un système de télécommunication établi en vue de la transmission de la parole, ou, dans certains cas, d'autres sons.

Télégramme : Ecrit destiné à être transmis par télégraphie. Ce terme comprend aussi le radiotélégramme, sauf spécification contraire.

Télégrammes, appels et conversations téléphoniques d'Etat : Ce sont les télégrammes, et les appels et conversations téléphoniques émanant de l'une des autorités ci-après :

chef d'un Etat ;

chef du gouvernement et membres d'un gouvernement ;

chef de colonie, protectorat, territoire d'outre-mer ou territoire sous souveraineté, autorité, tutelle ou mandat d'un Membre ou Membre associé ou des Nations Unies ;

commandants en chef des forces militaires, terrestres, navales ou aériennes ;

agents diplomatiques ou consulaires ;

Secrétaire général des Nations Unies, chefs des organes principaux et chefs des organes subsidiaires des Nations Unies ;

Cour internationale de Justice de la Haye.

Les réponses aux télégrammes d'Etat définis ci-dessus sont également considérées comme des télégrammes d'Etat.

Télégrammes de service : Voir le Règlement télégraphique en vigueur.

Télégrammes privés : Les télégrammes autres que les télégrammes de service ou d'Etat.

Conversations de service : Voir le Règlement téléphonique en vigueur.

Correspondance publique : Toute télécommunication que les bureaux et stations, par le fait de leur mise à la disposition du public, doivent accepter pour transmission.

Radiocommunication : Toute télécommunication à l'aide des ondes hertziennes.

Ondes hertziennes: Ondes électromagnétiques dont la fréquence est comprise entre 10 kc]s et. 3.000.000 Mc]s.

Radioélectricité : Terme général s'appliquant à l'emploi des ondes hertziennes (l'adjectif correspondant est «radioélectrique»).

Brouillage nuisible : Tout rayonnement ou toute induction qui compromet le fonctionnement d'un service de radionavigation ou d'un service de sécurité [1]), ou qui gêne ou interrompt de façon répétée un service de radiocommunication fonctionnant conformément au Règlement des radiocommunications.

ANNEXE 4.

(Voir article 25)

Arbitrage

1. La partie qui fait appel entame la procédure en transmettant à l'autre partie une notification de demande d'arbitrage.

2. Les parties décident de commun accord si l'arbitrage doit être confié à des personnes, à des administrations ou à des gouvernements. Au cas, où, dans le délai d'un mois à compter du jour de la notification de la demande d'arbitrage, les parties n'ont pas pu tomber d'accord sur ce point, l'arbitrage est confié à des gouvernements.

3. Si l'arbitrage est confié à des personnes, les arbitres ne doivent être ni des ressortissants d'un pays partie dans le différend, ni avoir leur domicile dans un de ces pays, ni être à leur service.

4. Si l'arbitrage est confié à des gouvernements ou à des administrations de ces gouvernements, ceux-ci doivent être choisis parmi les Membres ou Membres associés qui ne sont pas impliqués dans le différend, mais qui sont parties à l'accord dont l'application a provoqué le différend.

5. Dans le délai de trois mois à compter de la date de réception de la notification de la demande d'arbitrage, chacune des deux parties en cause désigne un arbitre.

6. Si plus de deux parties sont impliquées dans le différend, chacun des deux groupes de parties ayant des intérêts communs dans le différend désigne un arbitre conformément à la procédure prévue aux paragraphes 4 et 5.

7. Les deux arbitres ainsi désignés s'entendent pour nommer un troisième arbitre qui, si les deux premiers sont des personnes et non des gouvernements ou des administrations, doit répondre aux conditions fixées au paragraphe 3 ci-dessus et qui, de plus, doit être d'une nationalité différente de celles des deux autres. A défaut d'accord entre les deux arbitres sur le choix du troisième arbitre, chaque arbitre propose un troisième arbitre n'ayant aucun intérêt dans le différend. Le secrétaire général de l'Union procède alors à un tirage au sort pour désigner le troisième arbitre.

8. Les parties en désaccord peuvent s'entendre pour faire régler leur différend par un arbitre unique désigné de commun accord ; elles peuvent aussi désigner chacune un arbitre et demander au secrétaire général de l'Union de procéder à un tirage au sort pour désigner l'arbitre unique.

9. Le ou les arbitres décident librement de la procédure à suivre.

10. La décision de l'arbitre unique est définitive et lie les parties au différend. Si l'arbitrage est confié à plusieurs arbitres, la décision intervenue à la majorité des votes des arbitres est définitive et lie les parties.

11. Chaque partie supporte les dépenses qu'elle a exposées à l'occasion de l'instruction et de l'introduction de l'arbitrage. Les frais d'arbitrage, autres que ceux exposés par les parties elles-mêmes, sont répartis d'une manière égale entre les parties en litige.

12. L'Union fournira tous les renseignements se rapportant au différend dont le ou les arbitres pourraient avoir besoin.

ANNEXE 5.

Règlement général annexé à la Convention internationale des télécommunications

1re PARTIE

Dispositions générales concernant les conférences

CHAPITRE 1

Invitation et admission aux conférences de plénipotentiaires

1. Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration, fixe la date définitive et le lieu exact de la conférence.

1) On considère comme service de sécurité tout service de radiocommunication dont le fonctionnement intéresse directement, de façon permanente ou temporaire, la sécurité de la vie humaine ou la sauvegarde des biens.

2. (1) Un an avant cette date, le gouvernement invitant envoie une invitation au gouvernement de chaque pays Membre de l'Union et à chaque Membre associé de l'Union.

(2) Ces invitations peuvent être adressées soit directement, soit par l'entremise du secrétaire général, soit par l'intermédiaire d'un autre gouvernement.

3. Le secrétaire général adresse une invitation aux Nations Unies conformément aux dispositions de l' article 26 de la Convention.

4. Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration ou sur proposition de ce dernier, peut inviter les institutions spécialisées qui sont en rapport avec l'Organisation des Nations Unies et qui admettent réciproquement la représentation de l' Union à leurs réunions, à envoyer des observateurs pour participer aux conférences avec voix consultative.

5. Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration ou sur proposition de ce dernier, peut inviter des gouvernements non contractants à envoyer des observateurs pour prendre part aux conférences avec voix consultative.

6. Les réponses des Membres et Membres associés doivent parvenir au gouvernement invitant au plus tard un mois avant l'ouverture de la conférence ; elles doivent, autant que possible, donner toutes indications sur la composition de la délégation.

7. Tout organisme permanent de l'Union a le droit d'être représenté à la conférence à titre consultatif lorsque celle-ci traite des affaires qui relèvent de sa compétence. En cas de besoin. la conférence peut inviter un organisme qui n'aurait pas jugé utile de s'y faire représenter.

8. Sont admis aux conférences de plénipotentiaires :

a) les délégations, telles qu'elles sont définies dans l'annexe 3 à la Convention ;

b) les observateurs des Nations Unies ;

c) les observateurs des institutions spécialisées conformément au paragraphe 4 ;

d) éventuellement les observateurs prévus au paragraphe 5.

CHAPITRE 2.

Invitation et admission aux conférences administratives

1. (1) Les dispositions des paragraphes 1 à 6 du chapitre 1 sont applicables aux conférences administratives.

(2) Toutefois, en ce qui concerne les conférences administratives extraordinaires, le délai pour l'envoi des invitations peut être réduit à six mois.

(3) Les Membres et Membres associés de l'Union peuvent faire part de l'invitation qui leur a été adressée aux exploitations privées reconnues par eux.

2. (1) Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration ou sur proposition de ce dernier, peut adresser une notification aux organisations internationales qui ont intérêt à envoyer des observateurs pour participer aux travaux de la conférence à titre consultatif.

(2) Les organisations internationales intéressées adressent au gouvernement invitant une demande d'admission dans un délai de deux mois à partir de la date de la notification.

(3) Le gouvernement invitant rassemble les demandes et la décision d'admission est prise par la conférence elle-même.

3. (1) Sont admis aux conférences administratives :

a) les délégations, telles qu'elles sont définies dans l'annexe 3 à la Convention ;

b) les observateurs des Nations Unies ;

c) les observateurs des institutions spécialisées conformément au chapitre 1, paragraphe 4 ;

d) les observateurs des organisations internationales agréées conformément aux dispositions du paragraphe 2 ;

e) éventuellement les observateurs des gouvernements non contractants ;

f) les représentants des exploitations privées reconnues, dûment autorisées par le pays Membre dont elles dépendent ;

g) les organismes permanents de l'Union dans les conditions prévues au chapitre 1, paragraphe 7.

(2) En outre sont admis aux conférences spéciales de caractère régional les observateurs des Membres et Membres associés qui n'appartiennent pas à la région intéressée.

CHAPITRE 3.

Délais et modalités de présentation des propositions aux conférences

1. Immédiatement après que le gouvernement invitant a envoyé les invitations, le secrétaire général prie les Membres et Membres associés de lui faire parvenir dans un délai de quatre mois leurs propositions relatives aux travaux de la conférence.

2. Toute proposition présentée dont l'adoption entraîne la révision du texte de la Convention ou des Règlements doit contenir des références permettant d'identifier par numéro de chapitre, d'article ou de paragraphe les parties du texte qui appellent cette révision.

3. Le secrétaire général rassemble et coordonne les propositions reçues et les communique trois mois au moins avant l'ouverture de la conférence à tous les Membres et Membres associés.

CHAPITRE 4.

Dispositions particulières aux conférences se réunissant au siège de l'Union.

1. Lorsqu'une conférence doit être réunie sans la participation d'un gouvernement invitant, le secrétaire général, après entente avec le Gouvernement de la Confédération suisse, prend les dispositions nécessaires pour la convoquer au siège de l'Union.

2. Dans ce cas, le secrétaire général assume les tâches relatives à l'organisation qui incombent normalement à un gouvernement invitant.

CHAPITRE 5.

Pouvoirs aux conférences

1. (1) La délégation envoyée par un Membre de l'Union pour participer à une conférence doit être dûment accréditée en vue d'exercer son droit de vote et être munie des pouvoirs nécessaires pour signer les les Actes finals.

(2) La délégation envoyée à une conférence par un Membre associé doit être dûment accréditée pour participer aux travaux, conformément à l'article 1, paragraphe 6, de la Convention.

2. Pour les conférences de plénipotentiaires :

(1) a) les délégations sont accréditées par des actes signés par le chef de l'Etat ; ou par le chef du gouvernement ; ou par le ministre des Affaires étrangères ;

b) elles peuvent cependant être provisoirement accréditées par le chef de la mission diplomatique près du gouvernement du pays où se tient la conférence.

(2) En vue de signer les Actes finals de la conférence, les délégations doivent être munies de pleins pouvoirs signés par les hautes autorités désignées à l'alinéa (1) a).

3. Pour les conférences administratives :

(1) les dispositions du paragraphe 2 sont applicables.

(2) en outre, une délégation peut être accréditée et munie de pleins pouvoirs signés par le ministre compétent pour les questions traitées au cours de la conférence.

4. Une commission spéciale est chargée de vérifier les pouvoirs de chaque délégation; elle formule ses conclusions dans le délai spécifié par l'assemblée plénière.

5. (1) La délégation d'un Membre de l'Union exerce son droit de vote dès l'instant où elle commence à participer aux travaux de la conférence.

(2) Toutefois une délégation n'aura plus droit de vote à partir du moment où l'assemblée plénière estime que ses pouvoirs ne sont pas en règle et tant que la situation ne sera pas régularisée.

6. En règle générale, les pays Membres doivent s'efforcer d'envoyer aux conférences de l'Union leurs propres délégations. Néanmoins, si pour des raisons exceptionnelles, un Membre ne peut pas envoyer sa propre délégation, il peut accréditer la délégation d'un autre Membre de l'Union et donner à cette dernière le pouvoir d'agir et signer en son nom.

7. Une délégation dûment accréditée peut donner mandat à une autre délégation dûment accréditée d' exercer son droit de vote au cours d'une ou de plusieurs séances auxquelles il ne lui est pas possible d'assister. Dans ce cas, elle doit en informer le président de la conférence.

8. Dans tous les cas prévus aux paragraphes 6 et 7, une délégation ne peut exercer plus d'un vote par procuration.

CHAPITRE 6.

Procédure pour la convocation de conférences administratives extraordinaires à la demande de Membres de l'Union ou sur proposition du Conseil d'administration

1. Les Membres de l'Union désirant qu'une conférence administrative extraordinaire soit convoquée en informent le secrétaire général en indiquant l'ordre du jour, le lieu et la date proposée pour la convocation.

2. Le secrétaire général, au reçu de vingt requêtes concordantes, transmet la communication par télégramme à tous les Membres et Membres associés en priant les Membres de lui indiquer, dans un délai de six semaines, s'ils acceptent ou non la proposition formulée.

3. Si la majorité des Membres se prononce en faveur de l'ensemble de la proposition, c'est-à-dire acceptent à la fois l'ordre du jour, la date et le lieu de réunion proposés, le secrétaire général en informe tous les Membres et Membres associés de l'Union par télégramme-circulaire.

4. (1) Si la proposition acceptée tend à réunir la conférence ailleurs qu'au siège de l'Union, le secrétaire général demande au gouvernement du pays intéressé s'il accepte de devenir gouvernement invitant.

(2) Dans l'affirmative, le secrétaire général, en accord avec ce gouvernement, prend les dispositions nécessaires pour la réunion de la conférence.

(3) Dans la négative, le secrétaire général invite les Membres qui ont demandé la convocation de la conférence à formuler de nouvelles propositions quant au lieu de la réunion.

5. Lorsque la proposition acceptée tend à réunir la conférence au siège de l'Union, les dispositions du chapitre 4 sont applicables.

6. (1) Si l'ensemble de la proposition (ordre du jour, lieu et date) n'est pas accepté par la majorité des Membres, le secrétaire général communique les réponses reçues aux Membres et Membres associés de l'Union, en invitant les Membres à se prononcer de façon définitive sur le ou les points controversés.

(2) Ces points sont considérés comme adoptés lorsqu'ils ont été approuvés par la majorité des Membres.

7. La procédure indiquée ci-dessus est applicable lorsque la proposition de convocation d'une conférence administrative extraordinaire est présentée par le Conseil d'administration.

CHAPITRE 7.

Procédure pour la convocation de conférences administratives spéciales à la demande de Membres de l' Union ou sur proposition du Conseil d'administration

1. Les dispositions du chapitre 6 sont intégralement applicables aux conférences spéciales mondiales.

2. Dans le cas des conférences spéciales régionales, la procédure prévue au chapitre 6 s'applique aux seuls Membres de la région intéressée. Si la convocation doit se faire sur l'initiative des Membres de la région, il suffit que le secrétaire général reçoive des demandes concordantes émanant du quart des Membres de cette région.

CHAPITRE 8.

Dispositions communes à toutes les conférences. Changement de date et de lieu d'une conférence

1. Les dispositions des chapitres 6 et 7 s'appliquent par analogie lorsqu'il s'agit, à la demande de Membres de l'Union ou sur proposition du Conseil d'administration, de changer la date et le lieu ou l'un des deux seulement de la réunion d'une conférence. Toutefois, de tels changements ne peuvent être opérés que si la majorité des Membres intéressés s'est prononcée en leur faveur.

2. Le cas échéant, le secrétaire général fait connaître dans la communication prévue au chapitre 6, paragraphe 2, les consèquences financières probables résultant du changement de lieu ou du changement de date, par exemple lorsque les dépenses ont été faites pour préparer la réunion de la conférence au lieu prévu initialement.

CHAPITRE 9.

Règlement intérieur des conférences

Article 1.
Inauguration de la conférence

La conférence est inaugurée par une personnalité désignée par le gouvernement invitant. S'il n'y a pas de gouvernement invitant, elle est inaugurée par le président du Conseil d'administration ou, à défaut de celui-ci, par le secrétaire général.

Article 2.
Ordre des places

Aux séances de l'assemblée plénière, les délégations sont rangées dans l'ordre alphabétique des noms en français des pays représentés.

Article 3.
Election du président et des vice-présidents Constitution du secrétariat

A la première séance de l'assemblée plénière, il est procédé :

a) à l'élection du président et des vice-présidents de la conférence;

b) à la constitution du secrétariat de la conférence, lequel est composé de personnel du Secrétariat général

de l'Union et, le cas échéant, de personnel de l'administration du gouvernement invitant.

Article 4.

Prérogatives du président de la conférence

1. Outre l'exercice de toutes les autres prérogatives qui lui sont conférées par le présent règlement, le président prononce l'ouverture et la clôture de chaque séance de l'assemblée plénière, dirige les débats, veille à l'application du règlement intérieur, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions adoptées.

2. Il a la direction générale des travaux de la conférence et veille au maintien de l'ordre au cours des séances de l'assemblée plénière. Il statue sur les motions et points d'ordre et a, en particulier, le pouvoir de proposer l'ajournement ou la clôture du débat, la levée ou la suspension d'une séance. Il peut aussi décider d'ajourner la convocation d'une assemblée ou d'une séance plénière, s'il le juge nécessaire.

3. Il protège le droit de toutes les délégations d'exprimer librement et pleinement leur avis sur le sujet en discussion.

4. Il veille à ce que les débats soient limités au sujet en discussion et il peut interrompre tout orateur qui s'écarterait de la question traitée, pour lui rappeler la nécessité de s'en tenir à cette question.

Article 5.

Institution des commissions

L'assemblée plénière peut instituer des commissions pour examiner les questions soumises aux délibérations de la conférence. Ces commissions peuvent instituer des sous-commissions. Les commissions et sous-commissions peuvent également, si cela est nécessaire, constituer des groupes de travail.

Article 6.

Composition des commissions

1. Conférences de plénipotentiaires :

Les commissions sont composées des délégués des Membres et Membres associés et des observateurs prévus au chapitre 1, paragraphe 8, du Règlement général qui en ont fait la demande ou qui ont été désignés par l'assemblée plénière.

2. Conférences administratives :

Les commissions sont composées des délégués des Membres et Membres associés, des observateurs et des représentants prévus au chapitre 2, paragraphe 3, du Règlement général qui en ont fait la demande ou qui ont été désignés par l'assemblée plénière.

Article 7.

Présidents, vice-présidents et rapporteurs des commissions

1. Le président de la conférence soumet à l'approbation de l'assemblée plénière le choix du président et du ou des vice-présidents de chaque commision.

2. Le président de chaque commission propose à sa commission la nomination des rapporteurs et le choix des présidents, vice-présidents et rapporteurs des sous-commissions qu'elle institue.

Article 8.

Convocation aux séances

Les séances de l'assemble plénière, des commissions, sous-commissions et groupes de travail sont annoncées suffisamment à l'avance au siège de la conférence.

Article 9.

Propositions soumises avant l'ouverture de la conférence

Les propositions soumises avant l'ouverture de la conférence sont réparties par l'assemble plénière entre les commissions compétentes, constituées conformément aux dispositions de l'article 5 du présent règlement. Toutefois, l'assemblée plénière peut traiter directement n'importe quelle proposition.

Article 10.

Propositions ou amendements présentés au cours de la conférence

1. Les propositions ou amendements présentés après l'ouverture de la conférence seront remis au président de la conférence ou au président de la commission compétente selon le cas, ou bien au secrétariat de la conférence en vue de la publication et de la distribution comme document de conférence.

2. Aucune proposition ou amendement ne peut être présenté s'il n'est signé ou approuvé par le chef de la délégation intéressée ou par son suppléant.

3. Toute proposition ou amendement doit contenir en termes concrets et précis le texte à examiner.

4. (1) Le président de la conférence ou le président de la commission compétente, décide dans chaque cas si une proposition ou un amendement doit être présenté aux délégations par écrit ou verbalement.

(2) En général, le texte de toute proposition importante qui doit faire l'objet d'un vote de l'assemblée plénière doit être distribué dans les langues de travail de la conférence suffisamment tôt pour permettre son étude avant la discussion.

(3) En outre, le président de la conférence, qui reçoit les propositions ou les amendements visés au paragraphe 1 du présent article, doit les aiguiller selon le cas, vers les commissions compétentes ou l'assemblée plénière.

5. Toute personne autorisée peut lire ou demander qu'il soit donné lecture en séance plènière de toute proposition ou amendement présenté par elle au cours de la conférence et peut en exposer les motifs.

Article 11.

Conditions requises pour l'examen et le vote d'une proposition ou d'un amendement

1. Aucune proposition ou amendement présenté avant l'ouverture de la conférence ou par une délégation durant la conférence, ne peut être mis en discussion si, au moment de son examen, il n'est pas appuyé par au moins une autre délégation.

2. Toute proposition ou amendement dûment appuyé doit être, après discussion, mis au vote.

Article 12.

Propositions ou amendements omis ou différés

Quand une proposition ou un amendement a été omis ou lorsque son examen a été différé, la délégation sous les auspices de laquelle il a été présenté doit veiller à ce que cette proposition ou cet amendement ne soit pas perdu de vue par la suite.

Article 13.

Conduite des débats en assemblée plénière

1. Quorum

Pour qu'un vote soit valablement pris au cours d'une séance d'assemblée plénière, plus de la moitié des délégations accréditées à la conférence et ayant droit de vote doivent être présentes ou représentées à la séance.

2. Ordre de discussion

(1). Les personnes désirant prendre la parole ne peuvent le faire qu'après avoir obtenu le consentement du président. En règle générale, elles commencent par indiquer à quel titre elles parlent.

(2). Toute personne ayant la parole doit s'exprimer lentement et distinctement, en séparant bien les mots et en marquant les temps d'arrêt nécessaires pour permettre à tous de bien comprendre sa pensée.

3. Motions d'ordre et points d'ordre

(1). Au cours des débats, une délégation peut pré-

senter toute motion d'ordre ou soulever tout point d'ordre au moment qu'elle juge opportun, lesquels donnent immédiatement lieu à une décision du président conformément au présent règlement. Toute délégation peut en appeler de la décision du président, mais celle-ci reste valable en son intégrité si elle n'est pas annulée par la majorité des délégations présentes et votant.

(2) La délégation qui présente une motion d'ordre ne peut pas, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion.

4. Ordre de priorité des motions et points d'ordre

L'ordre de priorité à assigner aux motions et points d'ordre dont il est question au paragraphe 3 du présent article est le suivant:

a) tout point d'ordre relatif à l'application du présent réglement ;

b) suspension de la séance;

c) levée de la séance;

d) ajournement du débat sur la question en discussion;

e) clôture du débat sur la question en discussion;

f) toutes autres motions ou points d'ordre qui pourraient être présentés et dont la priorité relative est fixée par le président.

5. Motion de suspension ou de levée de la séance

Pendant la discussion d'une question, une délégation peut proposer de suspendre ou de lever la séance en indiquant les motifs de sa proposition. Si cette proposition est appuyée, la parole est donnée à deux orateurs s'exprimant contre la clôture et uniquement sur ce sujet, après quoi la motion est mise aux voix.

6. Motion d'ajournement du débat

Pendant la discussion de toute question, une délégation peut proposer l'ajournement du débat pour une période déterminée. Au cas où une telle motion est suivie d'un débat, seuls trois orateurs, outre l'auteur de la motion, peuvent y prendre part, l'un en faveur de la motion et deux contre.

7. Motion de clôture du débat

A tout moment, une délégation peut proposer que le débat sur la question en discussion soit clos, après épuisement de la liste des orateurs inscrits à ce moment-là. En ce cas, la parole n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à la clôture, après quoi la motion est mise aux voix.

8. Limitation des interventions

(1) L'assemblée plénière peut éventuellement limiter la durée et le nombre des interventions d'une même délégation sur un sujet déterminé.

(2) Toutefois. sur les questions de procédure, le président limite la durée de chaque intervention à cinq minutes au maximum.

(3) Quand un orateur dépasse le temps de parole qui lui a été accordé, le président en avise l'assemblée et prie l'orateur de vouloir bien conclure son exposé à bref délai.

9. Clôture de la liste des orateurs

(1) Au cours d'un débat, le président peut donner lecture de la liste des orateurs inscrits; il y ajou e le nom des délégations qui en manifestent le désir et, avec l'assentiment de l'assemblée, peut déclarer la liste close. Cependant, s'il le juge opportun, le président peut accorder, à titre exceptionnel, le droit de répondre à tout discours prononcé, même après la clôture de la liste.

(2) Lorsque la liste des orateurs est épuisée, le président prononce la clôture du débat.

10. Questions de compétence

Les questions de compétence qui peuvent se présenter doivent être réglées avant qu'il soit voté sur le fond de la question en discussion.

11. Retrait et nouvelle présentation d'une motion

L'auteur d'une motion peut la retirer avant qu'elle soit mise aux voix. Toute motion, amendée ou non, qui serait ainsi retirée, peut être présentée à nouveau ou reprise soit par la délégation auteur de l'amendement soit par toute autre délégation.

Article 14.

Droit de vote

1. A toutes les séances de la conférence, la délégation d'un Membre de l'Union, dûment accréditée par ce dernier pour participer aux travaux de la conférence, a droit à une voix, conformément à l'article 1 de la Convention.

2. La délégation d'un Membre de l'Union exerce son droit de vote dans les conditions précisées au chapitre 5 du Règlement général.

Article 15.

Vote.

1. Définition de la majorité

(1) La majorité est constituée par la moitié plus une des délégations présentes et votant.

(2) Les abstentions ne sont pas prises en considération dans le décompte des voix nécessaires pour constituer la majorité.

(3) En cas d'égalité des voix, la proposition ou l'amendement est considéré comme rejeté.

(4) Aux fins du présent règlement, est considérée comme «délégation présente et votant» toute délégation qui se prononce pour ou contre une proposition.

(5) Les délégations présentes qui ne participent pas à un vote déterminé ou qui déclarent expressément ne pas vouloir y participer, ne sont pas considérées absentes, en vue de la détermination du quorum, ni comme s'étant abstenues, pour l'application des dispositions du paragraphe 3 du présent article.

2. Majorité spéciale

En ce qui concerne l'admission des Membres de l'Union, la majorité nécessaire est fixée par l'article 1 de la Convention.

3. Plus de cinquante pour cent d' abstentions

Lorsque le nombre des abstentions dépasse la moitié du nombre des suffrages exprimés (pour, contre abstentions), l'examen de la question en discussion est renvoyé à une séance ultérieure au cours de laquelle les abstentions n'entreront plus en ligne de compte.

4. Procédure de vote.

(1) Sauf dans le cas prévu au paragraphe 5 ci-après, les procédures de vote sont les suivantes :

a) à main levée, en règle générale,

b) par appel nominal, si une majorité ne se dégage pas clairement d'un vote selon la procédure précédente ou si une délégation le demande.

(2) Il est procédé au vote par appel nominal dans l'ordre alphabétique des noms en français des Membres représentés.

5. Vote au scrutin secret

Il est procédé à un vote secret lorsque cinq au moins des délégations présentes et ayant qualité pour voter le demandent. Dans ce cas, le secrétariat prend immédiatement les mesures nécessaires pour assurer le secret du scrutin.

6. Interdiction d'interrompre le vote

Quand le scrutin est commencé, aucune délégation ne peut l'interrompre, sauf s'il s'agit d'un point d' ordre relatif à la manière dont s'effectue le scrutinl.

7. Explications de vote

Le président donne la parole aux délégations qui désirent expliquer leur vote postérieurement au vote lui-même.

8. Vote d'une proposition par parties

(1) Lorsque l'auteur d'une proposition le demande, ou lorsque l'assemblée le juge opportun, cette proposition est subdivisée et ses différentes parties sont mises aux voix séparément. Les parties de la proposition qui ont été adoptées sont ensuite mises aux voix comme un tout.

(2) Si toutes les parties d'une proposition sont rejetées, la proposition elle-même est considérée comme rejetée.

9. Ordre de vote des propositions relatives à une même question

(1) Si la même question fait l'objet de plusieurs propositions, celles-ci sont mises aux voix dans l'ordre où elles ont été présentées, à moins que l'assemblée n'en décide autrement.

(2) Après chaque vote, l'assemblée décide s'il y a lieu ou non de mettre aux voix la proposition suivante.

10. Amendements

(1) Est considérée comme amendement toute proposition de modification comportant uniquement une suppression, une addition à une partie de la proposition originale ou la revision d'une partie de cette proposition.

(2.) Tout amendement à une proposition accepté par la délégation qui présente cette proposition est aussitôt incorporé au texte primitif de la proposition.

(3) Aucune proposition de modification ne sera considérée comme un amendement si l'assemblée est d'avis qu'elle se révèle incompatible avec la proposition initiale.

11. Vote sur les amendements

(1) Si une proposition est l'objet d'un amendement, il est voté en premier lieu sur cet amendement.

(2) Si une proposition est l'objet de plusieurs amendements, il est voté en premier lieu sur celui des amendements qui s'écarte le plus du texte original, il est ensuite voté sur celui des amendements, parmi ceux qui restent, qui s'écarte encore le plus du texte original et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été examinés.

(3) Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, la proposition ainsi modifiée est ensuite elle-même mise aux voix.

(4) Si aucun amendement n'est adopté, le vote a lieu sur la proposition initiale.

Article 16

Commissions et sous-commissions

Conduite des débats et procédure de vote

1. Les présidents des commissions et sous-commissions ont des attributions analogues à celles dévolues par l'article 4 au président de la conférence.

2. Les dispositions prévues à l'article 13 pour la conduite des débats en assemblée plénière sont applicables aux débats des commissions ou sous-commissions, sauf en matière de quorum.

3. Les dispositions prévues à l'article 15 sont applicables aux votes dans les commissions ou sous-commissions sauf dans le cas du paragraphe 2.

Article 17

Réserves

1. En règle générale, les délégations qui ne peuvent faire partager leur point de vue par les autres délégations doivent s'efforcer, dans la mesure du possible, de se rallier à l'opinion de la majorité.

2. Toutefois, s'il apparaît à une délégation qu'une décision quelconque est de nature à empêcher son gouvernement de ratifier la Convention ou d'approuver la révision des Règlements, cette délégation peut faire des réserves à titre provisoire ou définitif au sujet de cette décision.

Article 18

Procès-verbaux des assemblées plénières

1. Les procès-verbaux des assemblées plénières sont établis par le secrétariat de la conférence qui s'efforce d'en assurer la distribution aux délégations le plus tôt possible avant la date à laquelle ces procès-verbaux doivent être examinés.

2. Lorsque les procès-verbaux ont été distribués, les délégations intéressées peuvent déposer par écrit au secrétariat de la conférence, et ceci dans le plus bref délai possible, les corrections qu'elles estiment justifiées, ce qui ne les empêche pas de présenter oralement des modifications à la séance au cours de laquelle les procès-verbaux sont approuvés.

3. (1) En règle générale, les procès-verbaux ne contiennent que les propositions et les conclusions, avec les arguments sur lesquels elles sont fondées, dans une rédaction aussi concise que possible.

(2) Néanmoins, toute délégation a le droit de demander l'insertion analytique ou in extenso, de toute déclaration formulée par elle au cours des débats. Dans ce cas, elle doit, en règle générale, l'annoncer au début de son intervention, en vue de faciliter la tâche des rapporteurs. Elle doit, en outre, en fournir elle-même le texte au secrétariat de la conférence, dans les deux heures qui suivent la fin de la séance.

4. Il ne doit, en tout cas, être usé qu'avec discrétion de la faculté accordée par l'alinéa 3 (2) ci-dessus en ce qui concerne l'insertion des déclarations.

Article 19

Comptes rendus et rapports des commissions et sous-commissions

1. (1) Les débats des commissions et sous-commissions sont résumés, séance par séance, dans des comptes rendus où se trouvent mis en relief les points essentiels des discussions, les diverses opinions qu'il convient de noter, ainsi que les propositions et conclusions qui se dégagent de l'ensemble.

(2) Néanmoins, toute délégation a également le droit d'user de la faculté prévue à l'article 18, alinéa 3 (2).

(3) Il ne doit être recouru qu'avec discrétion à la faculté à laquelle se réfère l'alinéa ci-dessus.

2. Les commissions et sous-commissions peuvent établir les rapports partiels qu'elles estiment nécessaires et, éventuellement, à la fin de leurs travaux, elles peuvent présenter un rapport final dans lequel elles récapitulent, sous une forme concise, les propositions et les conclusions qui résultent des études qui leur ont été confiées.

Article 20.

Approbation des procès-verbaux, comptes rendus et rapports

1. (1) En règle générale, au commencement de chaque séance d'assemblée plénière, ou de chaque séance de commission ou de sous-commission, le président demande si les délégations ont des observations à formuler quant au procès-verbal ou au compte rendu de la séance précédente. Ceux-ci sont considérés comme approuvés si aucune correction n'a été communiquée au secrétariat ou si aucune opposition ne se manifeste verbalement. Dans le cas contraire, les corrections nécessaires sont apportées au procès-verbal ou au compte rendu.

(2) Tout rapport partiel ou final doit être approuvé par la commission ou la sous-commission intéressée.

2. (1) Le procès-verbal de la dernière assemblée plénière est examiné et approuvé par le président de cette assemblée.

(2) Le compte rendu de la dernière séance des commissions ou sous-commissions est examiné et approuvé par le président de ces commissions ou sous-commissions.

Article 21.

Commission de rédaction

1. Les textes de la Convention, des Règlements et des autres Actes finals de la conférence établis autant que possible dans leur forme définitive par les diverses commissions, en tenant compte des avis exprimés, sont soumis à la commission de rédaction chargée d'en perfectionner la forme sans en altérer le sens, et de les assembler avec les textes anciens non amendés.

2. Ces textes sont soumis par la commission de rédaction à l'assemblée plénière de la conférence qui les approuve ou les renvoie pour nouvel examen, à la commission compétente.

Article 22.

Numérotage

1. Les numéros des chapitres, articles et paragraphes des textes soumis à révision sont conservés, jurqu' à première lecture en assemblée plénière. Les textes ajoutés prennent provisoirement des numéros bis, ter, etc.... et les numéros des textes supprimés ne sont pas utilisés.

2. Le numérotage définitif des chapitres, articles et paragraphes est confié à la commission de rédaction, après leur adoption en première lecture.

Article 23.

Approbation définitive

Les textes de la Convention, des Règlements et des autres Actes finals sont considérés comme définitifs lorsqu'ils ont été approuvés en seconde lecture par l'assemblée plénière.

Article 24.

Signature

Les textes définitivement approuvés par la conférence sont soumis à la signature des délégués munis des pleins pouvoirs définis au chapitre 5 du Règlement général en suivant l'ordre alphabétique des noms en français des pays représentés.

Article 25.

Communiqués de presse

Des communiqués officiels sur les travaux de la conférence ne peuvent être transmis à la presse qu' avec l'autorisation du président ou de l'un des vice-présidents.

Article 26.

Franchise

Pendant la durée de la conférence, les membres des délégations, les membres du Conseil d'administration, les hauts fonctionnaires des organismes permanents de l'Union et le personnel du Secrétariat de l'Union détachés à la conférence ont droit à la franchise postale, télégraphique et téléphonique dans la mesure où le gouvernement du pays où se tient la conférence a pu s'entendre à ce sujet avec les autres gouvernements et avec les exploitations privées reconnues intéressées.

2e PARTIE

Comités consultatifs internationaux

CHAPITRE 10

Dispositions générales

1. Les dispositions de la deuxième partie du Règlement général complètent l'article 7 de la Convention où sont définies les attributions et la structure des comités consultatifs internationaux.

2. Les comités consultatifs doivent également observer dans la mesure ou il leur est applicable, le règlement intérieur des conférences contenu dans la première partie du Règlement général.

CHAPITRE 11

Conditions de participation

1. (1) Les membres de chaque comité consultatif international sont :

a) de droit, les administrations de tous les Membres et Membres associés de l'Union;

b) toute exploitation privée reconnue qui, avec l'approbation du Membre ou Membre associé qui l'a reconnue et sous réserve de l'application de la procédure ci-dessous, demande à participer aux travaux de ce comité.

(2) La première demande de participation aux travaux d'un comité consultatif émanant d'une exploitation privée reconnue est adressée au secrétaire général qui la porte à la connaissance de tous les Membres et Membres associés et du directeur de ce comité consultatif. La demande émanant d'une exploitation privée reconnue doit être approuvée par le Membre ou Membre associé quil'a reconnue.

2. (1) Les organisations internationales qui coordonnent leurs travaux avec ceux de l'Union internationale des télécommunications et qui ont des activités connexes, peuvent être admises à participer, à titre consultatif, aux travaux des comités consultatifs.

(2) La première demande de participation aux travaux d'un comité consultatif émanant d'une organisation internationale est adressée au secrétaire général qui la porte par la voie télégraphique à la connaissance de tous les Membres et Membres associés et invite les Membres à se prononcer sur l'acceptation de cette demande; la demande est acceptée si la majorité des réponses des Membres parvenues dans le délai d'un mois est favorable. Le secrétaire général porte le résultat de cette consultation à la connaissance de tous les Membres et Membres associés et du directeur du comité consultatif intéressé.

(3) Les conditions dans lesquelles toute administration, exploitation privée reconnue ou organisation internationale peut cesser de participer aux travaux d'un comité consultatif sont stipulées au chapitre 20, paragraphe 5, du présent Règlement.

3. (1) Les organismes scientifiques ou industriels qui se consacrent à l'étude de problèmes de télécommunication, ou à l'étude ou à la fabrication de matériels destinés aux services de télécommunication peuvent être admis à participer, à titre consultatif, aux réunions des commissions d'études des comités consultatifs, sous réserve de l'approbation des administrations des pays intéressés.

(2) La première demande d'admission aux séances des commissions d'études d'un comité consultatif émanant d'un organisme scientifique ou industriel, est adressée au directeur de ce comité consultatif. Cette demande doit être approuvée par l'administration du pays intéressé.

CHAPITRE 12

Rôle de l'assemblée plénière

L'assemblée plénière,

a) examine les rapports des commissions d'études et approuve, modifié ou rejette les projets d'avis que contiennent ces rapports;

b) arrête la liste des questions nouvelles à mettre à l'étude, conformément aux dispositions de l'article 7, paragraphe 2, de la Convention et, si besoin est, établit un programme d'études;

c) selon les nécessités, maintient les commissions d'études existantes et en crée de nouvelles;

d) attribue aux commissions d'études les questions à étudier;

e) examine et approuve le rapport du directeur sur les travaux du comité depuis la dernière réunion de l'assemblée plénière;

f) approuve un rapport sur les besoins financiers du comité jusqu'à la prochaine assemblée plénière, rapport qui sera soumis par le directeur au Conseil d'administration;

g) examine les autres questions jugées nécessaires dans le cadre des dispositions de l'article 7 de la Convention et de la deuxième partie du Règlement général.

CHAPITRE 13

Réunions de l'assemblée plénière

1. L'assemblée plénière se réunit normalement tous les trois ans.

2. La date d'une réunion de l'assemblée plénière peut être modifiée avec l'approbation de la majorité des Membres de l'Union qui avaient participé à l'assemblée plénière précédente ou qui, n'ayant pas participé à cette assemblée, ont néanmoins fait savoir au secretaire général leur intention de prendre une part active aux travaux du comité.

3. (1) Autant que possible l'assemblée plénière se réunit au siège de l'Union.

(2) Toutefois chaque réunion de l'assemblée plénière peut fixer un autre endroit pour la réunion suivante. Cet endroit peut être changé ultérieurement en appliquant la procédure mentionnée au paragraphe 2.

4. A chacune de ces réunions, l'assemblée plénière d'un comité consultatif est présidée par le chef de la délégation du pays dans lequel la réunion a lieu ou, lorsque cette réunion se tient au siège de l'Union, par une personne élue par l'assemblée plénière elle-même; le président est assisté de vice-présidents élus par l'assemblée plénière.

5. Le secrétariat de l'assemblée plénière d'un comité consultatif est assuré par le secrétariat spécialisé de ce comité, avec, si cela est nécessaire, le concours de l'administration du gouvernement invitant et du personnel du Secrétariat général.

CHAPITRE 14

Langues et mode de votation des assemblées plénières

1. Les langues utilisées au cours des assemblées plénières et dans les documents officiels des comités consultatifs sont celles prévues à l'article 14 de la Conventon.

2. Les pays qui sont autorisés à voter aux séances des assemblées plénières des comités consultatifs sont ceux qui sont visés dans l'article 1, alinéa 3 (2) et dans l'article 15, paragraphe 2, de la Convention. Toutefois, lorsqu'un pays n'est pas représenté par une administration, les représentants de ses exploitations privées reconnues ont, ensemble et quel que soit leur nombre, droit à une voix.

CHAPITRE 15

Constitution des commissions d'études

1. L'assemblée plénière constitue les commissions d'études nécessaires pour traiter les questions qu'elle a mises à l'étude. Les administrations, les exploitations privées reconnues et les organisations internationales admises conformément aux dispositions du chapitre 11, paragraphe 2, désireuses de prendre part aux travaux de commissions d'études, donnent leur nom à la réunion de l'assemblée plénière, soit ultérieurement, au directeur du comité consultatif intéressé.

2. En outre, et sous réserve des dispositions du chapitre 11, paragraphe 3, du présent Règlement, les experts des organismes scientifiques ou industriels peuvent être admis à participer, à titre consultatif, à toute réunion de l'une quelconque des commissions d'études.

3. L'assemblée plénière nomme le rapporteur principal qui doit présider chacune de ces commissions d'études et un vice-rapporteur principal. Si dans l'intervalle de deux réunions de l'assemblée plénière, un rapporteur principal vient à être empêché d'exercer ses fonctions, le vice-rapporteur principal prend sa place, et la commission d'études élit parmi ses membres un nouveau vice-rapporteur principal.

CHAPITRE 16

Traitement des affaires des commissions d'études

1. Les questions confiées aux commissions d'études sont normalement traitées par correspondance.

2. (1) Cependant, l assemblée plénière peut utilement donner des directives au sujet des réunions de commissions d'études qui apparaissent nécessaires pour traiter des groupes importants de questions.

(2) En outre, s'il apparaît à un rapporteur principal, après l'assemblée plénière, qu'une réunion de sa commission d'études non prévue par l'assemblée plénière est nécessaire pour discuter verbalement des questions qui n'ont pu être traitées par correspondance, alors le rapporteur principal peut, avec l'autorisation de son administration et après consultation du directeur intéressé et des membres de sa commission, proposer une réunion à un endroit convenable, en tenant compte de la nécessité de réduire les dépenses au minimum.

3. Toutefois, pour éviter des voyages inutiles et des absences prolongées, le directeur d'un comité consultatif, d'accord avec les rapporteurs principaux, présidents des diverses commissions d'études intéressées, établit le plan général des réunions du groupe des commissions d'études qui doivent siéger en un même lieu, pendant la même période.

4. Le directeur envoie les rapports finals des commissions d'études aux administrations participantes, aux exploitations privées reconnues dn comité consultatif et, éventuellement, aux organisations internationales qui auront participé. Ces rapports sont envoyés aussitôt que possible et, en tout cas, assez tôt pour qu'ils leur parviennent au moins un mois avant la date de la prochaine assemblée plénière; les questions qui n'ont pas fait l'objet d'un rapport parvenu dans les conditions ci-dessus ne peuvent être inscrites à l'ordre du jour de l'assemblée plénière.

CHAPITRE 17.

Fonctions du directeur. Secrétariat spécialisé

1. (1) Le directeur d'un comité consultatif coordonne les travaux du comité consultatif, y compris ceux de son assemblée plénière et de ses commissions d'études ; il est responsable de l'organisation des travaux du comité consultatif.

(2) Il a la garde des archives du comité.

(3) Le directeur est assisté par un secrétariat formé de personnel spécialisé qui travaille sous son autorité directe à l'organisation des travaux du comité.

(4) Le directeur du Comité consultatif international des radiocommunications est également assisté d'un vice-directeur, conformément à l'article 7 de la Convention.

2. Le directeur choisit le personnel technique et administratif de ce secrétariat dans le cadre du budget approuvé par la conférence de plénipotentiaires ou par le Conseil d'administration. La nomination de ce personnel technique et administratif est arrêté par le secrétaire général, en accord avec le directeur.

3. Le directeur participe de plein droit à titre consultatif aux délibérations de l'assemblée plénière et des commissions d'études. Il prend toutes mesures concernant la préparation des réunions de l'assemblée plénière et des commissions d'études.

4. Le vice-directeur du Comité consultatif international des radiocommunications participe de plein droit à titre consultatif aux délibérations de l'assemblée plénière et des commissions d'études lorsque des questions à l'ordre du jour intéressent son activité.

5. Le directeur rend compte, dans un rapport présenté à l'assemblée plénière, de l'activité du comité consultatif, depuis la dernière réunion de l'assemblée plénière. Ce rapport après approbation, est envoyé au secrétaire général pour être transmis au Conseil d'administration.

6. Le directeur soumet à l'approbation de l'assemblée plénière un rapport sur les besoins financiers du comité consultatif jusqu'à la prochaine assemblée plénière ; ce rapport, après approbation par l'assemblée plénière, est transmis au secrétaire général à toutes fins utiles.

CHAPITRE 18

Préparation des propositions pour les conférences administratives

Un an avant la conférence administrative compétente, des représentants des commissions d'études intéressées de chaque comité consultatif entrent en correspondance ou se réunissent avec des représentants du Secrétariat général pour extraire des avis émis par ce comité depuis la conférence administrative précédente, les propositions de modifications au règlement y relatif.

CHAPITRE 19

Relations des comités consultatifs entre eux et avec d'autres organisations internationales

1. (1) Les assemblées plénières des comités consultatifs peuvent constituer des commissions mixtes pour effectuer des études et émettre des avis sur des questions d'intérêt commun.

(2) Les directeurs des comités consultatifs peuvent, en collaboration avec les rapporteurs principaux, organiser des réunions mixtes de commissions d'études de comités consultatifs différents, en vue d'étudier et de préparer des projets d'avis sur des questions d'intérêt commun. Ces projets d'avis sont soumis à la prochaine réunion de l'assemblée plénière de chaque comité consultatif intéressé.

2. L'assemblée plénière ou le directeur d'un comité consultatif peut désigner un représentant de ce comité pour assister, à titre consultatif, aux réunions des autres comités consultatifs ou aux réunions d'autres organisations internationales auxquelles ce comité consultatif a été invité.

3. Le secrétaire général de l'Union ou l'un des deux secrétaires généraux adjoints, les représentants du Comité international d'enregistrement des fréquences, les directeurs des autres comités consultatifs ou leurs représentants, peuvent assister à titre consultatif aux réunions d'un comité consultatif.

CHAPITRE 20

Finances des comités consultatifs

1. Les traitements des directeurs des comités consultatifs, y compris le traitement du vice-directeur du Comité consultatif international des radiocommunications, et les dépenses ordinaires des secrétariats spécialisés sont inclus dans les dépenses ordinaires de l'Union, conformément aux dispositions de l'article 13 de la Convention.

2. La totalité des dépenses extraordinaires de chaque comité consultatif, qui doit comprendre les dépenses extraordinaires des directeurs du vice-directeur du Comité consultatif international des radioccommunications ainsi que celles de la totalité du secrétariat employé à une réunion quelconque des commissions d'études, ou d'une assemblée plénière, et le coût de tous les documents de travail des commissions d'études et de l'assemblée plénière, est supportée, conformément à l'article 13, paragraphes 3 et 6, de la Convention par:

a) les administrations qui ont notifié au secrétaire général leur désir de participer activement aux travaux d'un comité consultatif, même si elles n'ont pas assisté à la réunion de l'assemblée plénière;

b) les administrations qui, n'ayant pas notifié au secrétaire général leur désir de participer aux travaux d'un comité consultatif, ont néanmoins participé à la réunion de l'assemblée plénière ou d'une commission d'études;

c) les exploitations privées reconnues qui, conformément au chapitre 11, alinéa 1 (2), ont demandé à participer aux travaux d'un comité consultatif, même si elles n'ont pas assisté à la réunion de l'assemblée plénière;

d) les organisations internationales qui, conformément au chapitre 11, alinéa 2 (2) ont été admises à participer aux travaux du comité consultatif et qui n'ont pas été exonérées de toute contribution aux dépenses, en vertu de l'article 13, alinéa 3 (5), de la Convention;

e) les organismes scientifiques ou industriels qui ont, conformément au chapitre 11, paragraphe 3, participé aux travaux des commissions d'études d'un comité consultatif.

3. Les exploitations privées reconnues, les organisations internationales et les organismes scientifiques ou industriels mentionnés aux alinéas 2 c), 2 d) et 2 e) ci-dessus, indiquent la classe parmi celles qui sont mentionnées à l'article 13, paragraphe 4, de la Convention, dans laquelle ils désirent être placés en vue de leur contribution aux dépenses extraordinaires du comité consultatif.

4. Les dépenses des commissions d'études sont incorporées aux dépenses rxtraordinaires de la réunion suivante de l'assemblée plénière. Toutefois, dans le cas où des réunions des commissions d'études ont lieu plus d'une année avant la date de la prochaine réunion de l'assemble plénière, le secrétaire général soumet aux administrations, exploitations, organisations et organismes intéressés, des comptes provisoires des dépenses extraordinaires encourues.

5. Les administrations, exploitations privées reconnues, organisations internationales et organismes scientifiques ou industriels visés au paragraphe 2 doivent contribuer aux dépenses extraordinaires à partir de la date de clôture de la réunion précédente de l' assemblée plénière. Cette obligation demeure valable jusqu'à dénonciation. La notification de dénonciation prend effet à dater de la clôture de la réunion de l' assemblée plénière qui suit la date de réception de cette notification, mais n'entraîne pas la perte du droit de recevoir les documents concernant cette réunion de l' assemblée plénière.

6. Chaque administration, exploitation privée reconnue, organisation internationale ou organisme scientifique ou industriel supporte la charge des dépenses personnelles de ses représentants.

7. Néanmoins, les dépenses personnelles du représentant d'un comité consultatif, occasionnées par sa participation aux réunions visées au chapitre 19, paragraphe 2, sont supportées par le comité qu'il représente.

ANNEXE 6.

(Voir l'article 26)

Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l' Union internationale des télécommunications

Préambule

En raison des dispositions de l'article 57 de la Charte des Nations Unies et de l'article 26 de la Convention de l'Union internationale des télécommunications conclue à Atlantic City en 1947, les Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications conviennent de ce qui suit :

Article I.

Les Nations Unies reconnaissent l'Union internationale des télécommunications, appelée ci–après «l' Union», comme l'institution spécialisée chargée de prendre toutes les mesures appropriées conformes à son Acte constitutif pour atteindre les buts qu'elle s'est fixés dans cet Acte.

Article II.

Représentation réciproque

1. L'Organisation des Nations Unies sera invitée à envoyer des représentants pour participer, sans droit de vote, aux délibérations de toutes les conférences plénipotentiaires et administratives de l'Union ; elle sera également invitée, après s'être dûment concertée avec l'Union, à envoyer des représentants pour assister à des réunions de comités consultatifs internationaux ou à toutes autres réunions convoquées par l'Union, avec le droit de participer, sans vote, à la discussion de questions intéressant les Nations Unies.

2. L'Union sera invitée à envoyer des représentants pour assister aux séances de l'Assemblée générale des Nations Unies aux fins de consultation sur les questions de télécommunications.

3. L'Union sera invitée à envoyer des représentants pour assister aux séances du Conseil économique et social des Nations Unies et du Conseil de tutelle, de leurs commissions et comités et à participer, sans droit de vote, à leurs délibérations quand il sera traité de points de l'ordre du jour auxquels l'Union serait intéressée.

4. L'Union sera invitée à envoyer des représentants pour assister aux séances des commissions principales de l' Assemblée générale au cours desquelles doivent être discutées des questions relevant de la compétence de l'Union, et à participer, sans droit de vote, à ces discussions.

5. Le Secrétariat des Nations Unies effectuera la distribution de tous exposés écrits présentés par l' Union aux Membres de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de ses commissions, et du Conseil de tutelle, selon le cas. De même, les exposés écrits présentés par les Nations Unies seront distribués par l'Union à ses Membres.

Article III.

Inscription de questions à l'ordre du jour

Après les consultations préliminaires qui pourraient être nécessaires, l'Union inscrira à l'ordre du jour des conférences plénipotentiaires ou administratives, ou des réunions d'autres organes de l'Union, les questions qui lui seront proposées par les Nations Unies. Le Conseil économique et social et ses commissions, ainsi que le Conseil de tutelle inscriront pareillement à leur ordre du jour les questions proposées par les conférences ou les autres organes de l'Union.

Article IV.

Recommandations des Nations Unies

1. L'Union, tenant compte du fait que les Nations Unies sont tenues de favoriser la réalisation des objectifs prévus à l'article 55 de la Charte, et d'aider le Conseil économique et social à exercer la fonction et le pouvoir que lui confère l'article 62 de la Charte de faire ou provoquer des études et des rapports sur des questions internationales dans les domaines économiques, sociaux, de la culture intellectuelle et de l'éducation, de la santé publique et autres domaines connexes, et d'adresser des recommandations sur toutes ces questions aux institutions spécialisées intéressées ; tenant compte également du fait que les articles 58 et 63 de la Charte disposent que l'Organisation des Nations Unies doit faire des recommandations pour coordonner les activités de ces institutions spécialisées et les principes généraux dont elles s'inspirent, convient de prendre les mesures nécessaires pour soumettre le plus tôt possible, à son organe approprié, à toutes fins utiles, toutes recommandations officielles que l'Organisation des Nations Unies pourra lui adresser.

2. L'Union convient d'entrer en consultation avec l'Organisation des Nations Unies, à la demande de celle–ci au sujet de ces recommandations, et de faire connaitre en temps voulu, à l'Organisation des Nations Unies, les mesures qu'auront prises l'Union ou ses Membres, pour donner effet à ces recommandations ou sur tout autre résultat de ces mesures.

3. L'Union coopérera à toute autre mesure qui pourrait être nécessaire pour assurer la coordination pleinement effective des activités des institutions spécialisées et de celles des Nations Unies. Elle convient notamment de collaborer avec tout organe ou à tous organes que le Conseil économique et social pourrait établir pour faciliter cette coordination et de fournir tous renseignements qui pourraient être nécessaires pour atteindre ces fins.

Article V

Echange de renseignements et de documents

1. Sous réserve des mesures qui pourraient être nécessaires pour sauvegarder le caractère confidentiel de certains documents, les Nations Unies et l'Union procéderont à l'échange le plus complet et le plus rapide possible de renseignements et de documents, pour satisfaire aux besoins de chacune d'elles.

2. Sans préjudice du caractère général des dispositions du paragraphe précédent:

a) l'Union présentera aux Nations Unies un rapport annuel sur son activité;

b) l'Union donnera suite, dans toute la mesure du possible, à toute demande de rapports spéciaux, d'études ou de renseignements que les Nations Unies pourraient lui adresser;

c) le Secrétaire général des Nations Unies procédera à des échanges de vues avec l'autorité compétente de l'Union, à la demande de celle-ci, pour fournir à l'Union les renseignements qui présenteraient pour elle un intérêt particulier.

Article VI

Assistance aux Nations Unies

L'Union convient de coopérer avec les Nations Unies, leurs organismes principaux et subsidiaires, et de leur fournir toute l'assistance qu'il lui sera possible, conformément à la Charte des Nations Unies et à la Convention internationale des tél communications, en tenant pleinement compte de la situation particulière de ceux des Membres de l'Union qui ne sont pas Membres des Nations Unies.

Article VII

Relations avec la Cour internationale de Justice

1. L'Union convient de founir à la Cour internationale de Justice tous renseignements que celle-ci peut lui demander en application de l'article 34 de son Statut.

2. L'Assemblée générale des Nations Unies autorise l'Union à demander à la Cour internationale de Justice des avis consultatifs sur les questions juridiques qui se posent dans le domaine de sa compétence autres que les questions concernant les relations mutuelles de l'Union avec l'Organisation des Nations Unies ou les autres institutions spécialisées.

3. Une requête de ce genre peut être adressée à la Cour par la Conférence plénipotentiaire ou par le Conseil administratif agissant en vertu d'une autorisation de la Conférence plénipotentiaire.

4. Quand elle demande un avis consultatif à la Cour internationale de Justice, l'Union informe de cette requ ête le Conseil économique et social.

Article VIII

Dispositions concernant le personnel

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent d'établir pour le personnel, dans toute la mesure du possible, des normes, méthodes et dispositions communes destinées à éviter des contradictions graves dans les termes et conditions d'emploi, ainsi que la concurrence dans le recrutement du personnel et à faciliter les échanges de personnel qui paraîtraient souhaitables de part et d'autre pour utiliser au mieux les services de ce personnel.

2. L'Organisation des Nations Unies et l' Union conviennent de coopérer, dans toute la mesure du possible, en vue d'atteindre les fins ci-dessus.

Article IX

Services statistiques

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent de s'efforcer de réaliser une collaboration aussi étroite que possible, l'élimination de tout double emploi dans leur activité et l'utilisation la plus efficace possible de leur personnel technique dans le rassemblement, l'analyse, la publication, la normalisation, l'amélioration et la diffusion de renseignements statistiques. Elles conviennent d'unir leurs efforts pour tirer le meilleur parti possible des renseignements statistiques et pour alléger la tâche des gouvernements et des autres organismes appelés à fournir ces renseignements.

2. L'Union reconnaît que l'Organisation des Nations Unies est l'organisme central chargé de recueillir, analyser, publier, normaliser, perfectionner et répandre les statistiques servant aux buts généraux des organisations internationales.

3. L'Organisation des Nations Unies reconnaît que l'Union est l'organisme central chargé de recueillir, analyser, publier, normaliser, perfectionner et répandre les statistiques dans le domaine qui lui est propre, sans préjudice des droits de l'Organisation des Nations Unies de s'intéresser à de telles statistiques, dans la mesure où elles peuvent être nécessaires à la réalisation de ses propres objectifs ou au perfectionnement des statistiques du monde entier. Il appartiendra à l'Union de prendre toutes décisions concernant la forme sous laquelle ses documents de service seront établis.

4. En vue de constituer un centre de renseignements statistiques destiné à l'usage général, il est convenu que les données fournies à l'Union aux fins d'incorporation à ses séries statistiques de base ou à ses rapports spéciaux seront, dans toute la mesure du possible, accessibles à l'Organisation des Nations Unies, sur sa demande.

5. Il est convenu que les données fournies à l'Organisation des Nations Unies aux fins d'incorporation à ses séries statistiques de base ou à ses rapports spéciaux seront accessibles à l'Union sur sa demande, dans toute la mesure où cela sera possible et opportun.

Article X

Services administratifs et techniques

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union reconnaissent qu'il est souhaitable, pour utiliser de la manière la plus efficace le personnel et les ressources disponibles, d'éviter, chaque fois que cela sera possible, la création de services dont les travaux se font concurrence ou chevauchent, et, en cas de besoin, de se consulter à cette fin.

2. L'Organisation des Nations Unies et l'Union prendront ensemble des dispositions en ce qui concerne l'enregistrement et le dépôt des documents officiels.

Article XI

Dispositions budgétaires et financières

1. Le budget ou le projet de budget de l'Union sera transmis à l'Organisation des Nations Unies en même temps qu'il sera transmis aux Membres de l' Union ; l'Assemblée générale pourra faire des recommandations à l'Union à ce sujet.

2. L'Union aura le droit d'envoyer des représentants pour participer, sans droit de vote, aux délibérations de l'Assemblée générale ou de toutes commissions de cette Assemblée à tout moment où le budget de l'Union sera en discussion.

Article XII

Financement des services spéciaux

1. Si l'Union se trouve contrainte, à la suite d'une demande d'assistance, de rapports spéciaux ou d' études, présentés par l'Organisation des Nations Unies conformément à l'article VI ou à d'autres dispositions du présent accord, de faire face à d'importantes dépenses supplémentaires, les parties se consulteront pour déterminer comment faire face à ces dépenses de la manière la plus équitable possible.

2. L'Organisation des Nations Unies et l'Union se consulteront également pour prendre les dispositions qu'elles jugeront équitables pour couvrir les frais des services centraux administratifs, techniques ou fiscaux et de toutes facilités ou assistance spéciales accordées par l'Organisation des Nations Unies à la demande de l'Union.

Article XIII

Laissez-passer des Nations Unies

Les fonctionnaires de l'Union auront le droit d' utiliser le laissez-passer des Nations Unies conformément aux accords spéciaux qui seront conclus par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les autorités compétentes de l'Union.

Article XIV

Accords entre institutions

1. L'Union convient d'informer le Conseil économique et social de la nature et de la portée de tout accord officiel envisagé entre l'Union et toute autre institution spécialisée ou toute autre organisation intergouvernementale ou toute organisation internationale non gouvernementale, et informera en outre le Conseil économique et social des détails de cet accord quand il sera conclu.

2. L'Organisation des Nations Unies convient d'informer l'Union de la nature et de la portée de tout accord officiel envisagé par toutes autres institutions spécialisées sur des questions qui peuvent intéresser l'Union et, en outre, fera part à l'Union des détails de cet accord quand il sera conclu.

Article XV

Liaison

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent des dispositions ci-dessus dans la conviction qu'elles contribueront à maintenir une liaison effective entre les deux organisations. Elles affirment leur intention de prendre les mesures qui pourraient être nécessaires à cette fin.

2. Les dispositions concernant la liaison prévue par le présent accord s'appliqueront, dans toute la mesure appropriée, aux relations entre l'Union et l'Organisation des Nations Unies, y compris ses bureaux régionaux ou auxiliaires.

Article XVI

Service de télécommunication des Nations Unies

1. L'Union reconnaît qu'il est important pour l'Organisation des Nations Unies de bénéficier des mêmes droits que les Membres de l'Union dans l'exploitation des services de télécommunication.

2. L'Organisation des Nations Unies s'engage à exploiter les services de télécommunication qui dépendent d'elle conformément aux termes de la Convention internationale des télécommunications et du Règlement annexé à cette Convention.

3. Les modalités précises d'application de et article feront l'objet d'arrangements distincts.

Article XVII

Exécution de l'accord

Le Secrétaire général des Nations Unies et l'autorité compétente de l'Union pourront conclure tous arrangements complémentaires qui paraîtront souhaitables en vue de l'application du présent accord.

Article XVIII

Revision

Cet accord sera sujet à revision par entente entre les Nations Unies et l'Union sous réserve d'un préavis de six mois de la part de l'une ou de l'autre partie.

Article XIX

Entrée en vigueur

1. Le présent accord entrera provisoirement en vigueur après approbation par l'Assemblée générale des Nations Unies et la Conférence plénipotentiaire des télécommunications tenue à Atlantic City, en 1947.

2. Sous réserve de l'approbation mentionnée au paragraphe 1, le présent accord entrera officiellement en vigueur en même temps que la Convention internationale des télécommunications conclue à Atlantic City en 1947 ou à une date antérieure selon la décision de l'Union.

PROTOCOLE FINAL

à la

Convention internationale des télécommunications

Buenos Aires, 1952

Au moment de procéder à la signature de la Convention internationale des télécommunications de Buenos Aires, les plénipotentiaires soussignés prennent acte des déclarations suivantes:

I

Pour la République populaire d'Albanie:

Au moment de signer la Convention des télécommunications de Buenos Aires, la délégation de la République populaire d'Albanie déclare ce qui suit:

1. a) les représentants des gens du Kuomintang ne sont pas en réalité les représentants de la Chine et, par conséquent, la décision de la Conférence de plènipotentiaires de leur accorder le droit de signer la Convention est illégale. Le droit de signer la Convention au nom de la Chine n'appartient qu'aux représentants nommés par le Gouvernement de la République populaire de Chine.

b) La signature de la Convention des télécommunications au nom de l'Allemagne par les représentants des autorités de Bonn est illégale, car les autorités de Bonn ne représentent pas toute l'Allemagne. Le Gouvernement de la République Démocratique d'Allemagne a adhéré légalement à la Convention des télécommunications de 1947, de sorte que la République Démocratique d'Allemagne est partie à la Convention de 1947 et Membre de plein droit de l'Union internationale des télécommunications.

c) La décision de la Conférence de plénipotentiaires d'accorder aux représentants du Viêt-Nam de Bao-Daï et de la Corée du Sud le droit de signer la Convention des télécommunications est illégale, car en réalité ces représentants ne représentent pas le Viêt-Nam et la Corée.

2. La nouvelle Liste internationale des fréquences visée à l'article 47 du Règlement des radiocommunications (Atlantic City) n'est pas encore établie ni approuvée. Par conséquent, les décisions prises par la Conférence administrative extraordinaire des radiocommunications sont contraires au Règlement des radiocommunications et sont, par conséquent, illégales.

Prenant en considération ce qui vient d'être exposé, la délégation de la République populaire d'Albanie déclare que la Résolution No 30 prise par la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires, qui considère les décisions illégales de la C.A.E.R. comme remplaçant les dispositions du Règlement des radiocommunications en vigueur, viole la procédure établie pour la révision des Règlements et, par conséquent. est inacceptable pour la République populaire d'Albanie.

Cela étant, la République populaire d'Albanie se réserve le droit de suivre, dans les questions d'enregistrement et d'utilisation des fréquences, les dispositions de l'article 47 du Règlement des radiocommunications en vigueur.

Elle réserve aussi son droit d'adopter ou de ne pas adopter les dispositions de l'article 6 de la Convention.

II

Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite :

1. La délégation de l'Arabie Saoudite déclare formellement qu'elle s'oppose au paragraphe 12, alinéa b) 1°, de l'article 5. La signature de la présente Convention au nom de l'Arabie Saoudite est donnée sous réserve que l'Arabie Saoudite ne sera pas liée par les accords provisoires que le Conseil d'administration aura

pu conclure au nom de l'Union et qu'elle considérera comme contraires à ses intérêts.

2. En signant la présente Convention au nom de l'Arabie Saoudite, la délégation de l'Arabie Saoudite réserve le droit de son Gouvernement d'accepter ou non toute obligation ayant trait au Règlement télégraphique ou au Règlement additionnel des radiocommunications visés à l'article 12 de la présente Convention.

III

Pour la Fédération de l'Australie:

La délégation de l'Australie déclare que la signature de la présente Convention par l'Australie est donnée sous la réserve que ce pays n'accepte pas d'être lié par le Règlement téléphonique mentionné à l'article 12 de ladite Convention.

IV

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie :

tenant compte

de ce que, sur la base de l'article 47 du Règlement des radiocommunications qui complète la Convention des télécommunications, l'entrée en vigueur de la partie la plus importante de ce Règlement est subordonnée aux décisions de la future Conférence administrative spéciale mentionnées dans cet article ;

ayant en vue

que, lors de l'adoption des décisions de la Conférence administrative extraordinaire des radiocommunications (C.A.E.R.), en 1951, les dispositions de l' article 47 du Règlement des radiocommunications ont été violées et que, par conséquent, les décisions ci-dessus de la C.A.E.R. sont illégales ;

prenant de même en considération

le fait que la Conférence de plénipotentiaires de 1952, en adoptant la Résolution selon laquelle ces décisions illégales de la C·A.E.R. sont considérées comme replaçant les dispositions du Règlement des radiocommunications, a violé par cela les dispositions de l'article 13 de la Convention des télécommunications relatives au caractère obligatoire des règlements,

la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, dans ces conditions, laisse ouverte la question d'accepter les dispositions de la Convention des télécommunications relatives au Comité international d'enregistrement des fréquences ainsi que la question d' adopter le Règlement des radiocommunications.

V

Pour la République populaire de Bulgarie :

Au moment de la signature de la Convention des télécommunications de Buenos Aires, la délégation de la République populaire de Bulgarie déclare :

1. La décision de la Conférence de plénipotentiaires selon laquelle les représentants du Kuomintang ont le droit de signer la Convention des télécommunications est illégale, étant donné qu'en réalité ils ne représentent pas la Chine. Onte sulement le droit de signer la Convention les représentants nommés par le Gouvernement central populaire de la République populaire de Chine.

Les autorités de Bonn ne représentent pas l' Allemagne entière et c'est pourquoi la signature de la Convention des télécommunications par ses représentants est illégale. Le Gouvernement de la République Démocratique allamande a adhéré à la Convention d'Atlantic City conformément à la procédure prévue dans le Protocole additionnel II de la même Convention. Dans ces conditions, la République Démocratique allemande est participant à la Convention d'Atlantic City et Membre de plein droit de l'Union internationale des télécommunications.

La décision de la Conférence de plénipotentiaires d'après laquelle les représentants du Viêt-Nam de Bao-Daï et de la Corée du Sud ont le droit de signer la Convention des télécommunications est illégale, étant doné que lesdits représentants, en réalité, ne représentent pas le Viêt-Nam et la Corée.

2. La nouvelle Liste internationale des fréquences, prévue à l'article 47 du Règlement des radiocommunications (Atlantic City) n'est pas encore ni élaborée, ni approuvée. Ceci dit, les décisions prises par la Conférence administrative extraordinaire des radiocommunications sont illégales, étant donné qu'elles sont en contradiction avec le Règlement des radiocommunications.

Prenant en considération ce qui précède, la délégation de la République populaire de Bulgarie déclare que la Résolution No 30 prise par la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires, d'après laquelle les décisions illégales de la Conférence administrative extraordinaire des radiocommunications sont considérées comme remplaçant les dispositions du Règlement des radiocommunications est en contradiction avec les dispositions de la Convention en vigueur, viole la procédure normale de révision des règlements et par conséquent ne peut pas être acceptée par la République populaire de Bulgarie.

Ceci étant, la République populaire de Bulgarie déclare que la question concernant l'adoption du Règlement des radiocommunications reste ouverte.

La République populaire de Bulgarie se réserve également le droit d'accepter ou de ne pas accepter les dispositions de l'article 6 de la Convention.

VI

Pour le Canada :

En signant la présente Convention, le Canada se réserve de ne pas accepter le paragraphe 2 (1) de l'article 12 de la Convention des télécommunications de Buenos Aires. Le Canada reconnaît les obligations du Règlement des radiocommunications et du Règlement télégraphique annexés à cette Convention, mais il n'accepte pas d'être lié actuellement par le Règlement additionnel des radiocommunications, ni par le Règlement téléphonique.

VII

Pour la Chine :

La délégation de la République de Chine à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Buenos Aires est la seule représentation légitime de la Chine à cette Conférence, et elle a été reconnue comme telle par ladite Conférence. Toutes les déclarations ou réserves soumises à l'occasion de la présente Convention ou jointes à cette Convention, faites par différents Membres de l'Union et qui sont incompatibles avec la position de la République de Chine exposée plus haut sont illégales et, par conséquent, nulles et non avenues. En signant la présente Convention, la République de Chine n'accepte, vis-à-vis de ces Membres de l'Union, aucune obligation provenant de la Convention de Buenos Aires, ni d'aucun Protocole s'y rapportant.

VIII

Pour la République de Colombie :

La République de Colombie déclare formellement qu'en signant la présente Convention, elle n'accepte aucune obligation ayant trait au Règlement télégraphique, ni au Règlement téléphonique visés à l'article 12 de ladite Convention.

IX

Pour Cuba :

Etant donné les dispositions de l'article 12 de la Convention de Buenos Aires,, et considérant la clause contenue dans ce même article, la République de Cuba dé-

clare qu'elle fait une réserve formelle au sujet de l'acceptation du Règlement télégraphique et du Règlement téléphonique.

X

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

La signature de la présente Convention pour et au nom des Etats-Unis d'Amérique vaut aussi, conformément à la procédure constitutionnelle, pour tous les Territoires des Etats-Unis d'Amérique.

Les Etats-Unis d'Amérique déclarent formellement que, par la signature de la présente Convention en leur nom, les Etats-Unis d'Amérique n'acceptent aucune obligation concernant le Règlement téléphonique ou le Règlement additionnel des radiocommunications, visés à l'article 12 de la Convention de Buenos Aires.

XI

Pour la Grèce :

La délégation hellénique déclare formellement, qu'en signant la présente Convention, elle maintient les réserves faites par la Grèce lors de la signature des Règlements administratifs visés à l'article 12 de la Convention de Buenos Aires.

XII

Pour le Guatemala :

Le fait de signer la présente Convention au nom de la République du Guatemala n'oblige pas mon Gouvernement à la ratifier dans sa totalité, rédaction finale et application, étant entendu que le Congrès national de mon pays pourra présenter les réserves qu'il estimera nécessaires au moment de la ratification.

* * *

Je déclare au nom de mon Gouvernement que celui-ci n'acceptera aucune incidence financière qui pourrait résulter des réserves faites par les pays participant à la présente Conférence.

XIII

Pour la République Populaire Hongroise:

Au moment de procéder à la signature de la Convention internationale des télécommunications, la délégation de la République Populaire Hongroise déclare ce qui suit :

Considérant que la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires a adopté une résolution selon laquelle les décisions illégales de la C.A.E.R. remplacent les dispositions de la Convention relatives à la révision des Règlements,

la République Populaire Hongroise étant en désaccord avec la résolution No 30 prise par la Conférence de plénipotentiaires, se réserve le droit de considérer les questions de l'adoption du Règlement des radiocommunications et celle relative à l'I.F.R.B. comme des questions ouvertes.

La délégation de la République Populaire Hongroise, au moment de la signature de la Convention internationale des télécommunications fait la déclaration suivante :

1. La décision de la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires, d'octroyer le droit de signer la Convention aux représentants du Kuomintang est illégale, car les seuls représentants légitimes sont ceux nommés par le Gouvernement central populaire de la République populaire de Chine et eux seuls ont le droit de signer au nom de la Chine.

2. Les soi-disant représentants du Viêt-Nam de Bao-Daï et de la Corée du Sud ne représentent pas en réalité le Viêt-Nam et la Corée et, de ce fait, leur participation aux travaux de la Conférence ainsi que la décision de les autoriser à signer la Convention internationale des télécommunications sont illégales.

3. Le Gouvernement de la République Démocratique d'Allemagne, ayant adhéré à la Convention internationale des télécommunications d'Atlantic City, conformément à la procédure prévue, est sans contestation Membre de plein droit de l'Union.

Les autorités de Bonn ne représentent pas toute l'Allemagne, et, par conséquent, la signature de la Convention internationale des télécommunications de Buenos Aires par les représentants de ces autorités est illégale.

XIV

Pour la République d'Indonésie :

En signant la présente Convention au nom du Gouvernement de la République d'Indonésie, la délégation indonésienne à la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires réserve ses droits pour ce qui est de la mention, dans les documents de l'U.I.T. et dans l'annexe 1 à la présente Convention, du nom de la Nouvelle-Guinée à la suite et au-dessous du nom des Pays-Bas, étant donné que la Nouvelle-Guinée (occidentale) est toujours un territoire contesté.

XV

Pour l'Iraq :

La délégation de l'Iraq fait les réserves suivantes:

1. Elle réserve le droit de son Gouvernement d'accepter ou non le Règlement téléphonique, le Règlement télégraphique et le Règlement additionnel des radiocommunications, visés à l'article 12 de la Convention de Buenos Aires.

2. Elle réserve le droit de son Gouvernement d'accepter de participer, ou de refuser d'être associé, à tout accord provisoire conclu par le Conseil d'administration en vertu des dispositions de l'article 5, paragraphe 12, alinéa b) 1° et de l'article 9, paragraphe 1, alinéa g) .

XVI

Pour l'Etat d'Israël :

La délégation de l'Etat d'Israël ne peut pas accepter la réserve faite par les délégations de l'Afghanistan, de l'Arabie Saoudite, de l'Egypte, de l'Iraq, de la Jordanie, du Liban, du Pakistan, de la Syrie et du Yémen au sujet d'Israël, et réserve le droit de son Gouvernement de prendre toutes les mesures appropriées qu'il pourra juger utiles pour la sauvegarde des intérêts de l'Etat d'Israël à l'occasion de l'application de la présente Convention et des Règlements qui lui sont annexés en tant qu'il s'agit des pays Membres ci-dessus.

XVII

Pour l'Italie et l'Autriche :

L'Italie et l'Autriche se réservent le droit de prendre toutes mesures qu'elles estimeront nécessaires pour assurer leurs intérêts si des Membres ou des Membres associés ne contribuent pas aux dépenses de l'Union sur la base des dispositions de la Convention internationale des télécommunications de Buenos Aires (1952) et si les réserves d'autres pays peuvent compromettre leurs services de télécommunication.

XVIII

Pour le Royaume Hachémite de Jordanie:

La délégation du Royaume Hachémite de Jordanie fait les réserves suivantes:

1. Elle réserve le droit de son Gouvernement d'accepter ou non le Règlement téléphonique, le Règlement télégraphique et le Règlement additionnel des radiocommunications, visés à l'article 12 de la Convention de Buenos Aires.

2. Elle réserve le droit de son Gouvernement d'accepter de participer, ou de refuser d'être associé, à tout

accord provisoire conclu par le Conseil d'administration en vertu des dispositions de l'article 5, paragraphe 12, alinéa b) 1° et de l'article 9, paragraphe 1, alinéa g).

XIX

Pour le Mexique :

En signant la Convention internationale des télécommunications de Buenos Aires, la délégation du Mexique déclare ce qui suit:

1. Cette signature n'impose à son Gouvernement aucune obligation en ce qui concerne le Règlement télégraphique, le Règlement téléphonique, ni le Règlement additionnel des radiocommunications visés à l'article 12, paragraphe 2, alinéas (1) et (2) de ladite Convention.

2. Elle n'accepte de la part d'aucun pays aucune réserve pouvant entraîner directement ou indirectement une augmentation de la contribution du Mexique au-delà de ce qui a été établi dans la Convention.

XX

Pour le Pakistan :

En signant la présente Convention au nom de son pays, la délégation du Pakistan déclare formellement que le Pakistan ne peut accepter aucune obligation dérivant du Règlement télégraphique mentionné dans l'article 12 de la Convention de Buenos Aires.

D'autre part, elle réserve le droit de son Gouvernement d'accepter ou de ne pas accepter les dispositions de la Convention relatives à l'I.F.R.B.

XXI

Pour la République des Philippines :

En signant la présente Convention, la République des Philippines déclare formellement qu'elle ne peut, actuellement, accepter d'être liée par les Règlements téléphonique et télégraphique visés au paragraphe 2 de l'article 12 de ladite Convention.

XXII

Pour la République Populaire de Pologne :

Au moment de signer la Convention internationale des télécommunications établie à Buenos Aires, la délégation de la République Populaire de Pologne est autorisée à déclarer ce qui suit :

1. La délégation de la République Populaire de Pologne considère comme illégal que les représentants des gens du Kuomintang participent aux travaux de la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires et que le droit de signer la Convention des télécommunications leur soit accordé, car les seuls représentants légitimes de la Chine sont ceux qui ont été nommés par le Gouvernement central du peuple de la République Populaire de Chine.

De même sont illégales la participation à la Conférence et l'autorisation de signer la Convention accordées aux représentants du Viêt-Nam de Bao-Daï et de la Corée du Sud, car, en réalité, ceux-ci ne représentent pas le Viêt-Nam et la Corée.

2. La délégation de la République Populaire de Pologne considère également comme illégales la participation à la Conférence et l'autorisation de signer la Convention accordées aux représentants des autorités de Bonn, qui ne représentent pas toute l'Allemagne et, par conséquent, n'ont pas le droit d'agir en son nom.

Le droit de signer la Convention de Buenos Aires doit être également accordé aux représentants de la République Démocratique d'Allemagne, qui est partie de la Convention d'Atlantic City et Membre de l'U.I.T.

3. Au moment de signer la Convention des télécommunications de Buenos Aires, la question de l'adoption du Réglement des radiocommunications reste en suspens pour la République Populaire de Pologne.

4. La délégation de la République Populaire de Pologne ne peut pas être d'accord sur la teneur de l'article 6 de la Convention de Buenos Aires, ni sur le fait que l'I.F.R.B. soit chargé de nouvelles fonctions.

5. La République Populaire de Pologne ne se considérera pas liée par les dispositions de l'article 5, paragraphe 12, alinéa b) 1°, si, sur la base des dispositions de cet article, le Conseil d'administration de l'U.I.T. conclut avec des organisations internationales un accord quelconque contraire aux intérêts de la République Populaire de Pologne.

6. En signant la présente Convention des télécommunications, la délégation de la République Populaire de Pologne réserve à son Gouvernement le droit de présenter ultérieurement toutes les réserves supplémentaires qu'il jugera nécessaires au sujet de la teneur de la Convention et de toutes ses annexes, avant sa ratification finale par la République Populaire de Pologne.

XXIII

Pour la République Fédérale d'Allemagne :

Quant aux réserves de quelques délégations concernant l'Allemagne, la délégation de la République Fédérale d'Allemagne déclare formellement que le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne est le seul gouvernement légalement constitué pouvant parler au nom de l'Allemagne et représenter le peuple allemand dans les affaires internationales.

XXIV

Pour la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine:

tenant compte

de ce que sur la base de l'article 47 du Règlement des radiocommunications qui complète la Convention des télécommunications, l'entrée en vigueur de la partie la plus importante de ce Règlement est subordonnée aux décisions de la future Conférence administrative spéciale mentionnée dans cet article;

ayant en vue

que, lors de l'adoption des décisions de la Conférence administrative extraordinaire des radiocommunications (C.A.E.R.) en 1951 les dispositions de l'article 47 du Règlement des radiocommunications ont été violées et que par conséquent les décisions ci-dessus de la C.A.E.R. sont illégales:

prenant de même en considération

le fait que la Conférence de plénipotentiaires de 1952, en adoptant la résolution selon laquelle ces décisions illégales de la C.A.E.R. sont considérées comme remplaçant les dispositions du Règlement des radiocommunications, a violé par cela les dispositions de l'article 13 de la Convention des télécommunications relatives au caractère obligatoire des Règlements,

La République Socialiste Soviétique de l'Ukraine, dans ces conditions, laisse ouverte la question d'accepter les dispositions de la Convention des télécommunications relatives au Comité international d'enregistrement des fréquences ainsi que la question d'adopter le Règlement des radiocommunications.

XXV

Pour la République populaire Roumaine :

En signant la présente Convention, la délégation de la République Populaire Roumaine déclare ce qui suit :

1. 1) La Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires a illégalement décidé de donner le droit de signer la Convention des télécommunications à la soi-disant délégation de la Chine, envoyée par le Kuomintang.

Les seuls représentants légitimes de la Chine, ayant droit de signer la Convention des télécommunications sont les représentants désignés par le Gouvernement

central populaire de la République populaire de Chine.

2) Le Gouvernement de la République Démocratique d'Allemagne a adhéré légalement à la Convention des télécommunications d'Atlantic City de 1947, et ainsi il est partie à la Convention des télécommunications de 1947 et jouit de tous les droits des Membres de l'Union.

Lea autorités de Bonn ne représentent pas toute l'Allemagne et, par conséquent, la décision de la Conférence qui a donné le droit à ses représentants de signer la Convention des télécommunications est illégale.

3) Le droit de signer la Convention des télécommunications de Buenos Aires attribué aux représentants du Viêt-Nam de Bao-Daï et de la Corée du Sud est illégal étant donné qu'ils sont envoyés par des gouvernements fantoches qui ne représentent pas en réalité le Viêt-Nam et la Corée.

2. La Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires de 1952, ayant violé la procédure établie par la Convention en vigueur relative à la révision des Règlements, a adopté une résolution selon laquelle les décisions illégales de la Conférence administrative extraordinaire des radiocommunications de 1951—prises en violation de l'article 47 du Règlement des radiocommunications qui complète la Convention—remplacent les dispositions de ce Règlement.

La délégation de la République populaire Roumaine, dans ces conditions, réserve le droit de son Gouvernement d'accepter ou non le Règlement des radiocommunications, l'article 6 de la Convention et autres dispositions relatives à l'I.F.R.B.

Elle réserve également le droit de ne pas prendre en considération la résolution No 30 de la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires.

XXVI

Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord :

Nous déclarons que nos signatures en ce qui concerne le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord s'appliquent aux Iles Anglo-Normandes et à l'Ile de Man, ainsi qu'à l'Afrique orientale britannique.

XXVII

Pour la Tchécoslovaquie:

Au moment de procéder à la signature de la Convention internationale des télécommunications, la délégation tchécoslovaque déclare formellement ce qui suit:

1. La présence des représentants du Kuomintang à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications à Buenos Aires et la signature de la Convention internationale des télécommunications par les représentants du Kuomintang au nom de la Chine ne sont pas légales vu que les seuls représentants légitimes de la Chine ayant le droit de signer la susdite Convention au nom de la Chine sont les représentants désignés par le Gouvernement populaire central de la République populaire de Chine.

La Tchécoslovaquie conteste également le droit de signer la présente Convention internationale des télécommunications aux représentants de la Corée du Sud et du Viêt-Nam de Bao-Daï au nom des pays de Corée et de Viêt-Nam, respectivement, vu qu'ils ne représentent pas, en effet, ces pays.

La Tchécoslovaquie n'accepte pas la signature de la Convention internationale des télécommunications par les représentants des autorités de Bonn au nom de l'ensemble de l'Allemagne et elle déclare que la République Démocratique d'Allemagne qui a dûment adhéré à la Convention internationale des télécommunications d'Atlantic City, 1947, doit être considérée comme Membre de l'Union internationale des télécommunications de plein droit.

2. La Tchécoslovaquie n'accepte pas les décisions de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Buenos Aires relatives à l'Accord de la Conférence administrative extraordinaire des radiocommunications de Genève, 1951, vu que ces décisions tendent à légaliser ledit Accord qui est en contradiction avec l'article 47 du Règlement des radiocommunications d'Atlantic City, 1947, et elle se réserve le droit de se conformer strictement aux dispositions de l'article 47 de ce Règlement.

3. La Tchécoslovaquie n'est pas d'accord avec les décisions de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications à Buenos Aires relatives au Comité international d'enregistrement des fréquences et elle se réserve le droit d'accepter ou de ne pas accepter l'article 6 de la Convention internationale des télécommunications, soit dans son ensemble, soit en partie.

XXVIII

Pour la Turquie :

1. Vu les dispositions de l'article 12 de la nouvelle Convention de Buenos Aires, je tiens à déclarer formellement au nom de ma délégation que les réserves faites antérieurement au nom du Gouvernement turc concernant les Règlements énumérés dans cet article doivent continuer à produire leurs effets.

2. Au moment de signer les Actes finals de la Convention de Buenos Aires, je déclare formellement au nom du Gouvernement de la République de Turquie que mon Gouvernement ne peut accepter aucune incidence financière qui pourrait résulter des réserves ou contre réserves qui seraient éventuellement faites par n'importe quelle autre délégation participant à la présente Conférence.

XXIX

Pour l'Union de l'Afrique du Sud et le territoire de l'Afrique du Sud-Ouest :

La délégation de l'Union de l'Afrique du Sud et du territoire de l'Afrique du Sud-Ouest déclare que la signature de la présente Convention par l'Union de l'Afrique du Sud et le territoire de l'Afrique du Sud-Ouest est donnée sous réserve que l'Union de l'Afrique du Sud et le territoire de l'Afrique du Sud-Ouest n'acceptent pas d'être liés par le Règlement téléphonique visé à l'article 12 de ladite Convention.

XXX

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

tenant compte

de ce que, sur la base de l'article 47 du Règlement des radiocommunications qui complète la Convention des télécommunications, l'entrée en vigueur de la partie la plus importante de ce Règlement est subordonnée aux décisions de la future Conférence administrative spéciale mentionnée dans cet article;

ayant en vue

que, lors de l'adoption des décisions de la Conférence administrative extraordinaire des radiocommunications (C.A.E.R.) en 1951, les dispositions de l'article 47 du Règlement des radiocommunications ont été violées et que, par conséquent, les décisions ci-dessus de la C.A.E.R. sont illégales;

prenant de même en considération

le fait que la Conférence de plénipotentiaires de 1952, en adoptant la résolution selon laquelle ces décisions illégales de la C.A.E.R. sont considérées comme remplaçant les dispositions du Règlement des radiocommunications, a violé par cela les dispositions de l'ar-

ticle 13 de la Convention des télécommunications relatives au caractère obligatoire des Règlements,

l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, dans ces conditions, laisse ouverte la question d'accepter les dispositions de la Convention des télécommunications relatives au Comité international d'enregistrement des fréquences ainsi que la question d'adopter le Règlement des radiocommunications.

XXXI

Pour l'Etat du Viêt-Nam:

En signant la présente Convention au nom de l'Etat du Viêt-Nam, la délégation du Viêt-Nam réserve le droit de son Gouvernement d'accepter ou non:

—toute obligation ayant trait au Règlement téléphonique visé à l'article 12 et, en particulier, au cas où ce Règlement serait étendu au régime extra-européen;

—tout accord provisoire conclu par le Conseil d'administration avec les organisations internationales qu'il considère comme contraire à ses intérêts.

En outre, elle considère formellement comme sans londement du point de vue juridique et en contradiction flagrante avec la Convention, les déclarations faites par fes délégations de:

—la République populaire de Bulgarie
—la République Populaire Hongroise
—la République populaire Roumaine
—la République populaire d'Albanie
—la République Populaire de Pologne
—la République Socialiste Soviétique de Biélorussie
—la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine
—la Tchécoslovaquie
—l'U.R.S.S.

contestant le droit du représentant du Gouvernement du Viêt-Nam, présent à cette assemblée, de signer, en parfaite légalité, la Convention internationale des télécommunications, conformément à la décision prise par la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires.

XXXII

Pour la Belgique, le Royaume du Cambodge, la Chine la République de Colombie, le Congo Belge et territoire du Ruanda-Urundi, Costa Rica, Cuba, l'Egypte, la France, la Grèce, la République de l'Inde, l'Iran, l'Iraq, l'Etat d'Israël, le Japon, le Royaume Hachémite de Jordanie, le Liban, Monaco, le Portugal, les Protectorats français du Maroc et de la Tunisie, la République Fédérale d'Allemagne, la République fédérative populaire de Yougoslavie, la Suède, la Confédération Suisse, la République Syrienne, les Territoires d'outre-mer de la République Française et territoires administrés comme tels, les Territoires portugais d'outre-mer, l'Etat du Viêt-Nam:

Les délégations sous-signées déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs, qu'elles n'acceptent aucune conséquence des réserves ayant pour objet l'augmentation de leur quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

Belgique	Liban
Cambodge (Royaume du)	Monaco
Chine	Portugal
Colombie (République de)	Protectorats français du Maroc et de la Tunisie
Congo Belge et territoire du Ruanda-Urundi	République Fédérale d'Allemagne
Costa Rica	République fédérative populaire de Yougoslavie
Cuba	
Egypte	Suède
France	Suisse (Confédération)
Grèce	Syrienne (République)
Inde (République de l')	Territoires d'outre-mer de la
Iran	République Française et ter-
Iraq	ritoires administrés comme tels
Israël (Etat d')	Territoires portugais d'ou-
Japon	tre-mer
Jordanie (Royaume Hachémite de)	Viêt-Nam (Etat du)

XXXIII

Pour l'Afghanistan, le Royaume de l'Arabie Saoudite, l'Egypte, l'Iraq, le Royaume Hachémite de Jordanie, le Liban, le Pakistan, la République Syrienne et le Yémen:

Les délégations des pays ci-dessus déclarent que leur signature de la Convention de Buenos Aires ainsi que la ratification éventuelle ultérieure de cet Acte par leurs Gouvernements respectifs ne sont pas valables vis-à-vis du Membre inscrit à l'annexe 1 à ladite Convention sous le nom d'Israël et n'impliquent aucunement sa reconnaissance.

XXXIV

Pour l'Egypte et la République Syrienne:

Les délégations de l'Egypte et de la République Syrienne déclarent, au nom de leurs Gouvernements, qu'elles s'opposent au paragraphe 12, alinéa b) 1°, de l'article 5, ainsi qu'au paragraphe 1, alinéa g), de l'article 9, qui autorisent le Conseil d'administration à conclure au nom de l'Union des accords provisoires avec des organisations internationales. Leurs Gouvernements ne seront pas liés par de tels accords s'ils les considèrent comme contraires à leurs intérêts.

XXXV

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, pour la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine et pour la République socialiste Soviétique de Biélorussie:

Au moment de signer la Convention des télécommunications, les délégations de l'U.R.S.S., de la R.S.S. de l'Ukraine et de la R.S.S. de Biélorussie déclarent ce qui suit :

1. La décision de la Conférence de plénipotentiaires d'accorder aux gens du Kuomintang le droit de signer la Convention des télécommunications est illégale, étant donné que les seuls représentants légitimes de la Chine sont les représentants nommés par le Gouvernement central populaire de la République populaire de Chine et qu'eux seuls ont le plein droit de signer la Convention des télécommunications au nom de la Chine ;

2. Les représentants du Viêt-Nam de Bao-Daï et de la Corée du Sud ne représentent pas en réalité le Viêt-Nam et la Corée; c'est pourquoi leur participation aux travaux de la Conférence de plénipotentiaires et le fait de leur octroyer le droit de signer la Convention des télécommunications au nom du Viêt-Nam et de la Corée sont illégaux;

3. Le Gouvernement de la République Démocratique d'Allemagne a adhéré à la Convention des télécommunications (Atlantic City, 1947) conformément à la procédure prévue au Protocole additionnel II à cette Convention; par conséquent, la République Démocratique d'Allemagne est partie à la Convention des télécommunications de 1947 et Membre de plein droit de l'U.I.T. Les autorités de Bonn ne représentent pas et ne peuvent pas représenter toute l'Allemagne; en consé-

quence de quoi la signature par les dites autorités, de la Convention des télécommunications adoptée par la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires, est illégale.

XXXVI

Pour la Fédération de l'Australie, le Canada, la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la République de l'Inde, l'Iraq, le Royaume Hachémite de Jordanie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord:

Etant donné que certains pays se sont réservé le droit d'accepter ou de ne pas accepter les dispositions de l'article 6 de la Convention, les pays dont les noms suivent se réservent le droit de prendre toutes mesures nécessaires et, s'il y a lieu, conjointement avec d'autres Membres de l'Union, pour assurer le bon fonctionnement de l'I.F.R.B., pour le cas où les pays ayant formulé des réserves viendraient à ne pas accepter les dispositions de l'article 6 de la Convention.

Fédération de l'Australie	Royaume Hachémite de Jordanie
Canada	Mexique
Chine	Nouvelle-Zélande
Etats-Unis d'Amérique	Pays-Bas, Surinam. Antilles
République de l'Inde	néerlandaises, Nouvelle-Guinée
Iraq	Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé ce Protocole final en un exemplaire et en chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe. Ce Protocole restera déposé aux archives du Gouvernement de la République Argentine et une copie en sera remise à chaque gouvernement signataire.

Fait à Buenos Aires, le 22 décembre 1952.

Suivent les mêmes signatures que pour la Convention.

ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΤΗΛΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

Πρόλογος

Οἱ πληρεξούσιοι τῶν συμβαλλομένων Χωρῶν ἀναγνωρίζοντες πλήρως εἰς ἑκάστην Χώραν τὸ κυριαρχικὸν δικαίωμα τῆς ρυθμίσεως τῶν τηλεπικοινωνιῶν της, ἀπεφάσισαν κοινῇ συμφωνίᾳ τὴν σύναψιν τῆς ἀκολούθου Συμβάσεως ἐπὶ σκοπῷ προαγωγῆς τῶν μεταξὺ τῶν λαῶν σχέσεων διὰ τῆς καλῆς λειτουργίας τῶν τηλεπικοινωνιῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Ι.

Σύνθεσις, ἀντικείμενον καὶ διάρθρωσις τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον 1.

Σύνθεσις τῆς Ἑνώσεως.

1. Ἡ Διεθνὴς Ἕνωσις Τηλεπικοινωνιῶν περιλαμβάνει Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη.

2. Μέλος τῆς Ἑνώσεως εἶναι :

α) Πᾶσα χώρα ἢ ὁμὰς ἐδαφῶν ἀναγραφομένη εἰς τὸ Παράρτημα 1, μετὰ τὴν ὑπογραφὴν καὶ ἐπικύρωσιν τῆς Συμβάσεως ἢ μετὰ τὴν προσχώρησιν εἰς ταύτην τῆς ἐν λόγῳ χώρας ἢ τῆς ὁμάδος ἐδαφῶν ἢ Μέλους τινος τῆς Ἑνώσεως διὰ λογαριασμὸν τούτων.

β) Πᾶσα χώρα μὴ ἀναγραφομένη εἰς τὸ Παράρτημα 1, ἡ ὁποία καθίσταται Μέλος τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ προσχωρεῖ εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 16.

γ) Πᾶσα κυρίαρχος χώρα μὴ περιλαμβανομένη εἰς τὸ Παράρτημα 1 καὶ μὴ τυγχάνουσα Μέλος τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἡ ὁποία προσχωρεῖ εἰς τὴν Σύμβασιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 16, μετὰ τὴν ἀποδοχὴν τῆς αἰτήσεώς της ὅπως γίνῃ Μέλος τῆς Ἑνώσεως, ὑπὸ τῶν δύο τρίτων τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

3. (1) Πάντα τὰ Μέλη ἔχουσι τὸ δικαίωμα νὰ μετέχωσιν εἰς τὰς διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως καὶ νὰ ἐκλέγωνται εἰς πάντας τοὺς ὀργανισμούς της.

(2) Ἕκαστον Μέλος ἔχει δικαίωμα μιᾶς ψήφου εἰς ὅλας τὰς διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως καὶ εἰς ὅλας τὰς συνελεύσεις τῶν ὀργανισμῶν αὐτῆς, τῶν ὁποίων εἶναι Μέλος.

4. Συνεργαζόμενον Μέλος τῆς Ἑνώσεως εἶναι :

α) Πᾶσα χώρα, ἔδαφος ἢ ὁμὰς ἐδαφῶν ἀναγραφόμεναι εἰς τὸ Παράρτημα 2, μετὰ τὴν ὑπογραφὴν καὶ ἐπικύρωσιν τῆς Συμβάσεως ἢ μετὰ τὴν προσχώρησιν εἰς ταύτην τῆς ἐν λόγῳ χώρας, τοῦ ἐδάφους ἢ τῆς ὁμάδος ἐδαφῶν ἢ Μέλους τινος διὰ λογαριασμὸν τούτων.

β) Πᾶσα χώρα, μὴ τυγχάνουσα Μέλος τῆς Ἑνώσεως κατὰ τὰς διατάξεις τῆς ἀνωτέρω παραγράφου 2, τῆς ὁποίας ἡ αἴτησις περὶ εἰσδοχῆς της εἰς τὴν Ἕνωσιν ὡς συνεργαζομένου Μέλους γίνεται ἀποδεκτὴ ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως καὶ ἥτις προσχωρεῖ εἰς τὴν Σύμβασιν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 16.

γ) Πᾶν ἔδαφος ἢ ὁμὰς ἐδαφῶν μὴ ἔχουσα ἐξ ὁλοκλήρου τὴν εὐθύνην τῶν διεθνῶν της σχέσεων, διὰ λογαριασμὸν τῆς ὁποίας ἓν Μέλος τῆς Ἑνώσεως ὑπέγραψε καὶ ἐπεκύρωσε τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, ἢ προσεχώρησεν εἰς αὐτὴν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 16 ἢ 17, ἐφ' ὅσον ἡ σχετικὴ αἴτησις εἰσδοχῆς της ὡς συνεργαζομένου Μέλους, ὑποβληθεῖσα ὑπὸ τοῦ ὑπευθύνου Μέλους τῆς Ἑνώσεως, ἐνεκρίθη ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

δ) Πᾶν ἔδαφος ὑπὸ κηδεμονίαν, τοῦ ὁποίου ἡ αἴτησις ὅπως γίνῃ δεκτὸν ὡς συνεργαζόμενον Μέλος, ὑπεβλήθη ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, καὶ ἐν ὀνόματι τοῦ ὁποίου τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη προσεχώρησαν εἰς τὴν Σύμβασιν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 18.

5. Ἐὰν ἔδαφός τι ἢ ὁμὰς ἐδαφῶν, ἀποτελοῦσα μέρος ὁμάδος ἐδαφῶν ἥτις τυγχάνει Μέλος τῆς Ἑνώσεως, καταστῇ ἢ ἔχει καταστῇ συνεργαζόμενον Μέλος τῆς Ἑνώσεως συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἐδαφίων 4α καὶ 4γ, δὲν ἔχει πλέον εἰμὴ τὰ δικαιώματα καὶ τὰς ὑποχρεώσεις τοῦ συνεργαζομένου Μέλους.

6. Τὰ συνεργαζόμενα Μέλη ἔχουσι τὰ αὐτὰ δικαιώματα καὶ τὰς αὐτὰς ὑποχρεώσεις ὡς καὶ τὰ Μέλη τῆς Ἑνώσεως. Ἐν τούτοις δὲν ἔχουσι δικαίωμα ψήφου εἰς τὰς διασκέψεις καὶ λοιποὺς Ὀργανισμοὺς τῆς Ἑνώσεως. Ἐπίσης δὲν εἶναι ἐκλέξιμα εἰς τοὺς Ὀργανισμοὺς τῆς Ἑνώσεως, τῶν ὁποίων τὰ Μέλη καθορίζονται ὑπὸ τῶν διασκέψεων τῶν πληρεξουσίων ἢ ὑπὸ τῶν διοικητικῶν διασκέψεων.

7. Ἐν τῇ ἐφαρμογῇ τῶν διατάξεων τῶν ἀνωτέρω ἐδαφίων 2 γ, 4 β καὶ 4 γ, ἐὰν μία αἴτησις προσχωρήσεως ὡς Μέλους ἢ συνεργαζομένου Μέλους ὑποβληθῇ κατὰ τὸ μεσολαβοῦν μεταξὺ δύο διασκέψεων πληρεξουσίων χρονικὸν διάστημα, διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ ἢ τῇ μεσολαβήσει τῆς χώρας ἔνθα ἑδρεύει ἡ Ἕνωσις, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς συμβουλεύεται σχετικῶς τὰ Μέλη τῆς Ἑνώσεως. Ἐὰν Μέλος τι δὲν ἀπαντήσῃ ἐντὸς τετραμήνου, ὑπολογιζομένου ἀπὸ τῆς ἡμέρας καθ' ἣν ἐζητήθη ἡ γνώμη του, θεωρεῖται ὅτι ἀπέσχεν.

Ἄρθρον 2.

Ἕδρα τῆς Ἑνώσεως.

Ὡς ἕδρα τῆς Ἑνώσεως καὶ τῶν μονίμων Ὀργανισμῶν της ὁρίζεται ἡ Γενεύη.

Ἄρθρον 3.

Ἀντικείμενον τῆς Ἑνώσεως.

1. Σκοποὶ τῆς Ἑνώσεως εἶναι :

α) νὰ διατηρῇ καὶ ἐπεκτείνῃ τὴν διεθνῆ συνεργασίαν πρὸς βελτίωσιν καὶ ὀρθολογιστικὴν χρῆσιν τῶν τηλεπικοινωνιῶν παντὸς εἴδους.

β) νὰ εὐνοῇ τὴν ἀνάπτυξιν τῶν τεχνικῶν μέσων καὶ τὴν ἀποτελεσματικωτέραν ἐκμετάλλευσιν αὐτῶν, ἐπὶ σκοπῷ αὐξήσεως τῆς ἀποδόσεως τῶν ὑπηρεσιῶν τηλεπικοινωνίας, ἐπεκτάσεως τῆς χρήσεως αὐτῶν καὶ τῆς κατὰ τὸ δυνατὸν γενικεύσεως τῆς χρησιμοποιήσεως αὐτῶν ὑπὸ τοῦ κοινοῦ.

γ) νὰ ἐναρμονίζῃ τὰς προσπαθείας τῶν ἐθνῶν ἐν τῇ ἐπιδιώξει τῶν κοινῶν τούτων σκοπῶν.

2. Ἐν τῇ ἐπιδιώξει τῶν ἀνωτέρω σκοπῶν ἡ Ἕνωσις εἰδικώτερον :

α) Ἐνεργεῖ τὴν κατανομὴν τῶν συχνοτήτων τοῦ φάσματος καὶ τὴν καταγραφὴν τῶν χορηγουμένων συχνοτήτων εἰς τρόπον ὥστε ν' ἀποφεύγωνται ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις μεταξὺ τῶν σταθμῶν ραδιοεπικοινωνίας τῶν διαφόρων χωρῶν.

β) Εὐνοεῖ τὴν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν Μελῶν της καὶ τῶν συνεργαζομένων Μελῶν διὰ τὴν καθιέρωσιν χαμηλῶν κατὰ τὸ δυνατὸν τιμολογίων, ἐναρμονιζομένων μὲ παροχὴν ὑπηρεσίας καλῆς ποιότητος καὶ ἀνεξάρτητον οἰκονομικὴν διαχείρισιν τῶν τηλεπικοινωνιῶν ἐπὶ ὑγιοῦς βάσεως.

γ) Προκαλεῖ τὴν υἱοθέτησιν μέτρων ἐξασφαλιζόντων τὴν ἀνθρωπίνην ζωὴν διὰ τῆς συνεργασίας τῶν ὑπηρεσιῶν τηλεπικοινωνίας.

δ) Προβαίνει εἰς μελέτας, διατυπώνει συστάσεις, συλλέγει καὶ δημοσιεύει πληροφορίας, ἀφορώσας τὰς τηλεπικοινωνίας ἐπ' ὠφελείᾳ πάντων τῶν Μελῶν καὶ τῶν συνεργαζομένων Μελῶν.

Ἄρθρον 4.

Διάρθρωσις τῆς Ἑνώσεως.

Ἡ ὀργάνωσις τῆς Ἑνώσεως ἑδράζεται ἐπὶ :

1. Τῆς Διασκέψεως τῶν πληρεξουσίων, ἀνωτάτου ὀργάνου τῆς Ἑνώσεως.

2. Τῶν Διοικητικῶν Διασκέψεων.

3. Τῶν κάτωθι μονίμων Ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως :

α) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.

β) Τὴν Γενικὴν Γραμματείαν.

γ) Τὴν Διεθνῆ Ἐπιτροπὴν καταγραφῆς συχνοτήτων (I.F.R.B.).

δ) Τὴν Διεθνῆ Τηλεγραφικὴν Συμβουλευτικὴν Ἐπιτροπὴν (C.C.I.T).

ε) Τὴν Διεθνῆ Τηλεφωνικὴν Συμβουλευτικὴν Ἐπιτροπὴν (C.C.I.F.)

στ) Τὴν Διεθνῆ Συμβουλευτικὴν Ἐπιτροπὴν ραδιοεπικοινωνιῶν (C.C.I.R.).

Ἄρθρον 5.

Διοικητικὸν Συμβούλιον.

Α. Ὀργάνωσις καὶ λειτουργία.

1. (1) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἀποτελεῖται ἐκ δέκα ὀκτὼ Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἐκλεγομένων ὑπὸ τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων, λαμβανομένης ὑπ' ὄψει τῆς ἀνάγκης δικαίας ἐκπροσωπήσεως ὅλων τῶν μερῶν τοῦ κόσμου.

Τὰ εἰς τὸ Συμβούλιον ἐκλεγόμενα Μέλη τῆς Ἑνώσεως ἐκπληροῦν τὴν ἐντολὴν των μέχρι τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν ἡ Διάσκεψις τῶν πληρεξουσίων προβαίνει εἰς τὴν ἐκλογὴν νέου Συμβουλίου.

Τὰ αὐτὰ Μέλη δύνανται νὰ ἐπανεκλέγωνται.

(2) Ἐὰν κατὰ τὸ μεταξὺ δύο Διασκέψεων πληρεξουσίων χρονικὸν διάστημα χηρεύσῃ μία ἕδρα εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, αὕτη καταλαμβάνεται αὐτοδικαίως ὑπὸ τοῦ Μέλους τῆς Ἑνώσεως, ὅπερ κατὰ τὴν τελευταίαν ψηφοφορίαν ἔλαβε τὸν μεγαλύτερον ἀριθμὸν ψήφων μεταξὺ τῶν εἰς τὴν αὐτὴν περιοχὴν ἀνηκόντων καὶ μὴ ἐκλεγέντων Μελῶν.

2. Ἕκαστον Μέλος τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ὁρίζει διὰ τὴν ἕδραν αὐτοῦ πρόσωπον ἔμπειρον περὶ τὰ ζητήματα τηλεπικοινωνίας.

3. Ἕκαστον Μέλος τοῦ Συμβουλίου διαθέτει μίαν ψῆφον.

4. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον καταρτίζει τὸν ἴδιον αὐτοῦ ἐσωτερικὸν κανονισμόν.

5. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, κατὰ τὴν ἔναρξιν ἑκάστης ἐτησίας συνόδου, ἐκλέγει τὸν πρόεδρον καὶ τὸν ἀντιπρόεδρον αὐτοῦ. Οὗτοι ἐκπληροῦν τὰ καθήκοντά των, μέχρι τῆς ἐνάρξεως τῆς ἑπομένης ἐτησίας σύνόδου, εἶναι δὲ ἐπανεκλέξιμοι. Ἀπουσιάζοντος τοῦ προέδρου, τοῦτον ἀναπληροῖ ὁ ἀντιπρόεδρος.

6. (1) Τὸ Συμβούλιον συνέρχεται εἰς ἐτησίαν σύνοδον, ἐν τῇ ἕδρᾳ τῆς Ἑνώσεως.

(2) Κατὰ τὴν σύνοδον ταύτην, τὸ Συμβούλιον δύναται ν' ἀποφασίσῃ ὅπως συγκαλέσῃ ἐκτάκτως μίαν συμπληρωματικὴν σύνοδον.

(3) Κατὰ τὸ μεταξὺ τῶν τακτικῶν συνόδων διάστημα, τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ συγκληθῇ, κατ' ἀρχὴν ἐν τῇ ἕδρᾳ τῆς Ἑνώσεως, ὑπὸ τοῦ Προέδρου αὐτοῦ, τῇ αἰτήσει τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν αὐτοῦ.

7. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς καὶ οἱ δύο βοηθοὶ Γενικοὶ γραμματεῖς, ὁ πρόεδρος τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνοτήτων, οἱ Διευθυνταὶ τῶν Διεθνῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν καὶ ὁ Ὑποδιευθυντὴς τῆς Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς Ῥαδιοεπικοινωνιῶν μετέχουσιν αὐτοδικαίως εἰς τὰς συζητήσεις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, χωρὶς ὅμως νὰ λαμβάνωσι μέρος εἰς τὰς ψηφοφορίας. Ἐν τούτοις τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ συγκροτῇ συνεδριάσεις μόνον ἐκ τῶν Μελῶν του ἤτοι ἄνευ συμμετοχῆς τῶν ἀνωτέρω.

8. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῆς Ἑνώσεως ἐκτελεῖ καθήκοντα Γραμματέως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

9. (1) Κατὰ τὸ μεσολαβοῦν χρονικὸν διάστημα μεταξὺ τῶν Διασκέψεων πληρεξουσίων, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐνεργεῖ ὡς ἐντολοδόχος τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν ἐκχωρηθέντων αὐτῷ ὑπ' αὐτῆς δικαιωμάτων.

(2) Τὸ Συμβούλιον ἐνεργεῖ μόνον ὁσάκις εὑρίσκεται ἐν ἐπισήμῳ συνόδῳ.

10. Μόνον τὰ ἔξοδα μετακινήσεως καὶ διαμονῆς τοῦ ἀντιπροσώπου ἑκάστου τῶν Μελῶν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἐν τῇ ἐκπληρώσει τῶν καθηκόντων του βαρύνουσι τὴν Ἕνωσιν.

Β' Ἁρμοδιότητες.

11. (1) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον λαμβάνει πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς διευκόλυνσιν τῆς ἐφαρμογῆς, ὑπὸ τῶν Μελῶν καὶ τῶν συνεργαζομένων Μελῶν, τῶν διατάξεων τῆς Συμβάσεως, τῶν κανονισμῶν, τῶν ἀποφάσεων τῆς Διασκέψεως τῶν πληρεξουσίων καὶ, περιπτώσεως τυχούσης, τῶν ἀποφάσεων τῶν λοιπῶν διασκέψεων καὶ συνελεύσεων τῆς Ἑνώσεως.

(2) Ἐξασφαλίζει ἀποτελεσματικὸν συντονισμὸν τῶν ἐργασιῶν τῆς Ἑνώσεως.

12. Εἰδικώτερον, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον:

α) Ἐκτελεῖ πᾶν ἔργον, τὸ ὁποῖον ἀνατίθεται εἰς αὐτὸ ὑπὸ τῆς Διασκέψεως τῶν πληρεξουσίων.

β) Ἐπιφορτίζεται ὅπως ἐξασφαλίζῃ τὸν συντονισμὸν μεθ' ὅλων τῶν διεθνῶν ὀργανώσεων, αἵτινες προβλέπονται ὑπὸ τῶν ἄρθρων 26 καὶ 27 τῆς παρούσης Συμβάσεως, κατὰ τὸ μεσολαβοῦν μεταξὺ τῶν Διασκέψεων τῶν πληρεξουσίων χρονικὸν διάστημα.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον:

1ον Συνάπτει ἐξ ὀνόματος τῆς Ἑνώσεως προσωρινὰς συμφωνίας μετὰ τῶν ἐν ἄρθρῳ 27 τῆς Συμβάσεως ἀναφερομένων διεθνῶν ὀργανώσεων καὶ μετὰ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν κατ' ἐφαρμογὴν τῆς ἐν τῷ παραρτήματι 6 τῆς Συμβάσεως περιλαμβανομένης Συμφωνίας. Αἱ προσωριναὶ αὗται συμφωνίαι δέον νὰ ὑποβάλωνται εἰς τὴν προσεχῆ Διάσκεψιν πληρεξουσίων συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 9, ἐδαφίου 1 ζ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

2ον Ὑποδεικνύει ἐξ ὀνόματος τῆς Ἑνώσεως, ἕνα ἢ περισσοτέρους ἀντιπροσώπους, ἵνα συμμετέχωσιν εἰς τὰς διασκέψεις τῶν ὀργανώσεων τούτων καί, ὁσάκις τοῦτο εἶναι ἀναγκαῖον, εἰς τὰς διασκέψεις συντονισμοῦ, αἵτινες συγκαλοῦνται ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τῶν ὀργανώσεων τούτων.

γ) Διορίζει τὸν Γενικὸν Γραμματέα καὶ τοὺς δύο βοηθοὺς Γενικοὺς Γραμματεῖς.

δ) Ὁρίζει τὸν ἀριθμὸν καὶ τὴν ἱεραρχίαν τοῦ προσωπικοῦ τῆς Γενικῆς Γραμματείας καὶ τῶν εἰδικῶν γραμματειῶν τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως, λαμβάνον ὑπ' ὄψιν τὰς ὑπὸ τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων δοθείσας γενικὰς κατευθυντηρίους γραμμάς.

ε) Καταρτίζει πάντας τοὺς κανονισμοὺς οὓς κρίνει ἀναγκαίους διὰ τὰς διοικητικὰς καὶ οἰκονομικὰς δραστηριότητας τῆς Ἑνώσεως.

στ) Ἐλέγχει τὴν διοικητικὴν λειτουργίαν τῆς Ἑνώσεως.

ζ) Ἐξετάζει καὶ ἐγκρίνει τὸν ἐτήσιον προϋπολογισμὸν τῆς Ἑνώσεως.

η) Λαμβάνει ὅλα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὸν ἐτήσιον ἔλεγχον τῶν ὑπὸ τοῦ Γεν. Γραμματέως καταρτιζομένων λογαριασμῶν καὶ ἐγκρίνει τοὺς λογαριασμοὺς τούτους πρὸς ὑποβολὴν εἰς τὴν ἑπομένην διάσκεψιν πληρεξουσίων.

θ) Ὁρίζει τὰς ἀποδοχὰς τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, τῶν Μελῶν τῆς Διεθνοῦς ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνοτήτων καὶ πάντων τῶν ὑπαλλήλων τῆς Ἑνώσεως, λαμβάνον ὑπ' ὄψιν τὰς βασικὰς μισθολογικὰς βαθμίδας τὰς καθορισθείσας ὑπὸ τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων κατὰ τοὺς ὅρους τοῦ ἄρθρου 9, ἐδαφ. 1 γ.

ι) Καθορίζει ἐνδεχομένως τὰς προσκαίρους συμπληρωματικὰς ἀποζημιώσεις λαμβάνον ὑπ' ὄψιν τὰς αὐξομειώσεις τοῦ κόστους τοῦ βίου ἐν τῇ χώρᾳ ἔνθα ἔχει ὁρισθῇ ἡ ἕδρα τῆς Ἑνώσεως καὶ ἀκολουθοῦν, ἐν προκειμένῳ, ἐν ὅλῳ τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, τὴν τακτικὴν τῆς Κυβερνήσεως τῆς χώρας ταύτης καὶ τῶν αὐτόθι ἐγκατεστημένων διεθνῶν ὀργανώσεων.

ια) Φροντίζει διὰ τὴν σύγκλησιν τῶν διασκέψεων πληρεξουσίων καὶ τῶν διοικητικῶν διασκέψεων τῆς Ἑνώσεως κατ' ἐφαρμογὴν τῶν ἄρθρων 9 καὶ 10.

ιβ) Ὑποβάλλει εἰς τὴν Διάσκεψιν πληρεξουσίων τὰς γνωματεύσεις τὰς ὁποίας κρίνει χρησίμους.

ιγ) Συντονίζει τὰς ἐργασίας τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως, λαμβάνει τὰ ἐνδεικνυόμενα μέτρα διὰ νὰ δίδῃ συνέχειαν εἰς τὰς ὑπὸ τῶν ὀργανισμῶν τούτων ὑποβαλλομένας αἰτήσεις ἢ συστάσεις καὶ προβαίνει εἰς τὴν ἀνάδειξιν ἀναπληρωτῶν διὰ τὰς κενουμένας θέσεις διευθυντῶν τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν καὶ ὑποδιευθυντοῦ τῆς Διεθνοῦς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς τῶν ραδιοεπικοινωνιῶν.

ιδ) Ἐκτελεῖ τὰς ἐν τῇ παρούσῃ Συμβάσει προβλεπομένας λοιπὰς λειτουργίας καί, ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς Συμβάσεως καὶ τῶν κανονισμῶν, πᾶσαν ἄλλην ὑπηρεσίαν κρι-

νομένην ἀναγκαίαν διὰ τὴν καλὴν λειτουργίαν τῆς Ἑνώσεως.

ιε) Ὑποβάλλει πρὸς ἐξέτασιν εἰς τὴν Διάσκεψιν πληρεξουσίων ἔκθεσιν τῶν πεπραγμένων αὐτοῦ ὡς καὶ τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον 6.

Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ καταγραφῆς συχνοτήτων.

1. Τὰ κυριώτερα καθήκοντα τῆς Ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνοτήτων εἶναι:

α) Νὰ ἐνεργῇ μεθοδικὴν καταγραφὴν τῶν ὑπὸ τῶν διαφόρων χωρῶν παραχωρουμένων συχνοτήτων κατὰ τρόπον ὥστε νὰ καθορίζωνται, συμφώνως πρὸς τὴν ὑπὸ τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ περιπτώσεως τυχούσης, ὑπὸ τῶν ἀποφάσεων τῶν ἁρμοδίων διασκέψεων τῆς Ἑνώσεως, προβλεπομένην διαδικασίαν, ἡ χρονολογία ὁ σκοπὸς καὶ τὰ τεχνικὰ χαρακτηριστικὰ ἑκάστης παραχωρουμένης συχνότητος, ἵνα ἐξασφαλίζηται ἡ ἐπίσημος διεθνὴς ἀναγνώρισις ταύτης.

β) Νὰ παρέχῃ συμβουλὰς εἰς τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη, διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν ὅσον τὸ δυνατὸν περισσοτέρων ραδιοηλεκτρικῶν ὁδῶν εἰς τὰς περιοχὰς τοῦ φάσματος τῶν συχνοτήτων, ὅπου δύνανται νὰ παράγωνται ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις.

γ) Νὰ ἐκτελῇ πάσας τὰς σχετικὰς πρὸς παραχώρησιν καὶ τὴν χρησιμοποίησιν τῶν συχνοτήτων ἐργασίας τὰς διαγραφομένας ὑπὸ ἁρμοδίας τινὸς διασκέψεως τῆς Ἑνώσεως ἢ ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τῇ συγκαταθέσει τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἐν ὄψει προπαρασκευῆς μιᾶς τοιαύτης διασκέψεως ἢ εἰς ἐκτέλεσιν τῶν ἀποφάσεων αὐτῆς.

δ) Νὰ τηρῇ ἐνημερωμένους τοὺς ἀπαραιτήτους φακέλλους τοὺς ἔχοντας σχέσιν μὲ τὴν ἄσκησιν τῶν καθηκόντων αὐτῆς.

2. (1) Ἡ Ἐπιτροπὴ εἶναι ὀργανισμὸς ἀποτελούμενος ἐξ ἀνεξαρτήτων μελῶν, προερχομένων πάντων ἐκ διαφόρων χωρῶν, Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

(2) Τὰ μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς δέον νὰ εἶναι τελείως κατάλληλα ὡς πρὸς τὴν τεχνικὴν ἁρμοδιότητα αὐτῶν ἐν τῷ πεδίῳ τῶν ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ νὰ κατέχωσι πρακτικὴν πεῖραν εἰς τὰ ζητήματα τῆς παραχωρήσεως καὶ χρησιμοποιήσεως τῶν συχνοτήτων.

(3) Πλὴν τούτου, πρὸς καλυτέραν κατανόησιν τῶν προβλημάτων τὰ ὁποῖα τίθενται εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν δυνάμει τοῦ ἀνωτέρω ἐδαφίου 1 β, ἕκαστον μέλος δέον νὰ εἶναι ἐνήμερον τῶν γεωγραφικῶν, οἰκονομικῶν καὶ δημογραφικῶν συνθηκῶν μιᾶς ἰδιαιτέρας περιοχῆς τῆς ὑδρογείου.

3. (1) Εἰς ἑκάστην σύνοδον αὐτῆς, ἡ τακτικὴ διοικητικὴ διάσκεψις τῶν ραδιοεπικοινωνιῶν ἐκλέγει τὰς χώρας, Μέλη τῆς Ἑνώσεως, ὧν ἑκάστη ὀφείλει νὰ ὑποδείξῃ ὑπήκοον αὐτῆς κεκτημένον τ' ἀνωτέρω μνημονευθέντα προσόντα, ἵνα ἀποτελέσῃ ἀνεξάρτητον μέλος τῆς Ἐπιτροπῆς.

(2) Ἡ διαδικασία τῆς ἐκλογῆς ταύτης καθορίζεται ὑπ' αὐτῆς ταύτης τῆς διασκέψεως κατὰ τρόπον ὥστε νὰ διασφαλίζῃ δικαίαν κατανομὴν τῶν μελῶν μεταξὺ τῶν διαφόρων περιοχῶν τοῦ κόσμου.

(3) Αἱ οὕτω ἐκλεγόμεναι χῶραι εἶναι ἐπανεκλέξιμοι.

(4) Τὰ μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς ἀναλαμβάνουν ὑπηρεσίαν κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τὴν ὁριζομένην ὑπὸ τῆς τακτικῆς διοικητικῆς διασκέψεως τῶν ραδιοεπικοινωνιῶν, ἥτις ἐξέλεξε τὰς χώρας τὰς ἐπιφορτισθείσας ὅπως ὑποδείξωσιν αὐτά. Διατελοῦν κανονικῶς ἐν ὑπηρεσίᾳ μέχρι τῆς ἡμερομηνίας τῆς ὁριζομένης ὑπὸ τῆς διασκέψεως κατὰ τὴν ἑπομένην αὐτῆς σύνοδον διὰ τὴν ἀνάληψιν ὑπηρεσίας ὑπὸ τῶν διαδόχων αὐτῶν.

(5) Ἐάν, κατὰ τὸ μεταξὺ δύο τακτικῶν διοικητικῶν διασκέψεων τῶν ραδιοεπικοινωνιῶν μεσολαβοῦν χρονικὸν διάστημα, μέλος τῆς Ἐπιτροπῆς παραιτηθῇ ἢ ἐγκαταλείψῃ τὰ καθήκοντά του ἄνευ εὐλόγου αἰτίας ἐπὶ χρονικὸν διάστημα μεῖζον τοῦ τριμήνου, τὸ ὑποδεῖξαν αὐτὸ Μέλος τῆς Ἑνώσεως προσκαλεῖται ὑπὸ τοῦ προέδρου τῆς Ἐπιτροπῆς ὅπως ὑποδείξῃ, τὸ ταχύτερον δυνατόν, διάδοχόν του. Ἐὰν τὸ ἐν λόγῳ Μέλος τῆς Ἑνώσεως δὲν ὑποδείξῃ ἀντικαταστάτην ἐντὸς διαστήματος τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς προσκλήσεως ταύτης, χάνει τὸ δικαίωμά του ὅπως ὑποδείξῃ πρόσωπον διὰ νὰ μετάσχῃ τῆς Ἐπιτροπῆς. Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἐπιτροπῆς ζητεῖ τότε παρὰ τοῦ Μέλους ἐκείνου τῆς Ἑνώσεως ὅπερ, κατὰ τὴν προηγουμένην ἐκλογήν, εἶχε λάβει τὸν μεγαλύτερον ἀριθμὸν ψήφων μεταξὺ τῶν μὴ ἐκλεγέντων Μελῶν τῆς θεωρουμένης περιοχῆς, ὅπως ὑποδείξῃ πρόσωπον διὰ νὰ μετάσχῃ τῆς Ἐπιτροπῆς κατὰ τὸ ὑπόλοιπον διάστημα τῆς θητείας της.

4. Αἱ μέθοδοι ἐργασίας τῆς Ἐπιτροπῆς καθορίζονται ὑπὸ τοῦ Κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιῶν.

5. (1) Τὰ Μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς ἐκτελοῦσι τὰ καθήκοντά των, οὐχὶ ὡς ἀντιπρόσωποι τῶν οἰκείων χωρῶν των ἢ περιοχῆς τινος, ἀλλὰ ὡς ἀμερόληπτοι πράγοντες περιβεβλημένοι μὲ διεθνῆ ἐντολήν.

(2) Οὐδὲν μέλος τῆς Ἐπιτροπῆς ἐπιτρέπεται, ἐν σχέσει μὲ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν καθηκόντων του, νὰ ζητῇ ἢ νὰ δέχεται ὁδηγίας Κυβερνήσεως τινὸς εἴτε μέλους οἱασδήποτε Κυβερνήσεως εἴτε οἱασδήποτε ὀργανώσεως, ὡς καὶ οἱουδήποτε προσώπου, ἀσχέτως ἂν τοῦτο ἔχει ἐπίσημον ἰδιότητα ἢ εἶναι ἰδιώτης. Ἐπὶ πλέον ἕκαστον Μέλος ἢ συνεργαζόμενον Μέλος, ὀφείλει νὰ σέβηται τὸν διεθνῆ χαρακτῆρα τῆς Ἐπιτροπῆς καὶ τῶν καθηκόντων τῶν Μελῶν της καὶ ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει ἐπιτρέπεται προσπάθεια ἐπηρεασμοῦ οἱουδήποτε Μέλους τῆς Ἐπιτροπῆς ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων του.

(3) Οὐδὲν μέλος τῆς Ἐπιτροπῆς καὶ τοῦ προσωπικοῦ αὐτῆς ἐπιτρέπεται νὰ ἔχῃ ἐνεργὸν συμμετοχὴν ἢ οἰκονομικὰ συμφέροντα οἱασδήποτε φύσεως, εἰς οἱανδήποτε ἐπιχείρησιν ἀσχολουμένην μὲ τὰς τηλεπικοινωνίας. Οὐχ ἧττον ἡ ἔκφρασις «οἰκονομικὰ συμφέροντα» δὲν πρέπει νὰ ἑρμηνευθῇ ὡς ἀντιβαίνουσα πρὸς τὴν συνέχισιν συνταξιοδοτήσεως λόγῳ προγενεστέρας ὑπαλληλικῆς σχέσεως ἢ ὑπηρεσιῶν.

6. Ἡ ὑπηρεσία παντὸς προσώπου μετέχοντος τῆς Ἐπιτροπῆς θεωρεῖται οἰκοθεν διακεκομμένη ἀφ' ἧς στιγμῆς ἡ χώρα τῆς ὁποίας τυγχάνει ὑπήκοος παύει νὰ εἶναι Μέλος τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον 7.

Διεθνεῖς Συμβουλευτικαὶ Ἐπιτροπαί.

1. (1) Ἡ Διεθνὴς Τηλεγραφικὴ Συμβουλευτικὴ Ἐπιτροπὴ (C.C.I.T.) ἐπιφορτίζεται μὲ τὴν ἐνέργειαν μελετῶν καὶ τὴν ἔκδοσιν γνωματεύσεων ἐπὶ τεχνικῶν ζητημάτων καὶ ζητημάτων ἐκμεταλλεύσεως καὶ τιμολογήσεως ἀναφερομένων εἰς τὸν τηλέγραφον καὶ τὰ πανομοιότυπα.

(2) Ἡ Διεθνὴς Συμβουλευτικὴ Τηλεφωνικὴ Ἐπιτροπὴ (C.C.I.F.) ἐπιφορτίζεται μὲ τὴν ἐνέργειαν μελετῶν καὶ τὴν ἔκδοσιν γνωματεύσεων ἐπὶ τεχνικῶν ζητημάτων καὶ ζητημάτων ἐκμεταλλεύσεως καὶ τιμολογήσεως ἀφορώντων τὴν τηλεφωνίαν.

(3) Ἡ Διεθνὴς Συμβουλευτικὴ Ἐπιτροπὴ τῶν Ραδιοεπικοινωνιῶν (C.C.I.R.) ἐπιφορτίζεται μὲ τὴν ἐνέργειαν μελετῶν καὶ τὴν ἔκδοσιν γνωματεύσεων ἐπὶ τεχνικῆς φύσεως ζητημάτων σχετικῶν μὲ τὰς ραδιοεπικοινωνίας, ὡς καὶ ἐπὶ ζητημάτων ἐκμεταλλεύσεως, ἡ ἐπίλυσις τῶν ὁποίων ἐξαρτᾶται κυρίως ἀπὸ ἀπόψεις συνδεομένας μὲ τὴν ραδιοηλεκτρικὴν τεχνικήν.

2. Τὰ ὑφ' ἑκάστης Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς μελετώμενα ζητήματα ἐπὶ τῶν ὁποίων ἐπιφορτίζεται νὰ ἐκδίδῃ γνωματεύσεις, ὑποβάλλονται εἰς αὐτὴν ὑπὸ τῆς Διασκέψεως τῶν πληρεξουσίων, ὑπὸ Διοικητικῆς τινος Διασκέψεως, ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ὑπὸ ἄλλης Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς ἢ ὑπὸ τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνοτήτων. Ἑκάστη Συμβουλευτικὴ Ἐπιτροπὴ δίδει ἐπίσης τὴν γνώμην της ἐπὶ ζητημάτων τῶν ὁποίων ἡ παραμπομπὴ εἰς μελέτην ἀποφασίζεται ὑπὸ τῆς γενικῆς συνελεύσεως αὐτῆς ἢ ζητεῖται ὑπὸ δώδεκα τοὐλάχιστον Μελῶν ἢ συνεργαζομένων Μελῶν κατὰ τὸ μεσολαβοῦν μεταξὺ δύο γενικῶν συνελεύσεων διάστημα.

3. Αἱ Διεθνεῖς Συμβουλευτικαὶ Ἐπιτροπαὶ ἔχουσιν ὡς Μέλη:

α) Αὐτοδικαίως, τὰς Διευθύνσεις πάντων τῶν Μελῶν καὶ συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

β) Πᾶσαν ἀνεγνωρισμένην ἰδιωτικὴν ἐπιχείρησιν, ἥτις τῇ συγκαταθέσει τοῦ Μέλους ἢ συνεργαζομένου Μέλους ὅπερ ἔχει ἀναγνωρίσει αὐτὴν ζητεῖ ὅπως μετάσχῃ τῶν ἐργασιῶν τῶν ἐπιτροπῶν τούτων.

4. Ἡ λειτουργία ἑκάστης Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς διασφαλίζεται διά :

α) τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, συνερχομένης κανονικῶς ἀνὰ τρία ἔτη.

β) τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν, συνιστωμένων ὑπὸ τῆς γενικῆς συνελεύσεως διὰ τὴν ἔρευναν τῶν ὑπὸ μελέτην ζητημάτων.

γ) ἑνὸς Διευθυντοῦ, διοριζομένου ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως δι' ἀπεριόριστον διάρκειαν μὲ ἀμοιβαῖον δικαίωμα καταγγελίας. Ὁ Διευθυντὴς τῆς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς τῶν ραδιοεπικοινωνιῶν ἐπικουρεῖται ὑφ' ἑνὸς Ὑποδιευθυντοῦ εἰδικοῦ περὶ τὰ ζητήματα τῆς ραδιοφωνίας διοριζομένου ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὅρους.

δ) μιᾶς εἰδικευμένης Γραμματείας, ἥτις βοηθεῖ τὸν Διευθυντήν.

ε) τεχνικῶν ἐργαστηρίων ἢ ἐγκαταστάσεων δημιουργουμένων ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως.

5. Οἱ Διευθυνταὶ τῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν καὶ ὁ ὑποδιευθυντὴς τῆς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Ραδιοεπικοινωνιῶν δέον νὰ προέρχωνται ἅπαντες ἐκ διαφόρων χωρῶν.

6. (1) Αἱ συμβουλευτικαὶ ἐπιτροπαὶ ὀφείλουν νὰ τηροῦν, ἐν ᾧ μέτρῳ εἶναι οὗτος ἐφαρμόσιμος, τὸν ἐσωτερικὸν κανονισμὸν τῶν διασκέψεων τὸν περιλαμβανόμενον εἰς τὸν προσηρτημένον τῇ παρούσῃ Συμβάσει Γενικὸν Κανονισμόν.

(2) Πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως διευκολύνῃ τὰς ἐργασίας τῆς Ἐπιτροπῆς αὐτῆς, ἑκάστη γενικὴ συνέλευσις δύναται νὰ υἱοθετῇ συμπληρωματικὰς διατάξεις, ἐὰν αὗται δὲν εἶναι ἀσυμβίβαστοι πρὸς τὰς τοιαύτας τοῦ ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ τῶν διασκέψεων.

7. Αἱ μέθοδοι ἐργασίας τῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν καθορίζονται εἰς τὸ δεύτερον μέρος τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ, ὅστις εἶναι προσηρτημένος εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἄρθρον 8.
Γενικὴ Γραμματεία.

1. (1) Ἡ Γενικὴ Γραμματεία τῆς Ἑνώσεως διευθύνεται ὑφ' ἑνὸς Γενικοῦ Γραμματέως ἐπικουρουμένου ὑπὸ δύο βοηθῶν γενικῶν γραμματέων, προερχομένων ἀπάντων ἐκ διαφόρων χωρῶν, Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

(2) Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς εἶναι ὑπεύθυνος ἔναντι τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου διὰ τὸ σύνολον τῶν εἰς τὴν Γενικὴν Γραμματείαν ἀνατεθειμένων καθηκόντων καὶ διὰ τὸ σύνολον τῶν διοικητικῶν καὶ οἰκονομικῶν ὑπηρεσιῶν τῆς Ἑνώσεως. Οἱ βοηθοὶ γενικοὶ γραμματεῖς εἶναι ὑπεύθυνοι ἔναντι τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

2. Ὁ Γενικὸς Γραμματεύς :

α) Ὀργανώνει τὴν ἐργασίαν τῆς Γενικῆς Γραμματείας καὶ διορίζει τὸ προσωπικὸν τῆς Γραμματείας ταύτης συμμορφούμενος πρὸς τὰς ὑπὸ τῆς διασκέψεως πληρεξουσίων διδομένας κατευθύνσεις καὶ πρὸς τοὺς ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καταρτιζομένους κανονισμούς.

β) Λαμβάνει τὰ διοικητικὰ μέτρα τὰ σχετιζόμενα μὲ τὴν σύστασιν τῶν εἰδικευμένων γραμματειῶν τῶν μονίμων ὀργανισμῶν καὶ διορίζει τὸ προσωπικὸν τῶν γραμματειῶν τούτων ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ προϊσταμένου ἑκάστου μονίμου ὀργανισμοῦ ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ἐκλογῆς τοῦ τελευταίου τούτου, τῆς τελικῆς ἀποφάσεως περὶ διορισμοῦ ἢ περὶ ἀπολύσεως ἀνηκούσης εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

γ) Ἐποπτεύει διὰ τὴν ἐφαρμογήν, εἰς τὰς εἰδικευμένας γραμματείας, τῶν ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου γενομένων ἀποδεκτῶν διοικητικῶν καὶ οἰκονομικῶν κανονισμῶν.

δ) Ἀσκεῖ ἐποπτείαν ἀποκλειστικῶς διοικητικὴν ἐπὶ τοῦ προσωπικοῦ τῶν εἰδικευμένων γραμματειῶν τὸ ὁποῖον ἐργάζεται ὑπὸ τὰς ἀμέσους διαταγὰς τῶν προϊσταμένων τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως.

ε) Ἐξασφαλίζει τὴν ἐργασίαν γραμματείας, ἥτις προηγεῖται καὶ ἕπεται τῶν διασκέψεων τῆς Ἑνώσεως.

στ) Ἐξασφαλίζει, ἐνδεχομένως ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τῆς προσκαλούσης κυβερνήσεως, τὴν γραμματείαν ὅλων τῶν διασκέψεων τῆς Ἑνώσεως καὶ, κατόπιν αἰτήσεως ἢ ὁσάκις προβλέπουσι τοῦτο οἱ προσηρτημένοι εἰς τὴν Σύμβασιν κανονισμοί, τὴν γραμματείαν τῶν συνελεύσεων τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως ἢ τῶν συνελεύσεων τῶν τιθεμένων ὑπὸ τὴν αἰγίδα της. Δύναται ἐπίσης, κατόπιν αἰτήσεως ἢ ἐπὶ τῇ βάσει συμβολαίου, νὰ ἐξασφαλίζῃ τὴν γραμματείαν οἱωνδήποτε ἄλλων συνελεύσεων σχετικῶν μὲ τὰς τηλεπικοινωνίας.

ζ) Ἐνημερώνει τὰ ἐπίσημα ὀνοματολόγια τὰ καταρτιζόμενα βάσει τῶν στοιχείων τῶν πρὸς τοῦτο παρεχομένων ὑπὸ τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως ἢ ὑπὸ τῶν Διευθύνσεων, ἐξαιρέσει τῶν εὑρετήριων καὶ πάντων τῶν λοιπῶν ἀπαραιτήτων φυλλαδίων, οἵτινες δύνανται νὰ ἔχωσι σχέσιν μὲ τὰ καθήκοντα τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνοτήτων.

η) Δημοσιεύει τὰς γνωματεύσεις καὶ τὰς κυρίας ἐκθέσεις τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως.

θ) Δημοσιεύει τὰς σχετικὰς πρὸς τὰς τηλεπικοινωνίας διεθνεῖς καὶ περιφερειακὰς συμφωνίας, αἵτινες ἀνακοινοῦνται αὐτῷ ὑπὸ τῶν μερῶν καὶ ἐνημερώνει τὰ τηρούμενα σχετικὰ στοιχεῖα.

ι) Δημοσιεύει ἅπαντα τὰ στοιχεῖα τὰ ἀφορῶντα τὴν ἐκχώρησιν καὶ χρησιμοποίησιν τῶν συχνοτήτων, ὡς ἐπεξειργάσθη ταῦτα ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ καταγραφῆς συχνοτήτων ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων της.

ια) Καταρτίζει, δημοσιεύει καὶ ἐνημερώνει :

1ον Σειρὰν στοιχείων δεικνυόντων τὴν σύνθεσιν καὶ τὴν διάρθρωσιν τῆς Ἑνώσεως.

2ον Τὰς γενικὰς στατιστικὰς καὶ τὰ ἐπίσημα ὑπηρεσιακὰ στοιχεῖα τῆς Ἑνώσεως τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τῶν προσηρτημένων εἰς τὴν Σύμβασιν κανονισμῶν.

3ον Πάντα τὰ λοιπὰ στοιχεῖα, ἡ τήρησις τῶν ὁποίων καθορίζεται ὑπὸ τῶν Διασκέψεων καὶ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

ιβ) Διανέμει τὰ δημοσιευόμενα στοιχεῖα.

ιγ) Συγκεντρώνει καὶ δημοσιεύει, ὑπὸ κατάλληλον μορφήν, πληροφορίας ἐθνικοῦ καὶ διεθνοῦς χαρακτῆρος, ἐνδιαφερούσας τὰς τηλεπικοινωνίας καθ' ὅλον τὸν κόσμον.

ιδ) Συγκεντρώνει καὶ δημοσιεύει πάσας τὰς πληροφορίας, αἵτινες δύνανται νὰ εἶναι ὠφέλιμοι εἰς τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη καὶ ἀναφέρονται εἰς τὴν χρησιμοποίησιν τεχνικῶν μέσων, πρὸς βελτίωσιν τῆς ἀποδόσεως τῶν ὑπηρεσιῶν τηλεπικοινωνίας καὶ ἰδίᾳ πρὸς καλυτέραν, κατὰ τὸ δυνατόν, χρησιμοποίησιν τῶν ραδιοηλεκτρικῶν συχνοτήτων πρὸς μείωσιν τῶν παρενοχλήσεων.

ιε) Δημοσιεύει περιοδικῶς, τῇ βοηθείᾳ τῶν συγκεντρουμένων ἢ τιθεμένων εἰς τὴν διάθεσίν του πληροφοριῶν, συμπεριλαμβανομένων καὶ ἐκείνων τὰς ὁποίας δύναται νὰ λάβῃ ἀπὸ ἄλλους διεθνεῖς ὀργανισμούς, ἐφημερίδα γενικῆς ἐνημερώσεως καὶ πληροφοριοδοτήσεως ἐπὶ τῶν τηλεπικοινωνιῶν.

ιστ) Προπαρασκευάζει καὶ ὑποβάλλει εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον σχέδιον ἐτησίου προϋπολογισμοῦ, ὅστις, ἐγκρινόμενος ὑπ' αὐτοῦ, διαβιβάζεται ὑπὸ χαρακτῆρα πληροφοριακόν, εἰς ὅλα τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη.

ιζ) Καταρτίζει ἔκθεσιν οἰκονομικῆς διαχειρίσεως, ὑποβαλλομένην κατ' ἔτος εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον καὶ ἀνακεφαλαιωτικὸν λογαριασμὸν πρὸ ἑκάστης διασκέψεως πληρεξουσίων. Αἱ ἐκθέσεις αὗται, ἀφοῦ ἐλεγχθῶσι καὶ ἐγκριθῶσιν ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἀνακοινοῦνται εἰς τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη καὶ ὑποβάλλονται εἰς τὴν ἐπομένην Διάσκεψιν πληρεξουσίων, πρὸς ἐξέτασιν καὶ τελικὴν ἔγκρισιν.

ιη) Καταρτίζει ἐτησίαν ἔκθεσιν ἐπὶ τῆς δράσεως τῆς Ἑνώσεως ἥτις, ἐγκρινομένη ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, διαβιβάζεται εἰς ὅλα τὰ μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη.

ιθ) Διασφαλίζει πάντα τὰ λοιπὰ καθήκοντα τῆς Γραμματείας τῆς Ἑνώσεως.

3. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἢ εἷς ἐκ τῶν δύο βοηθῶν Γενικῶν Γραμματέων δύναται νὰ παρίσταται, ὑπὸ τύπον συμβουλευτικόν, εἰς τὰς γενικὰς συνελεύσεις τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν καὶ εἰς πάσας τὰς διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἢ ὁ ἐκπρόσωπός του δύναται νὰ μετέχῃ, συμβουλευτικῶς εἰς πάσας τὰς λοιπὰς συνελεύσεις τῆς Ἑνώσεως.

4. Ἐν τῇ προσλήψει τοῦ προσωπικοῦ καὶ τῷ καθορισμῷ τῶν ὅρων χρησιμοποιήσεως αὐτοῦ, πρέπει νὰ λαμβάνηται ὑπ' ὄψει κυρίως ἡ ἀνάγκη ὅπως ἐξασφαλισθῶσι διὰ τὴν Ἕνωσιν αἱ ὑπηρεσίαι προσώπων, ἅτινα συγκεντρώνουσι τὰ ἀνώτερα προσόντα ἱκανότητος, καταλληλότητος καὶ ἀκεραιότητος. Ἡ σπουδαιότης τῆς προσλήψεως ἐπὶ γεωγραφικῆς βάσεως, ὅσον τὸ δυνατὸν εὐρυτέρας, πρέπει νὰ λαμβάνηται δεόντως ὑπ' ὄψει.

5. (1) Ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων αὐτῶν, ὁ Γενικὸς Γραμματεύς, οἱ βοηθοὶ Γενικοὶ Γραμματεῖς καὶ τὸ προσωπικὸν ὀφείλουσι νὰ μὴ ζητῶσι οὔτε νὰ δέχωνται ὁδηγίας παρ' οὐδεμιᾶς Κυβερνήσεως ἢ ἄλλης τινος ἀρχῆς ξένης πρὸς τὴν Ἕνωσιν. Ὀφείλουσι ν' ἀπέχωσι πάσης ἐνεργείας ἀσυμβιβάστου πρὸς τὴν θέσιν των ὡς διεθνῶν ὑπαλλήλων.

(2) Ἕκαστον Μέλος καὶ συνεργαζόμενον Μέλος ὑποχρεοῦται νὰ σέβηται τὸν ἀποκλειστικῶς διεθνῆ χαρακτῆρα τῶν καθηκόντων τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, τῶν βοηθῶν Γενικῶν Γραμματέων καὶ τοῦ προσωπικοῦ καὶ νὰ μὴ ζητῇ νὰ ἐπηρεάσῃ τούτους ἐν τῇ ἐκτελέσει τοῦ ἔργου των.

Ἄρθρον 9.

Διάσκεψις πληρεξουσίων.

1. Ἡ διάσκεψις τῶν πληρεξουσίων :

α) Ἐξετάζει τὴν ἔκθεσιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἐπὶ τῆς δράσεώς του ὡς καὶ ἐπὶ τῆς τοιαύτης τῆς Ἑνώσεως κατὰ τὸ ἀπὸ τῆς τελευταίας Διασκέψεως πληρεξουσίων χρονικὸν διάστημα.

β) Θέτει τὰς βάσεις τοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς Ἑνώσεως ὡς καὶ τὸ ὕψος τῶν τακτικῶν δαπανῶν αὐτῆς, διὰ τὴν περίοδον τὴν ἐξικνουμένην μέχρι τῆς προσεχοῦς διασκέψεως πληρεξουσίων.

γ) Καθορίζει τὰς βασικὰς μισθολογικὰς βαθμίδας τῶν ἀποδοχῶν τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, ὁλοκλήρου τοῦ προσωπικοῦ τῆς Ἑνώσεως καὶ τῶν μελῶν τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνοτήτων.

δ) Ἐγκρίνει τελικῶς τοὺς λογαριασμοὺς τῆς Ἑνώσεως.

ε) Ἐκλέγει τὰ Μέλη τῆς Ἑνώσεως, τὰ καλούμενα ὅπως ἀποτελέσωσι τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.

στ) Ἀναθεωρεῖ τὴν Σύμβασιν, ἂν κρίνῃ τοῦτο ἀναγκαῖον.

ζ) Συνάπτει ἢ ἀναθεωρεῖ, περιπτώσεως τυχούσης, τὰς μεταξὺ τῆς Ἑνώσεως καὶ τῶν λοιπῶν διεθνῶν ὀργανισμῶν συμφωνίας, ἐξετάζει πᾶσαν προσωρινὴν συμφωνίαν συναπτομένην ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἐν ὀνόματι τῆς Ἑνώσεως, μετὰ τῶν ἰδίων τούτων ὀργανισμῶν καὶ δίδει εἰς αὐτὴν τὴν ἣν κρίνει κατάλληλον συνέχειαν.

η) Ἀσχολεῖται μὲ ὅλα τὰ ὑπ' αὐτῆς κρινόμενα ὡς ἀναγκαῖα ζητήματα Τηλεπικοινωνιῶν.

2. Ἡ διάσκεψις πληρεξουσίων συνέρχεται κανονικῶς ἀνὰ πέντε ἔτη, εἰς τόπον καὶ ἡμερομηνίαν καθοριζόμενα ὑπὸ τῆς προηγουμένης διασκέψεως πληρεξουσίων.

3. (1) Ὁ τόπος καὶ ἡ ἡμερομηνία τῆς προσεχοῦς διασκέψεως πληρεξουσίων, ἢ καὶ μόνον τὸ ἕν ἐκ τῶν δύο, δύνανται νὰ μεταβληθῶσι :

α) Ἐπὶ τῇ αἰτήσει εἴκοσι τοὐλάχιστον Μελῶν τῆς Ἑνώσεως, ἀπευθυνομένῃ πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

β) Προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

(2) Εἰς ἀμφοτέρας τὰς περιπτώσεις ὁρίζονται, μετὰ σύμφωνον γνώμην τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως, νέα ἡμερομηνία καὶ νέος τόπος ἢ τὸ ἕν μόνον ἐκ τῶν δύο.

Ἄρθρον 10.

Διοικητικαὶ διασκέψεις.

1. Αἱ διοικητικαὶ διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως περιλαμβάνουν :

α) Τὰς τακτικὰς διοικητικὰς διασκέψεις.

β) Τὰς ἐκτάκτους διοικητικὰς διασκέψεις.

γ) Τὰς εἰδικὰς διασκέψεις αἵτινες περιλαμβάνουν τὰς περιφερειακὰς διασκέψεις καὶ τὰς ὑπηρεσιακὰς διασκέψεις.

2. (1) Αἱ τακτικαὶ διοικητικαὶ διασκέψεις :

α) Ἀναθεωροῦν, ἑκάστη ἐν τῇ ἁρμοδιότητί της, τοὺς ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 12 παράγρ. 2 τῆς Συμβάσεως προβλεπομένους Κανονισμούς.

β) Πραγματεύονται, ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς Συμβάσεως καὶ τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ καὶ τῶν ὑπὸ τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων διδομένων κατευθύνσεων, πᾶν ἄλλο ζήτημα κρινόμενον ἀναγκαῖον.

(2) Ἐπὶ πλέον, ἡ τακτικὴ διοικητικὴ διάσκεψις ραδιοεπικοινωνιῶν :

α) Ἐκλέγει τὰ μέλη τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνοτήτων.

β) Ἐκτιμᾷ τὴν δραστηριότητα τῆς Ἐπιτροπῆς ταύτης.

3. Αἱ τακτικαὶ διοιτητικαὶ διασκέψεις συνέρχονται κανονικῶς ἀνὰ πενταετίαν καὶ κατὰ προτίμησιν, εἰς τὸν αὐτὸν τόπον καὶ κατὰ τὸν αὐτὸν χρόνον μετὰ τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων.

4. (1) Ἡ ἡμερομηνία καὶ ὁ τόπος, ἢ τὸ ἕν μόνον ἐκ τῶν δύο, τακτικῆς τινος διοικητικῆς διασκέψεως δύνανται νὰ τροποποιηθῶσι :

α) Ἐπὶ τῇ αἰτήσει εἴκοσι, τοὐλάχιστον, Μελῶν τῆς Ἑνώσεως, ἀπευθυνομένῃ πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

β) Προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

(2) Εἰς ἀμφοτέρας τὰς περιπτώσεις ὁρίζονται, μετὰ σύμφωνον γνώμην τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως, νέα ἡμερομηνία καὶ νέος τόπος ἢ τὸ ἕν μόνον ἐκ τῶν δύο.

5. (1) Ἔκτακτος διοικητικὴ διάσκεψις δύναται νὰ συγκληθῇ :

α) Δι' ἀποφάσεως τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων, ἡ ὁποία ὁρίζει τὴν ἡμερησίαν διάταξιν ὡς καὶ τὸ χρόνον καὶ τόπον τῆς συγκλησεώς της.

β) Ὑπὸ ὁσασδήποτε εἴκοσι τοὐλάχιστον Μέλη τῆς Ἑνώσεως ζητήσωσιν ἀπὸ τὸν Γενικὸν Γραμματέα τὴν σύγκλησιν τοιαύτης διασκέψεως πρὸς ἐξέτασιν ἡμερησίας διατάξεως προτεινομένης ὑπ' αὐτῶν.

γ) Προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

(2) Εἰς τὰς περιπτώσεις τῶν ἀνωτέρω ἐδαφίων (1) β) καὶ (1) γ), ἡ ἡμερομηνία καὶ ὁ τόπος τῆς διασκέψεως ὡς καὶ ἡ ἡμερησία διάταξις αὐτῆς, ὁρίζονται κατόπιν συμφώνου γνώμης τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

6. (1) Εἰδικὴ διάσκεψις δύναται νὰ συγκληθῇ :

α) Κατόπιν ἀποφάσεως τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων ἢ τακτικῆς τινὸς ἢ ἐκτάκτου διοικητικῆς διασκέψεως ἥτις ὀφείλει νὰ ὁρίσῃ τὴν ἡμερησίαν αὐτῆς διάταξιν ὡς καὶ τὴν ἡμερομηνίαν καὶ τὸν τόπον ἔνθα δέον νὰ συνέλθῃ.

β) Ὑπὸ ὁσασδήποτε εἴκοσι τοὐλάχιστον Μέλη τῆς Ἑνώσεως ἐν τῇ περιπτώσει παγκοσμίου διασκέψεως, ἢ τὸ τέταρτον τοῦ ἀριθμοῦ τῶν Μελῶν τῆς ἐνδιαφερομένης περιοχῆς ἐν τῇ περιπτώσει περιφερειακῆς διασκέψεως, γνωρίσουν εἰς τὸ Γενικὸν Γραμματέα τὴν ἐπιθυμίαν των ὅπως συγκληθῇ μία τοιαύτη διάσκεψις ἵνα ἐξετάσῃ ἡμερησίαν διάταξιν προτεινομένην ὑπ' αὐτῶν.

γ) Ἐπὶ τῇ προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

(2) Εἰς τὰς ἐν τοῖς ἀνωτέρω ἀδαφίοις (1) β) καὶ (1) γ) ὁριζομένας περιπτώσεις ἡ ἡμερομηνία καὶ ὁ τόπος τῆς συγκλήσεως τῆς διασκέψεως ὡς καὶ ἡ ἡμερησία διάταξις αὐτῆς ὁρίζονται διὰ μὲν τὰς παγκοσμίους διασκέψεις κατόπιν συμφωνίας τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως, διὰ δὲ τὰς περιφερειακὰς διασκέψεις κατόπιν συμφωνίας τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς ἐνδιαφερομένης περιοχῆς.

7. (1) Αἱ ἔκτακτοι διοικητικαὶ διασκέψεις συγκαλοῦνται διὰ νὰ πραγματευθῶσιν ἰδιάζοντα τινα ζητήματα τηλεπικοινωνίας χαρακτῆρος ἐπείγοντος. Κατὰ τὰς διασκέψεις ταύτας, μόνον τὰ εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν αὐτῶν ἐγγεγραμμένα ζητήματα δύνανται νὰ συζητηθῶσι.

(2) Αἱ διασκέψεις αὗται δύνανται, ἑκάστη ἐν τῇ οἰκείᾳ αὐτῆς ἁρμοδιότητι, νὰ ἀναθεωρῶσιν ὡρισμένας διατάξεις κανονισμοῦ τινος, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως ἡ ἀναθεώρησις αὕτη προβλέπηται εἰς τὴν ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀνωτέρω ἐδαφίου 5, ἐγκεκριμένην ἡμερησίαν διάταξιν αὐτῶν.

8. Αἱ εἰδικαὶ διασκέψεις συγκαλοῦνται ἵνα πραγματευθῶσι τὰ ἐν τῇ ἡμερησίᾳ διατάξει αὐτῶν ἀναγραφόμενα ζητήματα. Αἱ ἀποφάσεις των δέον, ἐν πάσῃ περιπτώσει, νὰ εἶναι σύμφωνοι πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως καὶ τῶν διοικητικῶν κανονισμῶν.

9. Αἱ προτάσεις αἱ σκοποῦσαι τὴν τροποποίησιν τῆς ἡμερομηνίας καὶ τοῦ τόπου τῆς συνελεύσεως ἢ τοῦ ἑνὸς μόνον ἐκ τῶν δύο, τῶν ἐκτάκτων διοικητικῶν διασκέψεων καὶ τῶν εἰδικῶν διασκέψεων, ἵνα γίνωνται δεκταί, δέον νὰ τυγχάνωσι τῆς συμφώνου γνώμης τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως, ἢ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς ἐνδιαφερομένης περιοχῆς ἐν τῇ περιπτώσει περιφερειακῆς διασκέψεως.

Ἄρθρον 11.

Ἐσωτερικὸς κανονισμὸς τῶν διασκέψεων.

Ἐν τῇ ὀργανώσει τῶν ἐργασιῶν των καὶ τῇ διευθύνσει τῶν συζητήσεών των, αἱ διοικητικαὶ διασκέψεις ἐφαρμόζουσι τὸν ἐσωτερικὸν κανονισμὸν τῶν διασκέψεων, τὸν περιλαμβανόμενον εἰς τὸν προσηρτημένον τῇ παρούσῃ Συμβάσει Γενικὸν Κανονισμόν. Ἐν τούτοις, ἑκάστη διάσκεψις, πρὶν ἢ ἀρχίσῃ τὰς συζητήσεις της δύναται νὰ υἱοθετήσῃ συμπληρωματικὰς διατάξεις κρινομένας ἀπαραιτήτους.

Ἄρθρον 12.

1. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 11, ὁ Γενικὸς Κανονισμός, ὅστις ἀποτελεῖ ἀντικείμενον τοῦ ὑπ' ἀριθ. 5 παραρτήματος τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἔχει τὴν αὐτὴν ἰσχὺν καὶ τὴν αὐτὴν διάρκειαν μὲ ταύτην.

(1) Αἱ διατάξεις τῆς Συμβάσεως συμπληροῦνται ὑπὸ τῶν ἀκολούθων διοικητικῶν Κανονισμῶν, οἵτινες δεσμεύουσι πάντα τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη :

Τοῦ Τηλεγραφικοῦ Κανονισμοῦ,

Τοῦ Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ,

Τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν,

Τοῦ προσθέτου Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν.

(2) Τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη ὀφείλουσι νὰ γνωστοποιῶσιν εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τὴν ὑπ' αὐτῶν ἀποδοχὴν πάσης ἀναθεωρήσεως τῶν Κανονισμῶν τούτων, γενομένης ὑπὸ διοικητικῶν διασκέψεων.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἀνακοινοῖ πᾶσαν τοιαύτην ἀποδοχήν, κατὰ τὴν σειρὰν λήψεως αὐτῆς, εἰς τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη.

3. Εἰς περίπτωσιν ἀσυμφωνίας μεταξὺ διατάξεώς τινος τῆς Συμβάσεως καὶ διατάξεώς τινος ἑνὸς Κανονισμοῦ, ἡ Σύμβασις εἶναι ἐπικρατεστέρα.

Ἄρθρον 13.

Οἰκονομικὰ τῆς Ἑνώσεως.

1. Αἱ δαπάναι τῆς Ἑνώσεως διακρίνονται εἰς δαπάνας τακτικὰς καὶ δαπάνας ἐκτάκτους.

2. Αἱ τακτικαὶ δαπάναι τῆς Ἑνώσεως περιορίζονται ἐντὸς τῶν ὑπὸ τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων τιθεμένων ὁρίων. Αὗται περιλαμβάνουσιν, εἰδικώτερον, τὰς δαπάνας τῶν συνελεύσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, τοὺς μισθοὺς τοῦ προσωπικοῦ καὶ τὰς λοιπὰς δαπάνας τῆς Γενικῆς Γραμματείας τῆς Ἑνώσεως, τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνοτήτων, τῶν διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν καὶ τῶν ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως ἱδρυομένων ἐργαστηρίων καὶ τεχνικῶν ἐγκαταστάσεων.

Αἱ δαπάναι αὗται βαρύνουσιν ὅλα τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη.

3. (1) Αἱ ἔκτακτοι δαπάναι περιλαμβάνουσιν ὅλας τὰς δαπάνας τῶν διασκέψεων πληρεξουσίων, τῶν διοικητικῶν διασκέψεων καὶ τῶν συνελεύσεων τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν. Αἱ δαπάναι αὗται βαρύνουσι τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη τὰ ὁποῖα ἐδέχθησαν νὰ συμμετάσχωσιν εἰς τὰς διασκέψεις καὶ τὰς συνελεύσεις ταύτας ἢ τὰ ὁποῖα μετέσχον ἐνεργῶς εἰς ταύτας.

(2) Αἱ ἀνεγνωρισμέναι ἰδιωτικαὶ ἐπιχειρήσεις συμβάλλουσιν εἰς τὰς δαπάνας τῶν διοικητικῶν διασκέψεων εἰς ἃς μετέσχον ἢ εἰς ἃς ἐζήτησαν ὅπως μετάσχωσιν.

(3) Αἱ διεθνεῖς ὀργανώσεις συμβάλλουσιν εἰς τὰς δαπάνας τῶν διασκέψεων πληρεξουσίων καὶ τῶν διοικητικῶν διασκέψεων εἰς ἃς γίνονται δεκταί.

(4) Αἱ ἀνεγνωρισμέναι ἰδιωτικαὶ ἐπιχειρήσεις συμβάλλουσιν εἰς τὰς δαπάνας τῶν συνελεύσεων τῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν ὧν τυγχάνουσι μέλη. Ὁμοίως, αἱ διεθνεῖς ὀργανώσεις καὶ οἱ ἐπιστημονικοὶ ἢ βιομηχανικοὶ ὀργανισμοὶ συμβάλλουσιν εἰς τὰς δαπάνας τῶν συνελεύσεων τῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν εἰς ἃς γίνονται δεκτοὶ ὅπως μετάσχωσι.

(5) Ἐν τούτοις, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον δύναται, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἀμοιβαιότητος, ν' ἀπαλλάσσῃ τὰς διεθνεῖς ὀργανώσεις πάσης συμμετοχῆς εἰς τὰς ἐκτάκτους δαπάνας.

(6) Αἱ δαπάναι, αἵτινες προκαλοῦνται εἰς τὰ ἐργαστήρια καὶ τὰς τεχνικὰς ἐγκαταστάσεις τῆς Ἑνώσεως, συνεπείᾳ μετρήσεων, δοκιμῶν ἢ εἰδικῶν ἐρευνῶν διὰ λογαριασμὸν Μελῶν τινῶν ἢ συνεργαζομένων Μελῶν, ὁμάδων Μελῶν ἢ συνεργαζομένων Μελῶν, περιφερειακῶν ἢ ἄλλων ὀργανώσεων, βαρύνουσι τὰ Μέλη ταῦτα ἢ συνεργαζόμενα Μέλη, ὁμάδες, Ὀργανώσεις ἢ ἄλλους.

4. Ἡ κλίμαξ συμμετοχῆς εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως ὁρίζεται ὡς ἀκολούθως :

Τάξις	30	μονάδων	Τάξις	8	μονάδων
»	25	»	»	5	»
»	20	»	»	4	»
»	18	»	»	3	»
»	15	»	»	2	»
»	13	»	»	1	μονάδος
»	10	»	»	1)2	»

5. Τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη, αἱ ἀνεγνωρισμέναι ἰδιωτικαὶ ἐπιχειρήσεις, αἱ διεθνεῖς ὀργανώσεις καὶ οἱ ἐπιστημονικοὶ ἢ βιομηχανικοὶ ὀργανισμοὶ ἐκλέγουσιν ἐλευθέρως τὴν τάξιν συμμετοχῆς συμφώνως πρὸς τὴν ὁποίαν ἐπιθυμοῦσι νὰ μετέχωσι τῶν δαπανῶν τῆς Ἑνώσεως.

6. (1) Ἕκαστον Μέλος ἢ συνεργαζόμενον Μέλος γνωρίζει εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, πρὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς Συμβάσεως, τὴν τάξιν ἣν ἐξέλεξε.

(2) Ἡ ἀπόφασις αὕτη ἀνακοινοῦται εἰς τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

(3) Τὰ μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη δύνανται, ἀνὰ πᾶσαν στιγμήν, νὰ ἐκλέξωσι τάξιν συμμετοχῆς ἀνωτέραν ἐκείνης ἣν εἶχον πρότερον ἀποδεχθῆ.

(4) Πᾶσα αἴτησις ὑποβαλλομένη μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς Συμβάσεως καὶ σκοποῦσα τὴν μείωσιν τοῦ ἀριθμοῦ μονάδων συμμετοχῆς Μέλους ἢ συνεργαζομένου Μέλους, ἀνακοινοῦται εἰς τὴν προσεχῆ διάσκεψιν πληρεξουσίων καὶ ἰσχύει ἀπὸ ἡμερομηνίας ὁριζομένης ὑπὸ τῆς διασκέψεως ταύτης.

7. Ἡ τιμὴ πωλήσεως τῶν ἐκδόσεων εἰς τὰς Διευθύνσεις, εἰς τὰς ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις ἢ εἰς ἰδιώτας, ὁρίζεται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, μὲ γνώμονα τὴν κάλυψιν τῶν δαπανῶν τῆς δημοσιεύσεως διὰ τῆς πωλήσεως τῶν ἐκδόσεων.

8. Τὰ μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη προπληρώνουσι τὴν ἐτησίαν αὐτῶν συμμετοχὴν ὑπολογιζομένην κατὰ τὰς προβλέψεις τοῦ Προϋπολογισμοῦ.

9. Τὰ ὀφειλόμενα ποσὰ ὑπόκεινται εἰς τόκον ὑπολογιζόμενον ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως ἑκάστου οἰκονομικοῦ ἔτους τῆς Ἑνώσεως, προκειμένου περὶ τακτικῶν δαπανῶν, καὶ μετὰ πάροδον 30 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς χρονολογίας τῆς ἀποστολῆς τῶν λογαριασμῶν τῶν ἐκτάκτων δαπανῶν εἰς τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη. Ὁ τόκος οὗτος ὁρίζεται εἰς 3 ο)ο (τρία τοῖς ἑκατὸν) ἐτησίως διὰ τοὺς πρώτους ἓξ μῆνας, καὶ εἰς 6 ο)ο (ἓξ τοῖς ἑκατὸν) ἐτησίως ἀπὸ τοῦ ἑβδόμου μηνός.

Ἄρθρον 14.

Γλῶσσαι.

1. (1) Ἐπίσημοι γλῶσσαι τῆς Ἑνώσεως εἶναι : ἡ

ἀγγλική, ἡ κινεζική, ἡ ἱσπανική, ἡ γαλλικὴ καὶ ἡ ρωσσική.

(2) Γλῶσσαι ἐργασίας τῆς Ἑνώσεως εἶναι : ἡ ἀγγλική, ἡ ἱσπανικὴ καὶ ἡ γαλλική.

(3) Εἰς περίπτωσιν ἀσυμφωνίας, τὸ γαλλικὸν κείμενον εἶναι ἐπικρατέστερον.

2. (1) Τὰ τελικὰ στοιχεῖα τῶν διασκέψεων πληρεξουσίων καὶ τῶν διοικητικῶν διασκέψεων, αἱ τελικαὶ πράξεις αὐτῶν, τὰ πρωτόκολλα αὐτῶν καὶ αἱ ἀποφάσεις αὐτῶν συντάσσονται εἰς τὰς ἐπισήμους γλώσσας τῆς Ἑνώσεως, εἰς κείμενα ἰσοδύναμα τόσον ἀπὸ ἀπόψεως τύπου ὅσον καὶ ἀπὸ ἀπόψεως οὐσίας.

(2) Πάντα τὰ λοιπὰ στοιχεῖα τῶν διασκέψεων συντάσσονται εἰς τὰς γλώσσας ἐργασίας τῆς Ἑνώσεως.

3. (1) Τὰ ἐπίσημα ὑπηρεσιακὰ στοιχεῖα τῆς Ἑνώσεως τὰ προβλεπόμενα εἰς τοὺς διοικητικοὺς κανονισμοὺς δημοσιεύονται εἰς τὰς πέντε ἐπισήμους γλώσσας.

(2) Πάντα τὰ λοιπὰ στοιχεῖα, τὰ ὁποῖα ὀφείλει ὁ Γενικὸς Γραμματεύς, ἐν τῇ ἁρμοδιότητί του, νὰ διανέμῃ γενικῶς, συντάσσονται εἰς τὰς τρεῖς γλώσσας ἐργασίας.

4. Πάντα τὰ εἰς τὰς ἀνωτέρω παραγράφους 2 καὶ 3 ἀναφερόμενα στοιχεῖα δύνανται νὰ δημοσιεύωνται καὶ εἰς γλῶσσαν διάφορον ἐκείνων αἵτινες προβλέπονται εἰς αὐτάς, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως τὰ Μέλη ἢ συνεργαζόμενα Μέλη ἄτινα ζητοῦν τὴν τοιαύτην δημοσίευσιν ἀναλάβωσιν εἰς βάρος των τὸ σύνολον τῶν συνεπαγομένων δαπανῶν μεταφράσεως καὶ δημοσιεύσεως.

5. Κατὰ τὰς συζητήσεις τῶν διασκέψεων τῆς Ἑνώσεως καί, ὁσάκις τοῦτο εἶναι ἀναγκαῖον, κατὰ τὰς συνελεύσεις τῶν μονίμων αὐτῆς ὀργανισμῶν, δέον νὰ ἐφαρμόζηται ἀποτελεσματικὸν σύστημα ἀμοιβαίας μεταφράσεως εἰς τὰς τρεῖς γλώσσας ἐργασίας.

6. (1) Κατὰ τὰς διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως καὶ κατὰ τὰς συνελεύσεις τῶν μονίμων αὐτῆς ὀργανισμῶν, δύνανται νὰ χρησιμοποιῶνται γλῶσσαι διάφοροι τῶν τριῶν γλωσσῶν ἐργασίας :

α) ἐὰν ζητηθῇ παρὰ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ἢ παρὰ τοῦ προϊσταμένου τοῦ οἰκείου μονίμου ὀργανισμοῦ ὅπως ἐξασφαλίσῃ τὴν χρησιμοποίησιν μιᾶς ἢ πλειόνων συμπληρωματικῶν γλωσσῶν, προφορικῶν ἢ γραπτῶν, καὶ ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι αἱ ἐκ τοῦ γεγονότος τούτου προκύπτουσαι συμπληρωματικαὶ δαπάναι θὰ βαρύνωσι τὰ Μέλη ἢ συνεργαζόμενα Μέλη, ἅτινα ὑπέβαλον ἢ ὑπεστήριξαν τὴν αἴτησιν ταύτην.

β) ἐὰν ἀντιπροσωπεία τις λάβῃ αὐτὴ αὕτη πάντα τὰ μέτρα ἵνα ἐξασφαλίσῃ ἰδίαις δαπάναις τὴν προφορικὴν μετάφρασιν τῆς ἰδίας αὐτῆς γλώσσης εἰς μίαν οἱανδήποτε τῶν τριῶν γλωσσῶν ἐργασίας.

(2) Ἐν τῇ περιπτώσει τῇ προβλεπομένη ἐν τῷ ἀνωτέρω ἐδαφίῳ 6(1)α), ὁ Γενικὸς Γραμματεύς ἢ ὁ προϊστάμενος τοῦ οἰκείου μονίμου ὀργανισμοῦ συμμορφοῦται πρὸς τὴν αἴτησιν ταύτην ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, ἀφοῦ προηγουμένως τὰ ἐνδιαφερόμενα Μέλη ἢ συνεργαζόμενα Μέλη ἀναλάβωσιν ἔναντι αὐτοῦ τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως καταβάλωσι δεόντως εἰς τὴν Ἕνωσιν τὰς ἐκ τοῦ λόγου τούτου προκυπτούσας δαπάνας.

(3) Ἐν τῇ περιπτώσει τῇ προβλεπομένη ἐν τῷ ἀνωτέρῳ ἐδαφίῳ 6(1)β), ἡ ἐνδιαφερομένη ἀντιπροσωπεία δύναται, ἐπὶ πλέον, ἐὰν ἐπιθυμῇ τοῦτο, νὰ ἐξασφαλίσῃ ἰδίαις δαπάναις τὴν εἰς τὴν ἰδίαν αὐτῆς γλῶσσαν προφορικὴν μετάφρασιν ἐκ τινος ἐκ τῶν τριῶν γλωσσῶν ἐργασίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙ.

Ἐφαρμογὴ τῆς Συμβάσεως καὶ τῶν Κανονισμῶν.

Ἄρθρον 15.

Ἐπικύρωσις τῆς Συμβάσεως.

1. Ἡ παροῦσα σύμβασις θὰ ἐπικυρωθῇ ὑφ' ἑκάστης τῶν ὑπογραψασῶν Κυβερνήσεων. Τὰ κυρωτικὰ ἔγγραφα θὰ ἀπευθυνθῶσιν, ἐντὸς τῆς βραχυτέρας δυνατῆς προθεσμίας, διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ καὶ μέσῳ τῆς Κυβερνήσεως τῆς χώρας τῆς ἕδρας τῆς Ἑνώσεως, εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὁ ὁποῖος θέλει προβῇ εἰς κοινοποίησιν αὐτῶν εἰς τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη.

2. (1) Ἐπὶ διετίαν ἀρχομένην ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως, πᾶσα ὑπογράψασα Κυβέρνησις ἀπολαύει τῶν δικαιωμάτων τῶν ἐκχωρουμένων εἰς τὰ Μέλη τῆς Ἑνώσεως ἐν τῷ ἄρθρῳ 1, παραγράφῳ 3, ἔστω καὶ ἐὰν δὲν ἔχει καταθέσει κυρωτικὸν ἔγγραφον κατὰ τὰς διατάξεις τῆς ἀνωτέρω παραγράφου 1.

(2) Ἅμα τῇ παρελεύσει διετίας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως, οἱαδήποτε ὑπογράψασα κυβέρνησις, ἥτις δὲν κατέθεσε κυρωτικὸν ἔγγραφον κατὰ τὰς διατάξεις τῆς ἀνωτέρω παραγράφου 1, εἰς οὐδεμίαν διάσκεψιν τῆς Ἑνώσεως ἢ συνέλευσιν τῶν μονίμων ταύτης ὀργανισμῶν ἔχει πλέον δικαίωμα ψήφου, τοῦτο δὲ ἐφ' ὅσον δὲν ἔχει καταθέσει τὸ κυρωτικὸν ἔγγραφον.

3. Μετὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 50, ἕκαστον κυρωτικὸν ἔγγραφον ἀρχεται ἰσχῦον ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς καταθέσεώς του εἰς τὴν Γενικὴν Γραμματείαν.

4. Ἐν ᾗ περιπτώσει μία ἢ πλείονες ἐκ τῶν ὑπογραψασῶν τὴν Σύμβασιν Κυβερνήσεων δὲν ἤθελον ἐπικυρώσει ταύτην, αὕτη δὲν παύει ἰσχύουσα δι' ἐκείνας, αἵτινες τὴν ἐκύρωσαν.

Ἄρθρον 16.

Προσχώρησις εἰς τὴν Σύμβασιν.

1. Ἡ Κυβέρνησις χώρας τινός, ἥτις δὲν ὑπέγραψε τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, δύναται νὰ προσχωρήσῃ εἰς ταύτην ἐν παντὶ χρόνῳ συμμορφουμένη πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρ. 1.

2. Ἡ πρᾶξις προσχωρήσεως ἀπευθύνεται διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ καὶ μέσῳ τῆς Κυβερνήσεως τῆς χώρας τῆς ἕδρας τῆς Ἑνώσεως εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὅστις ἀνακοινοῖ τὴν προσχώρησιν εἰς τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη, καὶ διαβιβάζει εἰς ἕκαστον τούτων κεκυρωμένον ἀντίγραφον τῆς Πράξεως. Ἡ προσχώρησις ἔρχεται ἰσχύουσα ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῶν καταθέσεως πλὴν ἂν ἄλλως ὁρίζεται διὰ ταύτης.

Ἄρθρον 17.

Ἐφαρμογὴ τῆς Συμβάσεως εἰς χώρας ἢ ἐδάφη τῶν ἐποίων αἱ ἐξωτερικαὶ σχέσεις διεξάγονται διὰ Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

1. Τὰ Μέλη τῆς Ἑνώσεως δύνανται ἐν παντὶ χρόνῳ νὰ δηλώσωσιν ὅτι ἡ παροῦσα Σύμβασις ἔχει ἐφαρμογὴν διὰ τὸ σύνολον, δι' ὁμάδα ἢ διὰ μίαν μόνον τῶν χωρῶν ἢ ἐδαφῶν τὰς ὁποίας ἐκπροσωποῦσιν εἰς τὰς ἐξωτερικὰς των σχέσεις.

2. Πᾶσα δήλωσις γινομένη κατὰ τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἀπευθύνεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῆς Ἑνώσεως, ὁ ὁποῖος τὴν κοινοποιεῖ εἰς τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη.

3. Αἱ διατάξεις τῶν παραγράφων 1 καὶ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν εἶναι ὑποχρεωτικαὶ διὰ τὰς χώρας, τὰ ἐδάφη ἢ ὁμάδας ἐδαφῶν τὰς ἀναγραφομένας εἰς τὸ παράρτημα 1 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 18.

Ἐφαρμογὴ τῆς Συμβάσεως εἰς ἐδάφη τελοῦντα ὑπὸ τὴν κηδεμονίαν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη δύνανται νὰ προσχωρήσωσιν εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἐν ὀνόματι ἐδάφους ἢ ὁμάδος ἐδαφῶν ἐμπεπιστευμένων εἰς τὴν διοίκησίν των δυνάμει συμφωνίας περὶ κηδεμονίας συναφθείσης συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 75 τοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Ἄρθρον 19.

Ἐκτέλεσις τῆς Συμβάσεως καὶ τῶν Κανονισμῶν.

1. Τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη ὀφείλουσι νὰ συμμορφῶνται πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τῶν προσηρτημένων ταύτῃ Κανονισμῶν εἰς πάντα τὰ γραφεῖα καὶ εἰς πάντας τοὺς σταθμοὺς τηλεπικοινωνίας, τοὺς ἐγκατεστημένους ὑπ' αὐτῶν ἢ τῶν ὁποίων ἡ ἐκμετάλλευσις ἀσκεῖται ὑπ' αὐτῶν, ἐφ' ὅσον διεξάγουσι διεθνεῖς ὑπηρεσίας ἢ δύνανται νὰ προκαλέσωσιν ἐπιβλαβεῖς παρεμποδίσεις εἰς τὰς ὑπηρεσίας ραδιοεπικοινωνίας ἄλλων χωρῶν, πλὴν ἂν πρόκειται περὶ ὑπηρεσιῶν, αἵτινες ἀπαλλάσσονται τῆς ὑποχρεώσεως ταύτης, δυνάμει τοῦ ἄρθρου 48 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

2. Ὀφείλουσι, πρὸς τούτοις, νὰ λαμβάνωσι τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ νὰ ἐπιβάλλωσι τὴν τήρησιν τῶν διατάξεων τῆς

παρούσης Συμβάσεως καὶ τῶν προσηρτημένων ταύτῃ Κανονισμῶν εἰς τὰς ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις καὶ τὰς λοιπὰς ἐπιχειρήσεις τὰς ἐξουσιοδοτημένας νὰ ἐγκαθιστῶσι καὶ ἐκμεταλλεύωνται διεθνεῖς τηλεπικοινωνίας ἢ ἐκμεταλλεύωνται σταθμοὺς δυναμένο ς νὰ προκαλέσωσιν ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσει, εἰς ὑπηρεσίας ραδιοεπικοινωνίας ἄλλων χωρῶν.

Ἄρθρον 20.

Καταγγελία τῆς Συμβάσεως.

1. Πᾶν Μέλος ἢ συνεργαζόμενον Μέλος, τὸ ὁποῖον ἐπεκύρωσε τὴν Σύμβασιν ἢ προσεχώρησεν εἰς ταύτην, ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ καταγγείλῃ ταύτην διὰ γνωστοποιήσεως ἀπευθυνομένης εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῆς Ἑνώσεως διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, καὶ μέσῳ τῆς Κυβερνήσεως τῆς χώρας τῆς ἕδρας τῆς Ἑνώσεως. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς εἰδοποιεῖ περὶ τούτου τὰ λοιπὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη.

2. Ἡ καταγγελία αὕτη ἄρχεται ἰσχύουσα μετὰ πάροδον ἑνὸς ἔτους ἀπὸ τῆς ἡμέρας λήψεως τῆς καταγγελίας ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

Ἄρθρον 21.

Καταγγελία τῆς Συμβάσεως ὑπὸ χωρῶν ἢ ἐδαφῶν τῶν ὁποίων αἱ ἐξωτερικαὶ σχέσεις διεξάγωνται ὑπὸ Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

1. Ἡ ἐφαρμογὴ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἴς τινα χώραν, ἔδαφος ἢ ὁμάδα ἐδαφῶν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 17, δύναται νὰ τερματισθῇ ἀνὰ πᾶσαν στιγμήν. Ἐὰν ἡ χώρα αὕτη, τὸ ἔδαφος ἢ ἡ ὁμὰς ἐδαφῶν εἶναι συνεργαζόμενον Μέλος, παύει αὐτοστιγμεὶ νὰ ἔχῃ τὴν ἰδιότητα ταύτην.

2. Ἡ διὰ τῆς προηγουμένης παραγράφου προβλεπομένη καταγγελία γνωστοποιεῖται κατὰ τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 20 καὶ ἄρχεται ἰσχύουσα κατὰ τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 2 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου.

Ἄρθρον 22.

Κατάργησις τῆς προηγουμένης Συμβάσεως.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις καταργεῖ καὶ ἀντικαθιστᾷ τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν τηλεπικοινωνιῶν τοῦ Ἀτλάντικ Σίτυ, 1947, εἰς τὰς μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων κυβερνήσεων σχέσεις.

Ἄρθρον 23.

Ἐγκυρότης τῶν ἰσχυόντων διοικητικῶν κανονισμῶν.

Οἱ ἐν τῷ ἄρθρῳ 12, παραγράφῳ 2, προβλεπόμενοι διοικητικοὶ κανονισμοὶ θεωροῦνται ὡς προσηρτημένοι εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν καὶ παραμένουν ἰσχύοντες μέχρι τῆς στιγμῆς τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῶν νέων κανονισμῶν τῶν συνταχθησομένων ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων, τακτικῶν καὶ ἐνδεχομένως ἐκτάκτων, διοικητικῶν διασκέψεων.

Ἄρθρον 24.

Σχέσεις μετὰ μὴ συμβαλλομένων χωρῶν.

1. Πάντα τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη διατηροῦσι δι' ἑαυτὰ καὶ διὰ τὰς ὑπ' αὐτῶν ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις, τὸ δικαίωμα νὰ καθορίζωσι τοὺς ὅρους ὑφ' οὓς δέχονται τὴν ἀνταλλαγὴν τηλεπικοινωνιῶν μετὰ Κράτους μὴ μετέχοντος τῆς παρούσης Συμβάσεως.

2. Ἐὰν τηλεπικοινωνία τις, καταγομένη ἐκ Κράτους μὴ συμβληθέντος, γίνῃ δεκτὴ ὑπὸ Μέλους ἢ συνεργαζομένου Μέλους, αὕτη πρέπει νὰ μεταβιβασθῇ, ἐφ' ὅσον δὲ γίνεται χρῆσις ὁδῶν Μέλους ἢ συνεργαζομένου Μέλους ἔχουσι ἐφαρμογὴν αἱ ὑποχρεωτικαὶ διατάξεις τῆς Συμβάσεως καὶ τῶν κανονισμῶν, ὡς καὶ τὰ κανονικὰ τέλη.

Ἄρθρον 25.

Διακανονισμὸς τῶν διαφορῶν.

1. Τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη δύνανται νὰ διευθετῶσι τὰς διαφορὰς των ἐπὶ ζητημάτων σχετικῶν μὲ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ τῶν ἐν ἄρθρῳ 12 προβλεπομένων Κανονισμῶν διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ ἢ συμφώνως πρὸς τὰς διὰ διμερῶν ἢ πολυμερῶν συνθηκῶν συνομολογηθεισῶν μεταξὺ των πρὸς διακανονισμὸν διεθνῶν διαφορῶν καθορισθείσας διαδικασίας, ἢ καθ' οἱανδήποτε ἄλλην μέθοδον ἣν ἤθελον υἱοθετήσει κοινῇ συμφωνίᾳ.

2. Ἐν ᾗ περιπτώσει οὐδὲν ἐξ αὐτῶν τῶν μέσων διακανονισμοῦ ἤθελεν υἱοθετηθῇ, πᾶν Μέλος ἢ συνεργαζόμενον Μέλος, δύναται, πρὸς λύσιν ὑπαρχούσης διαφορᾶς, νὰ καταφύγῃ εἰς διαιτησίαν, συμφώνως πρὸς τὴν ἐν τῷ παραρτήματι 4 καθοριζομένην διαδικασίαν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ III.

Σχέσεις μετὰ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῶν διεθνῶν ὀργανώσεων.

Ἄρθρον 26.

Σχέσεις μετὰ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

1. Αἱ σχέσεις μεταξὺ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῆς διεθνοῦς Ἑνώσεως τηλεπικοινωνιῶν καθορίζονται ἐν τῇ συμφωνίᾳ τῆς ὁποίας τὸ κείμενον περιλαμβάνεται εἰς τὸ παράρτημα 6 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

2. Συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου XVI τῆς ἀνωτέρω μνημονευομένης συμφωνίας, αἱ ὑπηρεσίαι ἐκμεταλλεύσεως τῶν τηλεπικοινωνιῶν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἀπολαύουσι τῶν δικαιωμάτων καὶ ὑπόκεινται εἰς τὰς ὑποχρεώσεις τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τῆς Συμβάσεως ταύτης καὶ τῶν προσηρτημένων εἰς αὐτὴν Κανονισμῶν. Αὗται ἔχουσι, κατὰ συνέπειαν, τὸ δικαίωμα νὰ παρίστανται ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, εἰς ὅλας τὰς διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν συνελεύσεων τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν.

Εἰς οὐδένα ὀργανισμὸν τῆς Ἑνώσεως τοῦ ὁποίου τὰ Μέλη ἐκλέγονται ὑπὸ διασκέψεως πληρεξουσίων ἢ ὑπὸ διοικητικῆς διασκέψεως δύνανται νὰ μεταβάσχωσι.

Ἄρθρον 27.

Σχέσεις μετὰ διεθνῶν ὀργανώσεων.

Πρὸς ὑποβοήθησιν τῆς πραγματοποιήσεως πλήρους διεθνοῦς συντονισμοῦ εἰς τὴν σφαίραν τῶν τηλεπικοινωνιῶν ἡ Ἕνωσις συνεργάζεται μετὰ τῶν διεθνῶν ὀργανώσεων, αἵτινες ἔχουσι συναφὲς ἐνδιαφέρον καὶ δραστηριότητα.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV

Γενικαὶ διατάξεις σχετικαὶ μὲ τὰς τηλεπικοινωνίας.

Ἄρθρον 28.

Δικαίωμα τοῦ κοινοῦ νὰ χρησιμοποιῇ τὴν διεθνῆ ὑπηρεσίαν τηλεπικοινωνιῶν.

Τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη ἀναγνωρίζουσιν εἰς τὸ κοινὸν τὸ δικαίωμα νὰ ἀνταποκρίνεται μέσῳ τῆς διεθνοῦς ὑπηρεσίας ἰδιωτικῆς ἀνταποκρίσεως. Ἡ ὑπηρεσία, τὰ τέλη, αἱ ἐγγυήσεις, ἐφαρμόζονται ὁμοιομόρφως δι' ὅλους τοὺς πελάτας εἰς ἑκάστην κατηγορίαν ἀνταποκρίσεων ἄνευ προτεραιότητος ἢ προτιμήσεώς τινος.

Ἄρθρον 29.

Κατακράτησις τῶν τηλεπικοινωνιῶν.

1. Τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη διατηροῦσι τὸ δικαίωμα νὰ μὴ μεταβιβάζωσι πᾶν ἰδιωτικὸν τηλεγράφημα, τὸ ὁποῖον ἤθελε θεωρηθῇ ἐπικίνδυνον διὰ τὴν ἀσφάλειαν τοῦ Κράτους ἢ ἀντίθετον πρὸς τοὺς νόμους αὐτοῦ, πρὸς τὴν δημοσίαν τάξιν, ἢ τὰ χρηστὰ ἤθη, ὑπὸ τὸν ὅρον νὰ εἰδοποιῶσι ἀμέσως τὸ γραφεῖον καταγωγῆς περὶ τῆς μὴ μεταβιβάσεως τοῦ τηλεγραφήματος, ὁλικῆς ἢ μερικῆς, πλὴν ἂν ἡ εἰδοποίησις αὕτη κρίνεται ἐπικίνδυνος διὰ τὴν ἀσφάλειαν τοῦ Κράτους.

2. Τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη διατηροῦσιν ἐπίσης τὸ δικαίωμα νὰ διακόπτωσι πᾶσαν ἰδιωτικὴν τηλεγραφικὴν συγκοινωνίαν, ἡ ὁποία ἤθελε θεωρηθῇ ἐπικίνδυνος διὰ τὴν ἀσφάλειαν τοῦ Κράτους ἢ ἀντίθετος πρὸς τοὺς Νόμους αὐτοῦ, πρὸς τὴν δημοσίαν τάξιν ἢ τὰ χρηστὰ ἤθη.

Ἄρθρον 30.

Ἀναστολὴ τῆς ὑπηρεσίας.

Ἕκαστον Μέλος ἢ συνεργαζόμενον Μέλος διατηρεῖ τὸ δικαίωμα ν' ἀναστέλλῃ τὴν ὑπηρεσίαν τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιῶν ἐπὶ ἀπροσδιόριστον χρόνον εἴτε γενικῶς, εἴτε εἴς τινας μόνον σχέσεις καὶ ἢ διά τινας κατηγορίας ἀνταποκρίσεων ἐξερχομένων, εἰσερχομένων ἢ διαβατικῶν, ὑπὸ τὸν ὅρον νὰ εἰδοποιῇ περὶ τούτου ἀμέσως ἕκαστον τῶν λοιπῶν

Μελῶν ἢ συνεργαζομένων Μελῶν μέσῳ τῆς Γενικῆς Γραμματείας.

Ἄρθρον 31.

Εὐθύνη.

Τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη οὐδεμίαν εὐθύνην ἀναλαμβάνουσιν ἔναντι τῶν πελατῶν τῶν διεθνῶν ὑπηρεσιῶν τηλεπικοινωνίας, κυρίως ὅσον ἀφορᾷ αἰτήσεις πρὸς ἀποζημίωσιν.

Ἄρθρον 32.

Ἀπόρρητον τῶν τηλεπικοινωνιῶν.

1. Τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη ὑποχρεοῦνται νὰ λαμβάνωσιν ὅλα τὰ δυνατὰ μέτρα, ἀναλόγως τοῦ χρησιμοποιουμένου συστήματος τηλεπικοινωνίας πρὸς προστασίαν τοῦ ἀπορρήτου τῶν διεθνῶν ἀνταποκρίσεων.

2. Ἐν τούτοις διατηροῦσι τὸ δικαίωμα νὰ ἀνακοινῶσι, τὰς ἀνταποκρίσεις ταύτας εἰς τὰς ἁρμοδίας ἀρχὰς κατ' ἐφαρμογὴν τῆς ἐσωτερικῆς των νομοθεσίας ἢ ἐκτέλεσιν διεθνῶν Συμβάσεων, εἰς ἃς ἔχουσι προσχωρήσει.

Ἄρθρον 33.

Ἵδρυσις, ἐκμετάλλευσις καὶ προστασία τῶν ἐγκαταστάσεων καὶ ὁδῶν τηλεπικοινωνίας.

1. Τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη λαμβάνουσι τὰ κατάλληλα μέτρα διὰ τὴν ὀργάνωσιν, ὑπὸ τοὺς καλυτέρους τεχνικοὺς ὅρους, τῶν ἀναγκαίων συγκοινωνιῶν καὶ ἐγκαταστάσεων πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ταχείας καὶ ἀπροσκόπτου διαμοιβῆς τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιῶν.

2. Ἡ ἐκμετάλλευσις τῶν συγκοινωνιῶν τούτων καὶ ἐγκαταστάσεων, δέον, κατὰ τὸ δυνατόν, νὰ ἀσκῆται κατὰ τὰς καλυτέρας μεθόδους τὰς καθιερωμένας βάσει τῆς ἐκ τῆς πράξεως κεκτημένης πείρας δέον δὲ αἱ συγκοινωνίαι αὗται καὶ ἐγκαταστάσεις νὰ διατηρῶνται εἰς καλὴν κατάστασιν λειτουργίας καὶ νὰ εὑρίσκωνται εἰς τὸ ἐπίπεδον τῶν ἐπιστημονικῶν καὶ τεχνικῶν προόδων.

3. Τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη ὀφείλουσι νὰ ἐξασφαλίζωσι τὴν προστασίαν τῶν ὁδῶν καὶ ἐγκαταστάσεων τούτων ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς δικαιοδοσίας των.

4. Πάντα τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη ὀφείλουσι νὰ λαμβάνωσι τὰ ἀναγκαῖα καὶ ἐπωφελῆ μέτρα διὰ τὴν διατήρησιν εἰς καλὴν κατάστασιν τῶν τμημάτων τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιακῶν κυκλωμάτων, ἅτινα περιλαμβάνονται ἐντὸς τῶν ὁρίων τοῦ ἐλέγχου των, πλὴν ἂν ὑπάρχωσιν ἰδιαίτεραι συμφωνίαι ρυθμίζουσαι κατ' ἄλλον τρόπον τὸ ζήτημα τοῦτο.

Ἄρθρον 34.

Ἀνακοίνωσις τῶν παραβάσεων.

Πρὸς διευκόλυνσιν τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 19, τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη ὑποχρεοῦνται εἰς ἀμοιβαίαν ἀνακοίνωσιν τῶν παραβάσεων τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τῶν προσηρτημένων εἰς ταύτην Κανονισμῶν.

Ἄρθρον 35.

Τέλη καὶ ἀτέλειαι.

Αἱ διατάξεις περὶ τελῶν τῶν τηλεπικοινωνιῶν καὶ αἱ διάφοροι περιπτώσεις καθ' ἃς χορηγεῖται ἀτέλεια ὁρίζονται διὰ τῶν προσηρτημένων εἰς τὴν παροῦσαν σύμβασιν Κανονισμῶν.

Ἄρθρον 36.

Προτεραιότης τῶν τηλεπικοινωνιῶν τῶν ἀφορωσῶν τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς.

Αἱ διεθνεῖς τηλεγραφικαὶ καὶ τηλεφωνικαὶ ὑπηρεσίαι ὀφείλουν νὰ παραχωρῶσιν ἀπόλυτον προτεραιότητα εἰς τὰς τηλεπικοινωνίας τὰς ἀφορώσας τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς ἐν τῇ θαλάσσῃ, εἰς τὴν ξηρὰν καὶ εἰς τὸν ἀέρα, καὶ εἰς τὰς ἐχούσας χαρακτῆρα ἐξαιρετικῶς ἐπείγοντα ἐπιδημιολογικὰς τηλεπικοινωνίας, τῆς Παγκοσμίου Ὀργανώσεως Ὑγείας.

Ἄρθρον 37.

Προτεραιότης τῶν ἐπισήμων τηλεγραφημάτων καὶ τηλεφωνικῶν συνδιαλέξεων.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 36 καὶ 46, τὰ ἐπίσημα τηλεγραφήματα ἀπολαύουσιν, ἐπὶ τῇ αἰτήσει τοῦ ἀποστολέως, προτεραιότητος ἐπὶ τῶν λοιπῶν τηλεγραφημάτων. Αἱ ἐπίσημοι τηλεφωνικαὶ συνδιαλέξεις δύνανται ἐπίσης, ἐφ' ὅσον ρητῶς ζητηθῇ καὶ ὑπάρχῃ δυνατότης, νὰ τύχωσι προτεραιότητος ἐπὶ τῶν λοιπῶν τηλεφωνικῶν συνδιαλέξεων.

Ἄρθρον 38.

Μυστικὴ γλῶσσα.

1. Τὰ ἐπίσημα καὶ ὑπηρεσιακὰ τηλεγραφήματα δύνανται νὰ συντάσσωνται εἰς μυστικὴν γλῶσσαν εἰς πάσας τὰς σχέσεις.

2. Τὰ ἰδιωτικὰ τηλεγραφήματα εἰς μυστικὴν γλῶσσαν δύνανται νὰ γίνωνται δεκτὰ μεταξὺ πασῶν τῶν χωρῶν πλὴν ἐκείνων, αἵτινες ἀνεκοίνωσαν προηγουμένως μέσῳ τῆς Γενικῆς Γραμματείας, ὅτι δὲν δέχονται τὴν γλῶσσαν ταύτην δι' αὐτὰς τὰς κατηγορίας τῶν ἀνταποκρίσεων.

3. Τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη, τὰ ὁποῖα δὲν δέχονται ἰδιωτικὰ τηλεγραφήματα εἰς μυστικὴν γλῶσσαν, καταγωγῆς ἢ προορισμοῦ τοῦ ἐδάφους των, ὀφείλουσι νὰ δέχωνται αὐτὰ ὡς διαβατικά, πλὴν τῆς περιπτώσεως ἀναστολῆς τῆς ὑπηρεσίας, προβλεπομένης ἐν ἄρθρῳ 30.

Ἄρθρον 39.

Κατάρτισις καὶ ἐξόφλησις τῶν λογαριασμῶν.

1. Αἱ Διευθύνσεις τῶν Μελῶν καὶ συνεργαζομένων Μελῶν καὶ αἱ ἀνεγνωρισμέναι ἰδιωτικαὶ ἐπιχειρήσεις αἱ ὁποῖαι ἐκμεταλλεύονται ὑπηρεσίας διεθνῶν τηλεπικοινωνιῶν, ὀφείλουσι νὰ ἔρχωνται εἰς συμφωνίαν ἐπὶ τοῦ ποσοῦ τῶν πιστώσεων καὶ τῶν χρεῶν των.

2. Οἱ λογαριασμοὶ χρεώσεων καὶ πιστώσεων, περὶ ὧν ἡ προηγουμένη παράγραφος καταρτίζονται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν προσηρτημένων εἰς τὴν παροῦσαν σύμβασιν κανονισμῶν, ἐκτὸς ἐὰν ὑπάρχωσιν ἰδιαίτεραι συμφωνίαι μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων μερῶν.

3. Οἱ διακανονισμοὶ τῶν διεθνῶν λογαριασμῶν χαρακτηρίζονται ὡς τρεχούμεναι συναλλαγαὶ καὶ διακανονίζονται συμφώνως πρὸς τὰς τρεχούσας διεθνεῖς ὑποχρεώσεις τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν, ἐφ' ὅσον ὑπάρχουσι σχετικαὶ συμφωνίαι μεταξὺ τῶν οἰκείων Κυβερνήσεων. Ἐλλείψει τοιούτων συμφωνιῶν ἢ ἰδιαιτέρων συμφωνιῶν συναφθεισῶν κατὰ τὰς εἰς τὸ ἄρθρον 41 τῆς παρούσης Σύμβάσεως προβλεπομένας διατάξεις, οἱ διακανονισμοὶ οὗτοι τῶν λογαριασμῶν γίνονται συμφώνως πρὸς τοὺς Κανονισμούς.

Ἄρθρον 40.

Νομισματικὴ μονάς.

Νομισματικὴ μονὰς διὰ τὴν σύνθεσιν τῶν τιμολογίων τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιῶν καὶ τὴν κατάρτισιν τῶν διεθνῶν λογαριασμῶν εἶναι τὸ χρυσοῦν φράγκον ἐξ ἑκατὸν ἑκατοστῶν, βάρους 10)31 τοῦ γραμμαρίου καὶ τίτλου 0,900.

Ἄρθρον 41.

Ἰδιαίτεραι συμφωνίαι.

Τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη ἐπιφυλάσσωσιν εἰς ἑαυτά, εἰς τὰς παρ' αὐτῶν ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις καὶ εἰς ἄλλας ἐπιχειρήσεις δεόντως πρὸς τοῦτο ἐξουσιοδοτημένας, τὸ δικαίωμα νὰ συνάπτωσιν ἰδιαιτέρας συμφωνίας ἐπὶ ζητημάτων τηλεπικοινωνιῶν τὰ ὁποῖα δὲν ἐνδιαφέρουσι τὸ σύνολον τῶν Μελῶν καὶ συνεργαζομένων Μελῶν. Ἐν τούτοις αἱ συμφωνίαι αὗται δὲν πρέπει ν' ἀντίκεινται εἰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως ἢ τῶν εἰς ταύτην προσηρτημένων Κανονισμῶν, ὅσον ἀφορᾷ τὰς ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις, τὰς ὁποίας θὰ ἠδύνατο νὰ προκαλέσῃ ἡ ἐφαρμογὴ αὐτῶν ἐπὶ ὑπηρεσιῶν ραδιοεπικοινωνιῶν τῶν ἄλλων χωρῶν.

Ἄρθρον 42.

Περιφερειακαὶ διασκέψεις, συμφωνίαι καὶ ὀργανώσεις.

Τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη διατηροῦσι τὸ δικαίωμα νὰ συνέρχωνται εἰς περιφερειακὰς διασκέψεις, νὰ συνάπτωσι περιφερειακὰς συμφωνίας καὶ νὰ δημιουργῶσι περιφερειακὰς ὀργανώσεις πρὸς τὸν σκοπὸν διακανονισμοῦ τηλεπικοινωνιακῶν ζητημάτων ἐπιδεκτικῶν ρυθμίσεως ἐπὶ περιφερειακοῦ ἐπιπέδου. Ἐν τούτοις, αἱ περιφερειακαὶ συμφωνίαι δὲν πρέπει νὰ εὑρίσκωνται εἰς ἀντίφασιν πρὸς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V.

Εἰδικαὶ διατάξεις διὰ τὰς ραδιοεπικοινωνίας.

Ἄρθρον 43.

Ὀρθολογιστικὴ χρησιμοποίησις τῶν συχνοτήτων καὶ τῆς περιοχῆς τοῦ φάσματος.

Τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη, κρίνουν εὐκταῖον ὅπως ὁ χρησιμοποιούμενος ἀριθμὸς συχνοτήτων καὶ ἡ χρησιμοποιουμένη περιοχὴ τοῦ φάσματος περιορίζονται εἰς τὸ ἐλάχιστον δυνατὸν ὅριον τὸ ἀπαραίτητον διὰ τὴν ἐξασφάλισιν καθ' ἱκανοποιητικὸν τρόπον τῆς λειτουργίας τῶν ἀναγκαιουσῶν ὑπηρεσιῶν.

Ἄρθρον 44.

Ἀλληλεπικοινωνία.

1. Οἱ σταθμοί, οἵτινες ἐκτελοῦσι ραδιοεπικοινωνίαν εἰς τὴν κινητὴν ὑπηρεσίαν, ὑποχρεοῦνται ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς κανονικῆς των χρησιμοποιήσεως, νὰ ἀνταλλάσσωσιν ἀμοιβαίως τὰς ραδιοεπικοινωνίας ἄνευ διακρίσεως τοῦ υἱοθετηθέντος ὑπ' αὐτῶν ραδιοηλεκτρικοῦ συστήματος.

2. Οὐχ' ἧττον, διὰ νὰ μὴ παρακωλύωνται αἱ ἐπιστημονικαὶ πρόοδοι, αἱ διατάξεις τῆς προηγουμένης παραγράφου, δὲν ἐμποδίζουσι τὴν χρῆσιν ραδιοηλεκτρικοῦ συστήματος, μὴ ἱκανοῦ νὰ ἐπικοινωνῇ μετ' ἄλλων συστημάτων, ἐφ' ὅσον ἡ ἀνικανότης αὕτη ὀφείλεται εἰς τὴν εἰδικὴν φύσιν τοῦ συστήματος καὶ δὲν εἶναι ἀποτέλεσμα υἱοθετήσεως συστημάτων ἐχόντων ὡς ἀποκλειστικὸν σκοπὸν τὴν παρεμπόδισιν τῆς ἀλληλεπικοινωνίας.

3. Παρὰ τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 1, σταθμὸς τις δύναται νὰ διατίθεται εἰς ἐκτέλεσιν περιωρισμένης δι.εθνοῦς ὑπηρεσίας τηλεπικοινωνίας, καθοριζομένης ὑπὸ τοῦ σκοποῦ ταύτης ἢ ἄλλων συνθηκῶν ἀνεξαρτήτων τοῦ χρησιμοποιουμένου συστήματος.

Ἄρθρον 45.

Ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις.

1. Πάντες οἱ σταθμοί, οἱονδήποτε καὶ ἂν εἶναι τὸ ἀντικείμενόν των, πρέπει νὰ ἐγκαθίστανται καὶ νὰ ὑπόκεινται εἰς ἐκμετάλλευσιν τοιαύτην ὥστε νὰ μὴ προκαλῶσιν ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις εἰς τὰς ραδιοηλεκτρικὰς ἐπικοινωνίας ἢ ὑπηρεσίας τῶν ἄλλων Μελῶν ἢ συνεργαζομένων Μελῶν, τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων καὶ τῶν ἄλλων ἐπιχειρήσεων τῶν δεόντως ἐξουσιοδοτημένων διὰ τὴν διεξαγωγὴν ραδιοεπικοινωνίας καὶ αἱ ὁποῖαι λειτουργοῦσι συμμορφούμεναι πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν.

2. Ἕκαστον Μέλος ἢ συνεργαζόμενον Μέλος ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἀπαιτῇ ἀπὸ τὰς ἀνεγνωρισμένας ὑπ' αὐτοῦ ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις καὶ ἀπὸ τὰς ἄλλας ἐπιχειρήσεις τὰς δεόντως ἐξουσιοδοτημένας πρὸς τοῦτο, τὴν τήρησιν τῶν διατάξεων τῆς προηγουμένης παραγράφου.

3. Ἐπὶ πλέον, τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη ἀναγνωρίζουσιν ὡς ἐπιθυμητὴν τὴν λῆψιν τῶν πρακτικῶς δυνατῶν μέτρων, ἵνα ἡ λειτουργία ἠλεκτρικῶν μηχανημάτων καὶ ἐγκαταστάσεων πάσης φύσεως, μὴ προκαλῇ ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις εἰς τὰς ἐν παραγράφῳ 1, τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερομένας ραδιοηλεκτρικὰς ἐπικοινωνίας ἢ ὑπηρεσίας.

Ἄρθρον 46.

Κλήσεις καὶ ἀγγέλματα κινδύνου.

Οἱ σταθμοὶ ραδιοεπικοινωνίας ὑποχρεοῦνται νὰ δέχωνται κατ' ἀπόλυτον προτεραιότητα τὰς κλήσεις καὶ τὰ ἀγγέλματα κινδύνου, οἱαδήποτε καὶ ἂν εἶναι ἡ προέλευσίς των, ν' ἀπαντῶσιν ὁμοίως εἰς τά ἀγγέλματα ταῦτα καὶ νὰ δίδωσιν ἀμέσως εἰς αὐτὰ τὴν ἐπιβαλλομένην συνέχειαν.

Ἄρθρον 47.

Ψευδῆ ἢ ἀπατηλὰ σήματα κινδύνου ἢ ἀσφαλείας.

Ἀντικανονικὴ χρῆσις ἐνδεικτικῶν κλήσεως.

Τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη ὑποχρεοῦνται νὰ λαμβάνωσι τὰ κατάλληλα μέτρα πρὸς παρεμπόδισιν τῆς μεταβιβάσεως ἢ θέσεως εἰς κυκλοφορίαν ψευδῶν ἢ ἀπατηλῶν σημάτων κινδύνου ἢ ἀσφαλείας καὶ τὴν χρῆσιν ὑπὸ σταθμοῦ τινος, ἐ δεικτικῶ κλήσεως τὰ ὁποῖα δὲν ἔχουσι διατεθῇ κανονι ῶς εἰς αὐτόν.

Ἄρθρον 48.

Ἐγκαταστάσεις τῶν ὑπηρεσιῶν ἐθνικῆς ἀμύνης.

1. Τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη διατηροῦσι πλήρη ἐλευθερίαν εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰς ραδιοηλεκτρικὰς ἐγκαταστάσεις τῶν στρατιωτικῶν, ναυτικῶν καὶ ἀεροπορικῶν δυνάμεων αὐτῶν.

2. Ἐν τούτοις, αἱ ἐγκαταστάσεις αὗται πρέπει, ὅσον εἶναι δυνατόν, νὰ τηρῶσι τὰς κανονιστικὰς διατάξεις, ἐν σχέσει μὲ τὴν παροχὴν βοηθείας ἐν περιπτώσει κινδύνου, τὴν λῆψιν μέτρων πρὸς παρεμπόδισιν ἐπιβλαβῶν παρενοχλήσεων ὡς καὶ τὰς διατάξεις τῶν Κανονισμῶν τὰς ἀφορώσας τοὺς τύπους ἐκπομπῆς καὶ τὰς χρησιμοποιητέας συχνότητας, ἀναλόγως τῆς φύσεως τῆς ὑπηρεσίας τὴν ὁποίαν ἐκτελοῦσιν.

3. Πλὴν τούτου, ὅταν αἱ ἐγκαταστάσεις αὗται μετέχουσι τῆς ὑπηρεσίας τῆς ἰδιωτικῆς ἀνταποκρίσεως ἢ ἄλλων ὑπηρεσιῶν διεπομένων ὑπὸ τῶν προσηρτημένων εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν Κανονισμῶν, ὀφείλουσι νὰ συμμορφῶνται γενικῶς πρὸς τὰς κανονιστικὰς διατάξεις ἐκτελέσεως τῶν ὑπηρεσιῶν τούτων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VI.

Ὁρισμοί.

Ἄρθρον 49.

Εἰς τὴν Σύμβασιν ταύτην, πλὴν ἀντιθέσεως μὲ τὸ κείμενον :

α) Οἱ ὅροι, οἵτινες καθορίζονται ἐν τῷ παραρτήματι 3 ἔχουσι τὴν ἔννοιαν ἡ ὁποία ἀποδίδεται εἰς αὐτούς.

β) Οἱ λοιποὶ ὅροι, οἵτινες καθορίζονται διὰ τῶν ἐν ἄρθρῳ 12 προβλεπομένων Κανονισμῶν, ἔχουσι τὴν ἔννοιαν ἡ ὁποία ἀποδίδεται εἰς αὐτοὺς εἰς τοὺς Κανονισμοὺς τούτους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VII.

Τελικὴ διάταξις.

Ἄρθρον 50.

Ἔναρξις ἰσχύος τῆς Συμβάσεως.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἀρχίσῃ ἰσχύουσα τὴν πρώτην Ἰανουαρίου χίλια ἐννεακόσια πεντήκοντα τέσσαρα μεταξὺ τῶν χωρῶν, ἐδαφῶν ἢ ὁμάδων ἐδαφῶν δι' ἃς αἱ κυρώσεις ἢ προσχωρήσεις θὰ ἔχωσι κατατεθῇ πρὸ τῆς χρονολογίας ταύτης.

Εἰς πίστωσιν τούτου, οἱ οἰκεῖοι πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὴν Σύμβασιν εἰς ἓν ἀντίτυπον, συντεταγμένον εἰς ἀγγλικήν, κινεζικήν, ἱσπανικήν, γαλλικὴν καὶ ρωσσικήν, τοῦ γαλλικοῦ κειμένου ὄντος ἐπικρατεστέρου, ἐν περιπτώσει ἀμφισβητήσεως. Τὸ ἀντίτυπον τοῦτο θὰ παραμείνῃ κατατεθειμένον εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἀργεντινῆς Δημοκρατίας ἀνὰ ἓν δὲ ἀντίτυπον θὰ δοθῇ εἰς ἑκάστην τῶν ὑπογραψασῶν Κυβερνήσεων.

Ἐγένετο εἰς Βουένος Ἄϊρες τὴν 22αν Δεκεμβρίου 1952

Ἕπονται αἱ ὑπογραφαί

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 1

(Βλέπε ἄρθρον 1, ἐδάφιον 2,α)

1. Ἀφγανιστάν
2. Ἀλβανία (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)
3. Σαουδιτικὴ Ἀραβία (Βασίλειον τῆς)
4. Ἀργεντινὴ (Δημοκρατία)
5. Αὐστραλία (Ὁμοσπονδία τῆς)
6. Αὐστρία
7. Βέλγιον
8. Λευκορωσσία (Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς)
9. Βιρμανία
10. Βολιβία

11. Βραζιλία
12. Βουλγαρία (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)
13. Καμβότζη (Βασίλειον τῆς)
14. Καναδᾶς
15. Κεϋλάνη
16. Χιλὴ
17. Κίνα
18. Πόλις τοῦ Βατικανοῦ (Κράτος τῆς)
19. Κολομβία (Δημοκρατία τῆς)
20. Ἀποικίαι, Προτεκτοράτα, ὑπερπόντια ἐδάφη καὶ ἐδάφη ὑπὸ ἐντολὴν ἢ κηδεμονίαν τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας.
21. Βελγικὸν Κογκὸ καὶ ἔδαφος τοῦ Ρουάντα-Οὐρούντι
22. Κορέα (Δημοκρατία τῆς)
23. Κόστα-Ρίκα
24. Κούβα
25. Δανία
26. Δομινικανὴ Δημοκρατία
27. Αἴγυπτος
28. Ἔλ Σαλβαντὼρ (Δημοκρατία τοῦ)
29. Ἰσημερινὸς
30. Ἱσπανία
31. Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι Ἀμερικῆς
32. Αἰθιοπία
33. Φιλλανδία
34. Γαλλία
35. Ἑλλὰς
36. Γουατεμάλα
37. Χαϊτὴ (Δημοκρατία τῆς)
38. Χοντουρὰς (Δημοκρατία τῆς)
39. Οὐγγαρία (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)
40. Ἰνδίαι (Δημοκρατία τῶν)
41. Ἰνδονησία (Δημοκρατία τῆς)
42. Ἰρὰν
43. Ἰρὰκ
44. Ἰρλανδία
45. Ἰσλανδία
46. Ἰσραὴλ (Κράτος τοῦ)
47. Ἰταλία
48. Ἰαπωνία
49. Ἰορδανία (Χασεμιτικὸν Βασίλειον τῆς)
50. Λαὸς (Βασίλειον τοῦ)
51. Λίβανος
52. Λιβερία
53. Λιβύη (Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς)
54. Λουξεμβοῦργον
55. Μεξικὸν
56. Μονακὸ
57. Νικαράγουα
58. Νορβηγία
59. Νέα Ζηλανδία
60. Πακιστὰν
61. Παναμᾶς
62. Παραγουάη
63. Κάτω χῶραι, Σουρινάμ, Ὁλλανδικαὶ Ἀντίλλαι, Νέα Γουϊνέα
64. Περοῦ
65. Φιλιππῖναι (Δημοκρατία τῶν)
66. Πολωνία (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)
67. Πορτογαλία
68. Γαλλικὰ Προτεκτοράτα Μαρόκου καὶ Τύνιδος
69. Ὁμοσπονδιακὴ δημοκρατία τῆς Γερμανίας
70. Ὁμοσπονδιακὴ λαϊκὴ δημοκρατία τῆς Γιουγκοσλαυΐας
71. Σοβιετικὴ σοσιαλιστικὴ δημοκρατία τῆς Οὐκρανίας
72. Νότιος Ροδεσία
73. Ρουμανία (Λαϊκὴ δημοκρατία τῆς)
74. Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ Βορ. Ἰρλανδίας
75. Σουηδία
76. Ἑλβετικὴ Συνομοσπονδία
77. Συριακὴ (Δημοκρατία)
78. Τσεχοσλοβακία
79. Ἐδάφη τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς
80. Ὑπερπόντια ἐδάφη τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας καὶ ἐδάφη διοικούμενα ὡς τοιαῦτα.
81. Ὑπερπόντια πορτογαλικὰ ἐδάφη
82. Ταϊλάνδη
83. Τουρκία
84. Νοτιοαφρικανικὴ Ἕνωσις καὶ ἔδαφος τῆς Νοτιοδυτικῆς Ἀφρικῆς
85. Ἕνωσις Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν
86. Οὐρουγουάη (Ἀνατολικὴ Δημοκρατία τῆς)
87. Βενεζουέλα (Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι τῆς)
88. Βιὲτ-Νὰμ (Κράτος τοῦ)
89. Ὑεμένη
90. Ἱσπανικὴ ζώνη τοῦ Μαρόκου καὶ σύνολον τῶν ἱσπανικῶν κτήσεων.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 2

(Βλ. ἄρθρον 1, ἐδάφιον 4α)

1. Δυτικὴ βρεττανικὴ Ἀφρικὴ
2. Ἀνατολικὴ βρεττανικὴ Ἀφρικὴ

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 3

(βλέπε ἄρθρον 49)

Καθορισμὸς ὅρων χρησιμοποιουμένων εἰς τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν καὶ τὰ παραρτήματα αὐτῆς.

Διεύθυνσις: Πᾶσα κυβερνητικὴ ὑπηρεσία ὑπεύθυνος διὰ τὴν λῆψιν μέτρων πρὸς ἐκτέλεσιν τῶν ὑποχρεώσεων τῶν ἀναληφθεισῶν διὰ τῆς διεθνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν καὶ τῶν προσηρτημένων αὐτῇ Κανονισμῶν.

Ἰδιωτικὴ ἐπιχείρησις: Πᾶς ἰδιώτης ἢ ἑταιρεία, στερουμένη κυβερνητικοῦ χαρακτῆρος, ἥτις ἐκμεταλλεύεται ἐγκατάστασιν τηλεπικοινωνίας, προοριζομένην νὰ ἐκτελῇ διεθνῆ ὑπηρεσίαν τηλεπικοινωνίας ἢ ἐπιδεκτικὴν νὰ προκαλέσῃ ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις εἰς ὁμοειδῆ ὑπηρεσίαν.

Ἀνεγνωρισμένη ἰδιωτικὴ ἐπιχείρησις: Πᾶσα ἰδιωτικὴ ἐπιχείρησις, ὡς ὁρίζεται ἀνωτέρω, ἡ ὁποία ἐκμεταλλεύεται ὑπηρεσίαν ἰδιωτικῆς ἀνταποκρίσεως ἢ ραδιοφωνίας καὶ εἰς τὴν ὁποίαν αἱ ἐν ἄρθρῳ 19 προβλεπόμεναι ὑποχρεώσεις ἐπιβάλλονται ὑπὸ Μέλους ἢ συνεργαζομένου Μέλους, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου εἶναι ἐγκατεστημένη ἡ ἕδρα τῆς ἐπιχειρήσεως ταύτης.

Πληρεξούσιος: Πρόσωπον ἀποστελλόμενον ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως Μέλους τινὸς ἢ συνεργαζομένου Μέλους τῆς Ἑνώσεως, εἰς διάσκεψιν πληρεξουσίων ἢ πρόσωπον ἀντιπροσωπεῦον τὴν Κυβέρνησιν ἢ τὴν Διεύθυνσιν Μέλους τινὸς ἢ συνεργαζομένου Μέλους τῆς Ἑνώσεως εἰς τινα διοικητικὴν διάσκεψιν ἢ συνέλευσιν διεθνοῦς τινὸς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς.

Ἀντιπρόσωπος: Πρόσωπον ἀποστελλόμενον ὑπὸ ἀνεγνωρισμένης ἰδιωτικῆς ἐπιχειρήσεως εἰς τινα διοικητικὴν διάσκεψιν ἢ εἰς τινα συνέλευσιν διεθνοῦς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς.

Ἐμπειρογνώμων: Πρόσωπον ἀποστελλόμενον ὑπὸ ἐπιστημονικοῦ τινὸς ἢ βιομηχανικοῦ ἐθνικοῦ ἱδρύματος, ἐξουσιοδοτημένον ὑπὸ τῆς κυβερνήσεως ἢ τῆς Διευθύνσεως τῆς χώρας του, ὅπως παραστῇ εἰς τὰς συνελεύσεις τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν διεθνοῦς τινος συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς.

Παρατηρητής: Πρόσωπον ἀποστελλόμενον ὑπό:

Τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν εἰς ἐκτέλεσιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 26 τῆς Συμβάσεως.

Τῆς κυβερνήσεως χώρας μὴ μετεχούσης τῆς Συμβάσεως.

Μιᾶς τῶν διεθνῶν ὀργανώσεων τῶν προσκαλουμένων ἢ τῶν γινομένων δεκτῶν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ ὅπως μετάσχωσι τῶν ἐργασιῶν διασκέψεώς τινος.

Τῆς κυβερνήσεως Μέλους ἢ συνεργαζομένου Μέλους τῆ

'Ενώσεως μετέχοντος ἄνευ δικαιώματος ψήφου εἰς εἰδικὴν διάσκεψιν περιφερειακοῦ χαρακτῆρος συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 10 τῆς Συμβάσεως.

'Αντιπροσωπεία: Τὸ σύνολον τῶν πληρεξουσίων καί, ἐνδεχομένως, τῶν ἀντιπροσώπων, ἀκολούθων ἢ διερμηνέων τῶν ἀποστελλομένων ὑπὸ μιᾶς καὶ τῆς αὐτῆς χώρας. Ἕκαστον Μέλος καὶ συνεργαζόμενον Μέλος εἶναι ἐλεύθερον ὅπως καταρτίζῃ τὴν ἀντιπροσωπείαν του κατὰ βούλησιν. 'Ιδιαιτέρως, δύναται νὰ περιλαμβάνῃ εἰς αὐτὴν ὑπὸ τὴν ἰδιότητα πληρεξουσίων, ἢ ἀκολούθων, πρόσωπα ἀνήκοντα εἰς ἀνεγνωρισμένας ὑπ' αὐτοῦ ἰδιωτικὰς ἐπιχερήσεις ἢ πρόσωπα ἀνήκοντα εἰς ἄλλας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις ἐνδιαφερομένας διὰ τὰς τηλεπικοινωνίας.

Διεθνὴς ὑπηρεσία: Τηλεπικοινωνιακὴ ὑπηρεσία μεταξὺ οἱουδήποτε δυνατοῦ συνδυασμοῦ γραφείων ἢ σταθμῶν σταθερῶν, ξηρᾶς ἢ κινητῶν, κειμένων εἰς διαφόρους χώρας ἢ ἀνηκόντων εἰς διαφόρους χώρας.

Κινητὴ 'Υπηρεσία: 'Υπηρεσία ραδιοεπικοινωνίας μεταξὺ κινητῶν σταθμῶν καὶ σταθμῶν ξηρᾶς ἢ κινητῶν σταθμῶν μεταξύ των.

Ραδιοφωνικὴ 'Υπηρεσία: 'Υπηρεσία ραδιοεπικοινωνίας ἐνεργοῦσα ἐκπομπὰς προοριζομένας νὰ λαμβάνωνται ἀπ' εὐθείας ὑπὸ τοῦ κοινοῦ ἐν γένει. 'Η ὑπηρεσία αὕτη δύναται νὰ περιλαμβάνῃ εἴτε ἠχητικὰς ἐκπομπάς, εἴτε ἐκπομπὰς τηλεοράσεως, πανομοιοτύπων ἢ ἄλλων εἰδῶν ἐκπομπάς.

Τηλεπικοινωνία: Πᾶσα μεταβίβασις, ἐκπομπὴ ἢ λῆψις σημείων, σημάτων, κειμένων, εἰκόνων, ἤχων ἢ πληροφοριῶν πάσης φύσεως, διὰ σύρματος, διὰ ραδιοηλεκτρισμοῦ, ὀπτικῶς ἢ δι' ἄλλων ἠλεκτρομαγνητικῶν συστημάτων.

Τηλεγραφία: Σύστημα τηλεπικοινωνίας ἐπιτυγχάνον τὴν μεταβίβασιν κειμένων διὰ χρησιμοποιήσεως κώδικος σημείων.

Τηλεφωνία: Σύστημα τηλεπικοινωνίας ἐγκαθιστάμενον διὰ τὴν μεταβίβασιν τοῦ λόγου, εἴς τινας δὲ περιπτώσεις καὶ ἄλλων ἤχων.

Τηλεγράφημα: Κείμενον προοριζόμενον διὰ τηλεγραφικὴν μεταβίβασιν. Εἰς τὸν ὅρον τοῦτον περιλαμβάνεται καὶ τὸ ραδιοτηλεγράφημα, πλὴν ἀντιθέτου ὁρισμοῦ.

'Επίσημα τηλεγραφήματα καὶ τηλεφωνικαὶ συνδιαλέξεις: Οὕτω χαρακτηρίζονται τὰ τηλεγραφήματα καὶ αἱ συνδιαλέξεις τῶν κάτωθι ἀρχῶν:

α) 'Αρχηγοῦ Κράτους.

β) Πρωθυπουργοῦ καὶ μελῶν Κυβερνήσεως.

γ) 'Αρχηγοῦ ἀποικίας, προτεκτοράτου, ὑπερποντίου ἐδάφους ἢ ἐδάφους ὑπὸ ἡγεμονίαν, κυριαρχίαν, ἐντολὴν ἢ κηδεμονίαν Μέλους τινος ἢ συνεργαζομένου Μέλους ἢ τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν.

δ) 'Αρχηγῶν στρατιωτικῶν δυνάμεων ξηρᾶς, θαλάσσης ἢ ἀέρος.

ε) Διπλωματικῶν ἢ προξενικῶν ἀρχῶν.

στ) Τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, τῶν ἀρχηγῶν τῶν κυρίων ὀργάνων καὶ τῶν ἀρχηγῶν τῶν βοηθητικῶν ὀργάνων τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν.

ζ) Τοῦ Διεθνοῦς δικαστηρίου τῆς Χάγης.

Αἱ ἀπαντήσεις εἰς ἐπίσημα τηλεγραφήματα, ὡς ταῦτα ὁρίζονται ἀνωτέρω, θεωροῦνται ὡσαύτως ὡς ἐπίσημα τηλεγραφήματα.

'Υπηρεσιακὰ τηλεγραφήματα: Βλέπε τὸν ἰσχύοντα Τηλεγραφικὸν Κανονισμόν.

'Ιδιωτικὰ τηλεγραφήματα: Πάντα τὰ λοιπὰ τηλεγραφήματα, ἐκτὸς τῶν ἐπισήμων καὶ ὑπηρεσιακῶν.

'Υπηρεσιακαὶ συνδιαλέξεις: Βλέπε τὸν ἰσχύοντα Τηλεφωνικὸν Κανονισμόν.

'Ιδιωτικὴ ἀνταπόκρισις: Πᾶσα τηλεπικοινωνία ἣν τὰ γραφεῖα καὶ οἱ σταθμοί, ὡς ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι ἔχουσι τεθῇ εἰς τὴν διάθεσιν τοῦ κοινοῦ, ὀφείλουσι νὰ δέχωνται πρὸς μεταβίβασιν.

Ραδιοεπικοινωνία: Πᾶσα τηλεπικοινωνία τῇ βοηθείᾳ τῶν ἑρτζιανῶν κυμάτων.

Ἑρτζιανὰ κύματα: 'Ηλεκτρομαγνητικὰ κύματα, τῶν ὁποίων ἡ συχνότης περιλαμβάνεται μεταξὺ 10 χιλιοκύκλων καὶ 3.000.000 Μεγακύκλων.

Ραδιοηλεκτρισμός: Γενικὸς ὅρος ἐφαρμοζόμενος εἰς τὴν χρῆσιν τῶν ἑρτζιανῶν κυμάτων (τὸ ἀντίστοιχον ἐπίθετον εἶναι «ραδιοηλεκτρικός»).

'Επιβλαβὴς παρενόχλησις: Πᾶσα ἀκτινοβολία ἢ πᾶσα ἐπαγωγή, ἡ ὁποία διακυβεύει τὴν λειτουργίαν ὑπηρεσίας ραδιοναυτιλίας ἢ ὑπηρεσίας ἀσφαλείας (1), ἢ παρακωλύει ἢ διακόπτει καθ' ὑποτροπὴν ὑπηρεσίαν ραδιοεπικοινωνίας, λειτουργοῦσαν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Κανονισμοῦ τῶν ραδιοεπικοινωνιῶν.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 4

(Βλ. ἄρθρον 25)

Διαιτησία.

1. Τὸ μέρος τὸ ὁποῖον ἐγκαλεῖ ἀρχίζει τὴν σχετικὴν διαδικασίαν διαβιβάζον εἰς τὸ ἕτερον μέρος ἀνακοίνωσιν περὶ αἰτήσεως διαιτησίας.

2. Τὰ μέρη ἀποφασίζουσι κοινῇ συμφωνίᾳ ἐὰν θὰ ἀναθέσωσι τὴν διαιτησίαν εἰς πρόσωπα, Διευθύνσεις ἢ Κυβερνήσεις. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν, παρελθούσης προθεσμίας ἑνὸς μηνὸς ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ἀνακοινώσεως αἰτήσεως περὶ διαιτησίας, τὰ ἐνδιαφερόμενα μέρη δὲν συνεφώνησαν ἐπὶ τοῦ σημείου τούτου, ἡ διαιτησία ἀνατίθεται εἰς Κυβερνήσεις.

3. 'Εὰν ἡ διαιτησία ἀνατίθεται εἰς πρόσωπα, οἱ διαιτηταὶ δὲν πρέπει νὰ εἶναι ὑπήκοοι τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν, οὔτε νὰ κατοικῶσιν εἰς ταύτας, οὔτε νὰ χρησιμοποιῶνται εἰς τὴν ὑπηρεσίαν των.

4. 'Εὰν ἡ διαιτησία ἀνατίθεται εἰς Κυβερνήσεις ἢ εἰς Διευθύνσεις τῶν Κυβερνήσεων τούτων, αὗται πρέπει νὰ ἐκλέγωνται μεταξὺ Μελῶν ἢ συνεργαζομένων Μελῶν ξένων πρὸς τὴν διαφοράν, ἀλλὰ μετεχόντων τῆς συμφωνίας ἡ ἐφαρμογὴ τῆς ὁποίας προεκάλεσε τὴν διαφοράν.

5. 'Εντὸς προθεσμίας τριῶν μηνῶν ὑπολογιζομένης ἀπὸ τῆς χρονολογίας λήψεως τῆς ἀνακοινώσεως δι' ἧς αἰτεῖται διαιτησία, ἕκαστον τῶν δύο μερῶν ὁρίζει ἕνα διαιτητήν.

6. 'Εὰν περισσότερα τῶν δύο μερῶν ἔχουσιν ἐμπλακῆ εἰς τὴν διαφοράν, ἑκάστη ὁμὰς ἔχουσα κοινὰ συμφέροντα εἰς τὴν διαφοράν, ὁρίζει ἕνα διαιτητὴν συμφώνως πρὸς τὴν ἐν παραγράφοις 4 καὶ 5 προβλεπομένην διαδικασίαν.

7. Οἱ δύο οὕτω ὁριζόμενοι διαιτηταὶ συνεννοοῦνται διὰ τὸν διορισμὸν τρίτου διαιτητοῦ, ὅστις, ἐὰν οἱ δύο πρῶτοι εἶναι πρόσωπα καὶ ὄχι Κυβερνήσεις ἢ Διευθύνσεις, πρέπει νὰ πληροῖ τοὺς ὅρους τῆς ἀνωτέρω παραγράφου 3 καὶ νὰ ἔχῃ ἐθνικότητα διάφορον τῶν δύο ἄλλων. Εἰς περίπτωσιν ἀσυμφωνίας μεταξὺ τῶν δύο διαιτητῶν ἐν τῇ ἐκλογῇ τρίτου, ἕκαστος τούτων προτείνει τρίτον διαιτητήν, οὐδὲν συμφέρον ἔχοντα εἰς τὴν διαφοράν. 'Ο Γενικὸς Γραμματεὺς τῆς 'Ενώσεως προβαίνει τότε εἰς κλήρωσιν διὰ τὴν ἀνάδειξιν τοῦ ἑνὸς ἐκ τῶν δύο προταθέντων ὡς τρίτου διαιτητοῦ.

8. Τὰ διαφωνοῦντα μέρη δύνανται νὰ συνεννοῶνται πρὸς λύσιν τῆς διαφορᾶς των ὑφ' ἑνὸς μόνον διαιτητοῦ, ὁριζομένου κοινῇ συμφωνίᾳ. 'Επίσης δύνανται νὰ ὁρίζωσιν, ἕκαστον, ἕνα διαιτητὴν καὶ νὰ ζητῶσι ἀπὸ τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῆς 'Ενώσεως, ὅπως ἐκ τῶν δύο ἐκλέξῃ ἕνα διὰ κληρώσεως.

9. 'Ο διαιτητὴς ἢ οἱ διαιτηταὶ ἀποφασίζουσιν ἐλευθέρως ἐπὶ τῆς ἀκολουθητέας διαδικασίας.

10. 'Η ἀπόφασις τοῦ μοναδικοῦ διαιτητοῦ εἶναι τελεσίδικος καὶ δεσμεύει τοὺς διαδίκους. 'Εὰν οἱ διαιτηταὶ εἶναι περισσότεροι, ἡ ἀπόφασις εἶναι τελεσίδικος καὶ δεσμευτική, ἐφ' ὅσον ἐλήφθη κατὰ πλειοψηφίαν τῶν διαιτητῶν.

11. Ἕκαστον μέρος βαρύνεται μὲ τὰς δαπάνας, τὰς

(1) Ὡς ὑπηρεσία ἀσφαλείας θεωρεῖται πᾶσα ὑπηρεσία ραδιοεπικοινωνίας ἧς ἡ λειτουργία ἐνδιαφέρει ἀμέσως, κατὰ τρόπον μόνιμον ἢ πρόσκαιρον, τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς ἢ τὴν ἐξασφάλισιν τῶν ἀγαθῶν.

ὁποίας τὸ ἴδιον προεκάλεσεν ἐν τῇ προπαρασκευῇ τῆς διαιτησίας. Αἱ ὑπόλοιποι δαπάναι τῆς διαιτησίας κατανέμονται ἐξ ἴσου μεταξὺ τῶν διαδίκων.

12. Ἡ Ἕνωσις θὰ παρέχῃ πάσας τὰς σχετικὰς πρὸς τὴν διαφορὰν πληροφορίας ὧν ὁ διαιτητὴς ἢ οἱ διαιτηταὶ θὰ ἠδύναντο νὰ ἔχωσιν ἀνάγκην.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 5.

Γενικὸς κανονισμὸς προσηρτημένος εἰς τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν

Μέρος Πρῶτον

Γενικαὶ διατάξεις ἀφορῶσαι τὰς διασκέψεις

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 1.

Πρόσκλησις καὶ ἀποδοχὴ εἰς τὰς διασκέψεις πληρεξουσίων.

1. Ἡ καλοῦσα κυβέρνησις, ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ὁρίζει τὴν ὁριστικὴν ἡμερομηνίαν καὶ τὸν ἀκριβῆ τόπον τῆς διασκέψεως.

2. (1) Ἔν ἔτος πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης, ἡ καλοῦσα κυβέρνησις ἀποστέλλει πρόσκλησιν εἰς τὴν κυβέρνησιν ἑκάστης χώρας Μέλους τῆς Ἑνώσεως καὶ εἰς ἕκαστον συνεργαζόμενον Μέλος τῆς Ἑνώσεως.

(2) Αἱ προσκλήσεις αὗται δύνανται ν' ἀπευθύνωνται εἴτε ἀπ' εὐθείας, εἴτε μέσῳ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, εἴτε μέσῳ ἄλλης κυβερνήσεως.

3. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἀπευθύνει πρόσκλησιν εἰς τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 26 τῆς Συμβάσεως.

4. Ἡ καλοῦσα κυβέρνησις, ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἢ τῇ προτάσει τοῦ τελευταίου τούτου, δύναται νὰ καλέσῃ τὰς εἰδικευμένας ὀργανώσεις αἵτινες εὑρίσκονται εἰς σχέσεις μετὰ τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ αἵτινες ἀποδέχονται ἐπ' ἀμοιβαιότητι τὴν ἀντιπροσώπευσιν τῆς Ἑνώσεως εἰς τὰς συνελεύσεις αὐτῶν, ὅπως ἀποστείλωσι παρατηρητὰς ἵνα μετάσχωσι τῶν διασκέψεων μετὰ συμβουλευτικῆς ψήφου.

5. Ἡ καλοῦσα κυβέρνησις, ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἢ τῇ προτάσει τοῦ τελευταίου τούτου, δύναται νὰ καλέσῃ μὴ συμβεβλημένας κυβερνήσεις ὅπως ἀποστείλωσι παρατηρητὰς ἵνα μετάσχωσι τῶν διασκέψεων μετὰ συμβουλευτικῆς ψήφου.

6. Αἱ ἀπαντήσεις τῶν Μελῶν καὶ συνεργαζομένων Μελῶν πρέπει νὰ περιέρχωνται εἰς τὴν καλοῦσαν κυβέρνησιν ἕνα μῆνα, τὸ βραδύτερον, πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς διασκέψεως. Αὗται δέον νὰ περιέχωσι πάσας τὰς πληροφορίας τὰς σχετικὰς μὲ τὴν σύνθεσιν τῆς ἀντιπροσωπείας.

7. Πᾶς μόνιμος ὀργανισμὸς τῆς Ἑνώσεως ἔχει τὸ δικαίωμα ὅπως ἀντιπροσωπευθῇ εἰς τὴν διάσκεψιν ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα ὁσάκις αὕτη συζητεῖ ὑπιθέσεις ἀναγομένας εἰς τὴν ἁρμοδιότητα ἐκείνου. Ἐν ἀνάγκῃ ἡ διάσκεψις δύναται νὰ καλέσῃ καὶ ὀργανισμὸν ὅστις δὲν ἔκρινε ἀναγκαῖον νὰ ἀντιπροσωπευθῇ εἰς αὐτήν.

8. Γίνονται δεκτοὶ εἰς τὰς διασκέψεις πληρεξουσίων:

α) αἱ ἀντιπροσωπεῖαι, ὡς αὗται ὁρίζονται ἐν τῷ Παραρτήματι 3 τῆς Συμβάσεως.

β) οἱ παρατηρηταὶ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

γ) οἱ παρατηρηταὶ τῶν εἰδικευμένων ὀργανώσεων, συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 4.

δ) ἐνδεχομένως οἱ ἐν τῇ παραγράφῳ 5 προβλεπόμενοι παρκτηρηταί.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 2.

Πρόσκλησις καὶ εἰσδοχὴ εἰς τὰς διοικητικὰς διασκέψεις

1. (1) Αἱ διατάξεις τῶν παραγράφων 1 ἕως 6 τοῦ 1ου κεφαλαίου ἐφαρμόζονται εἰς τὰς διοικητικὰς διασκέψεις.

(2) Ἐν τούτοις, εἰς ὅ ,τι ἀφορᾷ τὰς ἐκτάκτους διοικητικὰς διασκέψεις ἡ προθεσμία διὰ τὴν ἀποστολὴν τῶν προσκλήσεων δύναται νὰ περιορισθῇ εἰς ἕξ μῆνας.

(3) Τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἑνώσεως δύνανται νὰ ἀνακοινῶσι τὴν πρόσκλησιν ἥτις ἀπηυθύνθη εἰς αὐτά, εἰς τὰς ὑπ' αὐτῶν ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις.

2. (1) Ἡ καλοῦσα κυβέρνησις, ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἢ τῇ προτάσει τοῦ τελευταίου τούτου, δύναται νὰ ἀπευθύνῃ ἀνακοίνωσιν εἰς τὰς διεθνεῖς ὀργανώσεις αἵτινες ἐνδιαφέρονται ὅπως ἀποστείλωσι παρατηρητὰς ἵνα μετάσχωσι τῶν ἐργασιῶν τῆς διασκέψεως ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα.

(2) Αἱ ἐνδιαφερόμεναι διεθνεῖς ὀργανώσεις ἀπευθύνουσιν εἰς τὴν καλοῦσαν κυβέρνησιν αἴτησιν εἰσδοχῆς ἐντὸς προθεσμίας δύο μηνῶν ἀρχομένης ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀνακοινώσεως.

(3) Ἡ καλοῦσα κυβέρνησις συγκεντρώνει τὰς αἰτήσεις, ἡ δὲ ἀπόφασις περὶ εἰσδοχῆς λαμβάνεται ὑπ' αὐτῆς ταύτης τῆς διασκέψεως.

3. (1) Γίνονται δεκτοὶ εἰς τὰς διοικητικὰς διασκέψεις:

α) αἱ ἀντιπροσωπεῖαι, ὡς αὗται ὁρίζονται ἐν τῷ Παραρτήματι 3 τῆς Συμβάσεως.

β) οἱ παρατηρηταὶ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

γ) οἱ παρατηρηταὶ τῶν εἰδικευμένων ὀργανώσεων συμφώνως πρὸς τὸ κεφάλαιον 1, παράγραφον 4.

δ) οἱ παρατηρηταὶ τῶν διεθνῶν ὀργανώσεων τῶν γινομένων δεκτῶν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 2.

ε) ἐνδεχομένως οἱ παρατηρηταὶ τῶν μὴ συμβεβλημένων κυβερνήσεων.

στ) οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων, τῶν δεόντως ἐξουσιοδοτημένων ὑπὸ τῆς χώρας Μέλους ἐξ ἧς ἐξαρτῶνται.

ζ) οἱ μόνιμοι ὀργανισμοὶ τῆς Ἑνώσεως ὑπὸ τοὺς ἐν κεφαλαίῳ 1, παραγράφῳ 7, προβλεπομένους ὅρους.

(2) Ἐπὶ πλέον, γίνονται δεκτοὶ εἰς τὰς εἰδικὰς διασκέψεις περιφερειακοῦ χαρακτῆρος οἱ παρατηρηταὶ τῶν Μελῶν καὶ συνεργαζομένων Μελῶν ἅτινα δὲν ἀνήκουσιν εἰς τὴν ἐνδιαφερομένην περιοχήν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 3

Προθεσμίαι καὶ τρόπος ὑποβολῆς προτάσεων εἰς τὰς διασκέψεις.

1. Εὐθὺς ὡς ἡ καλοῦσα κυβέρνησις ἀποστείλῃ τὰς προσκλήσεις, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς παρακαλεῖ τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη ὅπως τῷ ἀποστείλωσι ἐντὸς προθεσμίας τεσσάρων μηνῶν τὰς προτάσεις των τὰς σχετικὰς μὲ τὰς ἐργασίας τῆς διασκέψεως.

2. Πᾶσα ὑποβαλλομένη πρότασις ἧς ἡ ἀποδοχὴ συνεπάγεται τὴν ἀναθεώρησιν τοῦ κειμένου τῆς Συμβάσεως ἢ τῶν Κανονισμῶν, δέον νὰ περιέχῃ παραπομπὰς ἐπιτρεπούσας τὴν εὐχερῆ ἀνεύρεσιν, κατ' ἀριθμὸν κεφαλαίου, ἄρθρου ἢ παραγράφου, τῶν μερῶν τοῦ κειμένου ἅτινα χρήζουσι τῆς ἀναθεωρήσεως ταύτης.

3. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς συγκεντρώνει καὶ συντονίζει τὰς ληφθείσας προτάσεις καὶ ἀνακοινοῖ αὐτὰς τρεῖς τοὐλάχιστον μῆνας πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς διασκέψεως εἰς πάντα τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 4

Διατάξεις εἰδικαὶ διὰ τὰς διασκέψεις τὰς συνερχομένας εἰς τὴν ἕδραν τῆς Ἑνώσεως

1. Ὁσάκις διάσκεψίς τις πρόκειται νὰ συνέλθῃ ἄνευ τῆς συμμετοχῆς καλούσης τινος κυβερνήσεως, ὁ Γενικὸς Γραμματεύς, κατόπιν συνεννοήσεως μετὰ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλβετικῆς Συνομοσπονδίας, λαμβάνει πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ἵνα συγκαλέσῃ αὐτὴν εἰς τὴν ἕδραν τῆς Ἑνώσεως.

2. Ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἀναλαμβάνει πάντα τὰ ὀργανωτικὰ καθήκοντα ἅτινα κανονικῶς ἐμπίπτουσι εἰς μίαν καλοῦσαν κοβέρνησιν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 5

Διαπιστευτήρια εἰς τὰς διασκέψεις.

1. (1) Ἡ ὑπὸ Μέλους τινος τῆς Ἑνώσεως ἀποστελ-

λομένη ἀντιπροσωπεία ὅπως μετάσχῃ εἰς διάσκεψίν τινα, δέον νὰ τυγχάνῃ δεόντως διαπεπιστευμένη ἵνα ἀσκῇ τὸ δικαίωμα ψήφου αὐτῆς καὶ νὰ εἶναι ἐφωδιασμένη διὰ τῶν ἀπαραιτήτων πληρεξουσίων ἐγγράφων ἵνα ὑπογράψῃ τὰς τελικὰς Πράξεις.

(2) Ἡ ὑπὸ συνεργαζομένου τινος Μέλους ἀποστελλομένη εἰς τινα διάσκεψιν ἀντιπροσωπεία, δέον ὅπως τυγχάνῃ δεόντως διαπεπιστευμένη ἵνα μετάσχῃ τῶν ἐργασιῶν, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 1, παραγράφῳ 6, τῆς Συμβάσεως.

2. Διὰ τὰς διασκέψεις πληρεξουσίων :

(1) α) αἱ ἀντιπροσωπεῖαι διαπιστεύονται διὰ πράξεων ὑπογεγραμμένων ὑπὸ τοῦ Ἀρχηγοῦ τοῦ Κράτους ἢ ὑπὸ τοῦ Πρωθυπουργοῦ ἢ ὑπὸ τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Ἐξωτερικῶν.

β) Δύνανται ἐν τούτοις, νὰ διαπιστεύωνται προσωρινῶς ὑπὸ τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς παρὰ τῇ κυβερνήσει τῆς χώρας ἔνθα συνέρχεται ἡ διάσκεψις διπλωματικῆς ἀποστολῆς.

(2) Διὰ νὰ ὑπογράψωσι τὰς τελικὰς Πράξεις τῆς διασκέψεως, οἱ πληρεξούσιοι δέον νὰ ὦσιν ἐφωδιασμένοι διὰ πληρεξουσίων ἐγγράφων ὑπογεγραμμένων ὑπὸ τῶν ἐν τῷ ἐδαφίῳ (1) α) ἀναφερομένων ἀνωτάτων ἀρχῶν.

3. Διὰ τὰς διοικητικὰς διασκέψεις:

(1) Αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 2 εἶναι ἐφαρμόσιμοι.

(2) Ἐπὶ πλέον, ἀντιπροσωπεία τις δύναται νὰ διαπιστευθῇ καὶ νὰ ἐφοδιασθῇ διὰ πληρεξουσίων ἐγγράφων ὑπογεγραμμένων ὑπὸ τοῦ Ὑπουργοῦ ὅστις εἶναι ἁρμόδιος διὰ τὰ ἐν τῇ διασκέψει συζητούμενα ζητήματα.

4. Εἰδικὴ Ἐπιτροπὴ ἐπιφορτίζεται ὅπως ἐλέγξῃ τὰ διαπιστευτήρια ἑκάστης ἀντιπροσωπείας καὶ διατυπώνει τὰ συμπεράσματα της ἐντὸς τῆς ὑπὸ τῆς γενικῆς συνελεύσεως ταχθείσης προθεσμίας.

5. (1) Ἡ ἀντιπροσωπεία Μέλους τινὸς τῆς Ἑνώσεως ἀσκεῖ τὸ δικαίωμα ψήφου αὐτῆς ἀφ' ἧς στιγμῆς ἀρχίζει νὰ μετάσχῃ τῶν ἐργασιῶν τῆς διασκέψεως.

(2) Ἐν τούτοις ἀντιπροσωπεία τις δὲν ἔχει δικαίωμα ψήφου ἀφ' ἧς στιγμῆς ἡ γενικὴ συνέλευσις κρίνῃ ὅτι τὰ διαπιστευτήρια ἔγγραφα αὐτῆς δὲν εἶναι ἐν τάξει καὶ ἐφ' ὅσον ἡ θέσις αὐτῆς δὲν τακτοποιηθῇ.

6. Κατὰ γενικὸν κανόνα, αἱ χῶραι Μέλη δέον νὰ προσπαθῶσι ὅπως ἀποστέλλωσι εἰς τὰς διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως ἰδίας αὐτῶν ἀντιπροσωπείας.

Ἐν τούτοις, ἐὰν δι' ἐξαιρετικοὺς λόγους, Μέλος τι δὲν δύναται ν' ἀποστείλῃ ἰδίαν αὐτοῦ ἀντιπροσωπείαν, δύναται νὰ ἀντιπροσωπευθῇ διὰ τῆς ἀντιπροσωπείας ἑτέρου Μέλους τῆς Ἑνώσεως καὶ νὰ χορηγήσῃ εἰς αὐτὴν τὴν πληρεξουσιότητα ὅπως ἐνεργῇ καὶ ὑπογράφῃ ἐν ὀνόματι αὐτῆς

7. Ἀντιπροσωπεία δεόντως διαπεπιστευμένη δύναται νὰ ἐξουσιοδοτήσῃ ἑτέραν ἀντιπροσωπείαν δεόντως διαπεπιστευμένην ὅπως ἀσκήσῃ τὸ δικαίωμα ψήφου αὐτῆς κατὰ μίαν ἢ πλείονας συνεδριάσεις καθ' ἃς ἀδυνατεῖ νὰ παραστῇ. Ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει, ὀφείλει νὰ πληροφορήσῃ σχετικῶς τὸν πρόεδρον τῆς διασκέψεως.

8. Εἰς πάσας τὰς ἐν ταῖς παραγράφοις 6 καὶ 7 προβλεπομένας περιπτώσεις, μία ἀντιπροσωπεία δὲν δύναται νὰ ἔχῃ περισσοτέρας τῆς μιᾶς ψήφου ἐξ ἐξουσιοδοτήσεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 6.

Διαδικασία διὰ τὴν σύγκλησιν ἐκτάκτων διοικητικῶν διασκέψεων, τῇ αἰτήσει Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἢ προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

1. Τὰ Μέλη τῆς Ἑνώσεως τὰ ἐπιθυμοῦντα ὅπως συγκληθῇ ἔκτακτος διοικητικὴ διάσκεψις, γνωρίζουσι τοῦτο εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ἀναφέροντα τὴν ἡμερησίαν διάταξιν, τὸν τόπον καὶ τὴν ἡμερομηνίαν ἣν προτείνουσι διὰ τὴν σύγκλησιν.

2. Ὁ Γενικὸς Γραμματεύς, ἐπὶ τῇ λήψει εἴκοσι ταὐτοσήμων αἰτήσεων, διαβιβάζει τὴν ἀνακοίνωσιν τηλεγραφικῶς εἰς πάντα τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη, παρακαλῶν τὰ Μέλη ὅπως πληροφορήσωσιν αὐτόν, ἐντὸς προθεσμίας ἓξ ἑβδομάδων, ἐὰν δέχωνται ἢ ὄχι τὴν διατυπωθεῖσαν πρότασιν.

3. Ἐὰν ἡ πλειοψηφία τῶν Μελῶν κηρυχθῇ ὑπὲρ τῆς προτάσεως ἐν τῷ συνόλῳ αὐτῆς, ἐὰν δηλαδὴ ἀποδεχθῇ ταὐτοχρόνως τὴν προτεινομένην ἡμερησίαν διάταξιν, ἡμερομηνίαν καὶ τόπον συνελεύσεως, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς πληροφορεῖ περὶ τούτου πάντα τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἑνώσεως διὰ τηλεγραφικῆς ἐγκυκλίου.

4. (1) Ἐὰν ἡ γινομένη ἀποδεκτὴ πρότασις ὑποδεικνύει τὴν σύγκλησιν τῆς διασκέψεως εἰς τόπον διάφορον τῆς ἕδρας τῆς Ἑνώσεως, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἐρωτᾷ τὴν κυβέρνησιν τῆς ἐνδιαφερομένης χώρας ἐὰν δέχεται νὰ καταστῇ καλοῦσα κυβέρνησις.

(2) Ἐν καταφατικῇ περιπτώσει, ὁ Γενικὸς Γραμματεύς, ἀπὸ συμφώνου μετὰ τῆς Κυβερνήσεως ταύτης, λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν σύγκλησιν τῆς διασκέψεως.

(3) Ἐν ἀποφατικῇ περιπτώσει, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς καλεῖ τὰ Μέλη ἅτινα ἐζήτησαν τὴν σύγκλησιν τῆς διασκέψεως ὅπως διατυπώσωσι νέας προτάσεις ὅσον ἀφορᾷ τὸν τόπον τῆς συνελεύσεως.

5. Ὁσάκις ἡ γινομένη ἀποδεκτὴ πρότασις ὑποδεικνύει τὴν σύγκλησιν τῆς διασκέψεως εἰς τὴν ἕδραν τῆς Ἑνώσεως, ἐφαρμόζονται αἱ διατάξεις τοῦ κεφαλαίου 4.

6. (1) Ἐὰν ἡ πρότασις ἐν τῷ συνόλῳ της (ἡμερησία διάταξις, τόπος καὶ ἡμερομηνία) δὲν γίνῃ ἀποδεκτὴ ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἀνακοινοῖ τὰς ληφθείσας ἀπαντήσεις εἰς τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἑνώσεως, καλῶν ἅμα τὰ Μέλη ὅπως ἀποφανθῶσιν ὁριστικῶς ἐπὶ τοῦ ἢ τῶν ἐπιμάχων σημείων.

(2) Τὰ σημεῖα ταῦτα θεωροῦνται ὡς υἱοθετηθέντα ἐὰν γίνωσι ἀποδεκτὰ ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν.

7. Ἡ ἀνωτέρω διαγραφομένη διαδικασία ἐφαρμόζεται ὁσάκις ἡ πρότασις περὶ συγκλήσεως ἐκτάκτου διοικητικῆς διασκέψεως κατατίθεται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 7

Διαδικασία διὰ τὴν σύγκλησιν εἰδικῶν διοικητικῶν διασκέψεων τῇ αἰτήσει Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἢ τῇ προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

1. Αἱ διατάξεις τοῦ κεφαλαίου 6 ἐφαρμόζονται ἐξ ὁλοκλήρου εἰς τὰς παγκοσμίους εἰδικὰς διασκέψεις.

2. Ἐν τῇ περιπτώσει περιφερειακῶν εἰδικῶν διασκέψεων, ἡ ἐν κεφαλαίῳ 6 προβλεπομένη διαδικασία ἐφαρμόζεται μόνον εἰς τὰ Μέλη τῆς ἐνδιαφερομένης περιοχῆς. Ἐὰν ἡ σύγκλησις πρόκειται νὰ γίνῃ τῇ πρωτοβουλίᾳ τῶν Μελῶν τῆς περιοχῆς, ἀρκεῖ ὅπως ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς λάβῃ αἰτήσεις συμφωνούσας, προερχομένας ἐκ τοῦ τετάρτου τῶν Μελῶν τῆς περιοχῆς ταύτης.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 8

Διατάξεις κοιναὶ διὰ πάσας τὰς διασκέψεις.

Ἀλλαγὴ τῆς ἡμερομηνίας καὶ τοῦ τόπου διασκέψεώς τινος.

1. Αἱ διατάξεις τῶν κεφαλαίων 6 καὶ 7 ἐφαρμόζονται κατ' ἀναλογίαν ὁσάκις πρόκειται, τῇ αἰτήσει Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἢ τῇ προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, νὰ τροποποιηθῇ ἡ ἡμερομηνία καὶ ὁ τόπος ἢ τὸ ἓν μόνον ἐκ τῶν δύο, τῆς συνελεύσεως διασκέψεώς τινος. Ἐν τούτοις, τοιαῦται τροποποιήσεις δύνανται νὰ ἐπέρχωνται μόνον ἐὰν ἡ πλειοψηφία τῶν ἐνδιαφερομένων Μελῶν κηρυχθῇ ὑπὲρ αὐτῶν.

2. Περιπτώσεως τυχούσης, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς γνωστοποιεῖ ἐν τῇ ἀνακοινώσει τῇ προβλεπομένῃ εἰς τὸ κεφάλαιον 6, παράγραφον 2, τὰς πιθανὰς οἰκονομικὰς συνεπείας τὰς προκυπτούσας ἐκ τῆς μεταβολῆς τοῦ τόπου ἢ ἐκ τῆς μεταβολῆς τῆς ἡμερομηνίας, ὁσάκις λόγου χάριν αἱ δαπάναι διὰ τὴν προπαρασκευὴν τῆς συνελεύσεως τῆς διασκέψεως εἰς τὸν ἀρχικῶς προβλεφθέντα τόπον ἐγένοντο ἤδη.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 9.

Ἐσωτερικὸς Κανονισμὸς τῶν διασκέψεων

Ἄρθρον 1.

Ἐναρκτήριος συνεδρίασις τῆς διασκέψεως.

Ἡ ἐναρκτήριος συνεδρίασις τῆς διασκέψεως κηρύσσεται ὑπὸ προσωπικότητος ὑποδεικνυομένης ὑπὸ τῆς καλούσης κυβερνήσεως. Ἐὰν δὲν ὑπάρχῃ καλοῦσα κυβέρνησις,

κηρύσσεται ὑπὸ τοῦ Προέδρου τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἢ, ἐλλείψει τούτου, ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

Ἄρθρον 2.

Σειρὰ τῶν θέσεων

Κατὰ τὰς συνεδριάσεις τῆς γενικῆς συνελεύσεως, αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τάσσονται κατὰ τὴν εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν ἀλφαβητικὴν σειρὰν τῶν ὀνομάτων τῶν ἀντιπροσωπευομένων χωρῶν.

Ἄρθρον 3.

Ἐκλογὴ τοῦ Προέδρου καὶ τῶν Ἀντιπροέδρων

Συγκρότησις τῆς γραμματείας

Κατὰ τὴν πρώτην συνεδρίασιν τῆς γενικῆς συνελεύσεως' λαμβάνουν χώραν :

α) ἡ ἐκλογὴ τοῦ προέδρου καὶ τῶνἀντιπροέδρων τῆς διασκέψεως.

β) ἡ συγκρότησις τῆς γραμματείας τῆς διασκέψεως, ἡ ὁποία ἀπαρτίζεται ἐκ προσωπικοῦ τῆς Γενικῆς Γραμματείας τῆς Ἑνώσεως καί, περιπτώσεως τυχούσης, ἐκ προσωπικοῦ τῆς Διευθύνσεως τῆς καλούσης κυβερνήσεως.

Ἄρθρον 4.

Προνομίαι τοῦ προέδρου τῆς διασκέψεως.

1. Πλὴν τῆς ἀσκήσεως πασῶν τῶν λοιπῶν προνομιῶν αἵτινες ἐκχωροῦνται εἰς τὸν Πρόεδρον διὰ τοῦ παρόντος κανονισμοῦ, οὗτος κηρύσσει τὴν ἔναρξιν καὶ τὸ πέρας ἑκάστης συνεδριάσεως τῆς γενικῆς συνελεύσεως, διευθύνει τὰς συζητήσεις, μεριμνᾶ διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ, δίδει τὸν λόγον, θέτει τὰ ζητήματα εἰς ψηφοφορίαν καὶ ἀναγιγνώσκει τὰς γινομένας δεκτὰς ἀποφάσεις.

2. Ἔχει τὴν γενικὴν διεύθυνσιν τῶν ἐργασιῶν τῆς διασκέψεως καὶ μεριμνᾶ διὰ τὴν τήρησιν τῆς τάξεως κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συνεδριάσεων τῆς γενικῆς συνελεύσεως. Ἀποφασίζει ἐπὶ προβαλλομένων ζητημάτων κανονισμοῦ καὶ ἔχει ἰδιαιτέρως, τὸ δικαίωμα νὰ προτείνῃ τὴν ἀναβολὴν ἢ τὴν διακοπὴν τῆς συζητήσεως, τὴν διακοπὴν ἢ τὴν ἀναβολὴν συνεδριάσεως τινός. Δύναται ἐπίσης ν' ἀποφασίζῃ τὴν ἀναβολὴν τῆς συγκλήσεως γενικῆς τινος συνελεύσεως ἢ ὁλομελείας, ἐὰν κρίνῃ τοῦτο ἀναγκαῖον.

3. Προστατεύει τὸ δικαίωμα ὅλων τῶν ἀντιπροσωπειῶν ὅπως ἐκφράζωσι ἐλευθέρως καὶ πλήρως τὴν γνώμην των ἐπὶ τοῦ συζητουμένου θέματος.

4. Μεριμνᾶ ὅπως αἱ συζητήσεις περιορίζωνται εἰς τὸ συζητούμενον θέμα καὶ δύναται νὰ διακόπτῃ πάντα ῥήτορα ὅστις ἤθελε παρεκκλίνει τοῦ συζητουμένου θέματος ἵνα ὑπομνήσῃ εἰς αὐτὸν ὅπως περιορισθῇ εἰς τὸ θέμα τοῦτο.

Ἄρθρον 5

Σύστασις τῶν ἐπιτροπῶν.

Ἡ γενικὴ συνέλευσις δύναται νὰ συστήσῃ ἐπιτροπὰς πρὸς μελέτην τῶν ζητημάτων ἅτινα ἄγονται πρὸς συζήτησιν εἰς τὴν διάσκεψιν. Αἱ ἐπιτροπαὶ αὗται δύνανται νὰ συνιστῶσιν ὑποεπιτροπάς. Αἱ ἐπιτροπαὶ καὶ αἱ ὑποεπιτροπαὶ δύνανται ὡσαύτως νὰ συνιστῶσιν ὁμάδας ἐργασίας.

Ἄρθρον 6.

Σύνθεσις τῶν ἐπιτροπῶν.

1. Διασκέψεις, πληρεξουσίων:

Αἱ ἐπιτροπαὶ ἀποτελοῦνται ἐκ τῶν πληρεξουσίων τῶν Μελῶν καὶ συνεργαζομένων Μελῶν καὶ ἐκ τῶν ἐν τῷ Κεφαλαίῳ 1, παραγράφῳ 8, τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ, ἀναφερομένων παρατηρητῶν, οἵτινες ἐζήτησαν τοῦτο ἢ ὑπεδείχθησαν, ὑπὸ τῆς γενικῆς συνελεύσεως.

2. Διοικητικαὶ διασκέψεις:

Αἱ ἐπιτροπαὶ ἀποτελοῦνται ἐκ τῶν πληρεξουσίων τῶν Μελῶν καὶ συνεργαζομένων Μελῶν, ἐκ τῶν ἐν τῷ κεφαλαίῳ 2, παραγράφῳ 3, τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ ἀναφερομένων παρατηρητῶν καὶ ἀντιπροσώπων οἵτινες ἐζήτησαν τοῦτο ἢ ὑπεδείχθησαν ὑπὸ τῆς γενικῆς συνελεύσεως.

Ἄρθρον 7.

Πρόεδροι, ἀντιπρόεδροι καὶ εἰσηγηταὶ τῶν ἐπιτροπῶν.

1. Ὁ πρόεδρος τῆς διασκέψεως ὑποβάλλει εἰς τὴν ἔγκρισιν τῆς γενικῆς συνελεύσεως τὴν ἐκλογὴν τοῦ προέδρου καὶ τῶν ἀντιπροέδρων ἑκάστης ἐπιτροπῆς.

2. Ὁ πρόεδρος ἑκάστης ἐπιτροπῆς προτείνει εἰς τὴν ἐπιτροπὴν του τὸν διορισμὸν εἰσηγητῶν καὶ τὴν ἐκλογὴν τῶν προέδρων, ἀντιπροέδρων καὶ εἰσηγητῶν τῶν ὑποεπιτροπῶν τὰς ὁποίας αὕτη συνιστᾷ.

Ἄρθρον 8.

Σύγκλησις τῶν συνεδριάσεων.

Αἱ συνεδριάσεις τῆς γενικῆς συνελεύσεως, τῶν ἐπιτροπῶν, ὑποεπιτροπῶν καὶ ὁμάδων ἐργασίας, ἀναγγέλλονται ἀρκούντως προηγουμένως εἰς τὴν ἕδραν τῆς διασκέψεως.

Ἄρθρον 9.

Προτάσεις ὑποβαλλόμεναι πρὸς τῆς ἐνάρξεως τῆς διασκέψεως.

Αἱ ὑποβαλλόμεναι πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς διασκέψεως προτάσεις κατανέμονται ὑπὸ τῆς γενικῆς συνελεύσεως μεταξὺ τῶν ἁρμοδίων ἐπιτροπῶν τῶν συνιστωμένων συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρ. 5 τοῦ παρόντος κανονισμοῦ. Ἐν τούτοις, ἡ γενικὴ συνέλευσις δύναται νὰ συζητήσῃ ἀπ' εὐθείας οἱανδήποτε πρότασιν.

Ἄρθρον 10.

Προτάσεις ἢ τροπολογίαι ὑποβαλλόμεναι κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς διασκέψεως

1. Αἱ προτάσεις ἢ αἱ τροπολογίαι αἱ ὑποβαλλόμεναι μετὰ τὴν ἔναρξιν τῆς διασκέψεως θὰ ἐπιδίδωνται εἰς τὸν πρόεδρον τῆς διασκέψεως ἢ εἰς τὸν πρόεδρον τῆς ἁρμοδίας ἐπιτροπῆς κατὰ τὴν περίπτωσιν, ἢ εἰς τὴν γραμματείαν τῆς διασκέψεως πρὸς δημοσίευσιν καὶ διανομὴν ὡς ὑπηρεσιακοῦ στοιχείου τῆς διασκέψεως.

2. Οὐδεμία πρότασις ἢ τροπολογία δύναται νὰ εἰσαχθῇ ἐὰν δὲν ὑπογράφεται ἢ ὑποστηρίζεται ὑπὸ τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς ἐνδιαφερομένης ἀντιπροσωπείας ἢ τοῦ ἀναπληρωτοῦ του.

3. Πᾶσα πρότασις ἢ τροπολογία δέον νὰ περιλαμβάνῃ κατὰ τρόπον συγκεκριμένον καὶ σαφῆ τὸ πρὸς ἐξέτασιν θέμα.

4. (1) Ὁ πρόεδρος τῆς διασκέψεως ἢ ὁ πρόεδρος τῆς ἁρμοδίας ἐπιτροπῆς ἀποφασίζει εἰς ἑκάστην περίπτωσιν ἐὰν πρότασίς τις ἢ τροπολογία δέον νὰ ὑποβληθῇ εἰς τὰς ἀντιπροσωπείας γραπτῶς ἢ προφορικῶς.

(2) Ἐν γένει, τὸ κείμενον πάσης σημαντικῆς προτάσεως ἥτις πρόκειται νὰ ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον ψηφοφορίας τῆς γενικῆς συνελεύσεως, δέον νὰ διανέμηται εἰς τὰς γλώσσας ἐργασίας τῆς διασκέψεως ἀρκούντως ἐγκαίρως ὥστε νὰ εἶνε δυνατὴ ἡ μελέτη αὐτοῦ πρὸ τῆς συζητήσεως.

(3) Ἐξ ἄλλου, ὁ πρόεδρος τῆς διασκέψεως, ὅστις λαμβάνει τὰς ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερομένας προτάσεις ἢ τροπολογίας, ὀφείλει νὰ κατευθύνῃ αὐτὰς κατὰ τὴν περίπτωσιν, πρὸς τὰς ἁρμοδίας ἐπιτροπὰς ἢ πρὸς τὴν γενικὴν συνέλευσιν.

5. Πᾶν πρόσωπον ἐξουσιοδοτημένον δύναται ν' ἀναγνώσῃ ἢ νὰ ζητήσῃ ὅπως ἀναγνωσθῇ ἐν ὁλομελείᾳ πᾶσα πρέτασις ἢ τροπολογία ὑποβληθεῖσα ὑπ' αὐτοῦ κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς διασκέψεως καὶ δύναται νὰ ἐκθέσῃ τοὺς λόγους του.

Ἄρθρον 11.

Προϋποθέσεις ἀπαιτούμεναι διὰ τὴν ἐξέτασιν καὶ τὴν ψήφισιν προτάσεώς τινος ἢ τροπολογίας.

1. Οὐδεμία πρότασις ἢ τροπολογία ὑποβληθεῖσα πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς διασκέψεως ἢ ὑποβαλλομένη ὑπό τινος ἀντιπροσωπείας κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς διασκέψεως, δύναται νὰ τεθῇ ὑπὸ συζήτησιν ἐάν, κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ἐξετάσεώς της, δὲν ὑποστηριχθῇ ὑπὸ μιᾶς τοὐλάχιστον ἑτέρας ἀντιπροσωπείας.

2. Πᾶσα πρότασις ἡ τροπολογία δεόντως ὑποστηριχθεῖσα δέον νὰ τίθεται, κατόπιν συζητήσεως, εἰς ψηφοφορίαν.

Ἄρθρον 12.

Προτάσεις τῶν ὁποίων ἡ ἐξέτασις παρελείφθη ἢ ἀνεβλήθη ἐφ

Ὁσάκις πρότασις ἢ τροπολογία τις παραλείπεται ὁσάκις ἀναβάλλεται ἡ ἐξέτασις της, ἡ ἀντιπροσωπεία, ὑπὸ τὴν αἰγίδα τῆς ὁποίας ὑπεβλήθη, ὀφείλει νὰ παρακολουθῇ, ἵνα μὴ ἡ πρότασις ἢ ἡ τροπολογία αὕτη διαφύγῃ τὴν ἐξέτασιν.

Ἄρθρον 13.

Διεξαγωγὴ τῶν συζητήσεων ἐν τῇ γενικῇ συνελεύσει.

1. Ἀπαρτία.

Ἵνα διεξαχθῇ ἐγκύρως ψηφοφορία κατὰ τὴν διάρκειαν συνεδριάσεως τῆς γενικῆς συνελεύσεως, ἀπαιτεῖται ὅπως πλέον τοῦ ἡμίσεως τῶν διαπεπιστευμένων παρὰ τῇ διασκέψει καὶ ἐχουσῶν δικαίωμα ψήφου ἀντιπροσωπειῶν παρίστανται ἢ ἀντιπροσωπεύωνται εἰς τὴν συνεδρίασιν.

2. Σειρὰ συζητήσεων.

(1) Τὰ πρόσωπα τὰ ὁποῖα ἐπιθυμοῦσι νὰ λάβωσιν τὸν λόγον, δὲν δύνανται νὰ ὁμιλήσωσιν, ἐὰν δὲν λάβωσι τὴν συγκατάθεσιν τοῦ προέδρου. Κατὰ γενικὸν κανόνα ἀρχίζουσιν ἀναφέροντες ὑπὸ ποίαν ἰδιότητα ὁμιλοῦσι.

(2) Πᾶν πρόσωπον λαμβάνον τὸν λόγον ὀφείλει νὰ ἐκφράζεται βραδέως καὶ σαφῶς, νὰ χωρίζῃ καλῶς τὰς λέξεις καὶ νὰ σταματᾷ ἀναλόγως κατὰ περιόδους, ἵνα ἐπιτρέπῃ εἰς πάντας νὰ ἐννοῶσι καλῶς τὴν σκέψιν του.

3. Προτάσεις ἐπὶ ζητημάτων ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ καὶ ζητήματα ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ.

(1) Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συζητήσεων, ἀντιπροσωπεία τις δύναται νὰ ὑποβάλῃ πᾶσαν πρότασιν ἐπὶ ζητήματος ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ ἢ νὰ ἐγείρῃ πᾶν ζήτημα ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ καθ' οἱανδήποτε στιγμὴν κρίνῃ κατάλληλον. Τὰ ζητήματα ταῦτα ἐπιλύονται ἀμέσως δι' ἀποφάσεως τοῦ προέδρου συμφώνως πρὸς τὸν παρόντα κανονισμόν. Πᾶσα ἀντιπροσωπεία δύναται νὰ προσφύγῃ κατὰ τῆς ἀποφάσεως τοῦ προέδρου, αὕτη ὅμως παραμένει ἰσχυρὰ ἐφ' ὅσον δὲν ἀκυροῦται ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν παρουσῶν καὶ ψηφιζουσῶν ἀντιπροσωπειῶν.

(2) Ἡ ἀντιπροσωπεία ἥτις ὑποβάλλει πρότασιν ἐπὶ ζητήματος ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ δὲν δύναται, ἐν τῇ παρεμβάσει της, νὰ θίξῃ ἐν τῇ οὐσίᾳ του, τὸ συζητούμενον θέμα.

4. Σειρὰ προτεραιότητος τῶν προτάσεων ἐπὶ ζητημάτων ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ.

Ἡ τηρητέα σειρὰ προτεραιότητος ἐπὶ τῶν προτάσεων ἐπὶ ζητημάτων ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ περὶ ὧν ἡ παράγραφος 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, εἶναι ἡ ἀκόλουθος :

α) πᾶν ζήτημα ἐσωτερικῆς τάξεως σχετικὸν μὲ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος κανονισμοῦ

β) ἀναβολὴ τῆς συνεδριάσεως

γ) διακοπὴ τῆς συνεδριάσεως

δ) ἀναβολὴ τῆς συζητήσεως ἐπὶ τῆς συζητουμένης ὑποθέσεως

ε) περαίωσις τῆς συζητήσεως ἐπὶ τῆς συζητουμένης ὑποθέσεως

στ) οἱαιδήποτε ἄλλαι προτάσεις ἐπὶ ζητημάτων ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ αἵτινες θὰ ἠδύναντο νὰ ὑποβληθῶσι καὶ τῶν ὁποίων ἡ σχετικὴ προτεραιότης ὁρίζεται ὑπὸ τοῦ προέδρου.

5. Πρότασις ἀναβολῆς ἢ διακοπῆς τῆς συνεδριάσεως.

Κατὰ τὴν συζήτησιν μιᾶς ὑποθέσεως, ἀντιπροσωπεία τις δύναται νὰ προτείνῃ τὴν ἀναβολὴν ἢ τὴν διακοπὴν τῆς συνεδριάσεως ἐκθέτουσα τοὺς λόγους ἐπὶ τῶν ὁποίων στηρίζει τὴν πρότασίν της.

Ἐὰν ἡ πρότασις αὕτη ὑποστηριχθῇ, ὁ λόγος δίδεται εἰς δύο ῥήτορας, ἐκ τῶν ἀποκρουόντων τὴν διακοπήν, καὶ ἀποκλειστικῶς ἐπὶ τοῦ θέματος τούτου, μετὰ ταῦτα δὲ ἡ πρότασις τίθεται εἰς ψηφοφορίαν.

6. Πρότασις ἀναβολῆς τῆς συζητήσεως.

Κατὰ τὴν συζήτησιν παντὸς θέματος, ἀντιπροσωπεία τις δύναται νὰ προτείνῃ τὴν ἀναβολὴν τῆς συζητήσεως ἐπὶ ὡρισμένον χρονικὸν διάστημα. Ἐν ᾗ περιπτώσει μίαν τοιαύτην πρότασιν ἐπακολουθήσῃ συζήτησις, τρεῖς μόνον ῥήτορες, ἐπὶ πλέον τοῦ ὑποβαλόντος τὴν πρότασιν, δύνανται νὰ μετάσχωσιν αὐτῆς, ὁ εἷς ὑπὲρ τῆς προτάσεως καὶ οἱ δύο κατ' αὐτῆς.

7. Πρότασις περαιώσεως τῆς συζητήσεως.

Ἀνὰ πᾶσαν στιγμήν, ἀντιπροσωπεία τις δύναται νὰ προτείνῃ ὅπως ἡ συζήτησις ἐπὶ τοῦ συζητουμένου θέματος περαιωθῇ, μετὰ τὴν ἐξάντλησιν τοῦ καταλόγου τῶν κατὰ τὴν στιγμὴν ἐκείνην ἐγγεγραμμένων ῥητόρων. Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ, ὁ λόγος δίδεται εἰς δύο μόνον ῥήτορας ἀντιτιθεμένους πρὸς τὴν περαίωσιν καὶ μετὰ ταῦτα ἡ πρότασις τίθεται εἰς ψηφοφορίαν.

8. Περιορισμὸς τῶν παρεμβάσεων.

(1) Ἡ γενικὴ συνέλευσις δύναται ἐνδεχομένως νὰ περιορίζῃ τὴν διάρκειαν καὶ τὸν ἀριθμὸν τῶν παρεμβάσεων μιᾶς καὶ τῆς αὐτῆς ἀντιπροσωπείας ἐπὶ ἑνὸς καθωρισμένου θέματος.

(2) Οὐχ' ἧττον, ἐπὶ ζητημάτων διαδικασίας, ὁ πρόεδρος περιορίζει τὴν διάρκειαν ἑκάστης παρεμβάσεως εἰς πέντε λεπτὰ κατ' ἀνώτατον ὅριον.

(3) Ὁσάκις ῥήτωρ ὑπερβῇ τὸ χρονικὸν διάστημα δι' ὃ ἐδόθη εἰς αὐτὸν ὁ λόγος, ὁ πρόεδρος πληροφορεῖ περὶ τούτου τὴν συνέλευσιν καὶ παρακαλεῖ τὸν ῥήτορα ὅπως εὐαρεστηθῇ νὰ ἀποτελειώσῃ τὸν λόγον του συντόμως.

9. Κλείσιμον τοῦ καταλόγου τῶν ῥητόρων.

(1) Κατὰ τὴν διάρκειαν συζητήσεώς τινος, ὁ πρόεδρος δύναται νὰ προβῇ εἰς τὴν ἐκφώνησιν τοῦ καταλόγου τῶν ἐγγεγραμμένων ῥητόρων. Προσθέτει εἰς αὐτὸν τὰ ὀνόματα τῶν ἀντιπροσωπειῶν αἵτινες ἐκδηλώνουν σχετικὴν ἐπιθυμίαν καὶ τῇ συγκαταθέσει τῆς συνελεύσεως, δύναται νὰ κηρύξῃ τὸν κατάλογον κεκλεισμένον.

Ἐν τούτοις, ὁ πρόεδρος δύναται, ἐὰν κρίνῃ τοῦτο σκόπιμον, νὰ παραχωρήσῃ κατ' ἐξαίρεσιν, τὸ δικαίωμα τῆς ἀπαντήσεως εἰς πάντα ἐκφωνηθέντα λόγον, ἔστω καὶ μετὰ τὸ κλείσιμον τοῦ καταλόγου.

(2) Ὅταν ὁ κατάλογος τῶν ῥητόρων ἐξαντληθῇ, ὁ πρόεδρος κηρύσσει τὸ πέρας τῆς συζητήσεως.

10. Ζητήματα ἁρμοδιότητος.

Τὰ ἀναφυόμενα ζητήματα ἁρμοδιότητος δέον νὰ ρυθμίζωνται πρὶν ἢ διεξαχθῇ ψηφοφορία ἐπὶ τῆς οὐσίας τοῦ ὑπὸ συζήτησιν θέματος.

11. Ἀνάκλησις καὶ ἐκ νέου ὑποβολὴ προτάσεως.

Ὁ ὑποβαλὼν πρότασίν τινα δύναται νὰ ἀποσύρῃ αὐτὴν πρὶν ἢ αὕτη τεθῇ εἰς ψηφοφορίαν. Πᾶσα πρότασις ὑποστᾶσα τροπολογίαν ἢ οὗ, ἥτις οὕτω ἀποσύρεται, δύναται νὰ ὑποβληθῇ ἐκ νέου ἢ νὰ ἀναληφθῇ εἴτε ὑπὸ τῆς ἀντιπροσωπείας ἥτις προέτεινε τὴν τροπολογίαν εἴτε ὑπὸ πάσης ἄλλης ἀντιπροσωπείας.

Ἄρθρον 14.

Δικαίωμα ψήφου.

1. Εἰς πάσας τὰς συνεδριάσεις τῆς διασκέψεως, ἡ ἀντιπροσωπεία Μέλους τινὸς τῆς Ἑνώσεως, δεόντως διαπεπιστευμένη ὑπ' αὐτοῦ ἵνα μετάσχῃ τῶν ἐργασιῶν τῆς διασκέψεως, ἔχει δικαίωμα μιᾶς ψήφου, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 1 τῆς Συμβάσεως.

2. Ἡ ἀντιπροσωπεία Μέλους τινὸς τῆς Ἑνώσεως ἀσκεῖ τὸ δικαίωμα ψήφου αὐτῆς κατὰ τοὺς ὅρους τοὺς καθοριζομένους ἐν τῷ κεφαλαίῳ 5 τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ.

Ἄρθρον 15.

Ψηφοφορία

1. Ὁρισμὸς τῆς πλειοψηφίας.

(1) Ἡ πλειοψηφία συνίσταται ἐκ τοῦ ἡμίσεως πλέον μιᾶς τῶν παρουσῶν καὶ ψηφιζουσῶν ἀντιπροσωπειῶν.

(2) Αἱ ἀπουσαι δὲν λαμβάνονται ὑπ' ὄψιν κατὰ τὸν ὑπολογισμὸν τῶν ψήφων τῶν ἀναγκαιουσῶν διὰ τὴν ἐπίτευξιν πλειοψηφίας.

(3) Ἐν περιπτώσει ἰσοψηφίας, ἡ πρότασις ἢ ἡ τροπολογία θεωρεῖται ὡς ἀπορριφθεῖσα.

(4) Ἐν τῇ ἐφαρμογῇ τοῦ παρόντος κανονισμοῦ, θεωρεῖται ὡς «παροῦσα καὶ ψηφίζουσα ἀντιπροσωπεία» πᾶσα

ἀντιπροσωπεία ἥτις κηρύσσεται ὑπὲρ ἢ κατὰ προτάσεώς τινος.

(5) Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι αἵτινες εἶναι παροῦσαι καὶ δὲν μετέχουσι μιᾶς ὡρισμένης ψηφοφορίας ἢ δηλοῦσιν ρητῶς ὅτι δὲν θέλουσι νὰ μετάσχωσιν αὐτῆς, δὲν θεωροῦνται ὡς ἀποῦσαι , προκειμένου νὰ ἐξακριβωθῇ ἡ ὕπαρξις ἀπαρτίας, μηδὲ ὡς ἀποσχοῦσαι, προκειμένης τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

2. Εἰδικὴ πλειοψηφία.

Εἰς ὅτι ἀφορᾷ τὴν εἰσδοχὴν τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως, ἡ ἀπαιτουμένη πλειοψηφία ὁρίζεται ὑπὸ τοῦ 1ου ἄρθρου τῆς Συμβάσεως.

3. Ἀποχαὶ ὑπερβαίνουσαι τὸ πεντήκοντα τοῖς ἑκατόν.

Ὁσάκις ὁ ἀριθμὸς τῶν ἀποχῶν ὑπερβαίνει τὸ ἥμισυ τοῦ ἀριθμοῦ τῶν δοθεισῶν ψήφων (ὑπέρ, κατά, ἀποχαί), ἡ ἐξέτασις τοῦ ὑπὸ συζήτησιν θέματος παραπέμπεται εἰς μεταγενεστέραν συνεδρίασιν καθ' ἣν αἱ ἀποχαὶ δὲν ὑπολογίζονται πλέον.

4. Διαδικασία ψηφοφορίας.

(1) Πλὴν τῆς ἐν τῇ κατωτέρῳ παραγράφῳ 5 προβλεπομένης περιπτώσεως, αἱ διαδικασίαι ψηφοφορίας εἶναι αἱ ἀκόλουθοι :

α) Δι' ἀνατάσεως τῆς χειρός, κατὰ γενικὸν κανόνα.

β) Δι' ὀνομαστικῆς κλήσεως, ἐὰν δὲν ἐξάγεται σαφῶς ἡ πλειοψηφία ἐκ ψηφοφορίας γενομένης κατὰ τὴν προηγουμένην διαδικασίαν ἢ ἐὰν ἀντιπροσωπεία τις ζητήσῃ τοῦτο.

(2) Ἡ δι' ὀνομαστικῆς κλήσεως ψηφοφορία γίνεται κατὰ τὴν εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν ἀλφαβητικὴν σειρὰν τῶν ὀνομάτων τῶν ἀντιπροσωπευομένων Μελῶν,

5. Μυστικὴ ψηφοφορία.

Διεξάγεται μυστικὴ ψηφοφορία ὁσάκις ζητήσωσι τοῦτο πέντε τοὐλάχιστον ἐκ τῶν παρουσῶν καὶ ἐχουσῶν δικαίωμα ψήφου ἀντιπροσωπειῶν. Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ ἡ γραμματεία λαμβάνει ἀμέσως τὰ ἀναγκαιοῦντα μέτρα διὰ τὴν ἐξασφάλισιν τῆς μυστικότητος τῆς ψηφοφορίας.

6. Ἀπαγόρευσις διακοπῆς τῆς ψηφοφορίας.

Ὅταν ἡ ψηφοφορία ἔχει ἀρχίσει , οὐδεμία ἀντιπροσωπεία δύναται νὰ διακόψῃ αὐτήν, ἐκτὸς ἐὰν πρόκειται περὶ ζητήματος ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ ἀφορῶντος τὸν τρόπον διεξαγωγῆς τῆς ψηφοφορίας.

7. Ἐπεξηγήσεις ἐπὶ τῆς ψηφοφορίας.

Ὁ Πρόεδρος δίδει τὸν λόγον εἰς τὰς ἀντιπροσωπείας αἵτινες ἐπιθυμοῦσι νὰ δικαιολογήσωσι τὴν ψῆφον των κατόπιν τῆς ψηφοφορίας.

8. Ψηφοφορία ἐπὶ προτάσεώς τινος κατὰ μέρη.

(1) Ὅταν ὁ ὑποβαλὼν πρότασίν τινα ζητήσῃ τοῦτο, ἢ ὅταν ἡ συνέλευσις κρίνῃ τοῦτο σκόπιμον, ἡ πρότασις αὕτη κατατέμνεται, τὰ δὲ διάφορα μέρη αὐτῆς τίθενται εἰς ψηφοφορίαν κεχωρισμένως. Τὰ ἐκ τῆς προτάσεως ψηφιζόμενα μέρη, τίθενται ἀκολούθως εἰς ψηφοφορίαν ἐν τῷ συνόλῳ των.

(2) Ἐὰν ἅπαντα τὰ μέρη προτάσεώς τινος καταψηφισθῶσι, ἡ πρότασις θεωρεῖται καὶ αὐτὴ αὕτη ὡς ἀπορριφθεῖσα.

9. Σειρὰ ψηφοφορίας τῶν πρὸς ἕν καὶ τὸ αὐτὸ ζήτημα σχετικῶν προτάσεων.

(1) Ἐὰν τὸ αὐτὸ ζήτημα ἀποτελεῖ ἀντικείμενον πλειόνων προτάσεων, αὗται τίθενται εἰς ψηφοφορίαν κατὰ τὴν σειρὰν καθ' ἣν ὑπεβλήθησαν, ἐκτὸς ἐὰν ἡ συνέλευσις ἀποφασίσῃ ἄλλως.

(2) Μεθ' ἑκάστην ψηφοφορίαν, ἡ συνέλευσις ἀποφασίζει ἐὰν ὑπάρχῃ περίπτωσις ἢ οὗ νὰ τεθῇ εἰς ψηφοφορίαν ἡ ἑπομένη πρότασις.

10. Τροπολογίαι.

(1) Θεωρεῖται ὡς τροπολογία πᾶσα τροποποιητικὴ πρότασις τείνουσα ἀποκλειστικῶς εἰς τὴν ἀπαλοιφήν, προσθήκην εἰς μέρος τῆς ἀρχικῆς προτάσεως ἢ ἀναθεώρησιν μέρους τῆς προτάσεως ταύτης.

(2) Πᾶσα τροπολογία ἐπὶ προτάσεώς τινος γινομένη ἀποδεκτὴ ὑπὸ τῆς ἀντιπροσωπείας ἥτις ὑπέβαλε τὴν πρότασιν ταύτην ἐνσωματοῦται ἀμέσως εἰς τὸ ἀρχικὸν κείμενον τῆς προτάσεως.

(3) Οὐδεμία τροποποιητικὴ πρότασις θὰ θεωρεῖται ὡς τροπολογία ἐὰν ἡ συνέλευσις εἶναι τῆς γνώμης ὅτι ἐμφανίζεται ἀσυμβίβαστος πρὸς τὴν ἀρχικὴν πρότασιν.

11. Ψηφοφορία ἐπὶ τῶν τροπολογιῶν.

(1) Ἐὰν πρότασίς τις ἀποτελεῖ ἀντικείμενον τροπολογίας, διεξέγεται ψηφοφορία κατὰ πρῶτον λόγον ἐπὶ τῆς τροπολογίας ταύτης.

(2) Ἐὰν πρότασίς τις ἀποτελεῖ ἀντικείμενον πλειόνων τροπολογιῶν, διεξάγεται ψηφοφορία κατὰ πρῶτον λόγον ἐπὶ ἐκείνης ἐκ τῶν τροπολογιῶν ἥτις ἀφίσταται περισσότερον τοῦ ἀρχικοῦ κειμένου, κατόπιν διεξάγεται ψηφοφορία ἐπὶ ἐκείνης ἐκ τῶν ἀπομενουσῶν τροπολογιῶν ἥτις ἀφίσταται ἐπίσης περισσότερον τοῦ ἀρχικοῦ κειμένου καὶ οὕτω καθ' ἑξῆς μέχρις οὗ ἐξετασθῶσιν ἅπασαι αἱ τροπολογίαι.

(3) Ἐὰν μία ἢ πλείονες τροπολογίαι γίνωσι δεκταί, ἡ οὕτω τροποποιημένη πρότασις τίθεται ἀκολούθως καὶ αὐτὴ αὕτη εἰς ψηφοφορίαν.

(4) Ἐὰν οὐδεμία τροπολογία γίνῃ δεκτή, ἡ ψηφοφορία διεξάγεται ἐπὶ τῆς ἀρχικῆς προτάσεως.

Ἄρθρον 16.

Ἐπιτροπαὶ καὶ ὑποεπιτροπαί. Διεξαγωγὴ τῶν συζητήσεων καὶ διαδικασία ψηφοφορίας.

1. Οἱ πρόεδροι τῶν ἐπιτροπῶν καὶ τῶν ὑποεπιτροπῶν ἔχουσι καθήκοντα ἀνάλογα πρὸς ἐκεῖνα ἅτινα ἀναγνωρίζονται ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 4 εἰς τὸν πρόεδρον τῆς συνελεύσεως.

2. Αἱ ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 13 προβλεπόμεναι διατάξεις διὰ τὴν διεξαγωγὴν τῶν συζητήσεων ἐν τῇ γενικῇ συνελεύσει, ἐφαρμόζονται καὶ εἰς τὰς συζητήσεις τῶν ἐπιτροπῶν ἢ τῶν ὑποεπιτροπῶν, πλὴν τοῦ θέματος τῆς ἀπαρτίας.

3. Αἱ ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 15 προβλεπόμεναι διατάξεις ἐφαρμόζονται καὶ εἰς τὰς ἐν ταῖς ἐπιτροπαῖς καὶ ὑποεπιτροπαῖς διεξαγομένας ψηφοφορίας, πλὴν τῆς περιπτώσεως τῆς παραγράφου 2.

Ἄρθρον 17.

Ἐπιφυλάξεις.

1. Κατὰ γενικὸν κανόνα, αἱ ἀντιπροσωπεῖαι αἵτινες δὲν δύνανται νὰ πείσωσι τὰς λοιπὰς ἀντιπροσωπείας ὅπως συμμερισθῶσι τὴν ἀποψίν των, δέον νὰ προσπαθῶσι, ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, ὅπως συντάσσωνται μὲ τὴν γνώμην τῆς πλειοψηφίας.

2. Ἐν τούτοις, ἐὰν ἀντιπροσωπεία εἶναι τῆς γνώμης ὅτι μία οἱαδήποτε ἀπόφασις εἶναι φύσεως τοιαύτης ὥστε νὰ κωλύῃ τὴν Κυβέρνησίν της νὰ κυρώσῃ τὴν Σύμβασιν ἢ νὰ ἀποδεχθῇ τὴν ἀναθεώρησιν τῶν Κανονισμῶν, ἡ ἀντιπροσωπεία αὕτη δύναται νὰ διατυπώσῃ ἐπιφυλάξεις ὑπὸ τύπον προσωρινὸν ἢ ὁριστικόν, ἐπὶ τῆς ἀποφάσεως ταύτης.

Ἄρθρον 18

Πρακτικὰ τῶν γενικῶν συνελεύσεων.

1. Τὰ πρακτικὰ τῶν γενικῶν συνελεύσεων συντάσσονται ὑπὸ τῆς γραμματείας τῆς διασκέψεως ἥτις ἐπιδιώκει νὰ διασφαλίζῃ τὴν διανομὴν αὐτῶν εἰς τὰς ἀντιπροσωπείας ὅσον τὸ δυνατὸν ἐνωρίτερον τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν τὰ πρακτικὰ ταῦτα πρόκειται νὰ ἐξετασθῶσι.

2. Ὅταν τὰ πρακτικὰ διανεμηθῶσι, αἱ ἐνδιαφερόμεναι ἀντιπροσωπεῖαι δύνανται νὰ καταθέσωσι εἰς τὴν γραμματείαν γραπτῶς, καὶ ἐντὸς τῆς βραχυτέρας δυνατῆς προθεσμίας, τὰς διορθώσεις τὰς ὁποίας θεωροῦν ἐπιβαλλομένας, τοῦθ' ὅπερ δὲν ἐμποδίζει αὐτὰς νὰ ὑποβάλωσι καὶ προφορικῶς τροποποιήσεις κατὰ τὴν συνεδρίασιν καθ' ἣν κυροῦνται τὰ πρακτικά.

3. (1) Κατὰ γενικὸν κανόνα, τὰ πρακτικὰ περιέχουσι μόνον τὰς προτάσεις καὶ τὰ συμπεράσματα, μετὰ τῶν ἐπιχειρημάτων ἐφ' ὧν στηρίζονται, συντεταγμένα κατὰ τὸν συντομώτερον δυνατὸν τρόπον.

(2) Οὐχ ἧττον, πᾶσα ἀντιπροσωπεία ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ζητήσῃ τὴν καταχώρησιν, ἀναλυτικὴν ἢ καὶ ἐπὶ λέξει, πάσης δηλώσεως διατυπωθείσης ὑπ' αὐτῆς κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συζητήσεων. Ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει, ὀφείλει κατὰ γενικὸν κανόνα, νὰ ἀναγγείλῃ τοῦτο ἐν ἀρχῇ τῆς παρεμβάσεώς της, πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως διευκολύνῃ τὸ ἔργον τῶν εἰσηγητῶν. Ὀφείλει, ἐπὶ πλέον, νὰ ἐπιδώσῃ αὐτὴ αὕτη τὸ κείμενον

εἰς τὴν γραμματείαν τῆς διασκέψεως ἐντὸς δύο ὡρῶν ἀπὸ τοῦ πέρατος τῆς συνεδριάσεως.

4. Μετὰ φειδοῦς, πάντως, δέον νὰ γίνεται χρῆσις τῆς ἐν τῷ ἄνω ἐδαφίῳ 3 (2) παραχωρουμένης εὐχερείας, καθ' ὅτι ἀφορᾷ τὴν καταχώρησιν τῶν δηλώσεων.

Ἄρθρον 19.

Πρακτικὰ καὶ ἐκθέσεις τῶν ἐπιτροπῶν καὶ ὑποεπιτροπῶν.

1. (1) Αἱ συζητήσεις τῶν ἐπιτροπῶν καὶ τῶν ὑποεπιτροπῶν συνοψίζονται, μεθ' ἑκάστην συνεδρίασιν, εἰς πρακτικὰ εἰς τὰ ὁποῖα ἐκτίθενται τὰ κύρια σημεῖα τῶν συζητήσεων, αἱ διάφοροι γνῶμαι αἱ ὁποῖαι ἐπιβάλλεται νὰ ἀναγραφῶσι, ὡς καὶ αἱ προτάσεις καὶ τὰ συμπεράσματα ἅτινα ἐξάγονται τελικῶς.

(2) Οὐχ ἧττον, πᾶσα ἀντιπροσωπεία ἔχει ὁμοίως τὸ δικαίωμα νὰ κάμῃ χρῆσιν τῆς ἐν τῷ ἄρθρῳ 18, ἐδαφ. 3 (2) προβλεπομένης εὐχερείας.

(3) Προσφυγὴ εἰς τὴν ἐν τῷ ὡς ἄνω ἐδαφίῳ προβλεπομένην εὐχέρειαν δέον νὰ γίνεται μετὰ φειδοῦς.

2. Αἱ ἐπιτροπαὶ καὶ ὑποεπιτροπαὶ δύνανται νὰ συντάσσωσι τὰς μερικὰς ἐκθέσεις ἃς κρίνουσιν ἀναγκαίας καί, ἐνδεχομένως, ἅμα τῷ πέρατι τῶν ἐργασιῶν των, δύνανται νὰ ὑποβάλωσι τελικὴν ἔκθεσιν ἐν τῇ ὁποίᾳ ἀνακεφαλαιοῦσι, περιληπτικῶς, τὰς προτάσεις καὶ τὰ συμπεράσματα ἅτινα προκύπτουσι ἐκ τῶν μελετῶν αἱ ὁποῖαι ἀνετέθησαν αὐταῖς.

Ἄρθρον 20.

Ἔγκρισις τῶν πρακτικῶν καὶ ἐκθέσεων.

1. (1) Κατὰ γενικὸν κανόνα, ἐν ἀρχῇ ἑκάστης συνεδριάσεως τῆς γενικῆς συνελεύσεως, ἢ ἑκάστης συνεδριάσεως ἐπιτροπῆς τινος ἢ ὑποεπιτροπῆς, ὁ πρόεδρος ἐρωτᾷ ἐὰν αἱ ἀντιπροσωπεῖαι ἔχωσι νὰ διατυπώσωσι παρατηρήσεις εἰς ὅτι ἀφορᾷ τὸ πρακτικὸν τῆς προηγουμένης συνεδριάσεως. Τοῦτο θεωρεῖται ὡς ἐγκριθὲν ἐὰν οὐδεμία διόρθωσις ἀνεκοινώθη εἰς τὴν γραμματείαν ἢ ἐὰν οὐδεμία ἀντίρρησις ἐξεδηλώθη προφορικῶς. Ἐν ἀντιθέτῳ περιπτώσει ἐπιφέρονται αἱ ἀναγκαῖαι διορθώσεις εἰς τὸ πρακτικόν.

(2) Πᾶσα ἔκθεσις μερικὴ ἢ τελικὴ δέον νὰ ἐγκρίνηται ὑπὸ τῆς ἐνδιαφερομένης ἐπιτροπῆς ἢ ὑποεπιτροπῆς.

2. (1) Τὸ πρακτικὸν τῆς τελευταίας γενικῆς συνελεύσεως ἐξετάζεται καὶ ἐγκρίνεται ὑπὸ τοῦ προέδρου τῆς συνελεύσεως ταύτης.

(2) Τὸ πρακτικὸν τῆς τελευταίας συνεδριάσεως τῶν ἐπιτροπῶν ἢ ὑποεπιτροπῶν ἐξετάζεται καὶ ἐγκρίνεται ὑπὸ τοῦ προέδρου τῶν ἐπιτροπῶν ἢ ὑποεπιτροπῶν τούτων.

Ἄρθρον 21.

Ἐπιτροπὴ συντάξεως.

1. Τὰ κείμενα τῆς Συμβάσεως, τῶν Κανονισμῶν καὶ τῶν λοιπῶν τελικῶν Πράξεων τῆς διασκέψεως, συντεταγμένα ὑπὸ τὴν ὁριστικήν, κατὰ τὸ δυνατόν, μορφήν των ὑπὸ τῶν διαφόρων ἐπιτροπῶν, λαμβανομένων ὑπ' ὄψει τῶν ἐκφρασθεισῶν γνωμῶν, ὑποβάλλονται εἰς τὴν ἐπιτροπὴν συντάξεως ἐπιφορτιζομένην ὅπως τελειοποιήσῃ τὴν μορφὴν αὐτῶν χωρὶς νὰ μεταβάλῃ τὴν ἔννοιάν των καὶ ὅπως συνδυάσῃ ταῦτα μετὰ τῶν μὴ τροποποιηθέντων παλαιῶν κειμένων.

2. Τὰ κείμενα ταῦτα ὑποβάλλονται ὑπὸ τῆς ἐπιτροπῆς συντάξεως εἰς τὴν γενικὴν συνέλευσιν τῆς διασκέψεως ἥτις ἐγκρίνει αὐτὰ ἢ τὰ παραπέμπει πρὸς ἐπανεξέτασιν, εἰς τὴν ἁρμοδίαν ἐπιτροπήν.

Ἄρχρον 22.

Ἀρίθμησις.

1. Οἱ ἀριθμοὶ τῶν κεφαλαίων, ἄρθρων καὶ παραγράφων τῶν ὑποβληθέντων εἰς ἀναθεώρησιν κειμένων διατηροῦνται μέχρι τῆς πρώτης ἀναγνώσεως ἐν γενικῇ συνελεύσει. Τὰ προστιθέμενα κείμενα λαμβάνωσι προσωρινῶς ἀριθμοὺς δίς, τρίς, κ. λ. π. οἱ δὲ ἀριθμοὶ τῶν καταργηθέντων κειμένων δὲν χρησιμοποιοῦνται.

2. Ἡ τελικὴ ἀρίθμησις τῶν κεφαλαίων, ἄρθρων καὶ παραγράφων ἀνατίθεται εἰς τὴν ἐπιτροπὴν συντάξεως μετὰ τὴν ἔγκρισιν αὐτῶν εἰς πρώτην ἀνάγνωσιν.

Ἄρθρον 23.

Τελικὴ ἔγκρισις.

Τὰ κείμενα τῆς Συμβάσεως, τῶν Κανονισμῶν καὶ τῶν λοιπῶν τελικῶν πράξεων θεωροῦνται ὡς ὁριστικὰ ἀφοῦ ἐγκριθῶσιν εἰς δευτέραν ἀνάγνωσιν ὑπὸ τῆς γενικῆς συνελεύσεως.

Ἄρθρον 24.

Ὑπογραφή.

Τὰ τελικῶς ἐγκρινόμενα ὑπὸ τῆς διασκέψεως κείμενα ἐκτίθενται πρὸς ὑπογραφὴν ὑπὸ τῶν πληρεξουσίων ἐφωδιασμένων διὰ τῶν ἐν τῷ κεφαλαίῳ 5 τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ ὁριζομένων πληρεξουσίων ἐγγράφων κατὰ τὴν ἀλφαβητικὴν τάξιν τῶν ὀνομάτων, εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν, τῶν ἀντιπροσωπευομένων χωρῶν.

Ἄρθρον 25.

Δελτία Τύπου.

Ἐπίσημοι ἀνακοινώσεις ἐπὶ τῶν ἐργασιῶν τῆς διασκέψεως δὲν πρέπει νὰ δίδωνται εἰς τὸν τύπον εἰμὴ μόνον κατόπιν ἐγκρίσεως τοῦ προέδρου ἢ ἑνὸς τῶν ἀντιπροέδρων τῆς διασκέψεως.

Ἄρθρον 26.

Ἀτέλειαι.

Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς διασκέψεως, τὰ μέλη τῶν ἀντιπροσωπειῶν, τὰ μέλη τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, οἱ ἀνώτεροι λειτουργοὶ τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως καὶ τὸ προσωπικὸν τῆς Γραμματείας τῆς Ἑνώσεως, ἐν ἀποσπάσει εἰς τὴν διάσκεψιν, ἔχουσι δικαίωμα ταχυδρομικῆς, τηλεγραφικῆς καὶ τηλεφωνικῆς ἀτελείας ἐν ᾧ μέτρῳ ἡ κυβέρνησις τῆς χώρας ἔνθα συνέρχεται ἡ διάσκεψις ἠδυνήθη σχετικῶς νὰ ἔλθῃ εἰς συνεννόησιν μετὰ τῶν λοιπῶν ἐνδιαφερομένων κυβερνήσεων καὶ ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων.

ΔΕΥΤΕΡΟΝ ΜΕΡΟΣ

Διεθνεῖς Συμβουλευτικαὶ Ἐπιτροπαί

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 10

Γενικαὶ διατάξεις.

1. Αἱ διατάξεις τοῦ δευτέρου μέρους τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ συμπληρώνουσι τὸ ἄρθρον 7 τῆς Συμβάσεως, δι' οὗ καθορίζονται ἡ δικαιοδοσία καὶ ἡ διάρθρωσις τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.

2. Αἱ διεθνεῖς συμβουλευτικαὶ ἐπιτροπαὶ ὀφείλουσι νὰ τηρῶσιν ἐπίσης, ἐν ᾧ μέτρῳ εἶναι τοῦτο ἐφαρμόσιμον, τὸν ἐσωτερικὸν κανονισμὸν τῶν διασκέψεων, τὸν περιαλμβανόμενον εἰς τὸ πρῶτον μέρος τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 11.

Ὅροι συμμετοχῆς.

1. (1) Μέλη ἑκάστης διεθνοῦς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς εἶναι:

α) δικαιωματικῶς, αἱ Διευθύνσεις πάντων τῶν Μελῶν καὶ συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

β) πᾶσα ἀνεγνωρισμένη ἰδιωτικὴ ἐπιχείρησις ἥτις, τῇ ἐγκρίσει τοῦ Μέλους ἢ συνεργαζομένου Μέλους ὅπερ ἔχει ἀναγνωρίσει αὐτὴν καὶ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐφαρμογῆς τῆς κατωτέρω διαδικασίας, ζητεῖ ὅπως μετάσχῃ τῶν ἐργασιῶν τῆς ἐπιτροπῆς ταύτης.

(2) Ἡ πρώτη αἴτησις ἀνεγνωρισμένης ἰδιωτικῆς τινος ἐπιχειρήσεως περὶ συμμετοχῆς εἰς τὰς ἐργασίας συμβουλευτικῆς τινος ἐπιτροπῆς, ἀπευθύνεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα ὁ ὁποῖος πληροφορεῖ σχετικῶς ὅλα τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη καὶ τὸν διευθυντὴν τῆς συμβουλευτικῆς ταύτης ἐπιτροπῆς. Ἡ αἴτησις ἀνεγνωρισμένης τινος ἰδιωτικῆς ἐπιχειρήσεως δέον νὰ ἐγκρίνηται ὑπὸ τοῦ Μέλους ἢ συνεργαζομένου Μέλους, ὅπερ ἔχει ἀναγνωρίσει αὐτήν.

2. (1) Αἱ διεθνεῖς ὀργανώσεις, αἱ ὁποῖαι συντονίζουσι τὰ ἔργα των πρὸς ἐκεῖνα τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως τηλε-

πικοινωνιῶν καὶ αἱ ὁποῖαι ἀσκοῦσι συναφεῖς δραστηριότητας, δύνανται νὰ γίνωσι δεκταί, ὅπως μετάσχωσιν ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, εἰς τὰς ἐργασίας τῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν.

(2) Ἡ πρώτη αἴτησις διεθνοῦς τινος ὀργανώσεως περὶ συμμετοχῆς εἰς τὰς ἐργασίας συμβουλευτικῆς τινος ἐπιτροπῆς, ἀπευθύνεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὅστις γνωστοποιεῖ αὐτὴν τηλεγραφικῶς εἰς ἅπαντα τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη καὶ καλεῖ τὰ Μέλη ὅπως ἀποφανθῶσιν ἐπὶ τῆς ἀποδοχῆς τῆς αἰτήσεως ταύτης.

Ἡ αἴτησις γίνεται δεκτή, ἐὰν ἡ πλειοψηφία τῶν ἐντὸς μηνὸς ληφθεισῶν ἀπαντήσεων τῶν Μελῶν εἶναι εὐνοϊκή. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς γνωστοποιεῖ τὸ ἀποτέλεσμα εἰς πάντα τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη καὶ εἰς τὸν διευθυντὴν τῆς ἐνδιαφερομένης συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς.

(3) Οἱ ὅροι ὑφ' οὓς πᾶσα Διευθυνσις, ἀνεγνωρισμένη ἰδιωτικὴ ἐπιχείρησις ἢ διεθνὴς ὀργάνωσις δύναται νὰ παύσῃ μετέχουσα τῶν ἐργασιῶν συμβουλευτικῆς τινος ἐπιτροπῆς, καθορίζονται ἐν τῷ κεφαλαίῳ 20, παραγράφῳ 5, τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ.

3. (1) Οἱ ἐπιστημονικοὶ ἢ βιομηχανικοὶ ὀργανισμοί, οἵτινες ἀσχολοῦνται μὲ τὴν μελέτην προβλημάτων τηλεπικοινωνίας ἢ μὲ τὴν μελέτην καὶ κατασκευὴν ὑλικῶν προοριζομένων διὰ τὰς ὑπηρεσίας τηλεπικοινωνίας, δύνανται νὰ γίνωνται δεκτοὶ ὅπως μετέχωσι, ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, εἰς τὰς συνελεύσεις τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν τῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐγκρίσεως τῶν Διευθύνσεων τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν.

(2) Ἡ πρώτη αἴτησις ἐπιστημονικοῦ ἢ βιομηχανικοῦ ὀργανισμοῦ περὶ εἰσδοχῆς εἰς τὰς συνεδριάσεις τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν συμβουλευτικῆς τινος ἐπιτροπῆς ἀπευθύνεται εἰς τὸν διευθυντὴν τῆς συμβουλευτικῆς ταύτης ἐπιτροπῆς. Ἡ αἴτησις αὕτη πρέπει νὰ ἐγκρίνηται ὑπὸ τῆς Διευθύνσεως τῆς ἐνδιαφερομένη χώρας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 12.

Ἁρμοδιότητες τῆς γενικῆς συνελεύσεως.

Ἡ γενικὴ συνέλευσις,

α) ἐξετάζει τὰς ἐκθέσεις τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν καὶ ἐγκρίνει, τροποποιεῖ ἢ ἀπορρίπτει τὰ σχέδια γνωματεύσεων ἅτινα αἱ ἐκθέσεις αὗται περιέχουσι.

β) καταρτίζει τὸν κατάλογον τῶν νέων πρὸς μελέτην ζητημάτων, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 7, παραγρ. 2, τῆς Συμβάσεως καὶ ἂν παρίσταται ἀνάγκη, καταρτίζει πρόγραμμα μελετῶν.

γ) ἀναλόγως τῶν ἀναγκῶν, διατηρεῖ τὰς ὑφισταμένας ἐπιτροπὰς μελετῶν καὶ ἱδρύει νέας τοιαύτας.

δ) κατανέμει εἰς τὰς ἐπιτροπὰς μελετῶν τὰ πρὸς μελέτην ζητήματα.

ε) ἐξετάζει καὶ ἐγκρίνει τὴν ἔκθεσιν τοῦ διευθυντοῦ ἐπὶ τῶν ἐργασιῶν τῆς ἐπιτροπῆς ἀπὸ τῆς τελευταίας συνόδου τῆς γενικῆς συνελεύσεως.

στ) ἐγκρίνει ἔκθεσιν ἐπὶ τῶν οἰκονομικῶν ἀναγκῶν τῆς ἐπιτροπῆς μέχρι τῆς προσεχοῦς γενικῆς συνελεύσεως, ἔκθεσιν ἣν ὁ διευθυντὴς θὰ ὑποβάλῃ εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.

ζ) ἐξετάζει τὰ λοιπὰ ζητήματα τὰ κριθέντα ὡς ἀναγκαῖα ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 7 τῆς Συμβάσεως καὶ τοῦ δευτέρου μέρους τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 13.

Σύνοδοι τῆς γενικῆς συνελεύσεως.

1. Ἡ γενικὴ συνέλευσις συνέρχεται τακτικῶς ἀνὰ τριετίαν.

2. Ἡ χρονολογία συγκλήσεως τῆς γενικῆς συνελεύσεως δύναται νὰ τροποποιεῖται τῇ ἐγκρίσει τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἅτινα εἶχον μετάσχει τῆς προηγουμένης γενικῆς συνελεύσεως ἢ ἅτινα δὲν εἶχον μὲν μετάσχει ταύτης, ἀλλ' εἶχον ὅμως γνωστοποιήσει εἰς τὸν γενικὸν γραμματέα τὴν πρόθεσίν των ὅπως μετάσχωσιν ἐνεργῶς τῶν ἐργασιῶν τῆς ἐπιτροπῆς.

3. (1) Ἡ γενικὴ συνέλευσις συνέρχεται, κατὰ τὸ δυνατόν, ἐν τῇ ἕδρᾳ τῆς Ἑνώσεως.

(2) Ἐν τούτοις, ἑκάστη γενικὴ συνέλευσις δύναται νὰ ὁρίσῃ ἄλλον τόπον διὰ τὴν ἑπομένην σύνοδον,

Ὁ τόπος οὗτος δύναται μεταγενεστέρως νὰ τροποποιηθῇ διὰ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς ἐν παραγράφῳ 2 ἀναφερομένης διαδικασίας..

4. Εἰς ἑκάστην τῶν συνόδων τούτων, ἡ γενικὴ συνέλευσις συμβουλευτικῆς τινος ἐπιτροπῆς προεδρεύεται ὑπὸ τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς ἀντιπροσωπείας τῆς χώρας ἐν ᾗ συνέρχεται αὕτη ἢ, ὁσάκις συνέρχεται ἐν τῇ ἕδρᾳ τῆς Ἑνώσεως, ὑπὸ προσώπου ἐκλεγομένου ὑπ' αὐτῆς ταύτης τῆς γενικῆς συνελεύσεως. Ὁ πρόεδρος βοηθεῖται ὑπὸ ἀντιπροέδρων, ἐκλεγομένων ὑπὸ τῆς γενικῆς συνελεύσεως.

5. Ἡ γραμματεία τῆς γενικῆς συνελεύσεως συμβουλευτικῆς τινος ἐπιτροπῆς συντίθεται ἐκ προσωπικοῦ τῆς εἰδικῆς γραμματείας τῆς ἐπιτροπῆς ταύτης καὶ συντρέχεται, ἐὰν τοῦτο εἶναι ἀναγκαῖον, ὑπὸ τῆς Διευθύνσεως τῆς καλούσης Κυβερνήσεως καὶ ὑπὸ τοῦ προσωπικοῦ τῆς Γενικῆς Γραμματείας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 14.

Γλῶσσαι καὶ τρόπος ψηφοφορίας κατὰ τὰς γενικὰς συνελεύσεις.

1. Αἱ χρησιμοποιούμεναι γλῶσσαι κατὰ τὰς γενικὰς συνελεύσεις καὶ εἰς τὰ ἐπίσημα ἔγγραφα τῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν εἶναι αἱ καθοριζόμεναι ἐν τῷ ἄρθρῳ 11 τῆς Συμβάσεως.

2. Αἱ χῶραι αἵτινες ἔχουσι δικαίωμα ψήφου εἰς τὰς συνεδριάσεις τῶν γενικῶν συνελεύσεων τῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν, ἀναφέρονται ἐν ἄρθρῳ 1, ἐδαφ. 3 (2) καὶ ἐν ἄρθρῳ 15, παραγρ. 2 τῆς Συμβάσεως. Ἐν τούτοις, ὅταν χώρα τις δὲν ἀντιπροσωπεύεται ὑπό τινος Διευθύνσεως, οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων αὐτῆς ἔχουσιν, ὅλοι ὁμοῦ καὶ ἀνεξαρτήτως τοῦ ἀριθμοῦ των, δικαίωμα μιᾶς μόνον ψήφου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 15.

Σύστασις τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν.

1. Ἡ γενικὴ συνέλευσις συνιστᾷ τὰς ἐπιτροπὰς μελετῶν αἵτινες ἀναγκαιοῦσι διὰ τὴν ἐπεξεργασίαν τῶν ζητημάτων ἅτινα ἔθεσεν ὑπὸ μελέτην.

Αἱ Διευθύνσεις, αἱ ἀνεγνωρισμέναι ἰδιωτικαὶ ἐπιχειρήσεις καὶ αἱ διεθνεῖς ὀργανώσεις αἱ γινόμεναι δεκταὶ συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ κεφαλαίου 11, παραγράφου 2, καὶ ἐπιθυμοῦσαι νὰ μετάσχωσι τῶν ἐργασιῶν τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν, δηλοῦσι τοῦτο εἰς τὴν γενικὴν συνέλευσιν ἢ καὶ μεταγενεστέρως εἰς τὸν διευθυντὴν τῆς οἰκείας συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς.

2. Ἐπιπροσθέτως, καὶ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ κεφαλαίου 11, παραγράφου 3, τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, οἱ ἐμπειρογνώμονες τῶν ἐπιστημονικῶν ἢ βιομηχανικῶν ὀργανισμῶν, δύνανται νὰ γίνωσι δεκτοὶ ὅπως μετάσχωσι, συμβουλευτικῶς, εἰς πᾶσαν σύνοδον μιᾶς οἱασδήποτε ἐκ τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν.

3. Ἡ γενικὴ συνέλευσις ὁρίζει τὸν κύριον εἰσηγητὴν ὅστις θὰ προεδρεύῃ ἑκάστης τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν ὡς καὶ ἕνα ἀναπληρωτὴν τοῦ κυρίου εἰσηγητοῦ. Ἐὰν κατὰ τὸ μεταξὺ δύο συνόδων τῆς γενικῆς συνελεύσεως μεσολαβοῦν χρονικὸν διάστημα, εἷς κύριος εἰσηγητὴς κωλυθῇ ὅπως ἀσκήσῃ τὰ καθήκοντά του, ὁ ἀναπληρωτὴς αὐτοῦ λαμβάνει τὴν θέσιν του ἡ δὲ ἐπιτροπὴ μελετῶν ἐκλέγει ἕνα ἐκ τῶν μελῶν της ὡς νέον ἀναπληρωτὴν κυρίου εἰσηγητοῦ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 16.

Διεξαγωγὴ τῶν ἐργασιῶν τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν

1. Ἡ ἐπεξεργασία τῶν εἰς τὰς ἐπιτροπὰς μελετῶν ἀνατιθεμένων ζητημάτων, διεξάγεται, κατὰ κανόνα, δι' ἀλληλογραφίας.

2. (1) Ἐν τούτοις, ἡ γενικὴ συνέλευσις δύναται νὰ

δίδῃ ἐπωφελῶς κατευθυντηρίους γραμμὰς εἰς ὅτι ἀφορᾷ τὰς συνόδους ἐπιτροπῶν μελετῶν, αἵτινες ἐμφανίζονται ἀπαραίτητοι διὰ τὴν ἐπεξεργασίαν σπουδαίων ὁμάδων ζητημάτων.

(2) Ἐπὶ πλέον, ἐὰν εἷς κύριος εἰσηγητὴς, μετὰ τὴν γενικὴν συνέλευσιν, εἶναι τῆς γνώμης ὅτι μία σύνοδος τῆς ἐπιτροπῆς μελετῶν του, μὴ προβλεπομένη ὑπὸ τῆς γενικῆς συνελεύσεως, εἶναι ἀναγκαία διὰ τὴν προφορικὴν συζήτησιν τῶν ζητημάτων τὰ ὁποῖα δὲν κατέστη δυνατὸν νὰ διερευνηθοῦν δι' ἀλληλογραφίας, δύναται, κατόπιν ἐγκρίσεως τῆς Διευθύνσεώς του καὶ ἀφοῦ συμβουλευθῇ τὸν οἰκεῖον διευθυντὴν καὶ τὰ μέλη τῆς ἐπιτροπῆς του, νὰ προτείνῃ σύνοδον εἰς κατάλληλον τόπον, ἔχων ὑπ' ὄψει καὶ τὴν ἀνάγκην τοῦ περιορισμοῦ τῶν δαπανῶν εἰς τὸ ἐλάχιστον.

3. Οὐχ ἧττον, πρὸς ἀποφυγὴν ἀσκόπων ταξειδίων καὶ παρατεταμένων ἀπουσιῶν, ὁ διευθυντὴς συμβουλευτικῆς τινος ἐπιτροπῆς, ἀπὸ συμφώνου μετὰ τῶν κυρίων εἰσηγητῶν, προέδρων τῶν διαφόρων οἰκείων ἐπιτροπῶν μελετῶν, καταστρώνει τὸ γενικὸν σχέδιον τῶν συνόδων τῆς ὁμάδος τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν αἵτινες πρόκειται νὰ ἑδρεύωσι εἰς τὸν αὐτὸν τόπον, κατὰ τὴν αὐτὴν περίοδον.

4. Ὁ διευθυντὴς ἀποστέλλει τὰς τελικὰς ἐκθέσεις τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν εἰς τὰς μετεχούσας Διευθύνσεις, εἰς τὰς ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις τῆς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς καί, ἐνδεχομένως, εἰς τὰς διεθνεῖς ὀργανώσεις αἵτινες θὰ ἔχωσι μετάσχει. Αἱ ἐκθέσεις αὗται ἀποστέλλονται τὸ ταχύτερον δυνατὸν καί, ἐν πάσει περιπτώσει, ἀρκούντως ἐνωρὶς ὥστε νὰ περιέλθωσιν εἰς αὐτὰς ἕνα τοὐλάχιστον μῆνα πρὸ τῆς χρονολογίας τῆς προσεχοῦς γενικῆς συνελεύσεως. Τὰ θέματα ἅτινα δὲν ἀπετέλεσαν ἀντικείμενον ἐκθέσεως περιελθούσης ὑπὸ τοὺς ἀνωτέρω ὅρους δὲν δύνανται νὰ ἀναγραφῶσιν εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῆς γενικῆς συνελεύσεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 17

Καθήκοντα τοῦ διευθυντοῦ. Εἰδικὴ Γραμματεία.

1. (1) Ὁ διευθυντὴς συμβουλευτικῆς τινος ἐπιτροπῆς συντονίζει τὰς ἐργασίας τῆς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς, περιλαμβανομένων καὶ τῶν ἐργασιῶν τῆς γενικῆς συνελεύσεως αὐτῆς καὶ τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν αὐτῆς. Εἶναι ὑπεύθυνος διὰ τὴν ὀργάνωσιν τῶν ἐργασιῶν τῆς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς.

(2) Τηρεῖ τὰ ἀρχεῖα τῆς ἐπιτροπῆς.

(3) Ὁ διευθυντὴς συντρέχεται ὑπὸ γραμματείας συγκροτουμένης ἀπὸ εἰδικευμένον προσωπικόν, τὸ ὁποῖον ἐργάζεται ὑπὸ τὰς ἀμέσους διαταγὰς του διὰ τὴν ὀργάνωσιν τῶν ἐργασιῶν τῆς ἐπιτροπῆς.

(4) Ὁ διευθυντὴς τῆς Διεθνοῦς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς τῶν ραδιοεπικοινωνιῶν συντρέχεται ἐπίσης ὑφ' ἑνὸς ὑποδιευθυντοῦ συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 7 τῆς Συμβάσεως.

2. Ὁ διευθυντὴς ἐκλέγει τὸ τεχνικὸν καὶ διοικητικὸν προσωπικὸν τῆς γραμματείας ταύτης ἐντὸς τοῦ πλαισίου τοῦ ὑπὸ τῆς διασκέψεως τῶν πληρεξουσίων ἢ ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἐγκεκριμένου προϋπολογισμοῦ. Ὁ διορισμὸς τοῦ προσωπικοῦ τούτου, τεχνικοῦ καὶ διοικητικοῦ, ἀποφασίζεται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ διευθυντοῦ.

3. Ὁ διευθυντὴς μετέχει δικαιωματικῶς ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, εἰς τὰς συζητήσεις τῆς γενικῆς συνελεύσεως καὶ τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν. Λαμβάνει πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν προπαρασκευὴν τῶν συνεδριάσεων τῆς γενικῆς συνελεύσεως καὶ τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν.

4. Ὁ ὑποδιευθυντὴς τῆς Διεθνοῦς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς τῶν ραδιοεπικοινωνιῶν μετέχει δικαιωματικῶς, ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, εἰς τὰς συζητήσεις τῆς γενικῆς συνελεύσεως καὶ τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν, ὁσάκις θέματα τῆς ἡμερησίας διατάξεως ἐνδιαφέρουσι τὴν ἀρμοδιότητά του.

5. Ὁ διευθυντὴς ὑποβάλλει ἔκθεσιν εἰς τὴν γενικὴν συνέλευσιν ἐπὶ τῆς δράσεως τῆς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς ἀπὸ τῆς προηγουμένης γενικῆς συνελεύσεως. Ἡ ἔκθεσις αὕτη μετὰ τὴν ἔγκρισίν της ἀποστέλλεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα ἵνα διαβιβασθῇ εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.

6. Ὁ διευθυντὴς ὑποβάλλει πρὸς ἔγκρισιν εἰς τὴν γενικὴν συνέλευσιν ἔκθεσιν ἐπὶ τῶν οἰκονομικῶν ἀναγκῶν τῆς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς μέχρι τῆς προσεχοῦς γενικῆς συνελεύσεως. Ἡ ἔκθεσις αὕτη, ἀφοῦ ἐγκριθῇ ὑπὸ τῆς γενικῆς συνελεύσεως, διαβιβάζεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα διὰ τὰ περαιτέρω.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 18.

Προπαρασκευὴ προτάσεων διὰ τὰς διοικητικὰς διασκέψεις.

Ἕν ἔτος πρὸ τῆς ἁρμοδίας διοικητικῆς διασκέψεως, οἱ πρόεδροι τῶν οἰκείων ἐπιτροπῶν μελετῶν ἑκάστης συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς ἀλληλογραφοῦσιν ἢ συνέρχονται μετ' ἀντιπροσώπων τῆς Γενικῆς Γραμματείας ἵνα, ἐκ τῶν ἀπὸ τῆς προηγουμένης διοικητικῆς διασκέψεως ἐκδοθεισῶν ὑπὸ τῆς ἐπιτροπῆς ταύτης γνωματεύσεων, ἐξαγάγωσι προτάσεις τροποποιήσεων τοῦ σχετικοῦ κανονισμοῦ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 19.

Σχέσεις τῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν μεταξὺ των καὶ μετ' ἄλλων διεθνῶν ὀργανώσεων.

1. (1) Αἱ γενικαὶ συνελεύσεις τῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν δύνανται νὰ συνιστῶσι μικτὰς ἐπιτροπὰς διὰ τὴν διεξαγωγὴν μελετῶν καὶ τὴν ἔκδοσιν γνωματεύσεων ἐπὶ ζητημάτων κοινοῦ ἐνδιαφέροντος.

(2) Οἱ διευθυνταὶ τῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν δύνανται, ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τῶν κυρίων εἰσηγητῶν, νὰ ὀργανοῦσι μικτὰς συνελεύσεις ἐπιτροπῶν μελετῶν διαφόρων συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν, ἐπὶ σκοπῷ μελέτης καὶ προπαρασκευῆς σχεδίων γνωματεύσεων ἐπὶ ζητημάτων κοινοῦ ἐνδιαφέροντος. Τὰ σχέδια ταῦτα γνωματεύσεων ὑποβάλλονται εἰς τὴν προσεχῆ σύνοδον τῆς γενικῆς συνελεύσεως ἑκάστης ἐνδιαφερομένης συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς.

2. Ἡ γενικὴ συνέλευσις ἢ ὁ διευθυντὴς συμβουλευτικῆς τινος ἐπιτροπῆς δύναται νὰ ὑποδείξῃ ἐκπρόσωπον τῆς ἐπιτροπῆς ταύτης ἵνα παραστῇ, ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, εἰς τὰς συνόδους τῶν λοιπῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν ἢ εἰς τὰς συνόδους ἄλλων διεθνῶν ὀργανώσεων εἰς ἃς ἡ συμβουλευτικὴ αὕτη ἐπιτροπὴ προσεκλήθη.

3. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῆς Ἑνώσεως ἢ εἷς ἐκ τῶν δύο βοηθῶν γενικῶν γραμματέων, οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνοτήτων, οἱ διευθυνταὶ τῶν ἄλλων συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν ἢ οἱ ἀντιπρόσωποί των, δύνανται νὰ καρίστανται, συμβουλευτικῶς, εἰς τὰς συνελεύσεις συμβουλευτικῆς τινος ἐπιτροπῆς.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 20.

Οἰκονομικὰ τῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν.

1. Οἱ μισθοὶ τῶν διευθυντῶν τῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν, συμπεριλαμβανομένου καὶ τοῦ μισθοῦ τοῦ ὑποδιευθυντοῦ τῆς Διεθνοῦς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς τῶν ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ αἱ τακτικαὶ δαπάναι τῶν εἰδικῶν γραμματειῶν, περιλαμβάνονται εἰς τὰς τακτικὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 13 τῆς Συμβάσεως.

2. Τὸ σύνολον τῶν ἐκτάκτων δαπανῶν ἑκάστης συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς, ὅπερ δέον νὰ περιλαμβάνῃ τὰς ἐκτάκτους δαπάνας τῶν διευθυντῶν, τοῦ ὑποδιευθυντοῦ τῆς Διεθνοῦς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς τῶν ραδιοεπικοινωνιῶν ὡς καὶ τὰς τοιαύτας τοῦ συνόλου τῆς γραμματείας τῆς χρησιμοποιηθείσης κατὰ μίαν οἱανδήποτε συνέλευσιν τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν ἢ γενικῆς τινος συνελεύσεως, καὶ τὴν δαπάνην πάντων τῶν ἐγγράφων τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν καὶ τῆς γενικῆς συνελεύσεως, βαρύνει, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 13, παραγράφους 3 καὶ 6, τῆς Συμβάσεως:

α) Τὰς Διευθύνσεις αἵτινες ἐγνωστοποίησαν εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τὴν ἐπιθυμίαν των ὅπως μετάσχωσι ἐνεργῶς τῶν ἐργασιῶν συμβουλευτικῆς τινος ἐπιτροπῆς,

ἔστω καὶ ἐὰν δὲν παρέστησαν εἰς τὴν σύνοδον τῆς γενικῆς συνελεύσεως.

β) Τὰς Διευθύνσεις αἵτινες, ἂν καὶ δὲν ἐγνωστοποίησαν εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τὴν ἐπιθυμίαν των ὅπως μετάσχωσι τῶν ἐργασιῶν συμβουλευτικῆς τινος ἐπιτροπῆς, ἐν τούτοις μετέσχον εἰς τὴν σύνοδον τῆς γενικῆς συνελεύσεως ἢ ἐπιτροπῆς τινος μελετῶν.

γ) Τὰς ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις αἵτινες, συμφώνως πρὸς τὸ κεφάλαιον 11, ἐδάφιον 1 (2), ἐζήτησαν ὅπως μετάσχωσι τῶν ἐργασιῶν συμβουλευτικῆς τινος ἐπιτροπῆς, ἔστω καὶ ἐὰν δὲν παρέστησαν εἰς τὴν σύνοδον τῆς γενικῆς συνελεύσεως.

δ) Τὰς διεθνεῖς ὀργανώσεις αἵτινες συμφώνως πρὸς τὸ κεφάλαιον 11, ἐδάφιον 2 (2), ἐγένοντο δεκταὶ ὅπως μετάσχωσι τῶν ἐργασιῶν τῆς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς καὶ αἵτινες δὲν ἀπηλλάγησαν πάσης συμμετοχῆς εἰς τὰς δαπάνας, δυνάμει τοῦ ἄρθρου 13, ἐδαφίου 3 (5), τῆς Συμβάσεως.

ε) Τοὺς ἐπιστημονικοὺς ἢ βιομηχανικοὺς ὀργανισμοὺς οἵτινες, συμφώνως πρὸς τὸ κεφάλαιον 11, παράγραφον 3, μετέσχον τῶν ἐργασιῶν τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν συμβουλευτικῆς τινος ἐπιτροπῆς.

3. Αἱ ἀνεγνωρισμέναι ἰδιωτικαὶ ἐπιχειρήσεις, αἱ διεθνεῖς ὀργανώσεις καὶ οἱ ἐπιστημονικοὶ ἢ βιομηχανικοὶ ὀργανισμοὶ οἱ ἀναφερόμενοι εἰς τὰ ἀνωτέρω ἐδάφια 2 γ, 2 δ καὶ 2 ε, ὑποδεικνύουν ἐκ τῶν ἐν τῷ ἄρθρῳ 13, παραγράφῳ 4, τῆς Συμβάσεως, ἀναγραφομένων τάξεων, ἐκείνην εἰς ἣν ἐπιθυμοῦσι νὰ καταταγῶσι διὰ τὴν συμμετοχήν των εἰς τὰς ἐκτάκτους δαπάνας τῆς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς.

4. Αἱ δαπάναι τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν ἐνσωματοῦνται εἰς τὰς ἐκτάκτους δαπάνας τῆς ἑπομένης συνόδου τῆς γενικῆς συνελεύσεως. Ἐν τούτοις, ἐν τῇ περιπτώσει καθ' ἣν σύνοδοι τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν ἔλαβον χώραν κατὰ χρόνον ὑπερβαίνοντα τὸ ἕν ἔτος πρὸ τῆς χρονολογίας τῆς προσεχοῦς συνόδου τῆς γενικῆς συνελεύσεως, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ὑποβάλλει εἰς τὰς ἐνδιαφερομένας Διευθύνσεις, ἐπιχειρήσεις, ὀργανώσεις καὶ ὀργανισμούς, προσωρινοὺς λογαριασμοὺς τῶν γενομένων ἐκτάκτων δαπανῶν.

5. Αἱ ἐν τῇ παραγράφῳ 2 ἀναφερόμεναι Διευθύνσεις, ἀνεγνωρισμέναι ἰδιωτικαὶ ἐπιχειρήσεις, διεθνεῖς ὀργανώσεις καὶ ἐπιστημονικοὶ ἢ βιομηχανικοὶ ὀργανισμοί, ὀφείλουν νὰ συμβάλωσι εἰς τὰς ἐκτάκτους δαπάνας ἀπὸ τῆς χρονολογίας τῆς λήξεως τῆς προηγουμένης συνόδου τῆς γενικῆς συνελεύσεως. Ἡ ὑποχρέωσις αὕτη ἐξακολουθεῖ ἰσχύουσα μέχρι καταγγελίας. Ἡ ἀνακοίνωσις τῆς καταγγελίας ἀρχεται ἰσχύουσα ἀπὸ τῆς χρονολογίας λήξεως τῆς συνόδου τῆς γενικῆς συνελεύσεως ἥτις ἕπεται τῆς χρονολογίας λήψεως τῆς ἀνακοινώσεως ταύτης, δὲν ἐπιφέρει ὅμως ἀπώλειαν τοῦ δικαιώματος λήψεως τῶν ἐντύπων τῶν ἀφορώντων τὴν σύνοδον ταύτην τῆς γενικῆς συνελεύσεως.

6. Ἑκάστη Διεύθυνσις, ἀνεγνωρισμένη ἰδιωτικὴ ἐπιχείρησις, διεθνὴς ὀργάνωσις ἢ ἐπιστημονικὸς ἢ βιομηχανικὸς ὀργανισμὸς ὑφίσταται τὰς προσωπικὰς δαπάνας τῶν ἀντιπροσώπων αὐτῆς.

7. Ἐν τούτοις, αἱ προσωπικαὶ δαπάναι τοῦ ἐκπροσώπου συμβουλευτικῆς τινος ἐπιτροπῆς, αἱ προκαλούμεναι λόγῳ συμμετοχῆς αὐτοῦ εἰς τὰς ἐν τῷ κεφαλαίῳ 19, παραγράφῳ 2, ἀναφερομένας συνόδους, βαρύνουσι τὴν ἐπιτροπὴν ἣν ἐκπροσωπεῖ.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 6.

(ἴδε ἄρθρον 26)

Συμφωνία μεταξὺ τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

Πρόλογος

Βάσει τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 57 τοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τοῦ ἄρθρου 26 τῆς Συμβάσεως τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν τῆς συναφθείσης εἰς Ἀτλάντικ Σίτυ τὸ 1947, τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη καὶ ἡ Διεθνὴς Ἕνωσις Τηλεπικοινωνιῶν συμφωνοῦσιν ἐπὶ τῶν κάτωθι:

Ἄρθρον I.

Τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη ἀναγνωρίζουσι τὴν διεθνῆ Ἕνωσιν Τηλεπικοινωνιῶν, καλουμένην κατωτέρω «ἡ Ἕνωσις», ὡς εἰδικευμένην ὀργάνωσιν ἐπιφορτισμένην νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ συμφώνως πρὸς τὴν ἱδρυτικὴν αὐτῆς Πρᾶξιν κατάλληλα μέτρα διὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν σκοπῶν, οἵτινες καθωρίσθησαν εἰς τὴν Πρᾶξιν ταύτην.

Ἄρθρον II.

Ἀμοιβαία ἐκπροσώπησις.

1. Ὁ Ὀργανισμὸς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν θὰ προσκαλῆται ν' ἀποστέλλῃ ἀντιπροσώπους, ἵνα συμμετέχωσιν, ἄνευ δικαιώματος ψήφου, εἰς τὰς συζητήσεις ἁπασῶν τῶν διασκέψεων, πληρεξουσίων καὶ διοικητικῶν, τῆς Ἑνώσεως. Ὁμοίως θὰ προσκαλῆται οὗτος, κατόπιν προηγουμένης συνεννοήσεως μετὰ τῆς Ἑνώσεως, ν' ἀποστέλλῃ ἀντιπροσώπους, ἵνα παρίστανται εἰς συγκαλουμένας ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως συνόδους διεθνῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν ἢ εἰς πάσας ἄλλας ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως συγκαλουμένας συνόδους, μετὰ δικαιώματος συμμετοχῆς, ἄνευ ψήφου, εἰς τὴν συζήτησιν ζητημάτων ἐνδιαφερόντων τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη.

2. Ἡ Ἕνωσις θὰ προσκαλῆται ν' ἀποστέλλῃ ἀντιπροσώπους, ἵνα παρίστανται εἰς τὰς συνεδριάσεις τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν πρὸς τὸν σκοπὸν παροχῆς συμβουλῶν ἐπὶ ζητημάτων τηλεπικοινωνιῶν.

3. Ἡ Ἕνωσις θὰ προσκαλῆται ν' ἀποστέλλῃ ἀντιπροσώπους, ἵνα παρίστανται εἰς τὰς συνεδριάσεις τοῦ Οἰκονομικοῦ καὶ Κοινωνικοῦ Συμβουλίου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τοῦ Συμβουλίου Κηδεμονιῶν ὡς καὶ τῶν ἐπιτροπῶν τούτων καὶ νὰ συμμετέχωσιν, ἄνευ δικαιώματος ψήφου, εἰς τὰς συζητήσεις δι' ἃ σημεῖα τῆς ἡμερησίας διατάξεως ἐνδιαφέρεται ἡ Ἕνωσις.

4. Ἡ Ἕνωσις θὰ καλῆται ν' ἀποστέλλῃ ἀντιπροσώπους, ἵνα παρίστανται εἰς τὰς συνεδριάσεις τῶν κυριωτέρων ἐπιτροπῶν τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, εἰς ἃς πρόκειται νὰ συζητηθῶσι ζητήματα ἀναγόμενα εἰς τὴν ἁρμοδιότητα τῆς Ἑνώσεως καὶ νὰ συμμετέχωσιν, ἄνευ δικαιώματος ψήφου, εἰς τὰς συζητήσεις ταύτας.

5. Ἡ Γραμματεία τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν θὰ προβαίνῃ εἰς τὴν διανομὴν ἁπασῶν τῶν ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως ὑποβαλλομένων γραπτῶν ἐκθέσεων εἰς τὰ Μέλη τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, τοῦ Οἰκονομικοῦ καὶ Κοινωνικοῦ Συμβουλίου καὶ τῶν ἐπιτροπῶν αὐτοῦ, καὶ τοῦ Συμβουλίου Κηδεμονιῶν, κατὰ τὴν περίπτωσιν. Ὁμοίως αἱ ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ὑποβαλλόμεναι γραπταὶ ἐκθέσεις θὰ διανέμωνται ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως εἰς τὰ Μέλη της.

Ἄρθρον III.

Ἐγγραφὴ θεμάτων εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν.

Μετὰ τὰς ἐνδεχομένως ἀναγκαίας προκαταρκτικὰς συνεννοήσεις, ἡ Ἕνωσις θὰ ἐγγράφῃ εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῶν διασκέψεων, διοικητικῶν καὶ πληρεξουσίων, ἢ τῶν συνόδων ἄλλων ὀργανώσεων τῆς Ἑνώσεως, τὰ θέματα ἅτινα ἤθελον προταθῆ αὐτῇ ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν. Τὸ Οἰκονομικὸν καὶ Κοινωνικὸν Συμβούλιον καὶ αἱ ἐπιτροπαί του, ὡς ἐπίσης καὶ τὸ Συμβούλιον Κηδεμονιῶν, θὰ ἐγγράφωσιν ὁμοίως εἰς τὴν ἡμερησίαν αὐτῶν διάταξιν τὰ ὑπὸ τῶν διασκέψεων ἢ τῶν ἄλλων ὀργάνων τῆς Ἑνώσεως προτεινόμενα θέματα.

Ἄρθρον IV.

Συστάσεις τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Ἡ Ἕνωσις, λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν ὅτι τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη ὑποχρεοῦνται νὰ εὐνοῶσι τὴν πραγματοποίησιν τῶν εἰς τὸ ἄρθρον 55 τοῦ Χάρτου προβλεπομένων σκοπῶν καὶ νὰ βοηθῶσι τὸ Οἰκονομικὸν καὶ Κοινωνικὸν Συμβούλιον ὅπως ἀσκῇ τὴν λειτουργίαν καὶ τὴν ἐξουσίαν, τὰς ὁποίας παρέχει αὐτῷ τὸ ἄρθρον 62 τοῦ Χάρτου, νὰ ἐνεργῇ ἢ προκαλῇ μελέτας καὶ ἐκθέσεις ἐπὶ διεθνῶν οἰκονομικῶν, κοινωνικῶν, μορφωτικῶν, ἐκπαιδευτικῶν ζητημάτων καὶ προβλημάτων ὑγιεινῆς, ὡς καὶ ἐπὶ ἄλλων συναφῶν ζητημάτων καὶ νὰ διατυπώνῃ συστάσεις ἐφ' ὅλων τῶν ζητημάτων τούτων εἰς τὰς ἐνδιαφερομένας εἰδικευμένας ὀργανώσεις, ὁμοίως λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν ὅτι τὰ ἄρθρα 58 καὶ 63 τοῦ Χάρτου ὁρίζουν ὅτι ὁ Ὀργανισμὸς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν δέον νὰ ἀπευθύνῃ συστάσεις διὰ νὰ συντονίζῃ τὴν δραστηριότητα τῶν εἰδικευμένων τούτων ὀργανώσεων καὶ τὰς γενικὰς ἀρχὰς ἀπὸ τὰς

ὁποίας αἴτηται ἐμπνέονται, συμφωνεῖ νὰ λάβῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ νὰ ὑποβάλῃ τὸ ταχύτερον δυνατόν, εἰς τὸ οἰκεῖον ὄργανον αὐτοῦ, διὰ τὰ περαιτέρω, πάσας τὰς ἐπισήμους συστάσεις τὰς ὁποίας ἤθελεν ἀπευθύνῃ αὐτῇ ὁ Ὀργανισμὸς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

2. Ἡ Ἕνωσις συμφωνεῖ, ὅπως προέρχηται εἰς συνεννοήσεις μετὰ τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, τῇ αἰτήσει τούτου, σχετικῶς μὲ τὰς συστάσεις ταύτας, γνωρίζουσα ἐν καιρῷ τῷ δέοντι εἰς τὸν Ὀργανισμὸν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν τὰ μέτρα, ἅτινα ἤθελον ληφθῇ ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως ἢ τῶν Μελῶν αὐτῆς πρὸς ἐκτέλεσιν τῶν συστάσεων τούτων ἢ ἐπὶ παντὸς ἄλλου ἀποτελέσματος τῶν μέτρων τούτων.

3. Ἡ Ἕνωσις θὰ συνεργάζηται ἐπὶ παντὸς ἄλλου μέτρου, τὸ ὁποῖον ἤθελε καταστῇ ἀναγκαῖον διὰ τὴν ἐξασφάλισιν ἀποτελεσματικοῦ συντονισμοῦ τῆς δραστηριότητος τῶν εἰδικευμένων Ὀργανισμῶν καὶ τῆς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν. Συμφωνεῖ ἰδίως ὅπως συνεργάζηται μετὰ πάντος ὀργάνου ἢ ὀργάνων, ἅτινα ἤθελον ἱδρυθῇ ὑπὸ τοῦ Οἰκονομικοῦ καὶ Κοινωνικοῦ Συμβουλίου πρὸς διευκόλυνσιν τοῦ συντονισμοῦ τούτου καὶ παρέχῃ πάσας τὰς πληροφορίας, αἵτινες θὰ ἦσαν ἀναγκαῖαι διὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν σκοπῶν τούτων.

Ἄρθρον V.

Ἀνταλλαγὴ πληροφοριῶν καὶ ἐγγράφων.

1. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν μέτρων, ἅτινα ἤθελον κριθῇ ἀναγκαῖα πρὸς διαφύλαξιν τοῦ ἐμπιστευτικοῦ χαρακτῆρος ἐγγράφων τινῶν, τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη καὶ ἡ Ἕνωσις θὰ προέλθωσιν εἰς τὴν κατὰ τὸ δυνατὸν πληρεστέραν καὶ ταχυτέραν ἀνταλλαγὴν πληροφοριῶν καὶ ἐγγράφων, πρὸς ἱκανοποίησιν τῶν ἀναγκῶν ἑκατέρας τούτων.

2. Χωρὶς νὰ παραβλάπτηται ὁ γενικὸς χαρακτὴρ τῶν διατάξεων τῆς προηγουμένης παραγράφου:

α) Ἡ Ἕνωσις θά ὑποβάλλῃ εἰς τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη ἐτησίαν ἔκθεσιν περὶ τῆς δραστηριότητός της:

β) Ἡ Ἕνωσις θὰ δίδῃ συνέχειαν, ἐν ὅλῳ τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, εἰς πᾶσαν αἴτησιν ἀφορῶσαν εἰδικὰς ἐκθέσεις μελέτας ἢ πληροφορίας, τὴν ὁποίαν ἤθελον ἀπευθύνει αὐτῇ τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη.

γ) Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν θὰ προέρχηται εἰς ἀνταλλαγὴν ἀπόψεων μετὰ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς τῆς Ἑνώσεως, τῇ αἰτήσει ταύτης, διὰ νὰ παρέχῃ εἰς τὴν Ἕνωσιν τὰς πληροφορίας αἵτινες θὰ παρουσίαζον ἰδιαίτερον ἐνδιαφέρον δι' αὐτήν.

Ἄρθρον VI.

Συνδρομὴ εἰς τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη.

Ἡ Ἕνωσις συμφωνεῖ νὰ συνεργάζηται μετὰ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῶν κυρίων καὶ ἐπικουρικῶν ὀργανισμῶν αὐτῶν καὶ νὰ παρέχῃ εἰς αὐτοὺς πᾶσαν δυνατὴν συνδρομήν, συμφώνως πρὸς τὸν Χάρτην τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν, λαμβάνουσα πλήρως ὑπ' ὄψιν τὴν ἰδιαιτέραν θέσιν ἐκείνων ἐκ τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως τὰ ὁποῖα δὲν εἶναι μέλη τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Ἄρθρον VII.

Σχέσεις μὲ τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον.

1. Ἡ Ἕνωσις συμφωνεῖ νὰ παρέχῃ εἰς τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον πᾶσαν ὑπὸ τούτου ζητουμένην πληροφορίαν κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 34 τοῦ Καταστατικοῦ του.

2. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἐξουσιοδοτεῖ τὴν Ἕνωσιν νὰ ζητῇ ἀπὸ τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον γνωμοδοτήσεις συμβουλευτικοῦ χαρακτῆρος, ἐπὶ νομικῶν ζητημάτων, ἅτινα ἤθελον προκύψῃ ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς ἁρμοδιότητος αὐτῆς, μὴ ἀναγομένων ὅμως εἰς τὰς ἀμοιβαίας σχέσεις τῆς Ἑνώσεως μετὰ τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἢ τῶν ἄλλων εἰδικευμένων Ὀργανισμῶν.

3. Τοιαύτη αἴτησις δύναται νὰ ἀπευθύνηται εἰς τὸ Δικαστήριον ὑπὸ τῆς διασκέψεως πληρεξουσίων ἢ ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἐνεργοῦντος δυνάμει ἐξουσιοδοτήσεως τῆς διασκέψεως Πληρεξουσίων.

4. Ὁσάκις ἡ Ἕνωσις ζητεῖ συμβουλευτικὴν γνωμοδότησιν παρὰ τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου, πληροφορεῖ περὶ τῆς τοιαύτης αἰτήσεως τὸ Οἰκονομικὸν καὶ Κοινωνικὸν Συμβούλιον.

Ἄρθρον VIII.

Διατάξεις ἀφορῶσαι τὸ προσωπικόν

1. Ὁ Ὀργανισμὸς Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἡ Ἕνωσις συμφωνοῦσι νὰ καθιερώσωσι διὰ τὸ προσωπικὸν κοινούς, κατὰ τὸ δυνατόν, ὅρους, μεθόδους καὶ διατάξεις διὰ νὰ ἀποφεύγωνται σοβαραὶ ἀντιφάσεις εἰς τοὺς ὅρους καὶ τὰς συνθήκας χρησιμοποιήσεως, ὡς ἐπίσης καὶ ὁ συναγωνισμὸς κατὰ τὴν πρόσληψιν τοῦ Προσωπικοῦ καὶ νὰ εὐχεράνωσιν ἀνταλλαγὰς προσωπικοῦ, αἵτινες ἤθελον θεωρηθῇ ἐπιθυμηταὶ ἐξ ἀμφοτέρων τῶν μερῶν πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς καλυτέρας χρησιμοποιήσεως τῶν ὑπηρεσιῶν τοῦ προσωπικοῦ τούτου.

2. Ὁ Ὀργανισμὸς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἡ Ἕνωσις συμφωνοῦσι νὰ συνεργάζωνται ,ἐν ὅλῳ τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, διὰ τὴν ἐπίτευξιν τῶν ἀνωτέρω σκοπῶν.

Ἄρθρον IX.

Στατιστικαὶ Ὑπηρεσίαι

1. Ὁ Ὀργανισμὸς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἡ Ἕνωσις συμφωνοῦσιν ὅπως καταβάλωσι πᾶσαν προσπάθειαν διὰ νὰ ἐπιτύχωσι συνεργασίαν ὅσον τὸ δυνατὸν στενωτέραν, τὴν ἐξάλειψιν πάσης διπλῆς χρησιμοποιήσεως ἐν τῇ δραστηριότητι αὐτῶν καὶ τὴν μᾶλλον ἀποτελεσματικὴν χρησιμοποίησιν τοῦ τεχνικοῦ των προσωπικοῦ , κατὰ τὴν συλλογήν, τὴν ἀνάλυσιν, τὴν δημοσίευσιν, τὴν τυποποίησιν, τὴν βελτίωσιν καὶ τὴν διάδοσιν στατιστικῶν πληροφοριῶν.

Συμφωνοῦσι νὰ ἑνώσωσι τὰς προσπαθείας των διὰ νὰ ἀξιοποιήσωσι κατὰ τὸν καλύτερον δυνατὸν τρόπον τὰς στατιστικὰς πληροφορίας καὶ νὰ ἐλαφρύνωσι τὸ ἔργον τῶν Κυβερνήσεων καὶ τῶν ἄλλων Ὀργανισμῶν, οἵτινες ἤθελον κληθῇ νὰ παράσχωσι τὰς πληροφορίας ταύτας.

2. Ἡ Ἕνωσις ἀναγνωρίζει, ὅτι ὁ Ὀργανισμὸς Ἡνωμένων Ἐθνῶν εἶναι ὁ κεντρικὸς ὀργανισμὸς ὁ ἐπιφορτισμένος νὰ συλλέγῃ ,ἀναλύῃ, δημοσιεύῃ, τυποποιῇ, τελειοποιῇ καὶ διαδίδῃ τὰς χρησίμους εἰς τοὺς γενικοὺς σκοποὺς τῶν διεθνῶν ὀργανισμῶν, στατιστικάς,

3. Ὁ Ὀργανισμὸς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἀναγνωρίζει ὅτι ἡ Ἕνωσις εἶναι ὁ κεντρικὸς ὀργανισμός, ὁ ἐπιφορτισμένος νὰ συλλέγῃ, ἀναλύῃ, δημοσιεύῃ, τυποποιῇ ,τελειοποιῇ καὶ διαδίδῃ τὰς στατιστικὰς τῆς ἰδικῆς της ἁρμοδιότητος, χωρὶς τοῦτο νὰ θίγῃ τὸ δικαίωμα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ὅπως ἐνδιαφέρεται διὰ τοιαύτας στατιστικάς, καθ' ὅ μέτρον αὗται δύνανται νὰ ὦσιν ἀναγκαῖαι διὰ τὴν πραγματοποίησιν τῶν ἰδικῶν του σκοπῶν, ἢ διὰ τὴν τελειοποίησιν τῶν στατιστικῶν ὁλοκλήρου τοῦ κόσμου . Εἰς τὴν Ἕνωσιν ἀπόκειται νὰ λαμβάνῃ πᾶσαν ἀπόφασιν περὶ τῆς μορφῆς ὑπὸ τὴν ὁποίαν θὰ συντάσσωνται τὰ ὑπηρεσιακά της ἔγγραφα.

4. Πρὸς ἵδρυσιν κέντρου στατιστικῶν πληροφοριῶν προοριζομένου διὰ γενικὴν χρῆσιν, συμφωνεῖται ὅπως τὰ εἰς τὴν Ἕνωσιν παρεχόμενα στοιχεῖα , τὰ προοριζόμενα νὰ περιληφθῶσιν εἰς βασικὰς στατιστικὰς σειρὰς ἢ εἰς τὰς εἰδικὰς ἐκθέσεις της, εἶναι κατὰ τὸ δυνατὸν προσιτὰ εἰς τὸν Ὀργανισμὸν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν τῇ αἰτήσει του.

5. Συμφωνεῖται ὅπως τὰ εἰς τὸν Ὀργανισμὸν Ἡνωμένων Ἐθνῶν παρεχόμενα στοιχεῖα , τὰ προοριζόμενα νὰ περιληφθῶσιν εἰς βασικὰς στατιστικὰς σειρὰς ἢ εἰς τὰς εἰδικὰς ἐκθέσεις αὐτῆς, εἶναι προσιτὰ εἰς τὴν Ἕνωσιν τῇ αἰτήσει της, καθ' ὅ μέτρον θὰ εἶναι τοῦτο δυνατὸν καὶ σκόπιμον.

Ἄρθρον X.

Διοικητικαὶ καὶ τεχνικαὶ ὑπηρεσίαι.

1. Ὁ Ὀργανισμὸς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἡ Ἕνωσις ἀναγνωρίζουν ὅτι εἶναι εὐκταῖον ,πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς μᾶλλον ἀποτελεσματικῆς χρησιμοποιήσεως τοῦ προσωπικοῦ καὶ τῶν διαθεσίμων πόρων ,νὰ ἀποφεύγωσιν, ὁσάκις τοῦτο εἶναι δυνατὸν ,τὴν δημιουργίαν ὑπηρεσιῶν ὧν αἱ ἐργασίαι θὰ συναγωνίζωνται ἢ θὰ συμπίπτωσι καὶ ἐν ἀνάγκῃ νὰ συμβουλεύωνται ἀλλήλους πρὸς τοῦτο.

2. Ὁ Ὀργανισμὸς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἡ Ἕνωσις θὰ λάβωσιν ἀπὸ κοινοῦ μέτρα ἀφορῶντα τὴν καταγραφὴν καὶ κατάθεσιν τῶν ἐπισήμων ἐγγράφων.

Ἄρθρον XI.

Διατάξεις ἀφορῶσαι τὰ οἰκονομικὰ καὶ τὸν προϋπολογισμόν.

1. Ὁ Προϋπολογισμὸς ἢ τὸ σχέδιον προϋπολογισμοῦ τῆς Ἑνώσεως θὰ διαβιβάζηται εἰς τὸν Ὀργανισμὸν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ταὐτοχρόνως μὲ τὴν διαβίβασιν αὐτοῦ εἰς τὰ Μέλη τῆς Ἑνώσεως. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις θὰ δύναται νὰ ἀπευθύνῃ συστάσεις εἰς τὴν Ἕνωσιν ἐπὶ τοῦ ἀντικειμένου τούτου.

2. Ἡ Ἕνωσις θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ ἀποστέλλῃ ἀντιπροσώπους, ἵνα συμμετέχωσιν, ἄνευ ψήφου, εἰς τὰς συζητήσεις τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, ἢ οἱωνδήποτε ἐπιτροπῶν τῆς Συνελεύσεως ταύτης κατὰ πᾶσαν συζήτησιν ἀφορῶσαν τὸν Προϋπολογισμὸν τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον XII.

Χρηματοδότησις τῶν εἰδικῶν ὑπηρεσιῶν

1. Ἐὰν ἡ Ἕνωσις εὑρεθῇ εἰς τὴν ἀνάγκην νὰ ἀντιμετωπίσῃ σοβαρὰς συμπληρωματικὰς δαπάνας, συνεπείᾳ αἰτήσεως συνδρομῆς, εἰδικῶν ἐκθέσεων ἢ μελετῶν ζητουμένων ὑπὸ τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ VI ἢ ἄλλαις διατάξεσι τῆς παρούσης συμφωνίας, τὰ μέρη θὰ συνεννοῶνται διὰ τὸν καθορισμὸν τοῦ δικαιοτέρου δυνατοῦ τρόπου, καθ' ὃν θὰ ἔδει ν' ἀντιμετωπισθῶσιν αἱ δαπάναι αὗται.

2. Ὁ Ὀργανισμὸς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἡ Ἕνωσις θὰ συνεννοῶνται ὁμοίως πρὸς λῆψιν τῶν ἀποφάσεων, αἵτινες θὰ ἐκρίνοντο ἐνδεδειγμέναι διὰ τὴν κάλυψιν τῶν δαπανῶν τῶν κεντρικῶν διοικητικῶν, τεχνικῶν ἢ οἰκονομικῶν ὑπηρεσιῶν καὶ πάσης εἰδικῆς διευκολύνσεως ἢ συνδρομῆς, παρεχομένης ὑπὸ τοῦ ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, τῇ αἰτήσει τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον XIII.

Δελτίον ταὐτότητος τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν

Οἱ ὑπάλληλοι τῆς Ἑνώσεως θὰ ἔχωσι τὸ δικαίωμα νὰ χρησιμοποιῶσι τὸ δελτίον ταὐτότητος τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν συμφώνως πρὸς τὰς εἰδικὰς συμφωνίας αἵτινες μέλλουσι νὰ συναφθῶσιν ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον XIV.

Συμφωνίαι μεταξὺ ὀργανώσεων

1. Ἡ Ἕνωσις συμφωνεῖ νὰ πληροφορῇ τὸ Οἰκονομικὸν καὶ Κοινωνικὸν Συμβούλιον περὶ τῆς φύσεως καὶ τῆς ἐκτάσεως παντὸς ἐπισήμου συμφώνου, μέλλοντος νὰ καταρτισθῇ μεταξὺ τῆς Ἑνώσεως καὶ πάσης ἑτέρας εἰδικευμένης Ὀργανώσεως ἢ παντὸς ἄλλου διακυβερνητικοῦ ἢ μὴ κυβερνητικοῦ διεθνοῦς ὀργανισμοῦ καὶ ἐπὶ πλέον θὰ πληροφορῇ τὸ Οἰκονομικὸν καὶ Κοινωνικὸν Συμβούλιον περὶ τῶν λεπτομερειῶν τοῦ συμφώνου τούτου, ὅταν συναφθῇ.

2. Ὁ Ὀργανισμὸς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν συμφωνεῖ νὰ πληροφορῇ τὴν Ἕνωσιν περὶ τῆς φύσεως καὶ τῆς ἐκτάσεως παντὸς ἐπισήμου συμφώνου προβλεπομένου νὰ καταρτισθῇ ὑπὸ πάσης ἄλλης εἰδικευμένης Ὀργανώσεως ἐπὶ θεμάτων δυναμένων νὰ ἐνδιαφέρωσι τὴν Ἕνωσιν καὶ ἐπὶ πλέον θὰ γνωρίζῃ εἰς τὴν Ἕνωσιν τὰς λεπτομερείας αὐτοῦ ὅταν συναφθῇ.

Ἄρθρον XV

Σύνδεσμος.

1. Ὁ Ὀργανισμὸς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἡ Ἕνωσις συμφωνοῦσιν ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω διατάξεων ἐν τῇ πεποιθήσει ὅτι θὰ συμβάλωσιν εἰς τὴν διατήρησιν ἀποτελεσματικοῦ συνδέσμου μεταξὺ τῶν δύο Ὀργανισμῶν. Ἐπιβεβαιοῦσι τὴν πρόθεσίν των νὰ λάβωσι τὰ μέτρα ἅτινα θὰ ἦσαν ἀναγκαῖα πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον.

2. Αἱ διατάξεις αἱ ἀφορῶσαι τὸν ὑπὸ τοῦ παρόντος συμφώνου προβλεπόμενον σύνδεσμον θὰ ἐφαρμόζωνται ἐν παντὶ καταλλήλῳ μέτρῳ ,εἰς τὰς μεταξὺ τῆς Ἑνώσεως καὶ τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν σχέσεις, περιλαμβανομένων καὶ τῶν περιφερειακῶν ἢ βοηθητικῶν Γραφείων αὐτοῦ.

Ἄρθρον XVI

Ὑπηρεσία Τηλεπικοινωνιῶν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

1. Ἡ Ἕνωσις ἀναγνωρίζει ὅτι εἶναι σημαντικὸν διὰ τὸν Ὀργανισμὸν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν νὰ ἀπολαμβάνῃ τῶν αὐτῶν δικαιωμάτων, ὧν ἀπολαύουσι καὶ τὰ Μέλη τῆς Ἑνώσεως ἐν τῇ ἐκμεταλλεύσει τῶν Τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν .

2. Ὁ Ὀργανισμὸς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως ἐκμεταλλεύηται τὰς ὑπηρεσίας τηλεπικοινωνίας αἵτινες ἐξαρτῶνται παρ' αὐτοῦ, συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν καὶ τοῦ προσηρτημένου εἰς τὴν σύμβασιν ταύτην Κανονισμοῦ.

3. Αἱ ἀναγκαῖαι διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου τούτου διατυπώσεις θὰ ἀποτελέσωσιν ἀντικείμενον ἰδιαιτέρων συμφωνιῶν.

Ἄρθρον XVII

Ἐφαρμογὴ τῆς Συμφωνίας

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἡ ἁρμοδία ἀρχὴ τῆς Ἑνώσεως δύνανται νὰ συνάψωσι οἱασδήποτε συμπληρωματικὰς συμφωνίας, αἵτινες θὰ ἐκρίνοντο εὐκταῖαι διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης συμφωνίας.

Ἄρθρον XVIII

Ἀναθεώρησις

Ἡ συμφωνία αὕτη ὑπόκειται εἰς ἀναθεώρησιν κατόπιν συνεννοήσεως μεταξὺ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῆς Ἑνώσεως, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν προειδοποιήσεως ἓξ μηνῶν παρὰ τοῦ ἑνὸς ἢ τοῦ ἑτέρου μέρους.

Ἄρθρον XIX

Ἔναρξις ἰσχύος.

1. Ἡ παροῦσα συμφωνία θὰ τεθῇ προσωρινῶς ἐν ἰσχύϊ μετὰ τὴν ἀποδοχὴν αὐτῆς ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῆς διασκέψεως πληρεξουσίων τῶν Τηλεπικοινωνιῶν, τῆς συγκληθείσης εἰς τὸ Ἀτλάντικ Σίτυ, τῷ 1947.

2. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐν τῇ παραγράφῳ 1 μνημονευομένης ἀποδοχῆς, ἡ παροῦσα συμφωνία θὰ τεθῇ ἐπισήμως ἐν ἰσχύϊ ταὐτοχρόνως μετὰ τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν τῆς συναφθείσης ἐν Ἀτλάντικ Σίτυ τῷ 1947 ἢ εἰς προγενεστέραν ἡμερομηνίαν κατόπιν ἀποφάσεως τῆς Ἑνώσεως.

ΤΕΛΙΚΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Συνημμένον

Εἰς τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν

(Μπουένος Ἄϊρες 1952)

Κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν τοῦ Μπουένος Ἄϊρες, οἱ ὑπογράφομενοι πληρεξούσιοι λαμβάνουσι σημείωσιν τῶν ἑπομένων δηλώσεων :

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἀλβανίας :

Καθ' ἣν στιγμὴν ὑπογράφει τὴν Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν τοῦ Μπουένος Ἄϊρες, ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Ἀλβανίας, δηλοῖ τὰ ἀκόλουθα :

1. α) Οἱ ἐκπρόσωποι τῶν ἀνθρώπων τοῦ Κουομιντάγκ δὲν εἶναι ἐν τῇ πραγματικότητι ἀντιπρόσωποι τῆς Κίνας καί, κατὰ συνέπειαν, ἡ ἀπόφασις τῆς διασκέψεως πληρεξουσίων ὅπως παράσχῃ εἰς αὐτοὺς τὸ δικαίωμα νὰ ὑπογράψωσι τὴν Σύμβασιν, εἶναι παράνομος. Τὸ δικαίωμα ὑπογραφῆς τῆς Συμβάσεως ἐν ὀνόματι τῆς Κίνας ἀνήκει μόνον εἰς τοὺς ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Κίνας διωρισμένους ἀντιπροσώπους.

β) Ἡ ὑπογραφὴ τῆς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν ἐν ὀνόματι τῆς Γερμανίας ὑπὸ τῶν ἀντιπροσώπων τῶν ἀρχῶν τῆς Βόννης εἶναι παράνομος , διότι αἱ ἀρχαὶ τῆς Βόννης δὲν ἐκπροσωποῦσιν ὁλόκληρον τὴν Γερμανίαν. . Ἡ Κυβέρνησις τῆς Γερμανικῆς Δημοκρατίας προσεχώρησε νομίμως εἰς τὴν Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν τοῦ 1947, οὕτως ὥστε ἡ Γερμανικὴ Δημοκρατία εἶναι μέρος εἰς τὴν Σύμβασιν τοῦ 1947 καὶ δικαιωματικῶς Μέλος τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

γ) Ἡ ἀπόφασις τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων ὅπως παράσχῃ εἰς τοὺς ἀντιπροσώπους τοῦ Βιὲτ-Νὰμ τοῦ Μπάο-

Ντάϊ καὶ τῆς Νοτίου Κορέας τὸ δικαίωμα ὅπως ὑπογράψωσι τὴν Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν, εἶναι παράνομος ,διότι ἐν τῇ πραγματικότητι οἱ ἀντιπρόσωποι οὗτοι δὲν ἐκπροσωποῦσι τὸ Βιέτ- Νὰμ καὶ τὴν Κορέαν.

2. Ὁ νέος Διεθνὴς Κατάλογος τῶν συχνοτήτων ὁ προβλεπόμενος ἐν τῷ ἄρθρῳ 47 τοῦ Κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιῶν (Ἀτλάντικ Σίτυ) οὔτε συνετάγη εἰσέτι οὔτε ἐνεκρίθη. Κατὰ συνέπειαν, αἱ ὑπὸ τῆς Ἐκτάκτου Διοικητικῆς Διασκέψεως τῶν Ραδιοεπικοινωνιῶν ληφθεῖσαι ἀποφάσεις εἶναι ἀντίθετοι πρὸς τὸν Κανονισμὸν ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ εἶναι ,κατὰ συνέπειαν, παράνομοι.

Ἐν ὄψει τῶν προεκτεθέντων, ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Ἀλβανίας δηλοῖ ὅτι ἡ ὑπὸ τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων τοῦ Μπουένος Ἄϊρες ληφθεῖσα ὑπ' ἀριθ. 30 Ἀπόφασις ἥτις θεωρεῖ τὰς παρανόμους ἀποφάσεις τῆς Ἐκτάκτου Διοικητικῆς Διασκέψεως τῶν Ραδιοεπικοινωνιῶν ὡς ἀντικαθιστώσας τὰς διατάξεις τοῦ ἰσχύοντος Κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιῶν, παραβιάζει τὴν διὰ τὴν ἀναθεώρησιν τῶν Κανονισμῶν καθιερωμένην διαδικασίαν καὶ εἶναι ,συνεπῶς, ἀπαράδεκτος διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἀλβανίας.

Τούτων οὕτως ἐχόντων, ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Ἀλβανίας ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα ὅπως τηρήσῃ, εἰς τὰ ζητήματα καταχωρήσεως καὶ χρησιμοποιήσεως, τῶν συχνοτήτων, τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 47 τοῦ ἰσχύοντος Κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιῶν.

Ἐπιφυλάσσει ἐπίσης τὸ δικαίωμά της νὰ υἱοθετήσῃ ἢ νὰ μὴ υἱοθετήσῃ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 6 τῆς Συμβάσεως.

II

Διὰ τὸ Βασίλειον τῆς Σαουδιτικῆς Ἀραβίας :

1. Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Σαουδιτικῆς Ἀραβίας δηλοῖ ρητῶς ὅτι ἀντιτίθεται πρὸς τὴν παράγραφον 12, ἐδάφιον β) 1ον, τοῦ ἄρθρου 5. Ἡ ὑπογραφὴ τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐν ὀνόματι τῆς Σαουδιτικῆς Ἀραβίας δίδεται ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι ἡ Σαουδιτικὴ Ἀραβία δὲν θέλει δεσμευθῇ διὰ τῶν προσωρινῶν συμφωνιῶν τὰς ὁποίας τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἤθελε συνάψει ἐν ὀνόματι τῆς Ἑνώσεως καὶ τὰς ὁποίας θέλει θεωρήσει ὡς ἀντιθέτους πρὸς τὰ συμφέροντά της.

2. Ὑπογράφουσα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἐν ὀνόματι τῆς Σαουδιτικῆς Ἀραβίας, ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Σαουδιτικῆς Ἀραβίας ἐπιφυλάσσει τὸ δικαίωμα τῆς Κυβερνήσεώς της ὅπως ἀποδεχθῇ ἢ οὐ πᾶσαν ὑποχρέωσιν σχέσιν ἔχουσαν πρὸς τοὺς ἐν τῷ ἄρθρῳ 12 τῆς παρούσης Συμβάσεως προβλεπομένους Τηλεγραφικὸν Κανονισμὸν ἢ Πρόσθετον Κανονισμὸν ραδιοεπικοινωνιῶν.

III

Διὰ τὴν Ὁμοσπονδίαν τῆς Αὐστραλίας :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Αὐστραλίας δηλοῖ ὅτι ἡ ὑπογραφὴ τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐκ μέρους τῆς Αὐστραλίας δίδεται ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι ἡ χώρα αὕτη δὲν δέχεται ὅπως δεσμευθῇ ὑπὸ τοῦ ἐν τῷ ἄρθρῳ 12 τῆς ρηθείσης Συμβάσεως ἀναφερομένου Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ.

IV.

Διὰ τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λευκορρωσίας.

Ἔχουσα ὑπ' ὄψιν :

Τὸ γεγονὸς ὅτι, βάσει τοῦ ἄρθρου 47 τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν ὅστις συμπληροῖ τὴν Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν, ἡ ἔναρξις ἰσχύος τοῦ σπουδαιοτέρου μέρους τοῦ Κανονισμοῦ τούτου ὑπόκειται εἰς τὰς ἀποφάσεις τῆς ἐν τῷ ἄρθρῳ τούτῳ μνημονευομένης μελλούσης Εἰδικῆς διοικητικῆς διασκέψεως.

Θεωροῦσα :

Ὅτι, διὰ τῆς ἐγκρίσεως τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐκτάκτου διοικητικῆς διασκέψεως τῶν ραδιοεπικοινωνιῶν (Ε.Δ.Δ.Ρ.) τῷ 1951, παρεβιάσθησαν αἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου 47 τοῦ Κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ ὅτι, συνεπῶς, αἱ ὡς ἄνω ἀποφάσεις τῆς Ε.Δ.Δ.Ρ. εἶναι παράνομοι.

Λαμβάνουσα ὡσαύτως ὑπ' ὄψιν :

Τὸ γεγονὸς ὅτι ἡ Διάσκεψις πληρεξουσίων τοῦ 1952, λαμβάνουσα τὴν Ἀπόφασιν καθ' ἣν αἱ παράνομοι αὗται ἀποφάσεις τῆς Ε.Δ.Δ.Ρ. θεωροῦνται ὡς ἀντικαθιστῶσαι τὰς διατάξεις τοῦ Κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιῶν, παρεβίασε οὕτω τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 13 τῆς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν τὰς σχετικὰς μὲ τὸν ὑποχρεωτικὸν χαρακτῆρα τῶν κανονισμῶν.

Ἡ Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Λευκορωσίας, ὑπὸ τὰς προϋποθέσεις αὐτὰς ἀφίνει ἀνοικτὸν τὸ ζήτημα τῆς ἀποδοχῆς τῶν διατάξεων τῆς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν τῶν σχετικῶν μὲ τὴν Διεθνῆ Ἐπιτροπὴν καταγραφῆς τῶν συχνοτήτων ὡς καὶ τὸ ζήτημα τῆς ἀποδοχῆς τοῦ Κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιῶν.

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας :

Κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς τῆς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν τοῦ Μπουένος-Ἄϊρες, ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας δηλοῖ :

1. Ἡ ἀπόφασις τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων καθ' ἣν οἱ ἀντιπρόσωποι τοῦ Κουομιντάγκ ἔχουσι τὸ δικαίωμα νὰ ὑπογράψωσι τὴν Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν, εἶναι παράνομος, δοθέντος ὅτι ἐν τῇ πραγματικότητι δὲν ἀντιπροσωπεύουσι τὴν Κίναν. Μόνον οἱ ἀντιπρόσωποι οἱ διωρισμένοι ὑπὸ τῆς Κεντρικῆς Λαϊκῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Κίνας ἔχουσι τὸ δικαίωμα νὰ ὑπογράψωσι τὴν Σύμβασιν.

Αἱ ἀρχαὶ τῆς Βόννης δὲν ἀντιπροσωπεύουσι ὁλόκληρον τὴν Γερμανίαν, ἐφ' ᾧ καὶ ἡ ὑπογραφὴ τῆς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν ὑπὸ τῶν ἀντιπροσώπων των εἶναι παράνομος. Ἡ Κυβέρνησις τῆς Γερμανικῆς Δημοκρατίας προσεχώρησεν εἰς τὴν Σύμβασιν τοῦ Ἀτλάντικ Σίτυ συμφώνως πρὸς τὴν διαδικασίαν τὴν προβλεπομένην ἐν τῷ Προσθέτῳ Πρωτοκόλλῳ ΙΙ τῆς ἰδίας Συμβάσεως. Ὑπὸ τοὺς ὅρους αὐτοὺς ἡ Γερμανικὴ Δημοκρατία μετέχει τῆς Συμβάσεως τοῦ Ἀτλάντικ Σίτυ καὶ εἶναι δικαιωματικῶς Μέλος τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

Ἡ ἀπόφασις τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων καθ' ἣν οἱ ἀντιπρόσωποι τοῦ Βιέτ-Νὰμ τοῦ Μπάο-Ντάϊ καὶ τῆς Νοτίου Κορέας ἔχουσι τὸ δικαίωμα νὰ ὑπογράψωσι τὴν Σύμβασιν τηλεπικοινωνιῶν εἶναι παράνομος, δοθέντος ὅτι οἱ ἐν λόγῳ ἀντιπρόσωποι, ἐν τῇ πραγματικότητι δὲν ἐκπροσωποῦσι τὸ Βιέτ-Νὰμ καὶ τὴν Κορέαν.

2. Ὁ νέος Διεθνὴς Κατάλογος τῶν συχνοτήτων, ὁ προβλεπόμενος ἐν τῷ ἄρθρῳ 47 τοῦ Κανονισμοῦ τῶν ραδιοεπικοινωνιῶν (Ἀτλάντικ Σίτυ) οὔτε συνετάχθη, οὔτε ἐνεκρίθη εἰσέτι. Κατὰ ταῦτα, αἱ ὑπὸ τῆς Ἐκτάκτου διοικητικῆς διασκέψεως τῶν ραδιοεπικοινωνιῶν ληφθεῖσαι ἀποφάσεις εἶναι παράνομοι, δοθέντος ὅτι εὑρίσκονται εἰς ἀντίφασιν πρὸς τὸν Κανονισμὸν ραδιοεπικοινωνιῶν.

Λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν τὰ ἀνωτέρω, ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας δηλοῖ ὅτι ἡ ὑπ' ἀριθμ. 30 Ἀπόφασις ἡ ληφθεῖσα ὑπὸ τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων τοῦ Μπουένος Ἄϊρες, καθ' ἣν αἱ παράνομοι ἀποφάσεις τῆς Ἐκτάκτου διοικητικῆς διασκέψεως τῶν ραδιοεπικοινωνιῶν θεωροῦνται ὡς ἀντικαθιστῶσαι τὰς διατάξεις τοῦ Κανονισμοῦ τῶν ραδιοεπικοινωνιῶν, εὑρίσκεται εἰς ἀντίφασιν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς ἐν ἰσχύϊ Συμβάσεως, παραβιάζει τὴν κανονικὴν διαδικασίαν ἀναθεωρήσεως τῶν κανονισμῶν καὶ κατὰ συνέπειαν δὲν εἶναι δυνατὸν νὰ γίνῃ δεκτὴ ὑπὸ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας.

Διὰ ταῦτα, ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Βουλγαρίας δηλοῖ ὅτι τὸ ζήτημα τὸ ἀφορῶν τὴν ἔγκρισιν τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν παραμένει ἀνοικτόν.

Ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Βουλγαρίας ἐπιφυλάσσει ὡσαύτως εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα ν' ἀποδεχθῇ ἢ νὰ μὴ ἀποδεχθῇ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 6 τῆς Συμβάσεως.

VI.

Διὰ τὸν Καναδᾶν :

Ὑπογράφων τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, ὁ Καναδᾶς ἐπιφυλάσσεται ὅπως μὴ ἀποδεχθῇ τὴν παράγραφον 2 (1) τοῦ ἄρθρου 12 τῆς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν τοῦ Μπουένος-Ἄϊρες. Ὁ Καναδᾶς ἀναγνωρίζει τὰς ὑποχρεώσεις τοῦ

Κανονισμοῦ τῶν Ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ τοῦ Τηλεγραφικοῦ Κανονισμοῦ, προσηρτημένων εἰς τὴν Σύμβασιν ταύτην, δὲν δέχεται ὅμως ὅπως δεσμευθῇ ἐπὶ τοῦ παρόντος διὰ τοῦ Προσθέτου Κανονισμοῦ τῶν ραδιοεπικοινωνιῶν, μηδὲ διὰ τοῦ Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ.

VII.

Διὰ τὴν Κίναν :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Κινεζικῆς Δημοκρατίας παρὰ τῇ Διασκέψει πληρεξουσίων τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν τοῦ Μπουένος–Ἄϊρες εἶναι ἡ μόνη νόμιμος ἐκπροσώπησις τῆς Κίνας παρὰ τῇ Διασκέψει ταύτῃ καὶ ἀνεγνωρίσθη ὡς τοιαύτη ὑπὸ τῆς ρηθείσης Διασκέψεως. Πᾶσαι αἱ δηλώσεις ἢ ἐπιφυλάξεις αἱ ὑποβληθεῖσαι ἐπὶ τῇ εὐκαιρίᾳ τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ ἐπισυναφθεῖσαι εἰς τὴν Σύμβασιν ταύτην, γενόμεναι ὑπὸ διαφόρων Μελῶν τῆς Ἑνώσεως καὶ αἵτινες εἶναι ἀσυμβίβαστοι πρὸς τὴν ὡς ἄνω ἐκτεθεῖσαν θέσιν τῆς Κινεζικῆς Δημοκρατίας, εἶναι παράνομοι καί, κατὰ συνέπειαν, ἄκυροι καὶ μὴ γενόμεναι. Ὑπογράφουσα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, ἡ Κινεζικὴ Δημοκρατία οὐδεμίαν, ἔναντι τῶν Μελῶν τούτων τῆς Ἑνώσεως ἀναλαμβάνει ὑποχρέωσιν ἀπορρέουσαν ἐκ τῆς Συμβάσεως τοῦ Μπουένος–Ἄϊρες ἢ ἐκ Πρωτοκόλλου τινος ἀναφερομένου εἰς ταύτην.

VIII.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Κολομβίας :

Ἡ Δημοκρατία τῆς Κολομβίας δηλοῖ ρητῶς ὅτι ὑπογράφουσα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, οὐδεμίαν ἀναλαμβάνει ὑποχρέωσιν σχέσιν ἔχουσαν μὲ τοὺς ἐν τῷ ἄρθρῳ 12 τῆς ρηθείσης Συμβάσεως προβλεπομένους Τηλεγραφικὸν Κανονισμὸν καὶ Τηλεφωνικὸν Κανονισμόν.

IX.

Διὰ τὴν Κούβαν :

Ἔχουσα ὑπ' ὄψιν τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 12 τῆς Συμβάσεως τοῦ Μπουένος–Ἄϊρες καὶ τὴν ἐν τῷ ἰδίῳ τούτῳ ἄρθρῳ περιεχομένην ρήτραν, ἡ Δημοκρατία τῆς Κούβας δηλοῖ ὅτι διατηρεῖ ρητὴν ἐπιφύλαξιν ἐπὶ τοῦ ζητήματος τῆς ἀποδοχῆς τοῦ Τηλεγραφικοῦ Κανονισμοῦ καὶ τοῦ Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ.

X.

Διὰ τὰς Ἡνωμένας Πολιτείας τῆς Ἀμερικῆς :

Ἡ ὑπογραφὴ τῆς παρούσης Συμβάσεως διὰ τὰς Ἡνωμένας Πολιτείας τῆς Ἀμερικῆς καὶ ἐν ὀνόματι αὐτῶν, ἰσχύει, συμφώνως πρὸς τὴν συνταγματικὴν διαδικασίαν καὶ δι' ἅπαντα τὰ Ἐδάφη τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς.

Αἱ Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι τῆς Ἀμερικῆς δηλοῦσι ρητῶς ὅτι, διὰ τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐν ὀνόματί των, αἱ Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι τῆς Ἀμερικῆς οὐδεμίαν ἀναλαμβάνουσιν ὑποχρέωσιν ἀφορῶσαν τοὺς ἐν τῷ ἄρθρῳ 12 τῆς Συμβάσεως τοῦ Μπουένος–Ἄϊρες προβλεπομένους Τηλεφωνικὸν Κανονισμὸν καὶ Πρόσθετον Κανονισμὸν ραδιοεπικοινωνιῶν.

XI.

Διὰ τὴν Ἑλλάδα :

Ἡ ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία δηλοῖ ρητῶς ὅτι ὑπογράφουσα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, διατηρεῖ τὰς ὑπὸ τῆς Ἑλλάδος γενομένας ἐπιφυλάξεις κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῶν ἐν τῷ ἄρθρῳ 12 τῆς Συμβάσεως τοῦ Μπουένος–Ἄϊρες προβλεπομένων διοικητικῶν Κανονισμῶν.

XII.

Διὰ τὴν Γουατεμάλαν :

Ἡ ὑπογραφὴ τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐν ὀνόματι τῆς Δημοκρατίας τῆς Γουατεμάλας δὲν ὑποχρεοῖ τὴν Κυβέρνησίν μου ὅπως κυρώσῃ αὐτὴν ἐν τῷ συνόλῳ της, ἐν τῇ τελικῇ διατυπώσει της καὶ ἐν τῇ ἐφαρμογῇ της, ὑπὸ τὴν ἔννοιαν ὅτι τὸ Ἐθνικὸν Κογκρέσσον τῆς χώρας μου δύναται νὰ διατυπώσῃ τὰς ἐπιφυλάξεις τὰς ὁποίας ἤθελε κρίνει ἀναγκαίας κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ἐπικυρώσεως.

Δηλῶ ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεώς μου ὅτι αὕτη οὐδεμίαν θέλει δεχθῇ οἰκονομικὴν ἐπιβάρυνσιν ἥτις ἤθελε προκύψει ἐκ τῶν ἐπιφυλάξεων τῶν γενομένων ὑπὸ τῶν μετεχουσῶν εἰς τὴν παροῦσαν Διάσκεψιν χωρῶν.

XIII.

Διὰ τὴν Οὐγγρικὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν:

Καθ' ἣν στιγμὴν προβαίνει εἰς τὴν ὑπογραφὴν τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν, ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας δηλοῖ τὰ κάτωθι:

Θεωροῦσα ὅτι ἡ Διάσκεψις πληρεξουσίων τοῦ Μπουένος Ἄϊρες ἀπεδέχθη ἀπόφασιν καθ' ἣν αἱ παράνομοι ἀποφάσεις τῆς Ε.Δ.Δ.Ρ. ἀντικαθιστῶσι τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως τὰς σχετικὰς μὲ τὴν ἀναθεώρησιν τῶν Κανονισμῶν, ἡ Οὐγγρικὴ Λαϊκὴ Δημοκρατία διαφωνοῦσα πρὸς τὴν ὑπὸ τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων ληφθεῖσαν ὑπ' ἀριθ. 30 ἀπόφασιν, ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα ὅπως θεωρήσῃ τὰ ζητήματα τῆς ἀποδοχῆς τοῦ Κανονισμοῦ τῶν ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνοτήτων, ὡς ἀνοικτὰ ζητήματα.

Κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν, ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας προβαίνει εἰς τὴν ἀκόλουθον δήλωσιν:

1. Ἡ ἀπόφασις τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων τοῦ Μπουένος — Ἄϊρες, ἵνα παράσχῃ εἰς τοὺς ἀντιπροσώπους τοῦ Κουομιντάγκ τὸ δικαίωμα ὅπως ὑπογράψωσιν τὴν Σύμβασιν εἶναι παράνομος, διότι οἱ μόνοι νόμιμοι ἀντιπρόσωποι εἶναι οἱ διωρισμένοι ὑπὸ τῆς Κεντρικῆς Λαϊκῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Κίνας καὶ μόνοι αὐτοὶ ἔχουσι τὸ δικαίωμα ὅπως ὑπογράφωσι ἐν ὀνόματι τῆς Κίνας.

2. Οἱ αὐτοαποκαλούμενοι ἀντιπρόσωποι τοῦ Βιὲτ — Νάμ τοῦ Μπάο — Νταΐ καὶ τῆς Νοτίου Κορέας, δὲν ἀντιπροσωπεύουσι ἐν τῇ πραγματικότητι τὸ Βιὲτ — Νάμ καὶ τὴν Κορέαν καί, ὡς ἐκ τούτου, ἡ συμμετοχὴ αὐτῶν εἰς τὰς ἐργασίας τῆς Διασκέψεως ὡς καὶ ἡ ἀπόφασις ὅπως ἐπιτραπῇ εἰς αὐτοὺς νὰ ὑπογράψωσι τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν εἶναι παράνομοι.

3. Ἡ κυβέρνησις τῆς Γερμανικῆς Δημοκρατίας, προσχωρήσασα εἰς τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν τοῦ Ἀτλάντικ — Σίτυ, συμφώνως πρὸς τὴν προβλεπόμενην διαδικασίαν, εἶναι ἀναντιρρήτως δικαιωματικῶς Μέλος τῆς Ἑνώσεως.

Αἱ ἀρχαὶ τῆς Βόννης δὲν ἀντιπροσωπεύουν ὁλόκληρον τὴν Γερμανίαν καί, κατὰ συνέπειαν, ἡ ὑπογραφὴ τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν τοῦ Μπουένος Ἄϊρες ὑπὸ τῶν ἀντιπροσώπων τῶν ἀρχῶν τούτων εἶναι παράνομος.

XIV.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἰνδονησίας:

Ὑπογράφουσα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰνδονησίας, ἡ παρὰ τῇ Διασκέψει πληρεξουσίων τοῦ Μπουένος — Ἄϊρες ἰνδονησιακὴ ἀντιπροσωπεία ἐπιφυλάσσει τὰ δικαιώματά της δι' ὅτι ἀφορᾷ τὴν μνείαν, εἰς τὰ ἔντυπα τῆς Δ.Ε.Τ. καὶ εἰς τὸ παράρτημα 1 τῆς παρούσης Συμβάσεως, τοῦ ὀνόματος τῆς Νέας — Γουϊνέας ἐν συνεχείᾳ καὶ κάτωθεν τοῦ ὀνόματος τῶν Κάτω — Χωρῶν, δοθέντος ὅτι ἡ Νέα — Γουϊνέα (δυτικὴ) εἶναι πάντοτε ἀμφισβητούμενον ἔδαφος.

XV.

Διὰ τὸ Ἰράκ:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τοῦ Ἰράκ διατυπώνει τὰς ἀκολούθους ἐπιφυλάξεις:

1. Ἐπιφυλάσσει τὸ δικαίωμα τῆς Κυβερνήσεώς της ὅπως ἀποδεχθῇ ἢ οὔ τοὺς ἐν τῷ ἄρθρῳ 12 τῆς Συμβάσεως τοῦ Μπουένος — Ἄϊρες προβλεπομένους Τηλεφωνικὸν Κανονισμὸν, Τηλεγραφικὸν Κανονισμὸν καὶ Πρόσθετον Κανονισμὸν τῶν ραδιοεπικοινωνιῶν.

2. Ἐπιφυλάσσει τὸ δικαίωμα τῆς Κυβερνήσεώς της ὅπως δεχθῇ νὰ μετάσχῃ ἢ ὅπως ἀρνηθῇ νὰ συνεργασθῇ εἰς πᾶσαν προσωρινὴν συμφωνίαν συναπτομένην ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου δυνάμει τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 5 παραγρ. 12 ἐδαφ. β) 1ο καὶ τοῦ ἄρθρου 9, παραγρ. 1, ἐδαφ. ζ).

XVI.

Διὰ τὸ Κράτος τοῦ 'Ισραήλ:

'Η ἀντιπροσωπεία τοῦ Κράτους τοῦ 'Ισραὴλ δὲν δύναται νὰ ἀποδεχθῇ τὴν ἐπιφύλαξιν τὴν γενομένην ὑπὸ τῶν ἀντιπροσωπειῶν τοῦ 'Αφγανιστάν, τῆς Σαουδικῆς 'Αραβίας, τῆς Αἰγύπτου, τοῦ 'Ιράκ τῆς 'Ιορδανίας, τοῦ Λιβάνου, τοῦ Πακιστάν, τῆς Συρίας, καὶ τῆς 'Υεμένης ἀναφορικῶς μὲ τὸ 'Ισραὴλ, καὶ ἐπιφυλάσσει τὸ δικαίωμα τῆς Κυβερνήσεώς της ὅπως λάβῃ πάντα τὰ κατάλληλα μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ χρήσιμα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τοῦ Κράτους τοῦ 'Ισραὴλ ἐν τῇ ἐφαρμογῇ τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τῶν προσηρτημένων εἰς ταύτην Κανονισμῶν, εἰς ὅτι ἀφορᾷ τὰς ὡς ἄνω χώρας Μέλη.

XVII.

Διὰ τὴν 'Ιταλίαν καὶ τὴν Αὐστρίαν :

'Η 'Ιταλία, καὶ ἡ Αὐστρία ἐπιφυλάσσουν εἰς ἑαυτὰς τὸ δικαίωμα ὅπως λάβωσι πάντα τὰ μέτρα ἅτινα θὰ θεωρήσωσι κατάλληλα διὰ νὰ προστατεύσωσι τὰ συμφέροντά των ἐὰν Μέλη τινα ἢ συνεργαζόμενα Μέλη δὲν ἤθελον μετάσχει τῶν δαπανῶν τῆς 'Ενώσεως ἐπὶ τῇ βάσει τῶν διατάξεων τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν τοῦ Μπουένος — "Αϊρες (1952) καὶ ἐὰν αἱ ὑπ' ἄλλων χωρῶν γενόμεναι ἐπιφυλάξεις ἤθελον παραβλάψει τὰς τηλεπικοινωνιακὰς αὐτῶν ὑπηρεσίας.

XVIII.

Διὰ τὸ Χασεμιτικὸν Βασίλειον τῆς 'Ιορδανίας:

'Η ἀντιπροσωπεία τοῦ Χασεμιτικοῦ Βασιλείου τῆς 'Ιορδανίας διατυπώνει τὰς ἀκολούθους ἐπιφυλάξεις:

1. 'Επιφυλάσσει τὸ δικαίωμα τῆς Κυβερνήσεώς της νὰ ἀποδεχθῇ ἢ οὔ τοὺς ἐν τῷ ἄρθρῳ 12 τῆς Συμβάσεως τοῦ Μπουένος "Αϊρες προβλεπομένους Τηλεφωνικὸν Κανονισμόν, Τηλεγραφικὸν Κανονισμὸν καὶ Πρόσθετον Κανονισμὸν Ραδιοεπικοινωνιῶν.

2. 'Επιφυλάσσει τὸ δικαίωμα τῆς Κυβερνήσεώς της ὅπως δεχθῇ νὰ μετάσχῃ ἢ ἀρνηθῇ νὰ συνεργασθῇ εἰς πᾶσαν προσωρινὴν συμφωνίαν συναπτομένην ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου δυνάμει τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 5, παραγρ. 12, ἐδαφ. β) 1ο καὶ τοῦ ἄρθρου 9, παραγρ. 1, ἐδαφ. ζ).

XIX.

Διὰ τὸ Μεξικόν.

Ὑπογράφουσα τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν τοῦ Μπουένος "Αϊρες, ἡ ἀντιπροσωπεία τοῦ Μεξικοῦ δηλοῖ τὰ κάτωθι:

1. 'Η ὑπογραφὴ αὕτη οὐδεμίαν συνεπάγεται ὑποχρέωσιν διὰ τὴν Κυβέρνησίν της εἰς ὅτι ἀφορᾷ τοὺς ἐν τῷ ἄρθρῳ 12, παραγρ. 2, ἐδάφ. (1) καὶ (2) τῆς ρηθείσης Συμβάσεως, προβλεπομένους Τηλεγραφικὸν Κανονισμόν, Τηλεφωνικὸν Κανονισμὸν καὶ Πρόσθετον Κανονισμὸν ραδιοεπικοινωνιῶν.

2. Οὐδεμίαν ἀποδέχεται ἐπιφύλαξιν, ἐξ οὐδεμιᾶς χώρας προερχομένην, δυναμένην νὰ ἐπιφέρῃ ἀμέσως ἢ ἐμμέσως αὔξησιν τῆς συνεισφορᾶς τοῦ Μεξικοῦ πέραν τῆς ὁριζομένης ἐν τῇ Συμβάσει.

XX

Διὰ τὸ Πακιστάν.

Ὑπογράφουσα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἐν ὀνόματι τῆς χώρας της, ἡ ἀντιπροσωπεία τοῦ Πακιστὰν δηλοῖ ρητῶς ὅτι τὸ Πακιστὰν οὐδεμίαν δύναται νὰ ἀποδεχθῇ ὑποχρέωσιν ἀπορρέουσαν ἐκ τοῦ ἐν τῷ ἄρθρῳ 12 τῆς Συμβάσεως τοῦ Μπουένος "Αϊρες ἀναφερομένου Τηλεγραφικοῦ Κανονισμοῦ.

'Επιφυλάσσει, ἀφ' ἑτέρου, τὸ δικαίωμα τῆς Κυβερνήσεώς της ὅπως ἀποδεχθῇ ἢ ὅπως μὴ ἀποδεχθῇ τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως τὰς σχετικὰς μὲ τὴν Διεθνῆ 'Επιτροπὴν Καταγραφῆς Συχνοτήτων.

XXI.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῶν Φιλιππίνων.

Ὑπογράφουσα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, ἡ Δημοκρατία τῶν Φιλιππίνων δηλοῖ ρητῶς ὅτι δὲν δύναται, ἐπὶ τοῦ παρόντος, νὰ δεχθῇ ὅπως δεσμευθῇ ὑπὸ τῶν ἐν τῷ ἄρθρῳ 12 τῆς ρηθείσης Συμβάσεως προβλεπομένων Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ καὶ Τηλεγραφικοῦ Κανονισμοῦ.

XXII.

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Πολωνίας.

Καθ' ἣν στιγμὴν ὑπογράφει τὴν ἐν Μπουένος–"Αϊρες συνταχθεῖσαν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν, ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας, εἶναι ἐξουσιοδοτημένη ὅπως δηλώσῃ τὰ κάτωθι :

1. 'Η ἀντιπροσωπεία τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας θεωρεῖ παράνομον τὸ ὅτι οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν ἀνθρώπων τοῦ Κουομιντὰγκ μετέχουσι τῶν ἐργασιῶν τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων τοῦ Μπουένος–"Αϊρες ὡς καὶ τὸ ὅτι παρεχωρήθη εἰς αὐτοὺς τὸ δικαίωμα ὅπως ὑπογράψωσι τὴν Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν, διότι οἱ μόνοι νόμιμοι ἀντιπρόσωποι τῆς Κίνας εἶναι οἱ διωρισμένοι ὑπὸ τῆς Κεντρικῆς Κυβερνήσεως τοῦ λαοῦ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Κίνας.

Παράνομος εἶναι ὡσαύτως ἡ ἀναγνώρισις τοῦ δικαιώματος συμμετοχῆς εἰς τὴν Διάσκεψιν καὶ ὑπογραφῆς τῆς Συμβάσεως εἰς τοὺς ἀντιπροσώπους τοῦ Βιὲτ–Νὰμ τοῦ Μπάο–Ντάϊ καὶ τῆς Νοτίου Κορέας, διότι, ἐν τῇ πραγματικότητι, οὗτοι δὲν ἀντιπροσωπεύουσι τὸ Βιὲτ–Νὰμ καὶ τὴν Κορέαν.

2. 'Η ἀντιπροσωπεία τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας θεωρεῖ ἐπίσης ὡς παράνομον τὴν ἀναγνώρισιν τοῦ δικαιώματος συμμετοχῆς εἰς τὴν Διάσκεψιν καὶ ὑπογραφῆς τῆς Συμβάσεως, εἰς τοὺς ἀντιπροσώπους τῶν ἀρχῶν τῆς Βόννης, αἵτινες δὲν ἀντιπροσωπεύουσι ὁλόκληρον τὴν Γερμανίαν καί, κατὰ συνέπειαν, δὲν ἔχουσι τὸ δικαίωμα νὰ ἐνεργῶσι ἐν ὀνόματι αὐτῆς.

Τὸ δικαίωμα ὑπογραφῆς τῆς Συμβάσεως τοῦ Μπουένος–"Αϊρες δέον, ὡσαύτως νὰ παραχωρηθῇ εἰς τοὺς ἀντιπροσώπους τῆς Γερμανικῆς Δημοκρατίας, ἥτις εἶναι μέρος τῆς Συμβάσεως τοῦ 'Ατλάντικ Σίτυ καὶ Μέλος τῆς Δ.Ε.Τ.

3. Κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς τῆς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν τοῦ Μπουένος–"Αϊρες, τὸ ζήτημα τῆς ἀποδοχῆς τοῦ Κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιῶν παραμένει ἐκκρεμὲς διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Πολωνίας.

4. 'Η ἀντιπροσωπεία τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας δὲν δύναται νὰ συμφωνήσῃ ἐπὶ τοῦ περιεχομένου τοῦ ἄρθρου 6 τῆς Συμβάσεως τοῦ Μπουένος–"Αϊρες, οὔτε καὶ ὅπως ἡ Διεθνὴς 'Επιτροπὴ Καταγραφῆς Συχνοτήτων ἐπιφορτισθῇ μὲ νέα καθήκοντα.

5. 'Η Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Πολωνίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ἑαυτὴν δεσμευομένην ὑπὸ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 5, παραγρ. 12, ἐδαφ. β)1ο, ἐὰν ἐπὶ τῇ βάσει τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου τούτου, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον τῆς Δ.Ε.Τ. συνάψῃ μετὰ διεθνῶν ὀργανώσεων, οἱανδήποτε συμφωνίαν ἀντίθετον πρὸς τὰ συμφέροντα τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας.

6. Ὑπογράφουσα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν, ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα ὅπως ὑποβάλῃ μεταγενεστέρως οἱασδήποτε συμπληρωματικὰς ἐπιφυλάξεις ἤθελε κρίνει ἀναγκαίας ἐπὶ τοῦ περιεχομένου τῆς Συμβάσεως καὶ ὅλων τῶν παραρτημάτων αὐτῆς, πρὸ τῆς τελικῆς ἐπικυρώσεώς της ὑπὸ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας.

XXIII.

Διὰ τὴν 'Ομοσπονδιακὴν Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας :

'Εν σχέσει μὲ τὰς ἐπιφυλάξεις ἀντιπροσωπειῶν τινῶν, τὰς ἀφορώσας τὴν Γερμανίαν, ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς 'Ομοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας δηλοῖ ρητῶς ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς 'Ομοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας εἶναι ἡ μόνη νομίμως συνεστημένη Κυβέρνησις ἡ δυναμένη νὰ ὁμιλῇ ἐξ ὀνόματος τῆς Γερμανίας καὶ νὰ ἀντιπροσωπεύῃ τὸν γερμανικὸν λαὸν εἰς τὰς διεθνεῖς ὑποθέσεις.

XXIV.

Διὰ τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐκρανίας.

Ἔχουσα ὑπ' ὄψιν:

Τὸ γεγονὸς ὅτι, βάσει τοῦ ἄρθρου 47 τοῦ Κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιῶν ὅστις συμπληροῖ τὴν Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν, ἡ ἔναρξις ἰσχύος τοῦ σπουδαιοτέρου μέρους τοῦ Κανονισμοῦ τούτου, ὑπόκειται εἰς τὰς ἀποφάσεις τῆς ἐν τῷ ἄρθρῳ τούτῳ μνημονευομένης μελλούσης εἰδικῆς διοικητικῆς διασκέψεως.

Θεωροῦσα:

Ὅτι, διὰ τῆς ἐγκρίσεως τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐκτάκτου διοικητικῆς διασκέψεως τῶν ραδιοεπικοινωνιῶν (Ε.Δ.Δ.Ρ.), τῷ 1951, παρεβιάσθησαν αἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου 47 τοῦ Κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ ὅτι, συνεπῶς, αἱ ὡς ἄνω ἀποφάσεις τῆς Ε.Δ.Δ.Ρ. εἶναι παράνομοι.

Λαμβάνουσα, ὡσαύτως, ὑπ' ὄψιν:

Τὸ γεγονὸς ὅτι ἡ Διάσκεψις πληρεξουσίων τοῦ 1952, λαμβάνουσα τὴν ἀπόφασιν καθ' ἣν αἱ παράνομοι αὗται ἀποφάσεις τῆς Ε.Δ.Δ.Ρ. θεωροῦνται ὡς ἀντικαθιστῶσαι τὰς διατάξεις τοῦ Κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιῶν, παρεβίασε οὕτω τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 13 τῆς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν τὰς σχετικὰς μὲ τὸν ὑποχρεωτικὸν χαρακτῆρα τῶν κανονισμῶν.

Ἡ Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Οὐκρανίας ὑπὸ τὰς προϋποθέσεις αὐτάς, ἀφίνει ἀνοικτὸν τὸ ζήτημα τῆς ἀποδοχῆς τῶν διατάξεων τῆς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν τῶν σχετικῶν μὲ τὴν Διεθνῆ Ἐπιτροπὴν καταγραφῆς τῶν συχνοτήτων ὡς καὶ τὸ ζήτημα τῆς ἀποδοχῆς τοῦ Κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιῶν.

XXV.

Διὰ τὴν Ρουμανικὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν:

Ὑπογράφουσα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ρουμανικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας, δηλοῖ τὰ ἀκόλουθα:

1. 1) Ἡ Διάσκεψις πληρεξουσίων τοῦ Μπουένος-Ἄϊρες παρανόμως ἀπεφάσισεν ὅπως χορηγήσῃ τὸ δικαίωμα ὑπογραφῆς τῆς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν εἰς τὴν αὐτοαποκαλουμένην ἀντιπροσωπείαν τῆς Κίνας, ἀποσταλεῖσαν ὑπὸ τοῦ Κουομιντάγκ.

Οἱ μόνοι νόμιμοι ἀντιπρόσωποι τῆς Κίνας, ἔχοντες τὸ δικαίωμα ὅπως ὑπογράψωσι τὴν Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν, εἶναι οἱ ἀντιπρόσωποι οἱ διωρισμένοι ὑπὸ τῆς Κεντρικῆς Λαϊκῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Κίνας.

2) Ἡ Κυβέρνησις τῆς Γερμανικῆς Δημοκρατίας προσεχώρησε νομίμως εἰς τὴν Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν τοῦ Ἀτλάντικ Σίτυ τοῦ 1947 οὕτω δὲ εἶναι μέρος εἰς τὴν Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν τοῦ 1947 καὶ ἀπολαμβάνει ὅλων τῶν δικαιωμάτων τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

Αἱ ἀρχαὶ τῆς Βόννης δὲν ἀντιπροσωπεύουσιν ὁλόκληρον τὴν Γερμανίαν καί, κατὰ συνέπειαν, ἡ ἀπόφασις τῆς Διασκέψεως ἥτις ἐχορήγησεν εἰς τοὺς ἀντιπροσώπους αὐτῶν τὸ δικαίωμα ὅπως ὑπογράψωσι τὴν Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν, εἶναι παράνομος.

3) Τὸ δικαίωμα ὑπογραφῆς τῆς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν τοῦ Μπουένος-Ἄϊρες, τὸ ἀναγνωρισθὲν εἰς τοὺς ἀντιπροσώπους τοῦ Βιὲτ-Νὰμ τοῦ Μπάο-Ντάϊ καὶ τῆς Νοτίου Κορέας, εἶναι παράνομον, δοθέντος ὅτι οὗτοι ἀπεστάλησαν ὑπὸ κυβερνήσεων ἀνδρεικέλλων αἵτινες δὲν ἀντιπροσωπεύουσι, ἐν τῇ πραγματικότητι τὸ Βιὲτ Νὰμ καὶ τὴν Κορέαν.

2. Ἡ διάσκεψις πληρεξουσίων τοῦ Μπουένος Ἄϊρες τοῦ 1952, παραβιάσασα τὴν ὑπὸ τῆς ἰσχυούσης Συμβάσεως καθιερωμένην διαδικασίαν τὴν σχετικὴν μὲ τὴν ἀνασθεώρησιν τῶν κανονισμῶν, ἐνέκρινε ἀπόφασιν καθ' ἣν αἱ παράνομοι ἀποφάσεις τῆς Ἐκτάκτου διοικητικῆς διασκέψεως τῶν ραδιοεπικοινωνιῶν τοῦ 1951—ληφθεῖσαι κατὰ παράβασιν τοῦ ἄρθρου 47 τοῦ Κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιῶν ὅστις συμπληροῖ τὴν Σύμβασιν—ἀντικαθιστῶσι τὰς διατάξεις τοῦ Κανονισμοῦ τούτου.

Ὑπὸ τὰς προϋποθέσεις ταύτας, ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ρουμανικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας, ἐπιφυλάσσει τὸ δικαίωμα τῆς Κυβερνήσεώς της ὅπως ἀποδεχθῇ ἢ οὔ τὸν Κανονισμὸν ραδιοεπικοινωνιῶν, τὸ ἄρθρον 6 τῆς Συμβάσεως καὶ πάσας ἄλλας διατάξεις σχετικὰς μὲ τὴν Διεθνῆ Ἐπιτροπὴν Καταγραφῆς Συχνοτήτων.

Ἐπιφυλάσσει ἐπίσης τὸ δικαίωμα ὅπως μὴ λάβῃ ὑπ' ὄψιν τὴν ὑπ' ἀρ. 30 ἀπόφασιν τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων τοῦ Μπουένος-Ἄϊρες.

XXVI.

Διὰ τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας.

Δηλοῦμεν ὅτι αἱ ὑπογραφαί μας εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας ἐφαρμόζονται καὶ εἰς τὰς Ἀγγλο-Νορμανδικὰς νήσους καὶ εἰς τὴν νῆσον Μάν, ὡς καὶ εἰς τὴν Βρεττανικὴν ἀνατολικὴν Ἀφρικήν.

XXVII

Διὰ τὴν Τσεχοσλοβακίαν:

Καθ' ἣν στιγμὴν προβαίνει εἰς τὴν ὑπογραφὴν τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν, ἡ τσεχοσλοβακικὴ ἀντιπροσωπεία δηλοῖ ρητῶς τὰ ἀκόλουθα:

1. Ἡ παρουσία τῶν ἀντιπροσώπων τοῦ Κουομιντάγκ εἰς τὴν Διάσκεψιν Τηλεπικοινωνιῶν τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν τοῦ Μπουένος Ἄϊρες καὶ ἡ ὑπογραφὴ τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν ἐκ μέρους τῶν ἀντιπροσώπων τοῦ Κουομιντάγκ ἐν ὀνόματι τῆς Κίνας, δὲν τυγχάνουσι νόμιμοι δοθέντος ὅτι οἱ μόνοι νόμιμοι ἀντιπρόσωποι τῆς Κίνας, ἔχοντες τὸ δικαίωμα ὅπως ὑπογράψωσι τὴν εἰρημένην Σύμβασιν ἐν ὀνόματι τῆς Κίνας, εἶναι οἱ ὑπὸ τῆς Κεντρικῆς Λαϊκῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Κίνας διωρισμένοι ἀντιπρόσωποι.

Ἡ Τσεχοσλοβακία ἀμφισβητεῖ ἐπίσης τὸ δικαίωμα ὑπογραφῆς τῆς παρούσης Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν εἰς τοὺς ἀντιπροσώπους τῆς Νοτίου Κορέας καὶ τοῦ Βιὲτ-Νὰμ τοῦ Μπάο-Ντάϊ ἐν ὀνόματι τῶν χωρῶν τῆς Κορέας καὶ τοῦ Βιὲτ-Νάμ, ἀντιστοίχως, δεδομένου ὅτι οὗτοι δὲν ἀντιπροσωπεύουσι, πράγματι, τὰς χώρας ταύτας.

Ἡ Τσεχοσλοβακία δὲν ἀποδέχεται τὴν ὑπογραφὴν τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν ὑπὸ τῶν ἀντιπροσώπων τῶν ἀρχῶν τῆς Βόννης ἐν ὀνόματι ὁλοκλήρου τῆς Γερμανίας καὶ δηλοῖ ὅτι ἡ Γερμανικὴ Δημοκρατία ἥτις προσεχώρησε νομίμως εἰς τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν τοῦ Ἀτλάντικ Σίτυ, 1947, δέον νὰ θεωρῆται δικαιωματικῶς ὡς Μέλος τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

2. Ἡ Τσεχοσλοβακία δὲν ἀποδέχεται τὰς ἀποφάσεις τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν τοῦ Μπουένος Ἄϊρες, τὰς σχετικὰς μὲ τὴν Συμφωνίαν τῆς Ἐκτάκτου διοικητικῆς διασκέψεως ραδιοεπικοινωνιῶν τῆς Γενεύης, 1951, δοθέντος ὅτι αἱ ἀποφάσεις αὗται σκοποῦν νὰ νομιμοποιήσωσι τὴν ἐν λόγῳ Συμφωνίαν ἥτις εὑρίσκεται εἰς ἀντίφασιν μὲ τὸ ἄρθρον 47 τοῦ Κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιῶν τοῦ Ἀτλάντικ Σίτυ, 1947, ἐπιφυλάσσει δὲ εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα ὅπως συμμορφωθῇ ἐπακριβῶς πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 47 τοῦ Κανονισμοῦ τούτου.

3. Ἡ Τσεχοσλοβακία δὲν συμφωνεῖ μὲ τὰς ἀποφάσεις τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν τοῦ Μπουένος Ἄϊρες, τὰς σχετικὰς μὲ τὴν Διεθνῆ Ἐπιτροπὴν Καταγραφῆς Συχνοτήτων καὶ ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ ἀποδεχθῇ ἢ νὰ μὴ ἀποδεχθῇ τὸ ἄρθρον 6 τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν, εἴτε ἐν τῷ συνόλῳ του, εἴτε ἐν μέρει.

XXVIII.

Διὰ τὴν Τουρκίαν:

1. Ἐν ὄψει τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 12 τῆς νέας Συμβάσεως τοῦ Μπουένος-Ἄϊρες, ἐπιθυμῶ νὰ δηλώσω ρητῶς ἐν ὀνόματι τῆς ἀντιπροσωπείας μου ὅτι αἱ γενόμεναι προγενεστέρως ἐπιφυλάξεις ἐκ μέρους τῆς Τουρκικῆς Κυ-

βερνήσεως, αἱ ἀφορῶσαι τοὺς ἐν τῷ ἄρθρῳ τούτῳ ἀναφερομένους κανονισμούς, δέον νὰ ἐξακολουθήσωσι νὰ φέρωσι τὰ ἀποτελέσματά των.

2. Κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς τῶν Τελικῶν Πράξεων τῆς Συμβάσεως τοῦ Μπουένος-Ἄϊρες, δηλῶ ρητῶς ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεως τῆς Τουρκικῆς Δημοκρατίας, ὅτι ἡ Κυβέρνησίς μου οὐδεμίαν δύναται νὰ ἀποδεχθῇ ἐπιβάρυνσιν ἥτις θὰ ἠδύνατο νὰ προκύψῃ ἐκ τῶν ἐπιφυλάξεων ἢ ἀντεπιφυλάξεων αἵτινες ἤθελον ἐνδεχομένως διατυπωθῇ ὑπὸ οἱασδήποτε ἄλλης ἀντιπροσωπείας μετεχούσης εἰς τὴν παροῦσαν Διάσκεψιν.

XXIX.

Διὰ τὴν Νοτιοαφρικανικὴν Ἕνωσιν καὶ τὸ ἔδαφος τῆς Νοτιοδυτικῆς Ἀφρικῆς :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Νοτιοαφρικανικῆς Ἑνώσεως καὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Νοτιοδυτικῆς Ἀφρικῆς δηλοῖ ὅτι ἡ ὑπογραφὴ τῆς παρούσης Συμβάσεως ὑπὸ τῆς Νοτιοαφρικανικῆς Ἑνώσεως καὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Νοτιοδυτικῆς Ἀφρικῆς δίδεται ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι ἡ Νοτιοαφρικανικὴ Ἕνωσις καὶ τὸ ἔδαφος τῆς Νοτιοδυτικῆς Ἀφρικῆς δὲν δέχονται νὰ δεσμευθῶσι διὰ τοῦ ἐν τῷ ἄρθρῳ 12 τῆς ἐν λόγῳ Συμβάσεως ἀναφερομένου Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ.

XXX.

Διὰ τὴν Ἕνωσιν τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν :

Ἔχουσα ὑπ' ὄψιν :

Τὸ γεγονὸς ὅτι, βάσει τοῦ ἄρθρου 47 τοῦ Κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιῶν ὅστις συμπληροῖ τὴν Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν, ἡ ἔναρξις ἰσχύος τοῦ σπουδαιοτέρου μέρους τοῦ Κανονισμοῦ τούτου ὑπόκειται εἰς τὰς ἀποφάσεις τῆς ἐν τῷ ἄρθρῳ τούτῳ μνημονευομένης μελλούσης Εἰδικῆς διοικητικῆς διασκέψεως.

Θεωροῦσα :

Ὅτι, διὰ τῆς ἐγκρίσεως τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐκτάκτου διοικητικῆς διασκέψεως τῶν ραδιοεπικοινωνιῶν (Ε.Δ.Δ.Ρ.), τῷ 1951, παρεβιάσθησαν αἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου 47 τοῦ Κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ ὅτι, συνεπῶς, αἱ ὡς ἄνω ἀποφάσεις τῆς Ε.Δ.Δ.Ρ. εἶναι παράνομοι.

Λαμβάνουσα, ὡσαύτως, ὑπ' ὄψιν :

Τὸ γεγονὸς ὅτι ἡ Διάσκεψις πληρεξουσίων τοῦ 1952, λαμβάνουσα τὴν ἀπόφασιν καθ' ἣν αἱ παράνομοι αὗται ἀποφάσεις τῆς Ε.Δ.Δ.Ρ. θεωροῦνται ὡς ἀντικαθιστῶσαι τὰς διατάξεις τοῦ Κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιῶν, παρεβίασε οὕτω τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 13 τῆς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν τὰς σχετικὰς μὲ τὸν ὑποχρεωτικὸν χαρακτῆρα τῶν κανονισμῶν.

Ἡ Ἕνωσις τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν, ὑπὸ τὰς προϋποθέσεις αὐτάς, ἀφίνει ἀνοικτὸν τὸ ζήτημα τῆς ἀποδοχῆς τῶν διατάξεων τῆς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν τῶν σχετικῶν μὲ τὴν Διεθνῆ Ἐπιτροπὴν καταγραφῆς συχνοτήτων ὡς καὶ τὸ ζήτημα τῆς ἀποδοχῆς τοῦ Κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιῶν.

XXXI

Διὰ τὸ Κράτος τοῦ Βιέτ- Νάμ :

Ὑπογράφουσα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἐν ὀνόματι τοῦ Κράτους τοῦ Βιέτ-Νάμ, ἡ ἀντιπροσωπεία τοῦ Βιέτ-Νὰμ ἐπιφυλάσσει τὸ δικαίωμα τῆς Κυβερνήσεώς της ὅπως ἀποδεχθῇ ἢ οὔ :

πᾶσαν ὑποχρέωσιν σχέσιν ἔχουσαν μὲ τὸν ἐν τῷ ἄρθρῳ 12 προβλεπόμενον Τηλεφωνικὸν Κανονισμὸν καί, ἰδιαιτέρως, ἐν τῇ περιπτώσει καθ' ἣν ὁ Κανονισμὸς οὗτος ἤθελεν ἐπεκταθῇ καὶ εἰς τὴν ὑπερευρωπαϊκὴν διέλευσιν·

πᾶσαν προσωρινὴν συμφωνίαν συναπτομένην ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου μετὰ τῶν διεθνῶν ὀργανισμῶν, ἣν ἤθελε θεωρήσει ὡς ἀντίθετον πρὸς τὰ συμφέροντά της.

Ἐπιπροσθέτως, θεωρεῖ ρητῶς ὡς ἀβασίμους ἀπὸ νομικῆς ἀπόψεως καὶ ἐν προφανῇ ἀντιφάσει πρὸς τὴν Σύμβασιν, τὰς δηλώσεις τὰς γενομένας ὑπὸ τῶν ἀντιπροσωπειῶν :

τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας
τῆς Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας
τῆς Ρουμανικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας
τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Ἀλβανίας
τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Πολωνίας
τῆς Σοβιετικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Λευκορωσίας.

τῆς Σοβιετικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐκρανίας.

τῆς Τσεχοσλοβακίας
τῆς Ε.Σ.Σ.Δ.

τὰς ἀμφισβητούσας τὸ δικαίωμα τοῦ ἀντιπροσώπου τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βιέτ-Νάμ, παρόντος ἐν τῇ συνελεύσει ταύτῃ, ὅπως ὑπογράψῃ, ἐν ἀπολύτῳ νομιμότητι, τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν, συμφώνως πρὸς τὴν ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων τοῦ Μπουένος- Ἄϊρες ληφθεῖσαν ἀπόφασιν.

XXXII

Διὰ τὸ Βέλγιον, τὸ Βασίλειον τῆς Καμβότζης ,τὴν Κίναν, τὴν Δημοκρατίαν τῆς Κολομβίας, τὸ Βελγικὸν Κογκὸ καὶ τὸ ἔδαφος τοῦ Ρουάντα-Οὐρούντι, τὴν Κοσταρίκαν, τὴν Κούβαν, τὴν Αἴγυπτον, τὴν Γαλλίαν, τὴν Ἑλλάδα, τὴν Δημοκρατίαν τῶν Ἰνδιῶν, τὸ Ἰράν, τὸ Ἰράκ, τὸ Κράτος τοῦ Ἰσραὴλ τὴν Ἰαπωνίαν, τὸ Χασεμιτικὸν Βασίλειον τῆς Ἰορδανίας, τὸν Λίβανον, τὸ Μονακό, τὴν Πορτογαλίαν, τὰ Γαλλικὰ προτεκτοράτα τοῦ Μαρόκου καὶ τῆς Τυνισίας, τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας, τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Γιουγκοσλαβίας, ,τὴν Σουηδίαν, τὴν Ἑλβετικὴν Συνομοσπονδίαν, τὴν Συριακὴν Δημοκρατία τὰ Ὑπερπόντια ἐδάφη τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας καὶ τὰ ὡς τοιαῦτα διοικούμενα ἐδάφη ,τὰ Ὑπερπόντια Πορτογαλικὰ ἐδάφη, τὸ Κράτος τοῦ Βιέτ-Νάμ.

Αἱ ὑπογεγραμμέναι ἀντιπροσωπεῖαι δηλοῦσιν, ἐν ὀνόματι τῶν οἰκείων Κυβερνήσεών των ,ὅτι οὐδεμίαν ἀποδέχονται συνέπειαν ἐκ τῶν ἐπιφυλάξεων τῶν ἐχουσῶν ἀντικείμενον τὴν αὔξησιν τῆς μερίδος συμμετοχῆς των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

Βέλγιον
Καμβότζη (Βασίλειον τῆς)
Κίνα
Κολομβία (Δημοκρατία τῆς)
Βελγικὸν Κογκὸ καὶ
ἔδαφος τοῦ Ρουάντα -Οὐρούντι
Κοσταρίκα
Κούβα
Αἴγυπτος
Γαλλία
Ἑλλὰς
Ἰνδίαι (Δημοκρατία τῶν)
Ἰρὰν
Ἰρὰκ
Ἰσραὴλ (Κράτος τοῦ)
Ἰαπωνία
Ἰορδανία (Χασεμιτικὸν Βασίλειον)
Λίβανος
Μονακὸ
Πορτογαλία
Γαλλικὰ προτεκτοράτα τοῦ Μαρόκου καὶ τῆς Τυνισίας.
Ὁμοσπονδιακὴ Δημοκρατία τῆς Γερμανίας
Ὁμοσπονδιακὴ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Γιουγκοσλαβίας
Σουηδία
Ἑλβετία (Συνομοσπονδία)
Συριακὴ (Δημοκρατία)
Ὑπερπόντια ἐδάφη τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας καὶ ἐδάφη διοικούμενα ὡς τοιαῦτα.
Ὑπερπόντια Πορτογαλικὰ ἐδάφη.
Βιέτ-Νὰμ (Κράτος τοῦ)

XXXIII

Διὰ τὸ Ἀφγανιστάν, τὸ Βασίλειον τῆς Σαουδιτικῆς Ἀραβίας, τὴν Αἴγυπτον, τὸ Ἰράκ, τὸ Χασεμιτικὸν Βασίλειον τῆς Ἰορδανίας, τὸν Λίβανον, τὸ Πακιστάν, τὴν Συριακὴν Δημοκρατίαν καὶ τὴν Ὑεμένην :

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ἀνωτέρω χωρῶν δηλοῦσιν ὅτι ἡ ὑπ' αὐτῶν ὑπογραφὴ τῆς Συμβάσεως τοῦ Μπουένος-Ἄϊρες ὡς καὶ ἡ μεταγενεστέρα ἐνδεχομένη ἐπικύρωσις τῆς Πράξεως ταύτης ὑπὸ τῶν οἰκείων Κυβερνήσεών των δὲν ἰσχύουσιν ἔναντι τοῦ ἐν τῷ Παραρτήματι 1 τῆς ἐν λόγῳ Συμβάσεως ἐγγεγραμμένου ὑπὸ τὸ ὄνομα Ἰσραὴλ Μέλους καὶ ἐπ' οὐδενὶ λόγῳ συνεπάγονται τὴν ἀναγνώρισίν του.

XXXIV

Διὰ τὴν Αἴγυπτον καὶ τὴν Συριακὴν Δημοκρατίαν.

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῆς Αἰγύπτου καὶ τῆς Συριακῆς Δημοκρατίας δηλοῦσιν, ἐν ὀνόματι τῶν Κυβερνήσεών των, ὅτι ἀντιτίθενται πρὸς τὴν παράγραφον 12, ἐδάφιον β)1ο, τοῦ ἄρθρου 5, ὡς καὶ πρὸς τὴν παράγραφον 1, ἐδάφιον ζ, τοῦ ἄρθρου 9, αἵτινες ἐξουσιοδοτοῦσι τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ὅπως συνάπτῃ ἐν ὀνόματι τῆς Ἑνώσεως προσωρινὰς συμφωνίας μετὰ διεθνῶν ὀργανώσεων. Αἱ Κυβερνήσεις των δὲν θὰ δεσμεύωνται ὑπὸ τοιούτων συμφωνιῶν ἐὰν τὰς θεωρήσωσιν ὡς ἀντιθέτους πρὸς τὰ συμφέροντά των.

XXXV

Διὰ τὴν Ἕνωσιν τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν, διὰ τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐκρανίας καὶ διὰ τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λευκορρωσίας.

Καθ' ἣν στιγμὴν ὑπογράφουσι τὴν Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν, αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῆς Ε.Σ.Σ.Δ., τῆς Σ.Σ.Δ. τῆς Οὐκρανίας καὶ τῆς Σ.Σ.Δ. τῆς Λευκορρωσίας δηλοῦσι τὰ ἀκόλουθα:

1. Ἡ ἀπόφασις τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων ὅπως ἀναγνωρίσῃ εἰς τοὺς ἀνθρώπους τοῦ Κουομιντάγκ τὸ δικαίωμα ὅπως ὑπογράψωσι τὴν Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν εἶναι παράνομος, δοθέντος ὅτι οἱ μόνοι νόμιμοι ἀντιπρόσωποι τῆς Κίνας εἶναι οἱ ἀντιπρόσωποι οἱ διωρισμένοι ὑπὸ τῆς Κεντρικῆς Λαϊκῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Κίνας καὶ ὅτι οὗτοι μόνον ἔχουν τὸ ἀπόλυτον δικαίωμα ὅπως ὑπογράψωσι τὴν Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν ἐν ὀνόματι τῆς Κίνας.

2. Οἱ ἀντιπρόσωποι τοῦ Βιὲτ-Νὰμ τοῦ Μπάο-Ντάϊ καὶ τῆς Νοτίου Κορέας δὲν ἀντιπροσωπεύουσιν ἐν τῇ πραγματικότητι τὸ Βιὲτ-Νὰμ καὶ τὴν Κορέαν, ἐφ' ᾧ καὶ ἡ συμμετοχή των εἰς τὰς ἐργασίας τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων καὶ τὸ γεγονὸς τῆς ἀναγνωρίσεως εἰς αὐτοὺς τοῦ δικαιώματος τῆς ὑπογραφῆς τῆς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν ἐξ ὀνόματος τοῦ Βιὲτ-Νὰμ καὶ τῆς Κορέας εἶναι παράνομοι.

3. Ἡ Κυβέρνησις τῆς Γερμανικῆς Δημοκρατίας προσεχώρησεν εἰς τὴν Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν (Ἀτλάντικ Σίτυ, 1947) συμφώνως πρὸς τὴν ἐν τῷ Προσθέτῳ Πρωτοκόλλῳ 11 τῆς Συμβάσεως ταύτης προβλεπομένην διαδικασίαν. Κατὰ συνέπειαν ἡ Γερμανικὴ Δημοκρατία εἶναι μέρος εἰς τὴν Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν τοῦ 1947 καὶ αὐτοδικαίως Μέλος τῆς Δ.Ε.Τ. Αἱ ἀρχαὶ τῆς Βόννης δὲν ἀντιπροσωπεύουσι καὶ δὲν δύνανται νὰ ἀντιπροσωπεύωσι ὁλόκληρον τὴν Γερμανίαν. Συνεπείᾳ τούτου, ἡ ὑπογραφὴ ὑπὸ τῶν ἐν λόγῳ ἀρχῶν, τῆς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν τῆς ἐγκριθείσης ὑπὸ τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων τοῦ Μπουένος-Ἄϊρες, εἶναι παράνομος.

XXXVI

Διὰ τὴν Ὁμοσπονδίαν τῆς Αὐστραλίας, τὸν Καναδᾶν, τὴν Κίναν, τὰς Ἡνωμένας Πολιτείας τῆς Ἀμερικῆς, τὴν Δημοκρατίαν τῶν Ἰνδιῶν, τὸ Ἰράκ, τὸ Χασεμιτικὸν Βασίλειον τῆς Ἰορδανίας, τὸ Μεξικόν, τὴν Νέαν Ζηλανδίαν, τὰς Κάτω-Χώρας καὶ τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας.

Δοθέντος ὅτι χῶραί τινες ἐπεφύλαξαν εἰς ἑαυτὰς τὸ δικαίωμα ν' ἀποδεχθῶσι ἢ νὰ μὴ ἀποδεχθῶσι τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 6 τῆς Συμβάσεως, αἱ χῶραι ὧν τὰ ὀνόματα ἕπονται ἐπιφυλάσσουσιν εἰς ἑαυτὰς τὸ δικαίωμα νὰ λάβωσι πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα καὶ, ἂν ᾖ περίπτωσις συλλογικῶς μετ' ἄλλων Μελῶν τῆς Ἑνώσεως, ἵνα ἐξασφαλίσωσι τὴν καλὴν λειτουργίαν τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνοτήτων, διὰ τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν αἱ χῶραι αἱ διατυπώσασαι ἐπιφυλάξεις δὲν ἤθελον ἀποδεχθῆ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 6 τῆς Συμβάσεως.

Ὁμοσπονδία τῆς Αὐστραλίας
Καναδᾶς
Κίνα
Ἡνωμ. Πολιτεῖαι τῆς Ἀμερικῆς
Δημοκρατία τῶν Ἰνδιῶν
Ἰράκ
Χασεμιτικὸν Βασίλειον τῆς Ἰορδανίας
Μεξικὸν
Νέα Ζηλανδία
Κάτω-Χῶραι, Σουρινάμ, Ὁλλανδικαὶ Ἀντίλλαι, Νέα Γουϊνέα
Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας.

ΕΙΣ ΠΙΣΤΩΣΙΝ, οἱ οἰκεῖοι πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὸ Τελικὸν τοῦτο Πρωτόκολλον εἰς ἓν ἀντίτυπον καὶ εἰς ἑκάστην ἐκ τῶν γλωσσῶν ἀγγλικήν, κινεζικήν, ἱσπανικήν, γαλλικὴν καὶ ρωσσικήν. Τὸ πρωτόκολλον τοῦτο θὰ παραμείνῃ κατατεθειμένον εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἀργεντινῆς Δημοκρατίας, ἓν ἀντίγραφον δὲ αὐτοῦ θὰ δοθῇ εἰς ἑκάστην ὑπογράψασαν Κυβέρνησιν.

Ἐγένετο ἐν Μπουένος Ἄϊρες, τῇ 22ᾳ Δεκεμβρίου 1952 (Ἕπονται αἱ αὐταὶ ὑπογραφαὶ τῆς Συμβάσεως).

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Η ετησία συνδρομή της Εφημερίδος της Κυβερνήσεως, ή τιμή των τμηματικώς πωλουμένων φύλλων αυτής και τα τέλη δημοσιεύσεως εν τω Δελτίω Ανωνύμων Εταιρειών και Εταιρειών Περιωρισμένης Ευθύνης και τω Παραρτήματι της Εφημερίδος της Κυβερνήσεως έχουσι καθορισθή ως κάτωθι:

Α'. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

		Έσωτ.	Έξωτ.
1. Διά το τεύχος Α'	Δρχ.	150	200
2. » » » Β'	»	100	150
3. » » » Γ'	»	100	150
4. » » Παράρτημα	»	100	150
5. » » Δελτίον Ανωνύμων Εταιρειών	»	250	300
6. » » τεύχος «Πράξεις Νομικών Προσώπων Δ. Δ. κλπ.»	»	100	150
7. » » Δελτίον Εμπορικής και Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας	»	50	100
8. Δι' άπαντα τα τεύχη, το Παράρτημα και τα Δελτία	»	700	—

Οι Δήμοι και αι Κοινότητες του Κράτους καταβάλλουσι το ήμισυ των άνωτέρω συνδρομών.

Το ύπερ του Ταμείου Αλληλοβοηθείας Προσωπικού Εθνικού Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ποσοστόν επί των άνωτέρω συνδρομών ωρίσθη ως εξής:

1. Διά το τεύχος Α'	Δραχ.	10
2. » » » Β'	»	5
3. » » » Γ'	»	5
4. » » Παράρτημα	»	5
5. » » Δελτίον Ανωνύμων Εταιρειών	»	20
6. » » τεύχος «Πράξεις Νομικών Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.»	»	5
7. » » Δελτίον Εμπ. και Βιομ. Ιδιοκτησίας	»	2
8. Δι' άπαντα τα τεύχη	»	40

Οι Δήμοι και αι Κοινότητες του Κράτους καταβάλλουσιν ολόκληρον το ύπερ του Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστόν.

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Έκαστον φύλλον, εξαιρέσει ειδικών περιπτώσεων, τιμάται δραχ. 1.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εις το Δελτίον Ανωνύμων Εταιρειών και Εταιρειών Περιωρισμένης Ευθύνης:

Α' Δημοσιεύματα Ανωνύμων Εταιρειών.

1. Των δικαστικών πράξεων	Δραχ.	200
2. Των καταστατικών Ανωνύμων Εταιρειών	»	3.000
3. Των τροποποιήσεων των καταστατικών των Ανωνύμων Εταιρειών	»	500
4. Των ανακοινώσεων και προσκλήσεων εις γενικάς συνελεύσεις ως και των κατά το άρθρον 32 του Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων	»	300
5. Των ανακοινώσεων των υπό διάλυσιν Ανωνύμων Εταιρειών, κατά το Β.Δ.20)5)1939	»	25
6. Των Ισολογισμών των Ανωνύμων Εταιρειών	»	1.000
7. Των συνοπτικών μηνιαίων καταστάσεων των Τραπεζικών Εταιρειών	»	120
8. Των Υπουργικών αποφάσεων περί αναβολής συγκλήσεως των γενικών συνελεύσεων των Ανωνύμων Εταιρειών	»	150
9. Των αποφάσεων περί εγκρίσεως τιμολογίων των Ασφαλιστικών Εταιρειών	»	60
10. Των Υπουργικών αποφάσεων περί παροχής άδειας επεκτάσεως των εργασιών Ασφαλιστικών Εταιρειών, ως και των εκθέσεων περιουσιακών στοιχείων	»	300
11. Των περί παροχής πληρεξουσιότητος πρός αντιπροσώπευσιν εν Ελλάδι αλλοδαπών Εταιρειών	»	100
12. Των αποφάσεων περί συγχωνεύσεως Ανωνύμων Εταιρειών	»	1.000

Β'. Δημοσιεύματα Εταιρειών Περιωρισμένης Ευθύνης.

1. Των Καταστατικών	Δραχ.	500
2. Των τροποποιήσεων των Καταστατικών	»	200
3. Των ανακοινώσεων και προσκλήσεων	»	100
4. Των Ισολογισμών	»	300

ΙΙ. Εις το Παράρτημα:

1. Των δικαστικών πράξεων, προσκλήσεων και λοιπών δημοσιεύσεων	»	25
2. Των άδειών πωλήσεως ιαματικών υδάτων	»	200

Το ύπερ του Ταμείου Αλληλοβοηθείας Προσωπικού Εθνικού Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστόν επί των τελών δημοσιεύσεων εν γένει ωρίσθη εις 5 ο)ο.

Α'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αι συνδρομαί του εσωτερικού και τα τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εις τα Δημόσια Ταμεία έναντι αποδεικτικού εισπράξεως, όπερ μερίμνη του ενδιαφερομένου αποστέλλεται εις την Υπηρεσίαν του Εθνικού Τυπογραφείου.

2. Αι συνδρομαί του εξωτερικού δύνανται ν' αποστέλλωνται και εις άνάλογον συνάλλαγμα δι' επιταγής επ' ονόματι του Διευθυντού του Εθνικού Τυπογραφείου.

3. Η καταβολή του ύπερ του Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστού επί των άνωτέρω συνδρομών και τελών δημοσιεύσεων ενεργείται εν Αθήναις μεν εις το ταμείον του ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Εθνικού Τυπογραφείου), εν ταις λοιπαίς δε πόλεσι του Κράτους εις τα Δημόσια Ταμεία, άτινα αποδίδουσι τούτο εις το ΤΑΠΕΤ, συμφώνως προς τα οριζόμενα διά της υπ' αριθ. 192378)3639 του έτους 1947 (RONEO 185) εγκυκλίου διαταγής της Γενικής Διευθύνσεως Δημοσίου Λογιστικού. Επί συνδρομών εξωτερικού αποστελλομένων δι' επιταγών, συναποστέλλεται διά των επιταγών και το ύπερ του ΤΑΠΕΤ ποσοστόν.

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΧΡ. ΤΡΥΦΩΝΑΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ